

## Défaite pour G. W. Bush

■ Le président républicain perd sa majorité au Sénat

■ La défection du sénateur Jim Jeffords donne le contrôle de la Chambre haute aux démocrates

■ La Maison Blanche contrainte à gouverner plus au centre

■ Elle devra modérer ses politiques judiciaire, énergétique et fiscale

Lire page 2

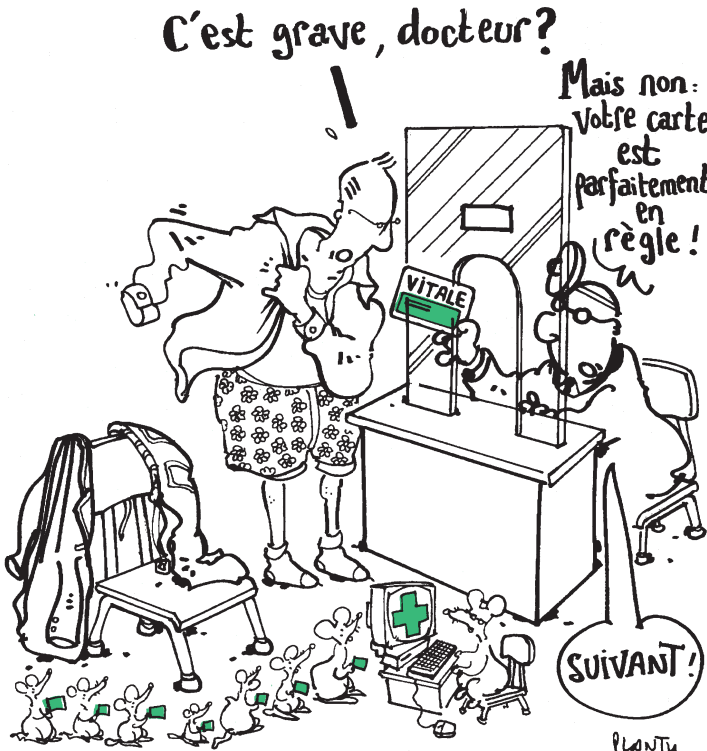
## Santé : la carte Vitale, ça marche

● Quatre ans après un lancement controversé, la carte à puce qui permet des remboursements rapides est devenue d'un usage courant ● Chaque semaine, 4 millions de patients l'utilisent ● La moitié des médecins l'ont adoptée ● Quinze millions de dossiers à l'ancienne restent en souffrance

REJETÉE par les professionnels de la santé, moquée par les utilisateurs pour son inefficacité, la carte Vitale de la Sécurité sociale, créée en 1997, a eu des débuts poussifs et décevants. Aujourd'hui, elle décolle. Chaque semaine, quatre millions de patients utilisent cette carte à puce qui impose aux médecins de télétransmettre les feuilles de soins électroniques et impose aux malades d'être remboursés plus rapidement.

Le nombre de ses adeptes parmi les professionnels de la santé augmente chaque jour. 51 % des médecins libéraux s'en servent (93 % dans les Vosges, mais 40 % à Paris). Les généralistes l'ont adoptée à 67,5 %, mais les spécialistes à 32,5 % seulement.

La petite carte verte en plastique, style carte bancaire, entre donc dans la vie quotidienne des Français. Selon l'enquête du Monde, les médecins utilisateurs en paraissent satisfaits. Les particuliers ne peuvent que l'être. Au moment où quinze millions de feuilles de soins sont en souffrance



Lire page 8



## GRAND PRIX DU « MIDI LIBRE » Un rêve au sommet

Avec son casque profilé, Eric Fottorino se trouvait des airs de lutin dans le contre-la-montre de 19 kilomètres qui parcourait les rues de Montpellier, jeudi 24 mai. Cette troisième étape du Grand Prix du Midi libre était une demi-pause pour notre reporter-coureur. Les affaires sérieuses ont repris vendredi dans la montagne, avec l'étape la plus longue, qui traverse les Cévennes, avec deux cols sévères. Et le risque de la défaillance annoncée par « la sorcière aux dents vertes ». Le rêve d'enfant est à son sommet. Le récit p. 12

www.lemonde.fr/midilibre

## Berlusconi, un modèle ?

LES DIRIGEANTS de la droite française accueillent la victoire de Silvio Berlusconi avec une certaine perplexité. Si Alain Madelin et Edouard Balladur appellent l'opposition à s'inspirer de la stratégie et du programme du « Cavalier », d'autres hésitent à le prendre pour modèle en raison de sa richesse personnelle et de son pouvoir médiatique. La gauche plurielle, elle, a trouvé des motifs d'inquiétude dans la défaite de la coalition de L'Olivier. Si le résultat des élections italiennes n'est pas présent dans la campagne britannique, Tony Blair n'a pas les réticences du gouvernement français à l'égard de Silvio Berlusconi.

Lire page 6

www.lemonde.fr/italie2001

## Dingding, reporter international, retournera au Tibet, même chinois

L'ANOMALIE aurait, à coup sûr, inspiré au capitaine Haddock quelques-uns de ses jurons favoris. Elle s'étalait sur la couverture de la version chinoise de *Tintin au Tibet*, fraîchement sortie des presses de la Chinese Children Publishing House, en vertu d'un accord signé avec Casterman, l'éditeur historique d'Hergé, pour la diffusion, derrière la Grande Muraille, des aventures du célèbre reporter. Le 22 mai à Pékin, le lancement promotionnel de ce partenariat aux perspectives lucratives - un marché de plusieurs dizaines de millions de livres - a été gâché par la découverte d'une faute de traduction lourde de sens. Calligraphié en mandarin, le vingtième album de Tintin était devenu : *Tintin au Tibet chinois*.

Mise en évidence par un journaliste de *La Libre Belgique*, l'affaire a aussitôt menacé de se changer en scandale politique. A Bruxelles, où tout ce qui concerne Tintin peut prendre en un éclair des proportions démesurées, *Le Soir* a parlé de « trahison ». Conduisant la délégation à Pékin, le ministre belge de la culture, Louis Michel, venait de qualifier le reporter à la houppe d'« ambassadeur de Belgique le plus célèbre dans le monde entier ».

Peu original, le compliment tombait bien mal. Car la traduction chinoise de son aventure himalayenne pouvait laisser penser à ses futurs lecteurs qu'en 1958, lorsque Hergé en dessina les premières planches, Tintin considérait comme acquise l'appartenance du Tibet à la Chine.

Or, rien dans le récit ni dans les explications données par l'auteur - décédé en 1983 - n'accrédite cette hypothèse. Tout au contraire, *Tintin au Tibet*, qu'Hergé présentait comme son « album préféré » parce qu'il y avait, disait-il, « mis beaucoup de [lui-] même », apparaît comme l'un des moins « politiques », pour une fois déconnecté du contexte historique. Aucune allusion à l'invasion du pays, en 1950, par les troupes chinoises ; ni à l'exil forcé du dalaï-lama, en 1959, après la répression sanglante des émeutes de Lhassa. Les exégètes relèveront, en revanche, que Tintin et ses compagnons, perdus dans la montagne, sont sauvés par un groupe de moines issus d'un de ces monastères dont le pouvoir chinois s'efforce toujours de briser la résistance.

« Un Tintin au Tibet remodelé par les autorités chinoises, cela dépasse l'entendement !, s'est indignée, dans la presse belge, la veuve d'Hergé,

Fanny Rémy. Il n'en est et n'en sera jamais question. » « Tout le monde sait que nous soutenons la cause du dalaï-lama, a précisé au Monde son époux, Nick Rodwell. Casterman est libre de publier des aventures de Tintin, mais nous avons le devoir de veiller au respect du droit moral de l'œuvre d'Hergé. » « Pour l'instant, a-t-il ajouté, il m'est difficile de commenter cette situation, qui doit être très délicate : je n'ai pas reçu l'album. »

Embarrassés, les dirigeants de Casterman ont conclu, jeudi à Pékin, un accord très diplomatique avec leurs partenaires chinois : les 10 000 exemplaires du *Tibet* déjà imprimés seront mis en vente ; les futures rééditions seront corrigées. Soixante-sept ans après son arrivée au port de Shanghai, au début du *Lotus bleu*, l'ensemble des aventures de Tintin - en chinois : *Dingding* - sera commercialisé en Chine, à deux exceptions près : *Tintin au Congo*, jugé « colonialiste », et *Tintin au pays des soviets*, trop anti-communiste. Quant au coupable *Tibet chinois*, les tintinologues lui promettent un succès mondial auprès des collectionneurs.

Hervé Gattegno



## INTERACTIF Tout faire avec sa télé

Réserver un billet d'avion depuis son téléviseur, consulter son compte en banque ou programmer son menu télévisuel des jours à venir : telles sont quelques-unes des offres promises par la télévision interactive. Pour les abonnés du câble et des bouquets numériques par satellite, c'est déjà une réalité depuis plusieurs années, avec un vif succès pour le PMU. p. 17

## Les ombres de Clearstream



CARLOS ZEYEN

UNE BOMBE menace le système financier européen, si l'action de la justice luxembourgeoise contre la société Clearstream confirme des actes de blanchiment. Carlos Zeyen, substitut du procureur, estime que les résultats de l'enquête seront connus dans cinq à six semaines.

Lire page 15

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 526 - 7,50 F



## POINT DE VUE

## Etats-Unis : la tentation de la démesure

par Nicolas Baverez

DERRIÈRE le psychodrame de l'éviction des Etats-Unis de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le 4 mai, s'impose le constat d'une accumulation des contentieux diplomatiques et d'une dégradation des relations entre les Etats-Unis et le reste du monde, y compris leurs alliés les plus fidèles, tels, en Europe, le Royaume-Uni ou l'Allemagne.

En dehors des frictions classiques, portant notamment sur le partage du coût de la garantie de sécurité offerte à l'Europe et au Japon durant la guerre froide, les principaux sujets de discord s'étaient concentrés jusqu'à la fin des années 1990 autour du commerce et de l'ouverture des marchés. La montée en puissance des économies européenne et japonaise à partir des années 1960 comme la constitution du Marché commun se sont logiquement traduites par des tensions croissantes, tant sur le plan bilatéral qu'au sein du GATT, puis de l'OMC. Ces conflits, avivés par le creusement du déficit commercial américain durant la miraculeuse décennie 1990, ont culminé avec

l'échec de la conférence de Seattle, le 3 décembre 1999. Les relations entre, d'une part, l'Alena et la Zone de libre-échange des Amériques (800 millions de consommateurs potentiels à l'horizon 2005) et, d'autre part, l'Union européenne élargie (480 millions d'habitants), n'iront pas sans heurts. Ceux-ci n'en devraient pas moins rester sous contrôle, permettant d'éviter l'enchaînement des protectionnismes et des dévaluations compétitives qui représentent l'une des menaces majeures pesant sur le développement de l'économie ouverte.

Plus nouvelle et préoccupante pour la stabilité du monde apparaît la récente succession de coups de force d'une diplomatie américaine qui entend imposer une valeur universelle aux principes, aux institutions, aux structures économiques et sociales des Etats-Unis.

Lire la suite page 13

Nicolas Baverez est économiste et historien.



## COUPE DE FRANCE DE FOOT Amiens attend depuis cent ans

L'année de son centenaire, l'Amiens Sporting Club (photo, en blanc) dispute, samedi, la finale de la Coupe de France, face au Racing Club de Strasbourg. Jusqu'à présent, le club n'a obtenu aucun titre. « Une frustration d'un siècle », dit Denis Troch, l'entraîneur. Toute la Picardie sera à la fête au Stade de France pour la plus populaire des compétitions hexagonales. p. 21

International.....	2	Tableau de bord.....	18
France.....	6	Aujourd'hui.....	21
Société.....	8	Météorologie-Jeux.....	24
Carnet.....	10	Culture.....	25
Régions.....	11	Guide culturel.....	27
Horizons.....	12	Kiosque.....	28
Entreprises.....	15	Abonnements.....	28
Communication.....	17	Radio-Télévision.....	29

**ÉTATS-UNIS** La défection, jeudi 24 mai, du sénateur républicain Jim Jeffords a fait basculer le Sénat dans le camp des démocrates. ● QUATRE MOIS après son accession à la prési-

dence, ce renversement de majorité au sein de la chambre haute du Congrès est un coup dur de George W. Bush, dont la marge de manœuvre politique se trouve réduite. Qualifié de

« *cataclysme politique* » par un sénateur républicain, ce revers illustre les lacunes du président Bush, dont la méthode est jugée trop rigide. ● JIM JEFFORDS a expliqué qu'il était de

plus en plus mal à l'aise face à une politique jugée trop à droite, alors que la campagne du candidat Bush avait été axée sur des thèmes centristes. ● L'ADMINISTRATION BUSH ne

néglige aucun détail pour imposer son contrôle conservateur dans tous les domaines, comme en témoigne notamment la nomination de l'avocat général de la Cour suprême.

# La défection du sénateur Jeffords affaiblit le pouvoir de George W. Bush

La perte de contrôle du Sénat par le Parti républicain constitue un sérieux revers pour le président. Le chef de la Maison Blanche devra désormais composer avec une chambre haute à majorité démocrate pour mettre en œuvre son programme

**NEW YORK**

de notre correspondante

Après quatre premiers mois remarquablement réussis à la Maison Blanche, compte tenu des circonstances dans lesquelles il y a accédé, George W. Bush a trébuché, jeudi 24 mai, sur un obstacle imprévu qui le prive d'une précieuse marge de manœuvre et va le contraindre à réviser à la baisse la plupart de ses objectifs législatifs.

Faisant basculer le Sénat dans le camp démocrate pour la première fois depuis 1994, la défection du sénateur républicain du Vermont Jim Jeffords, un modéré qui s'est trouvé de plus en plus en porte-à-faux avec la direction conservatrice prise par son parti et le président, a semé la consternation et le chaos dans les rangs du Grand Old Party à Washington.

Signe du désarroi ambiant, on s'y montrait jeudi beaucoup plus prompt à blâmer la direction du parti au Congrès et la Maison Blanche que le sénateur Jeffords, dont les collègues unanimes soulignent l'intégrité et le courage politique. « Clinton a perdu la majorité au bout de deux ans. Bush, lui, n'a mis que quatre mois », ironisait-on jeudi dans les couloirs du Congrès.

« Nous sommes en état de choc », a résumé le sénateur Don Nickles, républicain d'Oklahoma, en sortant d'une réunion de son groupe parlementaire. « On est en train de se frayer un chemin dans

un tremblement de terre et d'évacuer les survivants », a paraphrasé son collègue du Nebraska, Chuck Hagel, sur ABC. « Il va falloir se poser les vraies questions, se demander à quoi sert ce parti, s'il est en phase avec le public. Et si cela veut dire changer de dirigeants, allons-y. »

Pour George W. Bush, c'est le premier vrai coup dur de sa présidence, un coup dur dont les répercussions n'ont pas fini de se faire sentir. Car c'est bien sur ses épaules que retombent à la fois la responsabilité et les conséquences de ce « *cataclysme politique* », selon l'expression du sénateur républicain Richard Shelby.

« **GAFFE COLOSSALE** »

Dans tous les cas de figure, M. Bush - accusé de ne pas avoir vu venir ni su prévenir le départ du sénateur du Vermont - est perdant : s'il a été mal informé sur les états d'âme de Jim Jeffords, c'est qu'il est mal entouré, puisque ce rôle incombe normalement au vice-président Dick Cheney, qui supervise les relations avec le Congrès, et au chef de la majorité au Sénat, le sénateur Trent Lott. Si en revanche il était au courant du malaise du sénateur Jeffords mais l'a sous-estimé, il a commis une erreur de jugement politique. Lorsque l'on gouverne sans solide mandat populaire avec une majorité parlementaire aussi précaire, une

vigilance accrue du moral des troupes paraît de rigueur. Si, enfin, la Maison Blanche a délibérément cherché à punir Jim Jeffords pour l'affront commis en avril lorsque le sénateur - très attaché à un certain nombre de programmes sociaux et éducatifs - a exprimé son désaccord avec l'ampleur du plan présidentiel de réductions

gaffe colossale, car il aurait pu être si facilement évité, commentait jeudi le *New York Post*. Voilà ce qui se passe quand un sénateur un peu sensible se heurte à une brute présidentielle. Car ne vous y trompez pas : George W. Bush est une brute », ajoute ce journal pourtant favorable à la droite.

Plus subtil, le sénateur républi-

## Le retour de la cohabitation

Ils étaient 50 + 50 au Sénat, moitié démocrates, moitié républicains, et, puisqu'il fallait bien les départager, on ajoutait la voix du vice-président des Etats-Unis, qui faisait pencher la balance en faveur des républicains. A partir du 5 juin, ils seront 50 + 49 + 1 : 50 démocrates, 49 républicains et 1 indépendant, M. Jeffords, qui votera avec qui bon lui semble.

Cela signifie que le Parti démocrate n'aura pas toujours les voix nécessaires pour remporter les votes, mais que, devenu majoritaire, il aura le contrôle de l'ordre du jour et la présidence des très importantes commissions du Sénat, où se fait le gros du travail législatif et par lesquelles passe notamment la confirmation des hauts fonctionnaires, des juges fédéraux et des juges de la Cour suprême. Le chef de la majorité sénatoriale ne sera plus le républicain Trent Lott, mais le démocrate Tom Daschle, et c'est désormais avec lui que le président Bush devra négocier. - (Corresp.)

d'impôts et a voté avec les démocrates pour ramener ce plan de 1,6 à 1,35 milliard de dollars, c'est encore plus grave. Cela signifie que le président, réputé placer la loyauté au-dessus de tout, est incapable d'accepter les désaccords.

« Ce revers énorme pour les républicains sera à jamais qualifié de

cain John McCain, ex-rival électoral de M. Bush, n'en enfonce pas moins le clou, dans un communiqué sur l'affaire Jeffords : « La tolérance des divergences est la marque des partis politiques mûrs, observe-t-il, et il est grand temps que le Parti républicain passe à l'âge adulte. »

Ce n'est pas le message, pourtant, que semble avoir retenu le président Bush. En voyage à Cleveland, M. Bush a déclaré « respecter » le sénateur Jeffords, mais pour ajouter aussitôt qu'il « était en total désaccord » avec lui.

La méthode de gestion Bush se trouve donc soudain en butte aux critiques, une méthode dont l'efficacité a été largement saluée par la plupart des bilans des « cent premiers jours » de la présidence Bush (discipline, cohérence, parfaite résistance aux fuites...) mais dont la rigidité semble à présent être aussi l'une des caractéristiques.

**COUP DE FOUET**

Plus grave cependant, l'affaire Jeffords et la perte de la majorité républicaine au Sénat affaiblissent M. Bush au moment où il aurait dû triompher grâce à l'adoption - avec une remarquable rapidité et un minimum de concessions - de son plan de réduction d'impôts dont il avait fait la pièce maîtresse de son programme électoral. Elles donnent aux démocrates, passablement désorganisés jusqu'ici, le coup de fouet dont ils avaient besoin, et surtout le contrôle de l'ordre du jour au Sénat : « Dire que nous sommes excités est un euphémisme », s'est exclamé le sénateur démocrate Chuck Schumer, annonçant un « grand coup de barre au centre ». Elles privent

le président Bush des fruits du capital politique accumulé pendant les premiers mois de sa présidence, au cours desquels il a fait la preuve qu'il pouvait surmonter le handicap du contexte douteux de son élection, travailler avec le Congrès, mettre sur les rails son projet de réforme de l'éducation, faire adopter les baisses d'impôts et même grimper dans les sondages.

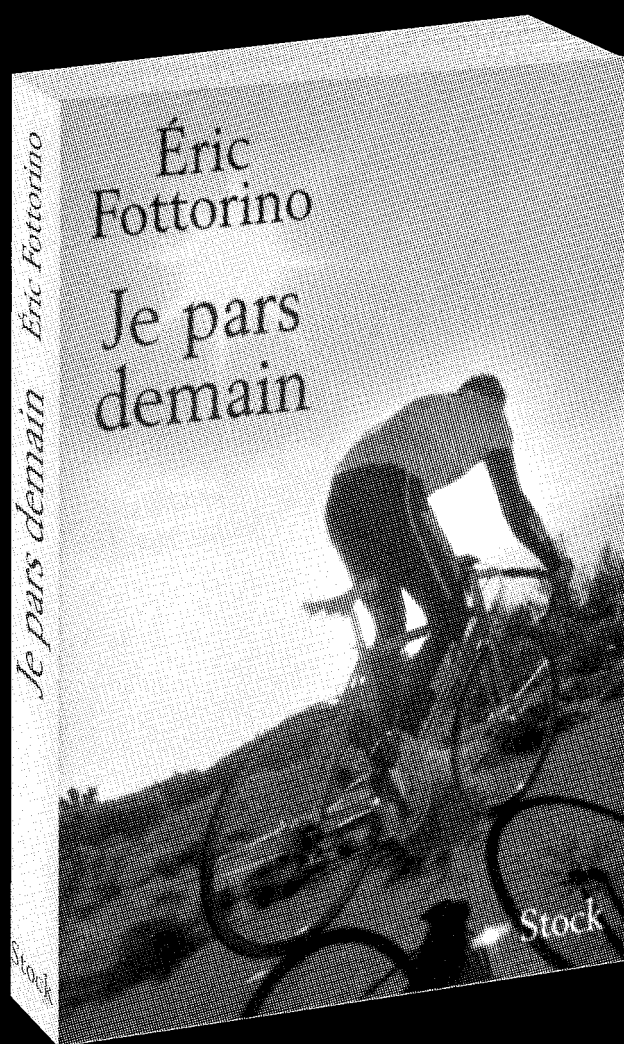
**APPEL À L'OPINION**

Ce capital politique, il comptait l'exploiter dans la deuxième phase de son plan, celle qu'il vient tout juste de lancer avec la présentation de son programme énergétique et qui inclut aussi la restructuration des forces armées, le programme de défense antimissile, le projet de privatisation partielle des régimes de retraite et la réforme de l'assurance-maladie des personnes âgées.

Privé de l'appui du Sénat, George W. Bush va à présent devoir en appeler beaucoup plus à l'opinion publique pour « vendre » son programme, comme l'ont fait avant lui, avec brio, Ronald Reagan et Bill Clinton. Mais le peu d'adhésion populaire qu'il a réussi à susciter en arpentant le pays pour présenter son plan de baisses d'impôts montre que, de ce point de vue, George W. Bush n'est ni Ronald Reagan ni Bill Clinton.

Sylvie Kauffmann

Aujourd'hui  
vendredi 25 mai  
Pont-du-Gard - Laissac  
213 km



Un écrivain  
dans le peloton

Stock

## Un zèle conservateur qui n'épargne aucun domaine et ne néglige aucun détail...

**NEW YORK**

de notre correspondante

Dans la cacophonie qui a suivi la défection du sénateur Jeffords, Theodore Olson a eu beaucoup de chance. Choisi par le président Bush pour le poste d'avocat général devant la Cour suprême, M. Olson se heurtait depuis plusieurs jours à la mauvaise humeur des démocrates au Sénat, qui ralentissaient la confirmation de sa nomination. Conservateur bon teint, Theodore Olson a servi de conseil juridique dans plusieurs poursuites contre Bill Clinton et s'était distingué à l'automne 2000 en Floride dans l'équipe d'avocats qui avait obtenu l'arrêt du décompte des voix demandé par Al Gore.

Jeudi après-midi 24 mai, les dirigeants républicains se sont hâtés de soumettre sa nomination au vote du Sénat, avant que les démocrates n'en prennent le contrôle. Les esprits étaient ailleurs : les démocrates voient désormais plus grand, et la nomination de M. Olson a été confirmée par 51 voix contre 47. Mais l'opération de la confirmation de deux douzaines de juges fédéraux, nommés par la Maison Blanche il y a deux semaines et dont la plupart

sont connus pour leurs vues conservatrices, sera beaucoup moins aisée : les démocrates sont déterminés à ne pas laisser passer une telle homogénéité idéologique chez les juges.

Dans son souci d'imprimer une marque conservatrice dans les domaines qui lui tiennent le plus à cœur, l'administration Bush ne néglige aucune piste. Le *New York Times* rapportait ainsi, jeudi, que la Maison Blanche avait décidé de ne pas accepter le choix du secrétaire d'Etat Colin Powell pour le poste de directeur du bureau des réfugiés au département d'Etat, et lui avait imposé un candidat du nom de John Klink, membre d'un groupe de travail catholique au Comité national républicain et ancien conseiller du Vatican auprès des Nations unies. M. Klink est ouvertement opposé à l'avortement, contrairement à M. Powell qui est pour la liberté de choisir. Quel rapport avec les réfugiés ? Les groupes anti-avortement américains ont récemment protesté contre la distribution, dans les camps de réfugiés dépendant de ce bureau, de pilules contraceptives « du lendemain ».

Dans un autre ordre d'idées, l'attorney gene-

ral (ministre de la justice), John Ashcroft, a, dans une lettre adressée à un responsable de la NRA (National Rifle Association), le lobby des armes à feu, pris position dans l'épineux débat sur le sens du deuxième amendement de la Constitution, qui divise partisans et opposants des armes à feu. Pour les premiers, cet amendement garantit le droit individuel de chaque Américain à porter une arme à feu, alors que, pour les seconds, il s'agit du droit collectif des Etats à se défendre.

Dans cette lettre, M. Ashcroft souscrit à la première interprétation, celle qui a la faveur de la NRA : « Le texte et l'intention originale du deuxième amendement protègent clairement le droit des individus à porter et à garder des armes à feu », écrit l'attorney general, prenant ce faisant non seulement le contre-pied de son prédécesseur au sein de l'administration Clinton, Janet Reno, mais aussi celui de la Cour suprême qui, depuis 1939, soutient que le deuxième amendement défend le droit collectif des Etats à avoir des armes.

S. K.

## Jim Jeffords ou le malaise des centristes dans le Parti républicain

**NEW YORK**

de notre correspondante

Avant d'être républicain, Ronald Reagan avait été démocrate. « Ce n'est pas moi qui ai quitté le Parti démocrate, avait-il coutume de dire, c'est le Parti démocrate qui m'a quitté. » C'est à peu près ce qu'a expliqué, jeudi 24 mai, à ses électeurs du Vermont le sénateur Jim Jeffords, en leur annonçant son intention de devenir indépendant : le Parti républicain, dont il est l'élu depuis vingt-six ans, l'a finalement quitté.

A l'image de l'Etat qu'il représente à Washington, Jim Jeffords, soixante-sept ans, est un esprit indépendant, si indépendant qu'il ne compte plus les accrochages avec son parti tout au long de sa carrière, d'abord à la Chambre des représentants, puis au Sénat depuis 1988. Peu médiatique, grand et sec (mais ceinture noire de taekwondo), assez piètre orateur, tête, le sénateur Jim Jeffords n'est pas un adepte des coups spectaculaires ni des calculs diaboliques. C'est sans doute ce qui lui a gagné le respect de ses collègues et la réputation d'un homme qui vote « selon sa conscience ». Il a voté contre la nomination du juge conservateur Clarence Thomas à la Cour suprême. En 1993, le sénateur républicain Phil Gramm l'a accusé de « poignarder son parti dans le

dos » lorsqu'il a apporté son soutien à un projet démocrate de réforme du financement des partis politiques. L'année suivante, il s'est prononcé en faveur du projet de réforme de la santé d'Hillary Clinton, honni de toute la droite.

En 1999, il a voté pour l'acquittement du président Clinton, que ses amis républicains cherchaient à destituer. Il défend le droit à l'avortement, les droits des homosexuels. Il

ses supplications, le financement d'un programme fédéral d'éducation pour les enfants handicapés qui lui tenait particulièrement à cœur.

« Je suis devenu républicain non pas par naissance, mais à cause des principes fondamentaux que défendaient beaucoup de républicains : la modération, la tolérance, la rigueur budgétaire. Leur parti - notre parti - était le parti de Lincoln », a déclaré, jeudi, M. Jeffords, la voix parfois

ce, les différentes ailes du Parti républicain au Congrès jouissaient d'une certaine liberté pour discuter, influencer, et au bout du compte façonner l'ordre du jour du parti. Mais l'élection du président Bush a changé cela de manière dramatique. »

M. Bush a fait largement campagne l'an dernier sous les couleurs centristes et sur des thèmes centristes. Mais depuis son installation à la Maison Blanche il a pris appui sur la droite et même une politique ouvertement conservatrice, même s'il prend soin de la parer de quelques atours chers aux modérés. Ces derniers se sentent de plus en plus isolés. Le sénateur John McCain relève en plaisantant que la Maison Blanche a dû égarer son numéro de téléphone tant il y est peu convié.

Y a-t-il encore de la place pour les centristes dans le Parti républicain de George W. Bush ? Oti, assure l'une d'entre elles, Olympia Snowe, sénateur du Maine, visiblement très malheureuse du départ de son ami du Vermont. « Toute la question est de savoir si nous pouvons encore exercer une quelconque influence sur le parti », prend-elle le soin de préciser. C'est exactement la question que se posait Jim Jeffords. Jusqu'à jeudi.

S. K.

est contre le bouclier antimissile. L'éducation et l'environnement sont ses principaux chevaux de bataille et jusqu'ici, son parti s'était accommodé de ses positions centristes. Ses amis disent pourtant que, depuis un an, le sénateur Jeffords se sentait de moins en moins à l'aise dans le Parti républicain. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été, en avril, la discussion du budget. L'administration Bush a été dans l'incapacité de garantir, malgré

hachée par l'émotion. « De plus en plus, je me trouve en désaccord avec mon parti », a-t-il expliqué avant d'ajouter : « je comprends que beaucoup de gens soient plus conservateurs que moi, et qu'ils forment le Parti républicain. Etant donné l'évolution de notre parti au niveau national, il est devenu de plus en plus difficile pour nos dirigeants de traiter avec moi, et il m'est devenu de plus en plus difficile de traiter avec eux. Autrefois, quand nous n'avions pas la présiden-

« Autrefois, les différentes ailes du Parti républicain au Congrès jouissaient d'une certaine liberté : l'élection du président Bush a changé cela de manière dramatique »

# En Macédoine, l'armée lance une vaste offensive contre la guérilla albanaise

Des tensions sont apparues au sein de la coalition gouvernementale

Moins de deux semaines après la formation d'un gouvernement d'union nationale, l'annonce d'un accord passé secrètement entre les partis

albanais membres de la coalition et la guérilla active dans le nord du pays a suscité l'indignation, jeudi 24 mai, des représentants des partis

slaves de Macédoine. Le même jour, les troupes macédoniennes lançaient une grande opération pour tenter de reprendre des villages.

LA LARGE coalition gouvernementale réunissant les principales formations slaves et albanaises de Macédoine, mise sur pied le 13 mai sous les encouragements de la communauté internationale, apparaissait menacée, vendredi 25 mai, tandis que les opérations militaires reprenaient contre des positions rebelles dans le nord du pays.

Les nouvelles tensions politiques sont apparues après l'annonce d'un accord passé secrètement entre des représentants de partis albanais membres de la coalition et la guérilla albanaise active dans les villages du Nord, l'Armée de libération nationale (UCK). Préconisant une « action commune » pour sortir du conflit, l'accord a été signé mercredi par le chef du Parti démocratique albanais, Arben Xhaferi, celui du Parti pour la démocratie et la prospérité, Imer Imeri, et le représentant politique de la guérilla, Ali Ahmeti. La rencontre se serait tenue à Prizren, dans le sud du Kosovo, selon une télévision locale.

Selon des sources diplomatiques et gouvernementales à Skopje, l'accord aurait été négocié avec l'aide d'un diplomate américain, Robert Frowick, travaillant auprès de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) en Macédoine. M. Frowick a refusé de commenter l'information et a



quitté le pays jeudi pour se rendre à Vienne et en Roumanie. Un représentant de l'OSCE à Skopje, Carlo Ungaro, a indiqué que l'émissaire américain avait « agi seul » et que ses positions étaient « contraires aux positions officielles de la communauté internationale ». M. Frowick « ne parle pas au nom de la mission de l'OSCE, mais au nom de la présidence » de l'organisation, a toutefois ajouté

M. Ungaro. L'ambassade des Etats-Unis a pour sa part qualifié l'accord de « totalement inacceptable ». L'Union européenne l'a également condamné, estimant qu'« il n'y a pas de place à la table des négociations » pour l'UCK.

## « AU NOM DE LA PAIX »

L'accord prévoyait que les rebelles déposent les armes en échange de garanties d'amnistie. La guérilla obtenait aussi un droit de regard sur la politique gouvernementale en matière de droits pour la minorité albanaise (un tiers des deux millions d'habitants de la Macédoine). Or les autorités macédoniennes ont constamment refusé, depuis le déclenchement en février des affrontements armés, d'accorder une quelconque légitimité politique à la guérilla en engageant des négociations directes avec elle, une ligne approuvée par les interlocuteurs occidentaux de Skopje.

Le président macédonien Boris Trajkovski a appelé jeudi les repré-

sentants de partis albanais à se démarquer de l'accord avec la guérilla, estimant : « S'ils ne le font pas, il nous sera impossible de travailler avec eux ». Ces derniers ont réagi en déclarant qu'ils avaient « agi au nom de la paix », et qu'ils ne cherchaient pas à saper l'action du gouvernement. Arben Xhaferi a refusé de dénoncer l'accord, ajoutant que sa formation ne souhaitait pas quitter la coalition. Le premier ministre, Ljubco Georgievski, a accusé les partis albanais de s'allier à la guérilla. Il a qualifié leur attitude d'« appel à la guerre contre la nation macédonienne ».

La journée de jeudi avait commencé par l'annonce d'une grande offensive de l'armée macédonienne dans le nord du pays, visant à déloger l'UCK de la région de Kumanovo. Pour la première fois en trois semaines, l'infanterie a accompagné des bombardements. L'offensive a impliqué l'artillerie lourde, des mortiers et des hélicoptères de combat. Des cibles reculées, proches de la Serbie et du Kosovo, ont été pilonnées.

Trois villages occupés par les rebelles ont été encerclés par les troupes gouvernementales, selon Skopje, et le bastion rebelle de Vaksince faisait l'objet d'une tentative de reprise. Une centaine de villageois terrifiés par l'attaque étaient évacués de cette localité, certains indiquant que de nombreux civils étaient encore terrés chez eux et qu'il y avait de nombreux blessés. Selon la guérilla albanaise, l'offensive aurait fait jeudi sept morts parmi les habitants de Slupcane et Orizare.

Quelque 10 000 albanophones habitent dans la région contrôlée par les rebelles. Skopje a accusé la guérilla de se servir des villageois comme des boucliers humains, en les contraignant à rester dans leurs maisons. — (AP, Reuters, AFP.)

► www.lemonde.fr/macedoine

## Un millier d'Albanais du sud de la Serbie ont fui

Un millier d'Albanais du sud de la Serbie se sont réfugiés jeudi 23 mai en fin de journée au Kosovo après l'assassinat d'un dirigeant de la guérilla albanaise de l'UCPMB, selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR). La plupart des personnes déplacées venaient de Dobrosin, d'autres de Veliki Trnovac, et ont fui après l'annonce de la mort de Ridvan Cazimi, alias le commandant Lleshi, tué par balles dans l'après-midi, a précisé Astrid van Genderen Stort, porte-parole du HCR.

Jeudi, l'armée yougoslave s'est déployée sans incident dans le nord et le sud du secteur B de la zone de sécurité, contrôlés récemment encore par la guérilla. Depuis une dizaine de jours, plus de 4 500 personnes ont fui le sud de la Serbie pour le Kosovo. — (AFP.)

## Polémiques à l'ONU à propos de la conférence sur le racisme de Durban

D'anciens colonisés demandent des « réparations », des Etats mettent en cause Israël

### GENÈVE

de notre correspondant

L'ambiance n'est guère au beau fixe à la réunion préparatoire de la Conférence mondiale des Nations unies contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, qui se tiendra du 31 août au 7 septembre à Durban, en Afrique du Sud. A trois mois de ce rendez-vous, de sérieux obstacles restent à surmonter pour parvenir à un consensus sur le projet de déclaration et le programme d'action qui devraient être adoptés par la conférence.

A tel point que certains participants à cette ultime session préparatoire à Genève se demandent si les deux semaines prévues pour

leurs travaux suffiront à sortir de l'ornière.

Les propositions examinées à Genève sont le résultat des rencontres régionales préliminaires tenues à Dakar pour l'Afrique, à Téhéran pour l'Asie, à Santiago du Chili pour l'Amérique du Sud et à Strasbourg pour l'Europe. Les idées avancées sont consignées dans un document de 109 pages, parsemées de nombreux passages entre crochets qui donnent un aperçu des problèmes autant sémantiques que politiques à résoudre dans l'espoir toujours illusoire de ne froisser aucune susceptibilité.

Si un accord assez vaste s'est dégagé sur les grandes lignes du projet, deux pierres d'achoppement

alimentent les débats les plus acharnés : le Proche-Orient et la délicate question d'éventuels dédommagements pour l'époque de l'esclavage. L'implantation de colons israéliens est vivement contestée de plusieurs côtés. D'autre part, des représentants d'ex-colonies souhaitent que l'esclavage et la colonisation soient explicitement reconnus comme source première du racisme. Les Etats concernés (anciennes puissances colonisatrices) seraient alors invités à assumer leurs responsabilités et à envisager des réparations, ce qui fait grincer des dents. A cela s'ajoutent d'autres doléances, par exemple de Pékin, qui exige d'accorder aux principes fondamentaux de la dignité et de l'égalité de tous

les êtres celui du « respect dû à la souveraineté des Etats ».

Il est dès lors compréhensible que sur les sujets liés à la multi-ethnicité, aux migrations, à la protection des minorités ou au trafic de personnes, sans parler des réfugiés de toutes catégories ou encore du rôle des religions dans les conflits actuels, la mise au point de clauses détaillées ralliant les intérêts souvent contradictoires en présence se révèle aussi laborieuse.

### « DÉCISION DISCRIMINATOIRE »

La Chine a soulevé un autre débat relatif à l'organisation en tentant de faire interdire l'accès de la conférence à certaines ONG. Cependant, malgré son opposition, deux ONG tibétaines pourront participer. Appelé à trancher, le Comité préparatoire de la conférence a en effet approuvé par respectivement 46 et 44 voix contre 37 et une trentaine d'abstentions l'accréditation de « Campagne internationale pour le Tibet » et celle du « Centre tibétain pour les droits de l'homme et la démocratie ». « C'est la première fois que des ONG tibétaines sont officiellement agréées par l'ONU et que la Chine subit un tel revers à propos du Tibet dans une instance internationale », remarquait un diplomate latino-américain.

En revanche, 50 Etats sur les 189 membres de l'ONU ont donné satisfaction à Pékin en refusant l'accréditation de Human Rights in China (HRIC), une ONG animée par des dissidents chinois. Tout en se félicitant d'avoir obtenu le soutien de 45 pays, alors que 17 se sont abstenus, HRIC a dénoncé « cette décision discriminatoire » et déploré l'attitude du pays hôte, l'Afrique du Sud, qui a voté pour son exclusion au lieu de « faire preuve de neutralité ».

### TROIS QUESTIONS À...

#### MARY ROBINSON

**1** Madame la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, en annonçant votre démission à la mi-mars, vous aviez invoqué les contraintes et les carences du système. Maintenant, les Etats-Unis ont été évincés de la Commission des droits de l'homme. Est-ce un nouveau signe de crise ?

Lorsque j'ai annoncé ma décision de ne pas demander le renouvellement de mon mandat – ce n'était pas une « démission » – je voulais attirer l'attention sur le fossé entre paroles et actions dans le domaine des droits de l'homme. Le programme des Nations unies pour les droits de l'homme reçoit moins de 2 % du budget total de l'organisation. Nous devons aux victimes des violations des droits de l'homme de combler ce fossé. Quant aux Etats-Unis, je pense qu'ils ont apporté une contribution historique aux travaux de la Commission, dont Eleanor Roosevelt a été la première présidente, et où elle a joué un rôle majeur. Un pays qui occupe une position aussi importante dans la communauté internationale a un rôle à jouer à la Commission, et j'espère que les Etats-Unis y reviendront très rapidement.

**2** Vous avez finalement accepté un renouvellement d'un an de votre mandat. Qu'est-ce qui vous a fait changer d'avis ?

Le secrétaire général m'a réitéré son soutien, qui ne s'était jamais démenti, en me demandant de rester

encore un an. Cela, ainsi que le nombre de fermes appuis exprimés par divers pays, y compris la France, m'ont persuadé que, durant cette année supplémentaire, je serai à même de poursuivre ma tâche avec une vigueur renouvelée. Cette année me permettra également de me concentrer sur le suivi de la Conférence mondiale contre le racisme.

**3** De sérieuses divergences sont apparues ; le camouflet infligé aux Etats-Unis ne risque-t-il de rendre encore plus difficile la préparation de cette conférence ?

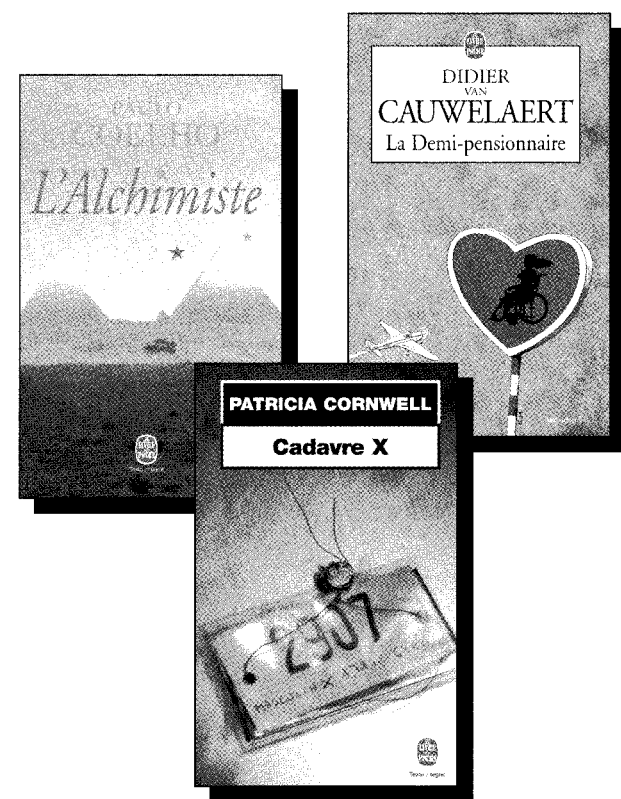
La conférence de Durban est une priorité. Il nous faut nous montrer à la hauteur des attentes de millions de gens victimes aujourd'hui, dans toutes les régions du monde, d'actes racistes et d'exclusion. Il est vrai qu'il existe des divergences ; le désaccord fait partie du débat international. Mais comme je l'ai dit à l'ouverture de la réunion préparatoire finale, nous ne pouvons pas nous permettre que ces divergences fassent tout dérailler, nous devons maintenant décider de ce que nous voulons faire de cette rencontre. J'aimerais qu'elle donne lieu à un examen honnête et sérieux des réalités passées du racisme, de la discrimination et de l'intolérance, et à l'engagement d'affronter leurs flambées actuelles. J'aimerais que nous réussissions à opérer un point de rupture dans les perceptions du racisme et que nous façonnions une nouvelle vision embrassant la diversité de la famille humaine.

Propos recueillis par Jean-Claude Buhner

J.-C. B.

Le LIVRE de POCHÉ

Mai 2001



### POCHOTHÈQUE

• RAYMOND RADIGUET Œuvres

### LITTÉRATURE

- PAULO COELHO *L'Alchimiste*
- DIDIER VAN CAUWELAERT *La Demi-pensionnaire*
- JEAN-PIERRE MILOVANOFF *L'Offrande sauvage*
- HOMERIC *Le Loup mongol*
- MAX GALLO *Le Jardin des Oliviers*
- RÉGINE DEFORGES *Rencontres ferroviaires*
- BARBARA TAYLOR BRADFORD *Un soudain mouvement du cœur*
- PAM HOUSTON *J'ai toujours eu un faible pour les cow-boys*
- DORIS LESSING *La Marche dans l'ombre*
- GEORGES SIMENON *La Disparition d'Odile*
- JEAN FRANÇOIS DENIAU *La Bande à Suzanne*
- CATHERINE BREILLAT *Le Livre du plaisir*
- CATHERINE RAMBERT *Le Livre de la sérénité*
- GILBERT SINOÛÉ *Le Livre des sagesse d'Orient*
- STÉPHANE DENIS *Un beau crime*
- FRÉDÉRIC TRISTAN *L'Aube du dernier jour*
- PIERRE MOUSTIERS *Saskia*
- CLAUDE GRITTI *Les Enfants de l'île du Levant*
- PHILIPPE LABARDE ET BERNARD MARIS *La Bourse ou la vie*
- JUAN ARIAS *Conversations avec Paulo Coelho*
- JANINE BOISSARD *Les Secrets du bonheur*

### THRILLERS / POLICIERS

- PATRICIA CORNWELL *Cadavre X*
- SANDRA BROWN *Mardi gras*
- LINDA DAVIES *Dans la fournaise*
- ANDREA H. JAPP *Le Silence des survivants*
- PHILIPPE HUET *Les Démons du comte*
- DEBORAH CROMBIE *Ne réveillez pas les morts* (inédit)
- H.R.F. KEATING *La Mort en questions*

### BIBLIO ROMANS

- KLAUS MANN *Journal 1931 - 1936*
- KLAUS MANN *Journal 1937 - 1949*

### CLASSIQUES

- H. SIENKIEWICZ *Quo vadis ?*
- CHARLES DICKENS *David Copperfield*

### SCIENCE-FICTION

- MICHAEL SWANWICK *Jack Faust*

## Des milliers de femmes manifestent en Kabylie

Après la marche de Tizi-Ouzou, de nouveaux affrontements ont opposé des jeunes aux forces anti-émeutes

TIZI-OUZOU  
correspondance

Jeudi 24 mai au matin, une vingtaine de femmes – les organisatrices –, assistées de quelques étudiantes et

### REPORTAGE

Des slogans rythment le cortège : « Y en a marre du pouvoir ! », « Non à l'impunité ! »

lycéennes arrivent les premières au rond-point du 20-Avril-1980. Les carrés de la marche s'organisent. En tête, un énorme drapeau noir de 30 mètres carrés. Sur les visages, de la tristesse et de la colère. De la détermination aussi. Après la marche des avocats et celle des comités de villages, les femmes ont investi la rue pour exprimer leur soutien à leurs enfants et à leurs frères.

« Mes genoux en tremblent », confie une étudiante. Depuis le 26 avril, la ville de Tizi-Ouzou vit sous tension. Mercredi soir encore, de durs affrontements ont eu lieu du côté de la caserne de la gendarmerie. « On était peinard dans le bar et les gendarmes nous ont jeté des lacrymogènes. Tous ceux qui sortaient recevaient des coups de matraques », raconte Mourad. Cette nuit-là, des jeunes ont essayé de jeter des cocktails Molotov à l'intérieur de la gendarmerie. Les gendarmes ont riposté et poursuivi les manifestants jusqu'à l'intérieur de l'hôpital. Sur une grande banderole noire

### Une nouvelle victime à Féraoun

Un jeune homme a été tué et onze autres ont été blessés par balles mercredi à Féraoun, près de Béjaïa (nord), lorsque les gendarmes ont ouvert le feu pour les empêcher de pénétrer dans leur caserne. L'agitation, qui se poursuit dans la région, a fait une quarantaine de morts depuis le 22 avril selon les pouvoirs publics, entre soixante et quatre-vingts selon la presse et les partis politiques.

Des centaines de lycéens qui bouddent les cours depuis plusieurs jours ont manifesté, jeudi 24 mai à Béjaïa contre le report du baccalauréat en Kabylie. Le gouvernement avait annoncé, mercredi, le report des examens du baccalauréat en Kabylie au 28 juillet, en raison des émeutes qui se poursuivent encore sporadiquement. Comme à Tizi-Ouzou, les manifestants de Béjaïa demandent le maintien de l'examen au 9 juin, comme dans le reste du pays, et l'organisation d'une deuxième session en septembre dans l'ensemble de l'Algérie.

– la couleur de la Kabylie depuis le début des émeutes – deux mots sont inscrits en blanc : « Pouvoir assassin ». A 10 heures, quand la marche s'ébranle, les visages se décrispent mais on est sur ses gardes. Khalida Messaoudi, députée et conseillère du président Bouteflika, qui vient de quitter le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), tente une incursion discrète parmi les manifestantes. Elle est vite reconnue et les cris fusent : « Khalida dehors ! » Elle est éjectée sans ménagement par les manifestantes, puis harcelée par des jeunes qui hurlent : « Khalida Lewinsky ! » Les gens ne pardonnent pas la proximité avec le pouvoir. Des slogans rythment la marche : « Y en a marre du pouvoir ! », « Si vous voulez la guerre, on n'a pas peur ! », « Non à l'impunité ! Non au pardon ! »

### HOMMAGE AU CORPS MÉDICAL

Six cents mètres plus loin, devant l'hôpital les manifestantes rendent hommage au corps médical dont l'abnégation suscite l'admiration générale. La marche reprend sur la longue route, en direction de la gendarmerie. Les traces des affrontements de la veille sont apparentes : pierres, pneus brûlés et barricades sur les trottoirs. Devant la gendarmerie, les manifestantes scandent « Gendarmes assassins ! Gendarmes terroristes ! » Arrivent les femmes de Beni Douala (où la mort, dans la gendarmerie, du jeune Massinissa Guermah, le 18 avril, avait déclenché les émeutes), portant une énorme photo du jeune homme. Le chant se fait religieux : « On va tous mourir, seul Dieu reste », « Puisque vous avez pris les armes contre Massinissa, il n'y aura pas de pardon ! » Les familles des victimes sont là, brandissant les portraits de leurs proches qu'elles considèrent des martyrs de la liberté. Une banderole réclame « Vérité et justice ».

A 13 heures, la marche arrive à destination, devant la wilaya, où on observe une minute de silence avant une brève prise de parole. Le cordon de sécurité est assuré par des enfants de 10 à 13 ans. Plus loin, vers la maison de la culture de Tizi-Ouzou, Mouloud Lounaoui, frère de l'ex-ministre du RCD et fervent partisan de l'autonomie de la Kabylie, ainsi qu'un député issu de la même formation, se font prier de ne pas rejoindre la marche. Bientôt les manifestantes se dispersent et les jeunes prennent possession des lieux. Des barricades sont à nouveau érigées autour de la caserne de la gendarmerie et sur la grande rue. Des renforts arrivent pour prendre le relais des gendarmes. Tizi-Ouzou est quadrillée par les forces anti-émeutes et l'émeute s'installe. Tard dans la soirée, les affrontements se poursuivaient sous de gros nuages de bombes lacrymogènes et de pneus brûlés.

► www.lemonde.fr/algerie

## L'effondrement d'un immeuble à Jérusalem a fait plusieurs dizaines de morts

La crainte d'actions terroristes avait alimenté la tension

L'effondrement accidentel d'un immeuble dans lequel se déroulait un mariage, à Jérusalem, a causé la mort d'une vingtaine de personnes au

moins, jeudi 24 mai. Il est intervenu après l'incursion d'un petit avion civil libanais en Israël, où il a été abattu. Dans l'après-midi, les autorités

israéliennes avaient également procédé à l'évacuation de la gare routière de Tel-Aviv par crainte d'un attentat terroriste.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le drame supposé avait été évité de peu, jeudi 24 mars, en fin de matinée, lorsqu'un avion civil libanais, soupçonné de vouloir accomplir une mission suicide, quelques jours à peine après l'attentat sanglant de Netanya, s'était écrasé non loin d'une école, abattu par la chasse israélienne. Une heure plus tard, la gare routière de Tel-Aviv par où, chaque jour, transitent des dizaines de milliers de voyageurs, était évacuée de toute urgence, la police ayant reçu des informations indiquant que des charges explosives y avaient été déposées. L'alerte était infondée. Mais la vraie catastrophe s'est produite quelques heures plus tard et elle n'a pas été le résultat d'un attentat terroriste. Dans la soirée, un immeuble où quelque six cents cinquante personnes assistaient à une réception de mariage, s'est effondré à Jérusalem, ensevelissant sous les décombres des dizaines d'invités. Vendredi 25 mai, dans la matinée, vingt morts étaient déjà officiellement décomptés ; les services d'urgence faisaient état de trois cent neuf blessés, dont vingt-six dans un état critique. Une cinquantaine de victimes étaient toujours bloquées sous les décombres.

Alors que, sur sa frontière nord, Israël était en état d'alerte à la suite des menaces proférées par le Hezbollah de frapper pour « fêter » le premier anniversaire du départ des troupes israéliennes du Liban, un petit avion civil de type Cessna a brusquement décollé de l'aéroport de Beyrouth, se dirigeant vers le Sud. Immédiatement repéré par les radars israéliens, il a été rejoint par deux chasseurs israéliens F-16 alors qu'il était encore dans l'espace aérien libanais. Quelques minutes plus tard, l'appareil franchissait la frontière israélienne, sommé par radio et par signaux



visuels de rebroussement chemin ou de se poser. Selon l'armée, la décision d'abattre l'avion a été prise lorsque, « de sources extérieures formelles » – c'est-à-dire un pays qui entretient des bonnes relations avec le Liban – Israël a reçu l'assurance que l'avion avait décollé de Beyrouth « dans des conditions non réglementaires ».

Le pilote, un Libanais d'origine arménienne âgé de quarante-trois ans, Estéphan Nikolian, prenait des cours de pilotage. Il aurait brusquement décollé en laissant son instructeur sur le tarmac. Présenté comme « psychologiquement dérangé » par le ministre libanais de l'intérieur, il s'est dirigé vers la frontière sud après avoir coupé tout contact radio avec Beyrouth. Son avion a été abattu par un hélicoptère de combat, au-dessus de Mikhmoret, entre Netanya et Hadera, au nord de Tel-Aviv. Des débris et le corps du pilote se

sont écrasés sur une école proche, sans faire de victimes. Aucun explosif ni marchandise de contrebande n'ont été retrouvés dans les débris.

La télévision n'en avait pas encore terminé avec ce feuilleton, qui a tenu en haleine tout le pays, qu'on apprenait que, par crainte d'un attentat, la gare routière de Tel-Aviv était en cours d'évacuation. Alors que tout le quartier était bloqué, provoquant de gigantesques embouteillages dans l'ensemble de la ville, les équipes spécialisées accompagnées de chiens arrivaient sur les lieux, cherchant des explosifs mais aussi, disait-on, ceux qui les avaient posés et qui, peut-être, étaient encore dans les lieux. Ces derniers n'ont été rouverts au public qu'en début de soirée, sans que rien ne soit découvert.

La journée n'était cependant pas terminée. Dans la soirée un immeu-

ble s'effondrait à Talpyot, un quartier du sud de Jérusalem, alors que quelque six cents cinquante personnes assistaient à un mariage. Construit en 1986, l'immeuble, le Versailles, était spécialisé dans les réceptions de toutes sortes. Celle de jeudi se tenait au troisième et dernier étage. La dalle de béton a brusquement cédé, percutant les étages inférieurs qui ont cédé à leur tour, entraînant invités et personnels jusqu'au sous-sol.

### RÈGLES DE CONSTRUCTION

Alors que policiers et pompiers se ruèrent sur les lieux, croyant avoir affaire à un attentat, quelque cinq cents ambulances commençaient une ronde assourdissante, emportant les blessés vers les quatre hôpitaux de la ville. Dans la nuit, l'ampleur du désastre obligeait à appeler à la rescousse les équipes spécialisées de l'armée, celles-là même qui étaient intervenues lors du récent tremblement de terre en Turquie, ainsi que lors de l'attentat perpétré contre l'ambassade américaine de Nairobi.

Vendredi matin, les travaux de dégagement étaient toujours en cours tandis que les autorités multipliaient les appels aux donateurs de sang. Au cours d'une conférence de presse organisée sur le terrain, le maire de la ville, Ehoud Olmert, a été harcelé sur la responsabilité éventuelle de ses services qui ont délivré le permis de construire. La polémique fait déjà rage quant aux règles de construction et de sécurité qui auraient pu ne pas être respectées. Selon le journal Haaretz, quatre piliers porteurs avaient été récemment supprimés pour agrandir les salles de réception.

Georges Marion

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

## « Malgré nos craintes, il n'y a pas eu d'incident depuis le retrait du Liban »

### FORT DE TSIPOREN (frontière israélo-libanaise)

de notre envoyé spécial

Avec ses tourelles dominant toute la vallée et son toit bordé de bar-

### REPORTAGE

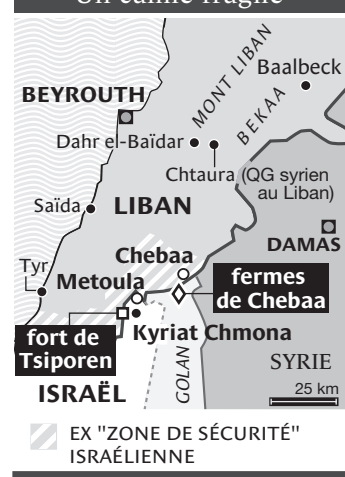
De l'autre côté de la frontière nord, pas un seul drapeau libanais

rières de sécurité à l'allure d'un bastingage, le fort israélien présente une vague air de paquebot qui serait égaré sur une crête. Au-delà de la frontière, les villages libanais recouverts du drapeau jaune du Hezbollah paraissent somnoler. Dans le ciel, un ballon captif israélien observe mollement l'horizon.

Après des années de tensions, la frontière israélo-libanaise est tranquille. Encore tranquille. Car dans un discours particulièrement vif, le chef du Hezbollah, le cheikh Hassan Nasrallah, a récemment promis qu'en ce premier anniversaire du retrait israélien du Liban sud, le 24 mai 2000, ses combattants passeraient bientôt à l'action. Le lendemain, quelques militants, visage maquillé au noir de fumée et fusil d'assaut à la main, se laissaient photographier devant des fusées de campagne.

La menace a, semble-t-il, été prise au sérieux en Israël où, depuis plusieurs jours, l'armée a sensiblement renforcé son dispositif le long de la frontière. Mais la région est demeurée calme, troublée seulement par quelques coups de feu tirés, dans la nuit de mercredi à jeudi, contre une

### Un calme fragile



position israélienne. Le lendemain, devant la porte de Fatmah, qui, il y a encore un an, était le point de passage entre Israël et le Liban sud, des femmes et des enfants libanais sont venus dénoncer l'ancien occupant. Il n'y a eu aucun de ces incidents sanglants qui, plus à l'est, ont fait connaître au monde les fermes de Chebaa, obscures lieudit de quelques kilomètres carrés que le Hezbollah dispute à Israël.

### « LES CRIS DES OISEAUX »

Depuis que leur dernier soldat a quitté le Liban, beaucoup en Israël discutent la sagesse d'une décision qui, en suggérant que Tshal pouvaient être militairement défaite, aurait montré aux Palestiniens l'exemple à suivre. Mais pour les habitants qui vivent sur la frontière et ses alentours, la discussion n'a pas lieu d'être. Même s'ils n'ont pas abandonné toute crainte, tous soulignent le changement. « J'entends à nouveau le cri des oiseaux », se félicite Raanan Rubinsky, secrétaire du kibboutz Misgav Am. « Malgré nos craintes, il n'y a pas eu le moindre incident depuis notre retrait du Liban », renchérit Benjamin Ben David, qui rédige le journal du kibboutz Hanita, plus à l'ouest.

« Après avoir été pendant des années la plus dangereuse, la région est aujourd'hui la plus calme de tout le pays », se félicite Amir Meltzer, maire-adjoint de la ville de Metou-

la. Il y a un peu plus d'un an, les arbres fruitiers y étaient cultivés grâce à une main-d'œuvre qui venait chaque matin du Liban, les alertes étaient quasi hebdomadaires et les habitants de Kyriat Chmona, la « grande » ville du nord, étaient régulièrement invités à descendre aux abris pour se protéger des katiouchas du Hezbollah. Rien de tel aujourd'hui.

### TRAVAILLEURS THAÏLANDAIS

A Metoula, le millier d'ouvriers agricoles libanais ont été remplacés par des travailleurs venus de Thaïlande et l'organisation islamiste, jusqu'ici, n'a lancé contre la ville que des cars qui déversent leur cargaison de manifestants devant la porte de Fatmah. Ici l'on vient de tout le Liban pour renifler l'ennemi, l'insulter, lui jeter quelques pierres et écouter d'édifiants discours déversés par haut-parleurs.

Le rituel est identique devant le fort de Tsiporen où, il y a quelques jours encore, près de trois cents personnes sont venues en convoi jeter des pierres vers les soldats. Comme les fois précédentes, ces derniers n'ont guère réagi. « Nous avons ordre de ne bouger que s'ils tentent de briser la clôture et de passer en Israël », explique, placide, le capitaine Mitch Pilcer. « Nous ne voulons aucun incident. »

Le bâtiment de béton et d'acier se dresse à un mètre à peine de la ligne de séparation. A l'intérieur, des ouvriers roumains s'affairent encore, tandis que des soldats sont en faction derrière les meurtrières. Flanqués de hautes antennes de télécommunication, les forts sont essentiellement des stations d'observation capables de détecter tout mouvement ennemi à des dizaines de kilomètres. Des fortifications identiques à celle de Tsiporen sont perchées sur les crêtes, et, d'ouest en est, forment une barrière qui se veut infranchissable.

A Tsiporen, le fort est quasi au contact d'un poste des Nations unies occupé par le bataillon ghanéen 8-33. Juste à côté du drapeau de l'ONU, presque à toucher la position israélienne, le Hezbollah a planté le sien. Pas un seul drapeau libanais ne flotte sur les maisons des environs.

G. M.

**NEUBAUER**

**206 XT Premium HDI**  
DISPONIBLE RAPIDEMENT CHEZ NEUBAUER

- Air conditionné avec régulation automatique
- Autoradio avec commande au volant
- ABS
- Existe en version 3 et 5 portes

**206** **PEUGEOT**

**NEUBAUER**

**NEUBAUER à Paris Porte de Champeret**  
9, bd Gouvion-St-Cyr - 75017 Paris • 01 46 22 88 88

## L'Espagne dans la rue contre l'ETA

MADRID. «*ETA non, paix et liberté.*» c'est le mot d'ordre qui doit accompagner, ce vendredi 25 mai, les manifestations prévues dans toute l'Espagne, pour protester contre l'assassinat par balles, hier à Saint-Sébastien, du directeur financier du journal *El Diario Vasco*, Santiago Oleaga. Entre autres, un rassemblement silencieux est prévu, à la mi-journée, à Saint-Sébastien ainsi qu'une grande manifestation à 20 h 30. A la même heure se tiendra également une manifestation Puerta del Sol à Madrid.

Cet assassinat, le trente-et-unième depuis la fin de la trêve en décembre, a eu au moins le mérite de rassembler tous les partis démocratiques basques, jusque-là divisés, dans une même attitude de rejet du terrorisme. «*L'ETA tente de récupérer en tuant ce qu'elle a perdu dans les urnes, aux élections du 13 mai, mais la société basque a parlé plus fort que jamais et a établi une sentence irrévocable : que l'ETA arrête de tuer pour toujours*», a déclaré Juan José Ibarretxe, chef du gouvernement sortant qui tente, à l'heure actuelle, de former le futur gouvernement de Vitoria. Cette déclaration de M. Ibarretxe a obtenu le soutien, hier, de ses adversaires aux élections, le Parti populaire de José María Aznar et le Parti socialiste, qui ont dit l'appuyer pour lutter contre l'ETA. — (Corresp.)

## La Grèce retarde ses commandes d'armement à l'étranger

ATHÈNES. Le gouvernement grec a annoncé, jeudi 24 mai, qu'il conservait tous ses choix d'équipements militaires, y compris 60 avions Eurofighter, tout en décidant d'étaler les commandes jusqu'en 2008 au lieu de 2005. Ces décisions, prises en raison des contraintes budgétaires, représentent une économie de 1 003 milliards de drachmes (2,9 milliards d'euros) sur la période 2001-2005, selon le porte-parole du gouvernement. Le gouvernement maintient sa décision, annoncée en avril 1999, d'acquérir l'avion de combat Eurofighter.

«*La décision de commande reste la même*», soit un montant de 5,1 milliards d'euros, et la commande interviendra «*à partir de 2005*», a expliqué le ministre grec de la défense, Akis Tsohatzopoulos. Il a indiqué que le gouvernement prendra, dans «*deux à trois mois*», ses décisions pour la commande de 246 chars — le Leclerc français est en concurrence avec des modèles russe, américain et britannique — et de 15 à 20 avions de transport tactique. — (AFP.)

## L'OIT s'inquiète du développement du travail forcé

GENÈVE. Sous le titre «*Halte au travail forcé*», l'Organisation internationale du travail (OIT) a rendu public, vendredi 25 mai, un rapport qui conclut à l'accroissement préoccupant du travail forcé, de l'esclavage et du trafic criminel d'êtres humains à travers le monde. Sans être nouveau, le phénomène est d'autant plus grave, estiment les experts, qu'il touche en priorité les femmes et les enfants, en prenant des formes insidieuses. Passant en revue des cas précis, l'étude relève la complexité de ces pratiques au fil desquelles un pays peut se retrouver à la fois «*expéditeur, transitaire et receveur*». L'attrait des grands centres urbains des régions industrialisées joue un rôle central dans ces courants migratoires en grande partie contrôlés par des groupes de type mafieux, et les situations de conflits armés locaux, notamment sur le continent africain, favorisent trop souvent le recrutement forcé d'enfants-soldats.

Au-delà de la dimension éthique que suppose la définition du travail forcé selon les normes internationales, l'OIT rappelle que les aspects politiques qui lui sont liés dans certains pays demeurent particulièrement sensibles. Ce rapport sera soumis aux 175 membres de l'organisation lors de sa session annuelle, en juin prochain. — (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ **MEXIQUE : un ancien gouverneur mexicain recherché pour trafic de drogue** a été arrêté dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 mai, a déclaré le procureur général du Mexique Rafael Macedo. Mario Villanueva, ex-gouverneur de l'Etat de Quintana Roo, recherché par la justice depuis 1999, a été arrêté dans la station balnéaire de Cancun, sur la côte caraïbe. Villanueva est soupçonné d'avoir couvert les activités du cartel de Juarez lorsqu'il était gouverneur, entre 1993 et 1999, de l'Etat de Quintana Roo, où Cancun est située. — (AFP.)

■ **PÉROU : une juge péruvienne a annoncé, jeudi 24 mai, avoir convoqué** le candidat à l'élection présidentielle péruvienne Alejandro Toledo, poursuivi dans une affaire de recherche de paternité, le 1<sup>er</sup> juin, soit deux jours avant le second tour d'un scrutin dont il est le favori. La plainte a été déposée par Lucrecia Orozco, qui affirme que M. Toledo est le père de sa fille Zarai, âgée de treize ans. Ce procès ne vise pas à déterminer si l'économiste de renom est bien le père — ce qu'il a toujours nié — mais à fixer le montant de la pension qu'il doit verser à la mère de l'enfant. — (Reuters.)

■ **INDE : six séparatistes musulmans ont été tués au Cachemire** par l'armée indienne, jeudi 24 mai, au lendemain de la fin du cessez-le-feu annoncé par New Delhi. Appartenant à un groupe basé à Lashkar-e-Taiba (Pakistan), ils s'étaient infiltrés dans la région de Srinagar où ils ont été encerclés par les soldats indiens, selon un porte-parole de l'armée. — (AFP.)

■ **NÉPAL : plus de quatre tonnes d'ordures ont été redescendues de l'Everest** lors d'une campagne de nettoyage du sommet du monde, ont indiqué jeudi 24 mai des responsables associatifs népalais. Plus de deux cents bouteilles d'oxygène laissées par diverses expéditions depuis 1959 ont notamment été rapportées. Il reste désormais à redescendre des corps d'alpinistes morts en tentant de gravir le sommet. — (AFP.)

■ **RUSSIE : près de 400 personnes ont été évacuées**, vendredi 25 mai, à Kormilovka, dans la région sibérienne d'Omsk, à la suite d'une fuite de 200 kilos d'ammoniaque dans une beurrerie locale, a rapporté l'agence Itar-Tass. La fuite a été provoquée accidentellement par l'un des employés de la beurrerie qui a dû être hospitalisé pour de graves brûlures des voies respiratoires. Les pompiers ont mis près de deux heures pour liquider le nuage d'ammoniaque qui s'était formé au-dessus de l'usine. — (AFP.)

## L'appel des cardinaux à plus de paix et de justice dans le monde

VATICAN. Le consistoire des cardinaux s'est achevé, jeudi 24 mai, par la publication d'un message au monde, appelant celui-ci à la paix, notamment en Terre sainte. «*Nous demandons aux responsables des nations d'aider les Israéliens et les Palestiniens à vivre en paix entre eux*», note ce message, qui réclame un «*cessez-le-feu immédiat*» et une reprise des négociations. Les cardinaux de l'Eglise catholique assurent tous les peuples «*qui souffrent à cause de tensions et de conflits*» de leur «*engagement à œuvrer en faveur de la justice et de la solidarité*». Ils protestent enfin contre une mondialisation qui se traduit par «*une foule grandissante de pauvres*» et un nombre accru de «*ceux qui souffrent, de ceux dont les droits fondamentaux à la vie, à la santé, au travail, à la culture, à la participation sociale, à la liberté sont piétinés*».

# Pékin fait preuve d'une étonnante retenue face aux camouflés administrés par Washington

Les Etats-Unis multiplient les messages de fermeté

Réception du dalaï-lama à la Maison Blanche, visite du président taïwanais aux Etats-Unis, rapatriement de l'avion-espion américain immo-

bilisé depuis le 1<sup>er</sup> avril sur l'île chinoise de Hainan : la Chine a reçu, ces dernières semaines, une série de camouflés de la nouvelle adminis-

tration dirigée par George W. Bush. Des rebuffades que Pékin a acceptées presque sans broncher, tant sa marge de manœuvre paraît étroite.

### PÉKIN

de notre correspondant

En dépit de tous les camouflés qu'elle essuie de la part des Etats-Unis ces dernières semaines, la Chine fait preuve d'une étonnante retenue dans sa réaction. L'attitude illustre en fait l'étroitesse de sa marge de manœuvre, qui reste limitée à des gesticulations verbales. Dans la volonté de solder la crise de l'avion-espion immobilisé sur l'île de Hainan, peut-être faut-il voir l'impatience de Pékin à soulager la pression de Washington, qui s'est nettement intensifiée depuis l'accrochage aérien du 1<sup>er</sup> avril.

A en croire les dernières déclarations d'officiels pékinois, la restitution de l'EP-3 serait en vue. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a indiqué jeudi 24 mai que les deux pays étaient parvenus à un «*accord*». Les Américains pourraient récupérer l'avion de reconnaissance, mais en pièces détachées. Mais les Chinois se sont refusés à accorder la possibilité d'un retour par la voie des airs après réparation. La formule avait la préférence des Américains, mais ris-

quait de froisser la fierté nationale chinoise : la réexpédition de mallettes de quincaillerie démontée permet de mieux sauver la «*face*». Cette perspective d'un règlement pourrait peut-être améliorer la relation entre les deux pays, rudement déstabilisée par un calendrier exceptionnellement chargé en frictions.

### DÉSENCHANTEMENT GÉNÉRAL

L'administration Bush n'a cessé depuis deux mois d'adresser des messages de fermeté à la Chine, qui n'avait guère été habituée à pareille sévérité de la part de Bill Clinton. Après le choc de l'annonce de ventes à Taïwan d'un gros paquet d'armements — le plus substantiel depuis dix ans —, la rebuffade de Washington a pris la forme d'un visa accordé au président taïwanais Chen Shui-bian en route vers l'Amérique centrale pour un transit «*privé*» sur le sol américain.

Or Pékin s'est toujours opposé à de telles visites à l'étranger de dignitaires taïwanais — même privées —, considérant qu'elles visent à promouvoir la «*visibilité internationale*» de Taïwan et ressortissent d'ac-

tes séparatistes. A la suite d'une visite aux Etats-Unis en juin 1995 du président Lee Teng-hui, alors en fonction, la Chine avait déclenché une série de manœuvres de l'Armée populaire de libération, qui avaient culminé avec la «*crise des missiles*» dans le détroit de Formose.

Comme si cela ne suffisait pas, M. Bush a maintenu la pression en recevant personnellement à la Maison Blanche, et avec les honneurs, mercredi 23 mai, le dalaï-lama au moment même où Pékin célébrait le cinquantième anniversaire de la «*libération pacifique*» — c'est-à-dire l'occupation — du Tibet par l'armée communiste. A l'occasion de cette grande première — depuis 1991 —, le président américain a exprimé son «*solide*» soutien au chef tibétain en exil pour la sauvegarde de l'identité religieuse, linguistique et culturelle de son peuple. M. Bush lui a également promis d'encourager le dialogue avec la Chine.

Pékin a aussitôt opposé une fin de non-recevoir en renouvelant ses attaques contre le dalaï-lama, dont la «*sincérité*» a été mise en cause. Sa «*réception de haut niveau*» à

Washington a été qualifiée d'«*acte de connivence et de soutien envers les forces séparatistes tibétaines et une ingérence dans les affaires intérieures chinoises*». Mais comme pour le transit du président taïwanais Chen Shui-bian, Pékin en est réduit à des protestations purement verbales. La prosaïque vérité est que les Chinois sont contraints d'avalier passivement bien des «*couleuvres*» américaines.

C'est donc le désenchantement général à l'égard de Washington qui règne aujourd'hui à Pékin. D'autant plus que la venue dans la capitale chinoise du secrétaire d'Etat adjoint James Kelly, le 15 mai, dans l'objectif d'apaiser les craintes de la Chine suscitées par le projet de bouclier antimissile (NMD), n'a guère donné de résultat. Les Chinois se plaignent de constater que les Américains ne prennent pas «*au sérieux*» leur opposition à ce projet qui, selon eux, aura pour effet «*d'affaiblir leur autodéfense*».

Frédéric Bobin

► www.lemonde.fr/chineusa

fait avancer les voitures et le marché de l'automobile.

Nexans, un leader mondial des câbles et systèmes, vous ouvre son capital. Devenez actionnaire de l'entreprise qui connecte l'économie.

Airbag, ABS, climatisation, vitres électriques... Les câbles de Nexans sont au cœur de l'électronique de votre voiture. Avec un chiffre d'affaires de 4,8 milliards d'euros\* et 18 200 collaborateurs répartis dans 20 pays, Nexans connecte l'économie partout dans le monde.

Vous avez jusqu'au 11 juin 2001 inclus pour devenir actionnaire de Nexans.

www.nexans.fr

N° Vert 10 800 898 898

Le prospectus préliminaire visé par la COB, avec investissement, et le prospectus définitif, seront disponibles sans frais auprès des intermédiaires financiers et sur le site internet www.nexans.fr

\*Chiffre d'affaires pro forma 2000 à cours du change courant.

Le futur passe par Nexans.

**EUROPE** Les responsables de l'opposition en France ont accueilli la victoire de Silvio Berlusconi, en Italie, avec une satisfaction mêlée d'interrogations. Son programme ravive les

divergences entre gaullistes et libéraux. La richesse personnelle du nouveau dirigeant italien et sa puissance médiatique suscitent aussi un certain malaise. ● À GAUCHE, l'échec

de la coalition de l'Olivier attise le trouble avant 2002. Robert Hue y trouve argument pour réclamer une inflexion « à gauche ». ● EN GRANDE-BRETAGNE, le résultat des élec-

tions italiennes est quasiment absent de la campagne électorale. Tony Blair a constaté l'élection de M. Berlusconi sans les réticences du gouvernement français. ● LES EURO-

PÉENS attendent de connaître l'identité du ministre des affaires étrangères italien pour avoir une idée plus précise de la politique de M. Berlusconi à l'égard de l'Union.

## La droite française hésite à prendre modèle sur Silvio Berlusconi

La victoire de la Maison des libertés, lors des élections du 13 mai en Italie, est accueillie par l'opposition avec prudence. Le libéralisme et la richesse personnelle du Cavaliere la conduisent à s'en démarquer. Seuls Alain Madelin et Edouard Balladur appellent leurs amis à s'en inspirer

« APRÈS l'Italie, la France » : dans une tribune au titre explicite, publiée dans *Le Figaro* du 19 mai, Alain Madelin a applaudi la victoire de Silvio Berlusconi. Le président de Démocratie libérale saluait cette « étonnante Italie », qui « vient de nous donner une extraordinaire leçon politique ». Candidat potentiel à l'élection présidentielle, M. Madelin, fait sien ce « choix de la liberté (...), lucide et courageux » pour mieux dénoncer « l'aveuglement » et « l'immobilisme » français. Le député européen regrette que « dans l'Hexagone, à gauche comme parfois dans l'opposition, certains préfèrent occulter cette révolution italienne qui bouscule le politiquement correct français ».

Rares sont ceux, en effet, qui ont manifesté un réel enthousiasme au lendemain de la victoire du Cavaliere. Edouard Balladur est de ceux-là. Sur RTL, le 15 mai, l'ancien premier ministre a déclaré que la victoire de M. Berlusconi est « sûrement » un modèle pour la droite française, notamment parce que les Italiens avaient « voté sur des choix parfaitement clairs ». La droite, estime-t-il, doit « cesser de mettre de l'eau dans son vin » et elle doit « avoir un programme clair et net pour l'année prochaine ». « Quand la droite est offensive, elle gagne », a renchéri le président du Mouvement pour la France, Philip-

pe de Villiers, tout en observant que la coalition italienne « n'est pas un premier prix de vertu ».

Les autres responsables de la droite française sont beaucoup plus circonspects, pour des motifs divers, mais sans qu'aucun d'eux évoque les poursuites judiciaires dont fait l'objet M. Berlusconi. « Ni diabolisation ni idéalisation », recommande Nicolas Sarkozy (RPR). Même à Démocratie libérale, où l'on est en phase avec le programme de M. Berlusconi, on prend quelques précautions. « Il n'est sûrement pas très sain que le patron de la moitié des chaînes de télévision fasse de la politique », estime François Goulard, député du Morbihan.

### « ÉTALAGE D'ARGENT »

Si le porte-parole de DL, Claude Goasguen, invite Jacques Chirac à s'inspirer pour sa propre campagne des idées avancées par M. Berlusconi, M. Goulard semble douter, lui, que les Français soient disposés à valider un tel programme : « La France est aujourd'hui le pays le plus engoncé dans la social-démocratie classique, dit-il. La pédagogie du changement a pris du retard. »

Les moyens financiers du dirigeant italien poussent certains à la prudence. Estimant « incompatible » d'être à la fois un responsable politique et un homme d'affaires,



Patrick Devedjian, conseiller politique du RPR, se dit « touché » par les propos tenus par Indro Montanelli. A quelques jours des élections législatives, le doyen de la presse italienne avait expliqué au Monde pourquoi, pour la première fois de sa vie, il s'apprêtait à voter à gauche (*Le Monde* du 8 mai). « Je ne crois pas, ajoute M. Devedjian, que les moyens financiers que Berlusconi a pu mettre en œuvre soient à

la portée de la droite française. Et ce n'est pas mal comme cela... » « Pourquoi un pays profondément catholique, qui a comme nous la détestation de l'argent, n'a-t-il pas reculé devant un tel étalage d'argent ? », s'interroge-t-il encore. François Fillon, député (RPR) de la Sarthe, se sent « plutôt éloigné » de M. Berlusconi. « Entre les proclamations et les réalités, j'attends de voir », indique le président du

conseil régional des Pays de la Loire, peu enclin à voir la droite française verser dans le libéralisme. « La France reste un pays où la notion d'égalité demeure très présente dans le débat politique. Il faut en tenir compte », prévient-il.

### BESOIN D'ALTERNANCE

Si François Bayrou, président de l'UDF, garde un silence prudent sur son allié au sein du Parti populaire européen, les centristes nourrissent cependant, eux aussi, quelques interrogations. Dominique Paillé, délégué général de l'UDF, évoque « une campagne plus démagogique que réaliste » et veut croire que « les Français ne sont pas dans un sentiment aussi fort de rejet de la classe politique ». Pour autant, le député des Deux-Sèvres, proche de M. Bayrou, se dit « interpellé par la binarité de la vie politique » apparue lors du scrutin italien. Le besoin d'alternance pourrait-il prévaloir aussi en France ? « Nos compatriotes sentent que l'immobilisme ne mène nulle part, mais le besoin de protection est très fort », estime Hervé Morin, lui aussi délégué général de l'UDF. Les Italiens étaient-ils prédisposés à recevoir un appel à la rupture ? « Ils s'emballent, ils ont une capacité émotionnelle et affective plus forte que la nôtre », affirme le député de l'Eure. L'argent, encore une fois, serait un rem-

part aussi élevé que les Alpes : « Les Français sont probablement réconciliés avec l'entreprise. Mais avec l'argent, c'est moins évident. »

Jetant un voile pudique sur les déclarations du président de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, au sujet des « technocrates et pédophiles » de Bruxelles, l'UDF Hervé de Charette a espéré que la coalition conduite par M. Berlusconi « apporte sa pleine contribution à l'unité de l'Europe ». Devant les micros, les dirigeants de la droite ont balayé les déclarations suspicieuses de responsables de la gauche en rappelant les liens noués par François Mitterrand lors de la première accession au pouvoir de M. Berlusconi. La défaite de la gauche italienne pousse aussi l'opposition au parallèle avec la situation française. « Le succès relatif de M. Berlusconi est, surtout, l'échec électoral d'une gauche qui tenait le même discours que la gauche française, en faisant valoir "son" bilan et "sa" croissance », observe M. Devedjian. Ce que M. Morin juge plus « sympathique » chez M. Berlusconi, c'est « son côté battant ». A un an des échéances présidentielle et législatives, la droite est probablement unanime à souhaiter que cet élément, au moins, soit transposable de ce côté-ci des Alpes.

Jean-Baptiste de Montvalon

### TROIS QUESTIONS À...

FRÉDÉRIC MICHEL

**1** Frédéric Michel, vous dirigez à Londres un institut de recherche international, le Policy Network, proche des travaillistes. Tony Blair n'a pas accueilli la victoire de Silvio Berlusconi avec les mêmes réticences que le gouvernement français. Pourquoi ?

Ce pragmatisme est devenu la politique du New Labour. C'est l'idée du « learning from what works » (« prendre exemple sur ce qui marche ») : du moment qu'ils profitent à l'économie nationale et au bien-être des gens, certaines expériences méritent d'être copiées. Bien sûr, Tony Blair ne risque pas de vanter la politique du nouveau ministre de l'intérieur italien s'il vient des rangs de la Ligue lombarde. Mais l'e-learning et la politique familiale suédoise, les emplois créés dans le tiers secteur au Brésil, la politique de l'éducation à Singapour, la réduction du temps de travail en France, la politique de santé allemande, tout cela l'intéresse. Cette « flexibilité de la politique » est en train de devenir son mode de pensée.

**2** La campagne de M. Blair pour les élections du 7 juin est-elle aussi européenne qu'il le dit ?

Non. Mais Tony Blair est obligé de parler davantage d'Europe qu'il ne le souhaiterait à cause du Parti conservateur, qui utilise à plein le thème de l'entrée dans l'euro et dont une aile extrémiste développe des slogans évoquant la « domination allemande en Europe », tandis que certains de ses députés demandent l'organisation d'un référendum pour le maintien dans l'Union.

**3** Le discours sur les institutions européennes que Lionel Jospin prononcera le 28 mai peut-il gêner Tony Blair ?

Il ne va pas l'aider. Quoi que dise le premier ministre français, les conservateurs vont l'utiliser pour dénoncer l'« alliance social-démocrate » en Europe et son ralliement, sinon à un fédéralisme européen, du moins à « une voie européenne » soumise aux contraintes de l'Europe sociale. Lionel Jospin est dans une position plus confortable. Il n'a pas, comme le premier ministre britannique, 79 % de ses concitoyens qui sont hostiles au passage à l'euro.

Propos recueillis par Ariane Chemin

## L'échec de L'Olivier inquiète la gauche plurielle

ELLE ne l'a pas vécu comme un présage, mais comme un avertissement. La gauche plurielle s'est livrée à une lecture très franco-française des élections du 13 mai. C'est moins la victoire de Silvio Berlusconi que l'échec de la coalition de L'Olivier qui a été au centre des commentaires. Robert Hue y a vu « un avertissement pour les forces de gauche aujourd'hui en Europe ». Pour le secrétaire national du Parti communiste, le succès de cette « coalition de droite, autoritaire et ultralibérale » est dû à « l'espace que lui a laissé l'absence de dynamisme à gauche ». A l'attention du premier ministre, M. Hue en tire un message clair : à défaut de donner une inflexion « à gauche » et de répondre aux « fortes attentes sociales », la victoire ne sera pas au bout du chemin en 2002.

### « UN PROGRAMME DÉMAGOGIQUE »

Un court débat s'est engagé le 15 mai sur ce thème au bureau national du Parti socialiste. Pour François Hollande, le premier secrétaire du PS, L'Olivier a souffert de ses divisions, et un bilan, fût-il solide, ne suffit pas à emporter une élection. Critiquant une coalition « incapable de mobiliser la société », Jean-Luc Mélenchon a ironisé sur « ces mesures courageuses qui consistent à prendre toujours dans la poche des mêmes ». Provoquant des mouvements divers, le ministre délégué à l'enseignement professionnel a jugé, à propos de Francesco Rutelli, que M. Hollande avait reçu à Paris, qu'il est « aussi sexy politiquement qu'une porte du Vatican... »

Côté gouvernemental, la victoire de M. Berlusconi a été commentée en des termes qui laissent percer une inquiétude. « Ce n'est pas une bonne nouvelle », a affir-

mé Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a renchéri en prévenant : « Nous serons attentifs à ce que sera ce gouvernement, à ce qu'il fera ; attentifs et, s'il le faut, vigilants ». Comme pour mieux signifier cette réserve, Lionel Jospin n'a pas adressé de félicitations à son futur homologue italien, Jean-Jack Queyranne faisant savoir que le premier ministre enverra un « courrier » à M. Berlusconi lorsqu'il « sera officiellement nommé ».

Plus nettement encore, le bureau national du PS a exprimé, dans un communiqué, sa « plus profonde inquiétude sur la confusion d'intérêts née de cette victoire ». « Avec un programme démagogique et une orientation souvent anti-européenne, ajoute-t-il, Silvio Berlusconi, qui n'a en fait d'autres objectifs que de faire du capitalisme financier le pilier de la société italienne, est placé devant ses responsabilités. » Mais le PS se garde d'envisager des sanctions comme celles qui avaient visé l'Autriche après le succès de la coalition formée par le Parti conservateur et l'extrême droite de Jörg Haider. Il se borne à inviter la droite à « ne pas saluer en des termes imprudents cette victoire porteuse d'incertitudes pour la construction européenne et le fonctionnement de la démocratie ».

Jacques Delors enfin, interrogé, le 15 mai, lors d'un dîner-débat du club Socialiste aujourd'hui de M. Glavany, a répondu : « On s'est déjà trop énervé pour l'Autriche. Ce n'est pas avec des propos frénétiques qu'on améliore la situation d'une société. »

Michel Noblecourt

## L'Italie est absente de la campagne électorale britannique

### LONDRES

de notre correspondant

Tony Blair a parlé. Interrogé, mercredi 23 mai, par une demi-douzaine de journaux européens, le premier ministre de la « troisième voie méritocratique » a espéré avoir « des relations très étroites » avec le gouvernement de Silvio Berlusconi. Réponse diplomatique certes, mais pas seulement. Premier leader européen à entretenir des relations personnelles assez chaleureuses avec Vladimir Poutine, le chef du gouvernement britannique emploie curieusement, à l'endroit de son homologue italien, les mêmes mots que pour le russe : « C'est quelqu'un de déterminé qui a une vision très claire des changements à apporter à son pays. » Tony Blair, on le sait ici, ne déteste pas qu'on le définisse de la même manière. En clair, vu de Londres, M. Berlusconi n'est pas particulièrement « sous surveillance ». « Je suis sûr, a ajouté le premier ministre, que même si nous n'appar-

tenons pas au même bord, nous trouverons (avec lui) des terrains d'entente. »

De fait, si Tony Blair, qui présente en ce moment même à ses électeurs un programme de gouvernement éminemment social-libéral – programme d'ouverture des services publics aux capitaux privés qui provoque de sérieux remous à gauche et chez les partenaires syndicaux mais qui semble bien être en passe d'être largement approuvé le 7 juin par les électeurs –, tient encore à son image européenne de social-démocrate et à ses partenariats avec Lionel Jospin ou Gerhard Schröder, il reconnaît lui-même n'avoir « aucune difficulté à coopérer » sur de nombreux sujets d'intérêt politique commun « avec le gouvernement conservateur espagnol ». Dans la bataille en cours pour ce que José Maria Aznar appelle « la libéralisation rapide des marchés », l'Espagne, « avec qui les relations sont meilleures que jamais » malgré la question du statut de Gibraltar, est, dans ce domaine, le partenaire-clé du Royaume-Uni. Silvio Berlusconi rejoindra-t-il cet attelage qui vise à faire pièce à l'axe franco-britannique ? Ce n'est pas à exclure.

En attendant, sur la scène politique britannique, l'Italien n'existe pas. Après l'épisode de la couverture extrêmement négative publiée contre l'intéressé par *The Economist* juste avant l'élection, même les conservateurs n'en parlent jamais. Son nom n'a pas été cité une seule fois dans la campagne. A l'appui de leurs thèses en faveur d'une nouvelle baisse des impôts, les tories préfèrent citer l'exemple de Georges W. Bush avec lequel Tony Blair est justement en train d'essayer de forger une relation aussi étroite que celle qu'il entretenait avec Bill Clinton, le véritable créateur de la troisième voie. Coïncidence : M. Berlusconi a également déclaré qu'il entendait « établir une relation spéciale avec les Etats-Unis ». L'histoire et la culture l'expliquent : au Royaume-Uni, on résiste toujours très mal à l'appel du grand large et jamais ou presque on ne se compare aux pays du Vieux Continent. C'est l'Amérique elle seule qui est l'exemple, plus rarement le contre-exemple.

Daniel Vernet

Patrice Claude

## Les Européens attendent la nomination du ministre des affaires étrangères

Y AURA-T-IL un effet Berlusconi sur la politique étrangère ? Pour qu'il en soit ainsi, encore faudrait-il qu'il existât une politique étrangère italienne, diront les mauvais

ni, mais il est soucieux de l'image internationale de l'Italie qui risque, en l'occurrence, de se confondre avec la réputation du Cavaliere.

Sur quelques sujets de politique européenne, où la France et l'Italie étaient traditionnellement proches, la coopération s'annonce plus difficile. Par exemple pour le renouvellement prochain de la directive Télévision sans frontières, qui assure un minimum de protection pour les œuvres européennes. Le respect de la « diversité culturelle » n'est pas le premier souci de l'inventeur de la télévision privée italienne. De même sur le protocole de Kyoto pour la protection de l'environnement, le libéralisme affiché par le chef de la Maison des libertés le placera plus près de George W. Bush que des ses collègues européens. Le nouveau gouvernement devrait être aussi plus réticent que le centre-gauche à faire progresser l'Europe sociale ou l'harmonisation fiscale. Dans le domaine de la défense, l'Italie risque d'adopter une position plus « atlantiste », alors que le soutien de Rome a été déterminant dans la mise en œuvre à quinze de la politi-

que élaborée d'abord par la France et la Grande-Bretagne, avec le renfort de l'Allemagne.

Les premières déclarations du futur ministre de l'économie, Giulio Tremonti, liant l'élargissement de l'Union européenne aux versements d'aides pour les régions pauvres des actuels pays membres, ont sonné comme un avertissement

**L'ENCAISSEUR DU FRAC®**

**REND VISITE À VOS DÉBITEURS**

39, Rue La Fayette - 75009 PARIS  
Tel 0153209353 - Fax 0153209350  
www.lencaisseurdufrac.com

langues. Tout est une question de dosage entre les deux ingrédients de la diplomatie italienne depuis un demi-siècle, l'alignement sur les Etats-Unis et l'intégration européenne. Avec Silvio Berlusconi, l'atlantisme risque de gagner du terrain et on s'interroge avec quelque perplexité à Paris sur la future politique européenne du centre-droit. Avant les élections du 13 mai, Giovanni Agnelli, président d'honneur de la Fiat et sénateur à vie, avait pourtant rendu visite au ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, pour tenter de le rassurer. L'Avvocato n'est pas un défenseur inconditionnel de Silvio Berlusco-

# François Hollande souhaite réformer l'immunité du président « pour la période au-delà de 2002 »

Arnaud Montebourg trouve dans la proposition du PS un encouragement à poursuivre sa démarche

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, a appuyé, jeudi 24 mai, la proposition de loi constitutionnelle visant à modifier l'immunité du prési-

dent de la République, annoncée par Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Arnaud Montebourg (PS) se

félicite du « revirement des dirigeants socialistes ». Patrick Devedjian y voit la preuve que le PS était « derrière » M. Montebourg.

**FRANÇOIS HOLLANDE** a appuyé, jeudi 24 mai, la proposition de loi constitutionnelle annoncée, la veille, par Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, visant à permettre la mise en cause du chef de l'Etat devant la justice pénale pour des faits précédant son élection ou sans rapport avec sa fonction. Interrogé sur France 2, le premier secrétaire du PS a souhaité que cette « réforme simple » entre en vigueur « pour la période au-delà de 2002 ». Il a pris soin d'affirmer que cette disposition « ne vise personne en particulier » avant de préciser les contours de la disposition. « C'est normal que le président de la

*République, quel qu'il soit, soit protégé pour les actes qui sont ceux de l'exercice de sa responsabilité, c'est ce qu'on appelle l'immunité présidentielle, à nos yeux, n'est pas l'impunité par rapport à des actes qui sont antérieurs à la prise de responsabilité. »* Le maire de Tulle a indiqué qu'il espérait rallier l'opposition à cette disposition : « Je comprends que nul ne veut être sali. C'est insupportable, le député d'intention. Mais pour ne pas être sali, il ne faut pas être intouchable. »

Qualifiant la proposition de MM. Ayrault et Hollande de « progrès considérable », M. Montebourg s'est félicité, vendredi 25 mai, de ce « revirement des

*dirigeants socialistes. » « Jusqu'à présent, a-t-il déclaré au Monde, ils nous expliquaient que seuls les électeurs pouvaient trancher la question de la responsabilité pénale du président de la République. Désormais, ils considèrent publiquement qu'il faut trouver un juge pour le président. Ils rejoignent ainsi la position que nous défendons depuis plusieurs semaines, avec les trente députés qui ont d'ores et déjà signé ma proposition de résolution. »* Le député de Saône-et-Loire relève toutefois la persistance de « deux difficultés ». « Une difficulté politique, d'abord : François Hollande a expliqué à plusieurs reprises que ma proposition serait vouée à l'échec parce que le Sénat n'en

*voudrait pas, explique-t-il. Mais sa proposition suppose la convergence de vues non seulement du Sénat, mais aussi du président de la République – qui a seul le pouvoir de soumettre le texte au référendum – et enfin du peuple – qui doit l'adopter à la majorité. C'est en rajouter dans la complexité et dans l'exigence du consentement de la droite. »*

S'ajoute à ce point, selon lui, une « difficulté juridique » d'importance : « La proposition de M. Hollande, dit-il, ne résout en rien l'acquisition de la prescription pour les délits actuellement reprochés par des juges d'instruction au président de la République. » M. Montebourg explique en effet, dans le texte de sa résolution, que les infractions invoquées par les juges dans les affaires du financement du RPR et des HLM de Paris seront prescrites trois ans après l'interruption effective des poursuites – soit respectivement en avril 2001 et en avril 2004. « Ne pas s'engager dans une procédure de renvoi de M. Chirac devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice, insiste-t-il, c'est accorder au président une amnistie sur mesure. » M. Montebourg ajoute néanmoins que la proposition de révision du statut présidentiel lui paraît « parfaitement complémentaire de [sa] proposition ». Repoussant une nouvelle fois les critiques de la direction du PS, il assure que « les deux démarches iront parfaitement leur chemin, main dans la main, car elles seront le soutien nécessaire l'une de l'autre ».

► www.lemonde.fr/chirac-affaires

# La CGT assurera une présence dosée à la manifestation du 9 juin

La FSU et le Groupe des dix seront coorganisateur

LA CGT a pris sa décision concernant la manifestation nationale « contre les licenciements et les suppressions d'emploi » organisée à Paris, le 9 juin, à l'appel de syndicalistes d'entreprises à plans sociaux. Après consultation interne et réunion de son bureau confédéral, elle a opté pour une ligne inédite de « présence à participation limitée ». En clair : la CGT ne lancera pas d'appel confédéral à la manifestation du 9 juin et n'en sera donc pas coorganisatrice, mais elle y enverra une délégation confédérale et laissera celles de ses structures qui le souhaitent y participer.

Dans un communiqué diffusé mercredi 23 mai, la centrale dirigée par Bernard Thibault fait état du « réel succès » de sa journée d'action de la veille « contre les licenciements et pour la conquête de nouveaux droits », tout en déplorant l'absence des autres confédérations. « D'autres initiatives syndicales sont indispensables », souligne-t-elle, en évoquant une série de mobilisations professionnelles – le 29 mai à l'équipement, le 7 juin aux finances, du 11 au 15 juin dans la métallurgie, le 19 juin dans l'énergie.

## DÉLÉGATION CONFÉDÉRALE

« Par ailleurs, ajoute la confédération, un certain nombre de salariés et de militants syndicaux d'entreprises confrontés à des licenciements inacceptables ont décidé de défilé ensemble le 9 juin à Paris », avant d'annoncer : « La CGT décide d'être à leurs côtés par la présence d'une délégation de la confédération. » L'exercice un peu tarabiscoté auquel se livre la CGT à propos du 9 juin révèle un certain embarras. Depuis le début, la centrale de Montreuil est très réservée sur cette initiative qui a reçu le soutien du PCF et de la plupart des organisations d'extrême gauche, par crainte, a-t-elle affirmé à plusieurs reprises, que cette mobilisation ne dévie du terrain syndical au terrain politique. Maryse Dumas, numéro deux de l'organisation, a d'ailleurs très sévèrement critiqué cette ini-

tiative dans un rapport interne (*Le Monde* daté 20-21 mai).

Or, aujourd'hui, la CGT se trouve confrontée à un double problème : d'une part, malgré ses affirmations officielles, la journée d'action du 22 mai a mobilisé en deçà de ses espérances ; d'autre part, l'examen des dispositions sur les licenciements à l'Assemblée nationale ne lui a apporté que peu de satisfactions sur le terrain des « nouveaux droits » qu'elle réclame pour les salariés. Dès lors, il est difficile pour la centrale d'être totalement absente du rendez-vous suivant. Par ailleurs, plusieurs de ses syndicats, de ses unions locales ou de ses fédérations ont déjà décidé de s'engager sur le 9 juin. De grosses structures comme l'union départementale du Rhône y sont favorables. Parmi elles, certaines sont assez marquées politiquement – c'est le cas de la fédération de l'énergie, considérée comme proche de l'actuelle direction du PCF –, mais d'autres le sont beaucoup moins, comme la fédération des finances, signataire avec la FDSU (Groupe des dix) d'un appel commun intitulé « le 22 mai et le 9 juin, ensemble pour l'emploi et les droits sociaux ».

Pour rouvrir le jeu, la CGT a décidé de s'adresser à l'ensemble des forces syndicales – et non aux seules confédérations – pour leur proposer de faire pression « ensemble » afin d'obtenir du patronat l'« ouverture d'une négociation interprofessionnelle pour un véritable droit à l'emploi ». Mercredi, lors d'une nouvelle réunion à la Bourse du travail de Paris, les signataires de l'appel des entreprises à plans sociaux ont pris acte de la position de la CGT. Le Groupe des dix et la FSU, qui ont confirmé leur appel national pour le 9 juin, seront coorganisateur. Le cortège, qui partira de la place de la République, sera ouvert par les salariés des entreprises en restructuration, suivis par les organisations syndicales puis les formations politiques.

Caroline Monnot

## TROIS QUESTIONS À...

### PATRICK DEVEDJIAN

1 **Aujourd'hui conseiller à la direction du RPR, vous avez été l'avocat de Jacques Chirac. Le président de la République peut-il devenir, selon vous, un citoyen ordinaire vis-à-vis de la justice ?**

Cela n'a pas de sens ! Quand le Parti socialiste dit qu'il faut faire du président de la République un citoyen ordinaire, il se moque du monde. Dans toutes les démocraties, les titulaires de l'exécutif bénéficient de procédures particulières. Cela avait été le cas pour le président Clinton dans l'affaire Lewinsky. C'est le cas, chez nous, pour les membres du gouvernement, qui relèvent de la Cour de justice de la République et pour lesquels le conseil des ministres doit délibérer préalablement, avant

tout acte de justice. Ou encore pour les membres du Parlement, qui, selon la Constitution, ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure restrictive de liberté sans autorisation du bureau de l'assemblée dont ils font partie.

2 **Vous rejetez donc l'initiative des députés socialistes visant à réformer le régime juridique du président de la République ?**

J'observe, tout d'abord, que la proposition de loi socialiste constitue la preuve que le PS était bel et bien derrière le député Arnaud Montebourg et son entreprise visant à renvoyer le président de la République devant la Haute Cour de justice. Cette proposition de loi n'est en fait qu'un thème d'agitation pour les prochaines campagnes électorales. Ce n'est pas comme ça qu'on réforme les institutions de la République. A titre per-

sonnel, je ne suis pas hostile à une réforme de la responsabilité pénale de nos dirigeants, mais, dans ce cas, ce ne peut être qu'une réforme d'ensemble.

## 3 A savoir ?

C'est le statut juridique de l'ensemble de l'exécutif qui doit être revu. Le système actuel date du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'instaure pas, comme on le croit trop souvent, une impunité pour le chef de l'Etat, mais une sorte de parenthèse, une protection spéciale pendant la durée de son mandat. Et ce qui vaut pour lui vaut aussi pour le premier ministre. Celui-ci ne peut pas non plus être traîné à tout bout de champ devant les tribunaux. Dans les deux cas, il est nécessaire de protéger l'institution.

Propos recueillis par Jean-Louis Saux

# Les députés PS proposent une rénovation en profondeur des institutions

CE N'EST qu'un début, continuons le combat institutionnel : ainsi peut se résumer la démarche engagée, depuis le début de l'année, par le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Bernard Roman (PS), et un groupe de travail constitué au sein du groupe socialiste pour nourrir les propositions socialistes en 2002. Le rapport qu'ils viennent de boucler dresse un bilan partagé de l'action menée depuis 1997 : si « certaines réformes ont pleinement atteint leur objectif », en particulier la parité hommes-femmes, le quinquennat présidentiel (et régional) ou l'intercommunalité, « d'autres, en revanche, ont laissé un sentiment d'inachevé », comme la limitation du cumul des mandats ou le mode d'élection des sénateurs.

Pour effacer cette « frustration », M. Roman et ses collègues recommandent d'aller jusqu'au bout d'« une rénovation globale » des institutions françaises, de nature à restaurer le rapport des citoyens à la politique. Sur les trente-six propositions qu'ils formulent, beaucoup sont symboliques – comme la suppression de l'article 16 de la Constitution confiant l'essentiel des pouvoirs au président de la République en cas de menaces sur les institutions ou l'indépendance de la Nation – ou plus techniques – comme la possibilité pour les ministres de retrouver leur siège de député au moment où ils cessent leurs fonctions, ou l'obligation d'un

décali minimum de deux ans, au lieu d'un, entre deux dissolutions. Plusieurs propositions, en revanche, relancent le débat sur des points essentiels. C'est évidemment le cas pour la clarification du statut pénal du chef de l'Etat, qui vient d'être reprise à son compte par le PS (*Le Monde* du 25 mai). A propos du président de la République, le rapport Roman demande que le champ d'application de son pouvoir de nomination soit très sensiblement réduit, au profit du premier ministre, en particulier pour les préfets, recteurs, directeurs d'administration centrale, professeurs de l'enseignement supérieur, etc.

## RENFORCER LES POUVOIRS DU PARLEMENT

Le renforcement du rôle du Parlement est au centre des recommandations faites par les députés socialistes. L'amélioration de sa « représentativité » devrait, selon eux, passer par l'« élection de 60 à 80 députés sur une liste nationale » élue à la proportionnelle. La limitation du cumul des mandats devrait être renforcée par l'interdiction pour les députés et les sénateurs d'exercer toute fonction exécutive locale. A quoi le rapport Roman ajoute l'interdiction de cumul d'un mandat parlementaire avec « toute activité professionnelle rémunérée ». Il propose, par ailleurs, d'accorder au Parlement l'initiative d'un tiers de son ordre du jour, contre deux séances par mois seulement

aujourd'hui, après la réforme de 1995. Selon lui, les commissions pourraient être dotées d'un pouvoir législatif propre, sur des textes « techniques », en réservant « à la formation plénière les grands débats et les lois principales ». Est également proposé un assouplissement de l'article 40 de la Constitution, qui rend irrecevable la présentation par les parlementaires de propositions de loi ou d'amendements réduisant les recettes ou alourdissant les dépenses publiques. Quant au Sénat, qui reste qualifié d'« anomalie », selon la formule jospinienne, il devrait, selon M. Roman, faire l'objet d'« une réforme en profondeur » touchant à la fois la durée du mandat de ses membres et son mode de scrutin, soit en généralisant la proportionnelle, soit en élisant les sénateurs à la proportionnelle sur la base de collèges représentatifs des différentes catégories de collectivités locales.

Le Conseil constitutionnel n'est pas oublié. Le rapport Roman recommande de modifier la procédure de nomination des juges constitutionnels afin d'« éviter une politisation excessive » et de garantir l'« impartialité » du Conseil. Il propose, également, d'instaurer une procédure transparente et contradictoire dans l'examen des recours devant le Conseil constitutionnel. M. Jospin n'a plus qu'à choisir...

Gérard Courtois

# Dominique Voynet envisage de se présenter aux législatives à Paris

Pour obtenir vingt sièges de député, les Verts négocient un accord global avec le Parti socialiste

LA GUERRE des gauches qui fait rage à l'Assemblée nationale sur le contrôle des licenciements n'empêche pas les Verts de préparer, discrètement, l'avenir. Tandis que le PCF cauchemarde sur la présidentielle et l'avenir de Robert Hue, les Verts se concentrent sur les législatives. Ils ont établi la liste des circonscriptions, environ soixante-dix, sur lesquelles ils fondent l'espoir de gagner au moins vingt députés, avec l'appui du PS. « Pour une circonscription réservée aux Verts par le PS, on le soutiendrait dans deux autres », résume un dirigeant des Verts.

Les grandes manœuvres ont ainsi commencé à Paris, où le parti de Dominique Voynet escompte trois sièges de députés. Au premier rang desquels la chef de file des Verts. La ministre de l'environnement, qui devrait quitter le gouvernement mercredi 27 juin, qua-

tre jours après le conseil national élargi où elle sera élue secrétaire nationale, a, en effet, renoncé à sa circonscription jurassienne. Sa sévère défaite à Dole aux municipales l'a dissuadée de se représenter, d'autant plus que son suppléant socialiste, André Vaucheux, a perdu sa mairie de Tavaux. La ministre aurait également renoncé à jeter son dévolu sur Besançon, les deux socialistes en place n'étant pas du tout disposés à céder leur siège. L'un, Jean-Louis Fousseret, frère d'Alain Fousseret, secrétaire du conseil statutaire des Verts, est même prêt à une primaire sauvage si M<sup>me</sup> Voynet persistait dans son idée de se présenter, comme le relate *L'Est Républicain* du 25 mai.

Reste donc Paris. M<sup>me</sup> Voynet y songe sérieusement. L'expérience malheureuse d'Yves Cochet, député du Val-d'Oise, à qui les mili-

tants Verts avaient refusé l'investiture pour les municipales dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, ne décourage pas la ministre. Il est vrai qu'elle sera, sous peu, la patronne du parti. La circonscription actuellement détenue par Nicole Catala (RPR) est un point de chute auquel elle réfléchit sérieusement. A moins qu'elle n'opte pour le 12<sup>e</sup> arrondissement dont Jean de Gaulle (RPR) est député, mais qui a élu un maire de gauche en mars. Reste aussi la première circonscription, celle de Laurent Dominiati (DL), couvrant les quatre premiers arrondissements de Paris. Mais les Verts « locaux », dont Yves Cottasot, ont déjà posé une option pour la représentante de la gauche des Verts, Martine Billard.

Les Verts ont également avancé leurs pions pour les élections sénatoriales, lors d'une réunion avec le PS, mercredi 23 mai. Un siège au

Palais du Luxembourg semble leur être acquis dans le Nord – Dominique Voynet et Martine Aubry se sont téléphoné à ce sujet – mais nul ne sait pour qui. Marie-Christine Blandin, présentée, depuis l'été 2000, comme la candidate la plus probable, attend la décision des militants du Nord-Pas-de-Calais pour prendre sa décision. Le deuxième siège demandé par les Verts semble plus aléatoire. Tout cela n'empêche pas les bonnes relations entre deux partis, qui apprennent à se connaître. Mardi, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, avait invité à dîner au Quai d'Orsay les deux ministres Verts, le secrétaire national, Jean-Luc Bennaïm, quelques députés, et les responsables de la politique internationale chez les Verts. Pour discuter.

Béatrice Gurrey

## PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

du 11 juin 2001 au 13 juillet 2001

### Autoroute A61 – Élargissement à 2x3 voies de la section Toulouse – Villefranche-de-Lauragais

Pétitionnaire : autoroutes du sud de la France

La préfecture de la Haute-Garonne communique

Une enquête publique relative à :

- l'utilité publique des travaux d'élargissement à 2x3 voies de l'autoroute A61, section Toulouse – Villefranche-de-Lauragais, concernant les communes d'Auzeville-Tolosane, Ayguesvives, Castanet-Tolosan, Deyme, Donneville, Gardouch, Labège, Montgiscard, Pompertuzat, Montesquieu-Lauragais, Saint-Rome et Vieilleville, dans le département de la Haute-Garonne ;
- ainsi qu'à la mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes d'Auzeville-Tolosane, Ayguesvives, Castanet-Tolosan, Deyme, Donneville, Gardouch, Labège, Montgiscard, Pompertuzat,

est ouverte dans les formes prévues par le code de l'expropriation, du 11 juin 2001 au 13 juillet 2001.

Le dossier de ce projet restera déposé aux mairies de : Auzeville-Tolosane, Ayguesvives, Castanet-Tolosan, Deyme, Donneville, Gardouch, Labège, Montgiscard, Pompertuzat, Montesquieu-Lauragais, Saint-Rome et Vieilleville, dans le département de la Haute-Garonne, pendant 33 jours entiers et consécutifs, du 11 juin 2001 au 13 juillet 2001 inclus, où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituelle des mairies concernées.

Les réclamations éventuelles pourront être :

- soit consignées sur les registres à feuillets non mobiles ouverts à cet effet ;
- soit adressées par écrit, pendant la même période au président de la commission d'enquête, siégeant aux mairies de Castanet-Tolosan, Montesquieu-Lauragais et Montgiscard qui les annexera aux registres d'enquête ;
- soit présentées directement à la commission d'enquête, composée comme suit :

- président : M. Nicolas DELAYE, directeur cabinet conseil en environnement,
- membres : M. Jean TEOT, ingénieur EDF, en retraite,
- M<sup>me</sup> Christiane ACQUIER, directrice d'école en retraite ;

qui assureront, ensemble ou à tour de rôle, les permanences suivantes :

- Castanet-Tolosan, le lundi 11 juin 2001, de 14 h à 17 h,
- Montesquieu-Lauragais, le mardi 26 juin 2001, de 9 h à 12 h,
- Montgiscard, le vendredi 13 juillet 2001, de 14 h à 17 h.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête qui devront être rendus avant le 13 août 2001, seront tenus à la disposition du public pendant un an, dans l'ensemble des mairies concernées par la présente opération, ainsi qu'à la Préfecture de la Haute-Garonne.

Ils pourront également être communiqués à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au Préfet de la Haute-Garonne – Direction des Actions Interministérielles – Bureau de l'aménagement, de l'espace et du cadre de vie – 1, place Saint-Etienne 31038 TOULOUSE CEDEX.

Pour le préfet

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne  
Signé Michel BILAUD

**SANTÉ** Après quatre années d'hésitation des usagers et de grogne des professionnels, la carte Vitale de la Sécurité sociale est enfin parvenue à s'imposer. ● LE NOUVEAU SYSTÈME dispense les usagers de remplir des feuilles de soins et accélère les remboursements. ● 51 % DES MÉDECINS, surtout des généralistes, télétransmettent désormais

électroniquement leurs feuilles de soins. ● PRESQUE UNANIMÉS à souligner le coût de l'équipement et la surcharge de travail administratif occasionnée, les praticiens récla-

ment une compensation financière. ● À VITRY-SUR-SEINE (Val-de-Marne), la CPAM a entrepris une vaste opération marketing pour convaincre usagers et médecins des bien-

faits de la carte verte. ● QUINZE MILLIONS de dossiers papier sont en souffrance à la CNAM, dont les arguments pour justifier cet engorgement sont réfutés par les syndicats.

# Quatre ans après son lancement, la carte Vitale entre dans les mœurs

Désormais 51 % des médecins télétransmettent des feuilles de soins électroniques, et l'utilisateur commence à se familiariser avec cette petite carte verte qui lui évite l'envoi d'un courrier à sa caisse et lui permet d'être remboursé dans les cinq jours. Au même moment, quinze millions de dossiers papier sont en souffrance à la CNAM

APRÈS un long sommeil dans les portefeuilles ou les tiroirs des assurés sociaux, l'utilisation de la carte Vitale va-t-elle devenir un nouveau réflexe dans les cabinets médicaux et les pharmacies ? Il aura fallu un démarrage poussif et quatre années de balbutiements pour que la carte à puce de la sécurité sociale (qui remplace la carte mauve d'assuré social) commence à faire son entrée dans la vie quotidienne. Actuellement, alors que trente-neuf millions de cartes sont en circulation, environ quatre millions de patients l'utilisent chaque semaine et le nombre d'adeptes chez les professionnels de santé augmente quotidiennement. « La carte Vitale atteint l'âge de la maturité », estime André Loth, responsable de la mission Sesam-Vitale à la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM).

Désormais, 51 % des médecins libéraux télétransmettent des feuilles de soins électroniques (FSE). Ce chiffre cache cependant une grande disparité entre les généralistes (67,5 % sont équipés) et les spécialistes (32,5 %), mais aussi entre les régions. Si dans les Vosges 93 % des généralistes utilisent Vitale, ils ne sont que 40 % à Paris. Ces pourcentages apparaissent bien loin de l'objectif affiché en 1998, qui prévoyait la généralisation en 2000. « Nous sommes très satisfaits du taux de progression d'équipement des professionnels »,

explique néanmoins André Loth. « Les premières prévisions étaient exagérément optimistes au regard de l'ampleur du projet », justifie-t-il. « Le plan de charge de l'ordonnance Juppé de 1996 était trop volontariste. Le retard pris n'est ni étonnant, ni inquiétant », fait-on valoir dans l'entourage de Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé. « La première priorité est de boucler la médecine libérale », indique-t-on. Pour l'instant, les six millions de FSE reçues chaque semaine par les régimes d'assurance-maladie ne représentent que 20 % de volume des feuilles de soins traitées par les caisses primaires. « Il faut se rappeler qu'on est parti de zéro en 1998 : par rapport au "fiasco" annoncé, ce n'est pas si mal », défend André Loth. Au moment où quinze millions de feuilles de soins sont en souffrance à la Sécurité sociale (lire ci-dessous), la CNAM ne se prive pas de mettre en avant les mérites de la carte : « La solution au problème de délai de paiement, c'est la généralisation de la télétransmission », insiste André Loth.

## DANS LES CINQ JOURS

« Il n'y a plus de débat sur l'intérêt de cette modernisation, assure-t-il, et les difficultés techniques sont derrière nous. » Pour l'utilisateur, l'avantage de la petite carte verte semble indéniable : si, lors d'une visite, il a pensé à emporter sa car-



te et que son médecin possède l'équipement informatique nécessaire, il sera remboursé de sa consultation dans les cinq jours et n'aura pas à envoyer de feuille maladie à sa caisse primaire. Pour la CNAM, l'intérêt est plus évident encore : la suppression, à terme, de la saisie manuelle devrait engendrer un gain de productivité. La saisie à la source des données devrait aussi permettre une meilleure évaluation des pratiques de soins. Enfin, pour les professionnels de

santé, le système devrait assurer une plus grande rapidité des paiements, donnée importante pour les praticiens à l'heure de la couverture maladie universelle (CMU). « L'intérêt de la carte Vitale est fort chez le professionnel qui utilise le tiers-payant, sinon il s'agit surtout d'un service rendu au patient », considère Pierre Costes, président de MG France. Selon lui, « l'état d'informatisation des généralistes sera celui de l'ensemble des professionnels de santé dans deux ans ».

Si l'informatisation des cabinets médicaux apparaît inéluctable, les syndicats de médecins décèlent dans la télétransmission la source d'un nouveau travail. « Au-delà du soin, la société nous demande une approche administrative et gestionnaire qui ne fait pas partie de notre métier. Il faut reconnaître cette nouvelle fonction et la rémunérer en tant que telle », réclame Pierre Costes.

## « UNE RÉMUNÉRATION DÉCENTE »

Les médecins ont pu bénéficier d'une aide à l'informatisation de 9 000 francs et reçoivent 40 centimes par FSE envoyées, mais le coût de la télétransmission – achat du lecteur de cartes, du logiciel, et maintenance du matériel – et le temps passé ne sont pas correctement « compensés », critique Michel Chassang, président de l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF). « Nous sommes prêts à inciter les médecins à télétransmettre à deux conditions : qu'il y ait un partage d'informations entre les professionnels et les médecins afin que nous disposions des mêmes outils statistiques et que ce travail corresponde à une rémunération décente », prévient-t-il.

Bernard Huynh, président du Syndicat des médecins de Paris, où seulement 15 % des spécialistes sont équipés, considère que « le système n'est pas finalisé et fonctionne mal. La télétransmission c'est l'ave-

nir mais il est à construire en professionnel. » A partir du mois de juin, 13 millions de nouvelles cartes seront distribuées à tous les ayants-droit de plus de seize ans. Ainsi les conjoints et les enfants adolescents auront leur propre carte. Attendue pour 2003-2004, Vitale 2 devrait être totalement individuelle, intégrer les informations relatives aux mutuelles et surtout un volet médical. Prévu par la loi, ce volet est suspendu à la publication d'un décret qui devra délimiter son contenu. Cette double nature administrative et sanitaire de la carte Vitale 2 pose des problèmes d'éthique et de confidentialité. Le gouvernement est en train de « travailler sur le dossier » dans le cadre du projet de loi de modernisation du système de santé. Toute inscription devrait rester facultative et accessible au patient.

En attendant, la CNAM table sur une vaste communication en direction des usagers pour inciter les professionnels de santé à franchir le pas (lire ci-dessous). « Il faut le dire autour de vous, dans vos permanences, dites à vos visiteurs : "utilisez la carte Vitale, vous serez immédiatement remboursés", en quelques jours c'est fait », s'est exclamée Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité, mardi 15 mai devant les députés de l'Assemblée nationale.

S. BI

## Cinq généralistes face à la feuille de soins électronique

● Gilles Dansac, Châteaufort (Yvelines)  
« L'informatique fait partie de ma vie professionnelle depuis longtemps. Il y a un an, j'ai choisi d'être

### TÉMOIGNAGES

« La caisse fait des économies sur notre dos. Il faudrait au moins une compensation »

équipé pour la carte Vitale. Il faut aller avec son temps. Ce système est pratique, représente un progrès ainsi qu'un gain de temps. J'ai installé des affiches dans ma salle d'attente et je réalise plus de 50 % de feuilles de soins électroniques (FSE). L'écran de l'ordinateur est devenu comme un troisième personnage, je m'efforce de le tourner vers le patient. Ce système me coûte environ 2 500 francs par an. Avec 40 centimes de remboursement de la CNAM par FSE, on paie et on fait le travail de la caisse. Ils font des économies sur notre dos. C'est un peu exagéré, il faudrait au moins une compensation.

« La carte Vitale est en train de rentrer dans les mœurs. De toute façon, il y a une pression des caisses. Le retard dans les remboursements des feuilles papier n'est pas innocent. Les gens râlent, et le bouc émissaire devient le médecin qui ne se sert pas de la carte Vitale. Je ne pense pas que ce système augmente le "flicage". Et puis notre activité est ultra-surveillée depuis longtemps. Je suis favorable à l'intégration d'un dossier médical minimum sur la carte mais il faut laisser le patient libre d'y inclure ce qu'il veut. »

● Bruno Collas, Paris-14<sup>e</sup>  
« Je ne suis pas équipé pour la carte Vitale, mais j'ai un très bel ordinateur dont je me sers à titre privé. Je fais de la résistance passive à la carte Vitale. Je ne fais aucune confiance à la Sécu, qui n'a jamais fait de cadeaux aux médecins. Au départ, on nous disait "Vous serez les médecins modernes", maintenant la seule chose qui intéresse la Caisse, c'est la télétransmission. La Caisse veut nous faire faire son travail, alors que nous avons déjà une charge de travail de plus en plus importante. J'en ai discuté avec d'autres confrères, ils me disent que ce système

prend du temps. Je n'ai pas envie de jouer la banque de la Sécu, dont l'arrière-pensée est de nous faire passer au tiers-payant.

« Bien sûr, ce système va devenir inévitable, on ne peut plus revenir en arrière, la Caisse a une force terrible. Je mène sans doute un combat un peu d'arrière-garde, mais je n'aurai pas de reproche à me faire sur le plan moral. J'aurai résisté. »

● Corinne Aveline, Talmont-Saint-Hilaire (Vendée)

« Je ne me suis pas équipée et j'ai refusé la prime de 9 000 francs. Plusieurs raisons m'ont poussées à faire ce choix. D'abord, je ne suis pas du tout "branchée" ordinaire ; ensuite, je travaille en milieu rural et je passe beaucoup de temps en visites à domicile, enfin, cela représente un coût financier pour le médecin. Il est certain que ce système est plus pratique pour la Caisse d'assurance-maladie : s'il y a un problème de transmission, c'est le médecin qui est responsable, et cela leur coûte moins cher que les feuilles manuelles. La Caisse est en train de faire pression pour que l'on s'équipe. Par exemple, le délai est de plus en plus long pour être réapprovisionné en feuilles de soins. Si nous avions une rémunération minimum, je serai prête à m'équiper, mais pour l'instant les médecins y sont de leur poche. »

● Michel Devoivre, Mirefleurs (Puy-de-Dôme)

« Je me suis équipé en juillet 1999 sans hésitation. La carte Vitale va dans le sens du temps, et j'aime avancer. Finalement, c'est un système relativement fiable. Sur 2 300 FSE du régime général, je n'ai pas eu une seule feuille rejetée. Parfois, les patients l'oublient, d'autres pensent que c'est une carte de paiement. Ceux qui ont des fins de mois difficiles sont contents d'être remboursés rapidement. »

« En termes de temps, cela n'en prend ni plus ni moins que pour une feuille de soins papier. En revanche, il faut faire attention à la liberté des gens dans le projet Vitale 2. J'attends de voir, mais je renâclerai si j'estime que cela va trop loin en termes d'éthique. »

● Pierre Bleibtreu, Paris-11<sup>e</sup>

« Je me suis équipé en juin 2000. J'avais signé pour les 9 000 francs, mais c'est surtout à cause de la CMU (qui représente près de 20 %

de ma clientèle) que j'ai franchi le pas. Avant, pour être payé il fallait que j'attende deux mois, maintenant c'est une semaine. Au début, ça cafouillait, mais désormais il y a peu d'erreurs. Je n'aime pas demander au patient sa carte en début de consultation. J'ai l'impression de demander une carte d'identité. »

« Ce système, malgré la prime de 9 000 francs, représente un coût financier pour le médecin : il faut payer le lecteur de carte, le logiciel, la maintenance. Ce ne sont pas des grosses sommes, mais cela s'ajoute à d'autres choses alors qu'en secteur 1 le prix de la consultation est bloqué depuis trois ans à 115 francs. On fait un travail purement administratif, mal payé. Si l'évolution administrative ne me dérange pas, en revanche, le projet Vitale 2 me gêne beaucoup. On ouvre une porte sans savoir ce qui peut se passer. Il y a un risque de dérapage, de chantage. Le flicage perçoit de plus en plus. Si je sens que cela va trop loin, je suis prêt à faire machine arrière. »

Propos recueillis par Sandrine Blanchard

## A Vitry-sur Seine, une vaste campagne de marketing

LE VERT EST À LA MODE dans les caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM). Fanions, pancartes, affiches, les locaux de la CPAM de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) sont envahis de publicités en faveur de la carte Vitale. La liste des médecins qui l'utilisent a même été affichée. « Plus on touchera les usagers, plus on fera bouger les professionnels », justifient les responsables de la CPAM. Cinq jours de délai pour être remboursé avec Vitale contre au mieux douze pour une feuille de soins papier, l'argument est imparable auprès des assurés sociaux. Dans ce département, tous les moyens de communication ont été utilisés pour « vendre » les avantages de la petite carte verte : affichages sur le réseau Decaux, presse quotidienne et magazine, lettres encartées dans les feuilles de remboursement, site Internet, journal téléphonique. Dernière « trouvaille » en date : les « rencontres Vitale », un espace réservé à la promotion de la carte auprès du public, dans les locaux de la CPAM et pour lesquelles les professionnels de santé de la ville ont tous reçu une invitation.

Objectif de cette vaste politique de marketing : parvenir à l'objectif de 80 % de professionnels équipés d'ici à 2003. A Vitry-sur-Seine, 33 % sont actuellement en Sesam-Vitale et 27 % sur l'ensemble du département. Chargée de convaincre les médecins et les pharmaciens de se convertir à la télétransmission et de les aider à démarrer leur informatisation, la « division départementale du suivi et du développement de Sesam-Vitale » est passée, en quatre ans, de 3 à 41 personnes. Trait d'union entre les professionnels de santé et les sociétés informatiques, cette équipe démarche sur le terrain en véritables « commerciaux » de la carte verte. Pendant

les « rencontres Vitale », ils conseillent les usagers sur la bonne utilisation de leur carte. Si la plupart l'ont dans leur portefeuille, il faut souvent leur rappeler ce qu'il faut de la mettre à jour en utilisant les bornes. « Au départ, certains assurés pensaient que c'était une carte de paiement, raconte une conseillère, aujourd'hui, le réflexe carte vitale concerne surtout les assurés qui ont besoin d'être remboursés rapidement. » Ceux-ci s'interrogent sur ce qu'il convient de faire de l'attestation papier – qui doit théoriquement toujours accompagner la carte –, sur la manière de se la procurer, sur la façon de faire enregistrer des changements de situation...

### « AVEC UN CRAYON ET UN PAPIER »

« Je préférerais quand tout était avec un crayon et un papier. Lorsque le client était sorti de l'officine on n'avait plus à s'occuper de son dossier. Le problème, aujourd'hui, c'est la délégation de paiement », regrette une pharmacienne de Vitry. Entre les saisies, les télétransmissions, le suivi de retour de paiement, et, en plus, l'arrivée de l'euro, elle se sent « absorbée par l'informatique. Cela nuit à la relation avec les assurés », explique-t-elle. Pour l'instant, elle estime que seulement 10 % de ces clients ont le réflexe de sortir leur carte. « On va vous fournir des affiches d'information à installer sur votre comptoir », promet la conseillère. « En distribuant d'abord la carte aux assurés, on a tout fait à l'envers », estime la pharmacienne. « On aurait dû d'abord informer et équiper les professionnels de santé et après donner la carte aux usagers ». Mais c'est décidé, en septembre elle franchit le pas.

S. BI

## Polémique sur les raisons du retard de quinze millions de feuilles de soins à la CNAM

RECORD BATTU. Plus d'un an après la mise en place de la couverture maladie universelle (CMU), qui avait entraîné un engorgement durable des centres de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), le nombre de dossiers en souffrance à la Sécurité sociale a de nouveau atteint des sommets, suscitant le mécontentement des assurés sociaux... et une polémique au sein même de la Caisse.

Les explications avancées par le directeur de la CNAM, Gilles Johanne, pour justifier le stock « énorme » des quinze millions de feuilles de soins en attente de traitement à la Sécurité sociale n'ont en effet pas convaincu les syndicats des organismes sociaux. A la CGT comme à la CFDT ou à FO, personne ne partage l'analyse du directeur, qui avait jugé « intolérables », lundi 14 mai, les délais de remboursement des soins aux assurés sociaux, pouvant aller jusqu'à cinq mois pour un accouchement à Paris (Le Monde du 16 mai). Ces retards, a expliqué M. Johanne, sont d'abord liés à la prépara-

tion du passage à l'euro et au réexamen des droits acquis par les 2,5 millions de bénéficiaires de la CMU... autant de phénomènes jugés « parfaitement prévisibles » par Philippe Hourcade, secrétaire général de la fédération CGT des organismes sociaux, pour qui la CNAM a « toujours considéré la CMU comme un surcroît d'activité conjoncturelle, en niant sa charge administrative permanente ». En janvier 2000, le directeur général adjoint de la caisse de Paris, la plus importante de France, avait même refusé des « moyens supplémentaires au titre de la CMU ».

### DES RATÉS TOUJOURS NIÉS

M. Johanne évoque ensuite « l'organisation » non optimale de certaines caisses et les endroits « comme à Paris où à peine un tiers des médecins transmettent électroniquement les feuilles de soins par la carte Vitale ». Or, « jusqu'à l'année dernière, s'insurge José Raza, du syndicat CFDT des agents franciliens, la CNAM a toujours nié les ratés de la carte Vitale en refusant de prendre

les mesures d'ajustement nécessaires ». Pour la CGT comme pour la CFDT, les dysfonctionnements actuels trouveraient ainsi leur origine dans « l'incapacité de la Caisse de se doter des outils informatiques correspondant à ses besoins ».

Depuis « plus de dix-huit mois », précise FO, la caisse nationale rencontre en effet des difficultés considérables dans la mise en place de son nouveau logiciel de traitement informatique des dossiers, Progrès-cible. Celui-ci devait accompagner la montée en puissance des télétransmissions par la carte Vitale en ne traitant que les dossiers « résiduels », à savoir les 20 % de feuilles de soins « papier » concernant certains actes médicaux (indemnités journalières, invalidités, cures thermales...). Or, loin de diminuer, les feuilles de soins constituent toujours plus de 50 % des dossiers reçus, un taux largement supérieur aux capacités de traitement du logiciel, calibré dès sa conception pour un fonctionnement optimal de la carte Vitale.

La situation s'est encore aggravée avec le manque chronique de personnel, « la CNAM ayant anticipé sur les gains de productivité informatique à venir pour réduire ses effectifs », déplore Noëlle Fluhr, de la fédération CFDT protection sociale. « En dix ans, le nombre d'agents employés en Ile-de-France a diminué de 10 000 », précise M. Raza, pour qui la CNAM souffre aujourd'hui « de sa mauvaise gestion des effectifs ». Ainsi, les 600 emplois à durée déterminée créés en 2000 pour surmonter le « pic » de la CMU ont-ils tout juste permis de compenser les départs à la retraite. Quant aux 450 personnes recrutées cette année en contrat à durée déterminée, « beaucoup d'entre elles démissionnent rapidement après leur embauche », déplorent les syndicats CGT et CFDT, pour qui les conditions de travail difficiles et les salaires minimum favorisent le turn over qui affecte les salariés précaires de la caisse.

Alexandre Garcia



# Jacques Chirac impose le consensus sur l'école devant les parents d'élèves de la PEEP

Peu de divergences sont apparues entre les propos du président et la position du gouvernement

Devant les parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), réunis en congrès à Saint-Etienne, Jacques Chirac a prononcé, jeudi 24 mai, un dis-

cours reprenant à son compte les lignes directrices de l'action gouvernementale : violences scolaires, diversité des parcours, autonomie des éta-

blissements, service public. Le ministre délégué, Jean-Luc Mélenchon, s'est démarqué en proposant l'unification des filières professionnelles.

**SAINT-ETIENNE (Loire)**  
de notre envoyée spéciale

N'y aurait-il vraiment plus que l'épaisseur d'une feuille de cahier pour séparer la droite et la gauche sur les questions éducatives ? A Saint-Etienne, jeudi 24 mai, devant le 82<sup>e</sup> congrès des Parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), c'est dans un parfait consensus républicain que s'est inscrit le président de la République, Jacques Chirac. Il a été suivi, vendredi 25 mai, par le ministre délégué à l'enseignement professionnel, Jean-Luc Mélenchon, qui parlait au nom du gouvernement.

« Le débat de la présidentielle n'a pas été lancé », en a conclu Christian Janet, président de la PEEP, qui accueillait pour la première fois un chef de l'Etat. Les parents présents, d'abord « mal à l'aise » ou « gênés » de se voir ainsi trop « marqués à droite », ont été rassurés sur ce point. Ces militants associatifs, qui avaient murmuré « Rendez-nous Allègre ! » lorsque Jack Lang était venu s'exprimer devant leur précédent congrès, à Poitiers, en juin 2000, ont été convaincus que les campagnes présidentielles n'étaient « qu'un moment pour attendre », comme l'a souligné une représentante de Clermont-Ferrand. « L'heure n'est pas aux solutions concrètes », a conclu une responsable des Hauts-de-Seine.

Quand M. Chirac a rendu hommage à la qualité de l'école française – « Nous avons relevé un défi que je qualifierai d'historique, celui d'avoir su ouvrir la voie des études à ceux qui n'étaient pas des héritiers, celui d'avoir su accueillir le flot des enfants du baby-boom » –, M. Mélenchon a salué cet « encouragement à l'école

républicaine, à ses maîtres, à sa réussite ». De ce point de vue, Jacques Chirac se sera placé plus près de Jack Lang que de Claude Allègre, saluant à trois reprises les enseignants : « Je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance, et au-delà de ma personne celle du pays tout entier, aux enseignants et à tous les serviteurs de notre école. »

Les valeurs et les principes évoqués par le chef de l'Etat n'ont pas

tent ses efforts et ses talents. » Dans cette école de « la sérénité et des règles acceptées », le président de la République veut des « adultes responsables, des professeurs qui puissent être des références ». M. Mélenchon souligne que « l'enseignement du respect de la règle commence par la valeur des exemples que nous en donnons ».

Toujours d'accord, et à l'unisson du monde éducatif, le président et le

## Le programme du RPR bientôt prêt

Engagée le 2 décembre 2000 lors de Rencontres nationales pour l'éducation, la réflexion du RPR sur l'école s'achèvera à la fin du mois de juin. Le 15 mai, Pierre-André Périsso, secrétaire national à l'éducation, et Jean-François Copé, secrétaire général adjoint du RPR, en ont présenté les grandes lignes. Cinq orientations sont définies : 100 % des enfants doivent acquérir le bagage commun, analysé par le Parlement et sanctionné par un véritable diplôme, à l'issue de la scolarité obligatoire ; l'école doit s'adapter à la diversité des élèves (au collège, les meilleurs suivront des enseignements optionnels), la fonction enseignante doit être clairement définie, les parents impliqués dans l'école, et celle-ci recouvrer son autorité.

Le moyen principal de la réforme sera « la liberté donnée aux établissements » par contrat, l'Etat conservant la maîtrise des contenus d'enseignement, des diplômes, des critères de recrutement des enseignants et de l'évaluation.

plus de raison de déplaire à la gauche : maintien du cadre national du service public d'éducation, définition de l'école comme un espace neutre et laïque, enfin rappel que « le travail en est une valeur cardinale ». « La reconnaissance du mérite en est une autre », a ajouté le président de la République. Le responsable de la Gauche socialiste a traduit : « Chaque enfant a un droit imprescriptible à une éducation gratuite, laïque et obligatoire aussi poussée que la lui permet-

ministre délégué ont jugé prioritaire le traitement de la violence – « éradication », ont-ils dit – et urgent de trouver une solution pour les 60 000 jeunes qui sortent chaque année du système sans qualification. Même constat partagé sur le socle commun des connaissances, fondement de « l'école de l'équité et de la chance pour tous » de M. Chirac : « Aucun élève ne doit pouvoir quitter le primaire sans une bonne maîtrise des savoirs fondamentaux », parmi

lesquels figurent le français et les langues étrangères, a-t-il affirmé sous les applaudissements.

Au collège, les avis se nuancent. Mais rien de grave : « La très belle ambition du collège unique est plus actuelle que jamais », a indiqué le président de la République. Pour que les voies professionnelles et générales soient « égales en intérêt et en dignité, pourquoi ne pas permettre à des jeunes qui le souhaitent de s'engager en classe de troisième, voire dès la classe de quatrième ? » Jean-Luc Mélenchon n'allait pas le contredire, lui qui veut « proposer effectivement à tous les jeunes » l'enseignement professionnel.

L'autonomie des établissements, enfin, s'inscrit dans un cadre acceptable par tous. Le président, défendant une « école de la proximité et de l'efficacité », veut « résoudre de concert » et « développer une politique de contrats avec les établissements et les académies », ce que l'éducation nationale a commencé à faire. Les « synergies » à rechercher avec les régions dans l'enseignement professionnel sont en marche. Jean-Luc Mélenchon a entamé des discussions avec Jean-Pierre Raffarin, président (DL) de l'Association des régions françaises. Le ministre délégué défend, avec le lycée des métiers, une unification des différentes filières de formation professionnelle. Le débat ainsi déminé, qui emportera le suffrage des Français ? Pour les parents de la PEEP, le ticket gagnant, « c'est Allègre + Mélenchon ».

Nathalie Guibert

► www.lemonde.fr/education

# Manifestations d'adeptes des « free parties » dans plusieurs villes de France

Un texte de loi pour encadrer leurs fêtes est en cause

PLUSIEURS MILLIERS de défenseurs des « rave parties » se sont rassemblés jeudi 24 mai dans plusieurs villes de France, pour dénoncer un amendement au projet de loi sur la sécurité au quotidien qui renforce le contrôle de ces fêtes improvisées sur fond de musique techno. Il prévoit notamment la saisie du matériel de sonorisation des « free parties » qui n'auront pas fait l'objet d'une déclaration préalable aux autorités préfectorales (Le Monde du 24 mai). Cet additif au texte de loi devrait être discuté au Sénat, mardi 29 mai.

A Toulouse (Haute-Garonne), la manifestation a tourné, en début de soirée, à l'affrontement entre des participants et les policiers, à la suite de l'interpellation de trois personnes pour des tags et des bris de vitres de voitures en stationnement. Plusieurs charges des compagnies républicaines de sécurité (CRS) ont provoqué vers 21 h 30 la dispersion totale des petits groupes qui s'étaient repliés dans les rues adjacentes à la place du Capitole, où est située la mairie. Six policiers ont été blessés – dont un grièvement au visage qui était encore dans le coma vendredi matin – ainsi qu'une dizaine de manifestants. Avant les incidents, des manifestants avaient accroché à la façade de l'hôtel de ville une banderole sur laquelle était écrit « Touche pas à mon sound system », et s'étaient mis à danser sur la place.

A Paris, environ 800 personnes s'étaient regroupées sur le parvis de l'Hôtel de Ville pour dénoncer les clichés entourant le monde des adeptes des « free parties ». Deux adjoints au maire de Paris, Ber-

trand Delanoë (PS), ont souhaité l'instauration d'« un dialogue », après avoir rencontré plusieurs manifestants.

A Marseille (Bouches-du-Rhône), quelques centaines de personnes s'étaient réunies sur le Vieux-Port avec des jongleurs et des cracheurs de feu. Elles ont brandi des pancartes qui proclamaient : « Répression sonore, mais quoi encore ? » ou « Free mouvement-liberté d'expression ». Des tracts ont été distribués, sur lesquels était écrit : « Nous refusons toute censure arbitraire de notre art et tout refus de notre choix de vie. »

**DROIT À LA « LIBERTÉ D'EXPRESSION »**  
A Nantes (Loire-Atlantique), 600 personnes se sont retrouvées au son des tambours devant la préfecture. Un mur, constitué d'enceintes acoustiques factices, avait été dressé, revendiquant le droit à la « liberté d'expression ». A Lyon (Rhône), 300 personnes ont manifesté, place des Terreaux devant l'hôtel de ville. Une sonne avait été installée, devant laquelle plusieurs dizaines de jeunes gens ont dansé. A Lille (Nord), enfin, la manifestation a pris la forme d'« une marche pacifique » qui a regroupé environ 200 personnes. Les manifestants se sont arrêtés à plusieurs reprises sur leur parcours, notamment devant l'hôtel de ville et sur la Grand-Place, où jongleurs et cracheurs de feu se produisaient au son de tam-tams africains. « Il faut qu'on crie haut et fort qu'on peut faire la fête librement en dehors de toute logique commerciale », a déclaré une porte-parole du collectif organisateur.

# Un office chanté en cinq langues à la première journée de l'orthodoxie en France

EXARQUES, higoumènes et métropolitains : ils étaient tous là, dans un frofour de robes noires et de barbes blanches, pour célébrer la divine liturgie de saint Jean Chrysostome, dans la cathédrale orthodoxe de la rue Georges-Bizet, à Paris. La fête de l'Ascension revêtait un éclat particulier, jeudi 24 mai, puisque se tenait la première journée de l'orthodoxie en France. Quatre chorales animaient l'office religieux, chanté en cinq langues : français, grec, slavon, roumain et arabe. A elle seule, cette diversité exprimait mieux que toutes les leçons d'histoire la mosaïque qui compose aujourd'hui le visage de l'orthodoxie en France : dans ce pays de « diaspora », chaque paroisse raconte à sa façon l'histoire d'une migration, avec son cortège de larmes et de nostalgie.

Il y eut d'abord les Russes, fuyant la révolution bolchévique en 1920. Ils furent près de quatre cent mille à s'installer en France : une élite francophone et cultivée, et un prolétariat qui alla travailler dans les usines. Puis vinrent les Grecs d'Asie mineure, quittant la Turquie kémaliste dans le cadre des « transferts de population ». Ils s'installèrent à Marseille, à Lyon et à Paris. Ils furent suivis par les Serbes et les Roumains. Plus près de nous, les orthodoxes de Syrie et du Liban ont cherché en France

une terre d'accueil. A tous ces immigrés et à leurs descendants s'ajoute la masse, difficilement dénombrable, des « Français de souche », qui ont fait le choix de l'orthodoxie, pour la beauté de sa liturgie, le mysticisme de sa théologie, ou la souplesse de son ecclésiologie. Il est vrai qu'il faut un esprit un peu oriental pour comprendre l'organisation des Eglises orthodoxes. En France, huit évêques se partagent la juridiction des fidèles. Il y a d'abord Mgr Jérémie, représentant du patriarcat œcuménique de Constantinople, qui porte le titre de métropolite de France. Les trois évêques des « paroisses russes », qui ont rompu avec Moscou vers la fin des années 20, dépendent également de Constantinople. Les autres évêques représentent les patriarcats d'Antioche, de Moscou, de Roumanie et de Serbie.

## « NOTRE ÉGLISE NE DOIT PLUS ÊTRE DIVISÉE »

Depuis février 1997, une Assemblée des évêques orthodoxes de France a pris corps, sous la présidence de Mgr Jérémie. Et la diaspora orthodoxe se prend désormais à rêver d'unité. « La journée du 24 mai a pour but de faire comprendre aux orthodoxes de France qu'ils représentent un seul corps », reconnaît Carol Saba, responsable de la communication de l'Assem-

blée des évêques orthodoxes. « Notre église ne doit plus être divisée, elle doit être une », a lancé Mgr Jérémie, au cours d'une conférence qui s'est tenue, après la cérémonie religieuse, dans les locaux de l'Unesco. « Sommes-nous en marche vers la constitution d'une Eglise locale ? »

Les trois cent mille baptisés orthodoxes de France – selon les estimations du théologien Olivier Clément – semblent prêts à suivre le métropolite Jérémie sur cette voie. L'orthodoxie s'est implantée durablement dans le paysage religieux français : déjà, les paroisses orthodoxes de langue française sont au nombre de trente. En ce jeudi de l'Ascension, un certain bonheur d'être ensemble se lisait sur tous les visages. Les chemises, déboutonnées à cause de la chaleur, laissaient voir de lourdes croix orthodoxes qui pendaient sur les poitrines. Une femme élégante, a saisi la manche du premier journaliste qui passait : « Il ne faut pas employer le mot « pope » pour désigner un prêtre orthodoxe. C'est un mot péjoratif, qu'on utilise pour se moquer du clergé. Je profite de cette journée pour vous le dire... »

Xavier Ternisien

# Veille sanitaire renforcée autour de l'ancien site Kodak à Vincennes

L'ANGOISSE qui touchait déjà l'école maternelle Franklin-Roosevelt à Vincennes (Val-de-Marne) gagne non seulement la résidence de 475 logements, construite également sur le site de l'ancienne usine Kodak, mais aussi les abords. Une femme qui résidait à proximité lorsqu'elle était enceinte a en effet annoncé que sa petite fille de quatre ans, qui n'a jamais fréquenté l'école, était décédée d'une tumeur cérébrale rare chez l'enfant, un neuroblastome, en novembre 2000 (Le Monde du 19 mai).

Une dizaine de familles ont décidé, depuis, de retirer leurs enfants de l'école et certains habitants parlent de quitter la résidence. Les médecins du quartier sont assaillis de questions par des parents inquiets par les cinq cas de cancers – de natures différentes – apparus sur une période de six ans. D'autant que l'on vient de découvrir rétrospectivement l'existence, au début des années 60, d'un cas de neuroblastome fatal chez une fillette habitant, à un étage d'écart, le même immeuble que la petite fille décédée en novembre.

Mercredi 23 mai, en fin de jour-

née, le préfet du Val-de-Marne a réuni des représentants des parents d'élèves et des riverains du quartier. Assistaient également à la réunion le maire de Vincennes, Patrick Gérard, les sociétés Kodak et AGF, ainsi que des représentants de l'administration, notamment le professeur Lucien Abenhaim, directeur général de la santé, et Philippe Vesseron, directeur de la prévention des pollutions et des risques au ministère de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Compte tenu des sérieuses lacunes dans l'information du public depuis que les premiers cas de cancers chez des enfants de l'école ont été signalés à l'automne 1999, il a été décidé la création d'un comité de suivi. Celui-ci comprend des représentants des parents d'élèves et des riverains, regroupés dans le Comité vigilance Franklin, des représentants de la municipalité, de Kodak et des AGF, ainsi que des administrations concernées. Parallèlement, va être mis sur pied dans les prochains jours un comité scientifique présidé par l'Institut de veille sanitaire (InVS)

et rassemblant une dizaine d'experts. Par souci de transparence, le Comité vigilance Franklin y sera représenté par un toxicologue réputé, Henri Pézerat, qui a largement contribué à faire connaître cette affaire. Ce comité scientifique devra établir un programme d'études épidémiologiques et environnementales et procéder aux auditions nécessaires. Il se prononcera sur les résultats des investigations déjà lancées et celles à engager, et rendra compte de ses travaux au comité de suivi.

## NUMÉRO VERT

De plus, un numéro vert sera mis en place à l'initiative du ministère de la santé dès la fin du mois de mai. Les médecins du quartier recevront une note d'information permettant de répondre aux interrogations des parents et des enfants. L'Inspection académique, enfin, mettra en place une assistance psychopédagogique à destination des enfants pour un éventuel soutien.

A la demande des parents d'élèves, une étude complémentaire des sols de l'école et une première

enquête épidémiologique complémentaire auprès des services de cancérologie pédiatrique de la région Ile-de-France, portant sur les quelque 1000 enfants ayant fréquenté l'école seront lancées.

En revanche, il n'y aura pas de prélèvements sanguins chez les frères et sœurs des enfants atteints d'un cancer, compte tenu, notamment, de la difficulté d'interprétation des tests. Pour sa part, le comité scientifique établira dans le détail un programme d'études épidémiologiques et environnementales sur un périmètre élargi au site entier de l'ancienne usine Kodak (36 613 m<sup>2</sup>) et à ses environs immédiats.

D'ici au 15 juin, seront connus les résultats de l'étude actuellement engagée sur le site par l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) et un premier programme de travail sera établi par le comité scientifique. La question d'une éventuelle fermeture de l'école pourrait alors être posée.

Paul Benkimoun  
et Dominique Meunier

# Serge Martinez, ancien élu FN, comparait pour vol à Nanterre

L'ANCIEN directeur administratif du Front national, Serge Martinez, aujourd'hui passé au MNR de Bruno Mégret, devait comparaître, vendredi 25 mai, devant le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour le vol, en 1998, de bulletins de salaire de trois responsables du FN, dont il avait transmis des photocopies aux cadres du parti. Chargé, au bureau politique du FN, de la gestion du personnel à titre bénévole, M. Martinez avait reconnu, lors de son interrogatoire, avoir adressé, le 17 décembre 1998, un courrier à chaque cadre du parti accompagné des bulletins de salaire de Samuel et Yann Maréchal ainsi que de Marine Chauffroy, gendres et fille de Jean-Marie Le Pen, et celui de Louise Soulas. Ces bulletins auraient été volés à Saint-Cloud, au siège du FN, mais aussi au Groupe des droites européennes, auquel M. Martinez n'avait théoriquement pas accès. Serge Martinez a par ailleurs contesté avoir transmis ces documents au magazine VSD.

## DÉPÊCHES

■ **IMMIGRATION : une Algérienne de trente ans a été expulsée**, mercredi 23 mai, vers son pays au moment même où elle aurait dû se marier avec un Français. Arrivée en France en avril 1999 avec un visa de touriste, la jeune femme faisait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière pris par le préfet de police de Paris en avril 2000. Elle a été interceptée, mardi, par des policiers qui l'ont placée en garde à vue puis en rétention administrative.

■ **FAITS DIVERS : un adolescent de quinze ans a été retrouvé mort** et une jeune femme de dix-neuf ans grièvement blessée, mercredi 23 mai à l'aube, dans un centre équestre à Barcillonnette (Hautes-Alpes). Les deux victimes, qui ont été agressées à l'arme blanche, effectuaient un stage au ranch des Collines noires, dans lequel est implanté un centre d'accueil pour jeunes en difficulté.

■ **Un détenu s'est suicidé à la maison d'arrêt de Luynes**, près d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 mai. L'homme avait colmaté les aérations de sa cellule avec des vêtements, avant de mettre le feu à son matelas qui s'est lentement consumé.

■ **Un homme s'est noyé**, jeudi 24 mai, alors qu'il pratiquait le canyoning dans le torrent le Guïé, près de Saint-Pierre d'Entremont, dans le massif de la Chartreuse (Isère). Agé de vingt-neuf ans, ce ressortissant belge s'est trouvé coincé sous un rocher, aspiré dans une vasque par un fort remous.

■ **RELIGION : près de 40 000 personnes se sont rassemblées**, jeudi 24 mai, aux Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône), à l'occasion d'un pèlerinage considéré comme l'un des plus importants de la communauté des gitans. La foule, composée d'environ 15 000 gitans et de très nombreux touristes, selon les gendarmes, a célébré Sainte Sarah, dite « Sarah la Noire ».

**SOMMIERS - MATELAS CANAPES - SALONS - CLIC-CLAC**  
Moins cher chez un détaillant grossiste, recommandé par tous les guides et médaillé d'or de la distribution « Label NF »  
**INCONTOURNABLE MObeco**  
Détailant grossiste vend aux particuliers sur 5.500 m<sup>2</sup> d'exposition toutes les grandes marques aux meilleurs prix :  
♦ Sommier - Matelas toutes dimensions fixes ou relevables : TREGA - EPEDA - SWISSFLEX - SIMONS - BULTEX - DUNLOPILLO - PIRELLI - etc...  
♦ Salons - Canapes - Clic-Clac fixes ou convertibles : SUFFREN - DUUVIER - STEINER - COULON - etc...  
Pour commander et connaître les prix appeler le 01 42 08 71 00 - 7j/7  
Livraison gratuite dans toute la France  
**MObeco**  
♦ 50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup> M<sup>o</sup> Place d'Italie  
♦ 247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup> M<sup>o</sup> Télégraphe  
**01.42.08.71.00 - 7j/7**

## DISPARITIONS

## Sacha Vierny

## Un grand directeur de la photographie

**LE CHEF OPÉRATEUR** Sacha Vierny, proche collaborateur d'Alain Resnais, de Raoul Ruiz et de Peter Greenaway, est mort le 15 mai des suites d'une longue maladie. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

Né à Bois-le-Roi (Seine-et-Marne) le 10 août 1919 de parents immigrés de Russie, Sacha Vierny avait d'abord été instituteur, puis avait suivi les cours de l'École vétérinaire de Maisons-Alfort, avant d'entrer à l'Idhec (Institut des hautes études cinématographiques, l'école supérieure de cinéma créée à la Libération), où il a comme condisciple et ami Alain Resnais. Stagiaire auprès de Roger Leenhardt sur *Les Dernières vacances* (1948), puis de Louis Daquin (*Le Point du jour*, 1948), il devient ensuite assistant, notamment de Ghislain Cloquet, responsable de l'image sur *Nuit et brouillard* (1955) de Resnais.

Celui-ci confiera la direction de la photo, mais aussi un petit rôle à l'écran, celui de l'ouvrier, à Sacha Vierny pour son court métrage *Le Chant du styrène* (1958). Ils déburent côte à côte dans le long métrage avec *Hiroshima mon amour* (1959), auquel succéderont *L'Année dernière à Marienbad* (1961), *Muriel* (1963), *La Guerre est finie* (1966), *Stavisky* (1974), *Mon oncle d'Amérique* (1980), *L'Amour à mort* (1984).

Proche des jeunes cinéastes acteurs de la « révolution moderne » du cinéma français à la fin des années 1950 (il a également travaillé avec Chris Marker sur *Lettres de Sibérie*, Agnès Varda sur *L'Opé-*

*ra-Mouffe*, Pierre Kast sur *Le Bel Age* et *La Morte Saison des amours*), Vierny sera le compagnon de création de nombre des cinéastes les plus audacieux de son époque, grâce à une capacité à s'adapter aux univers formels les plus exigeants allié à une grande créativité personnelle dans la proposition de solutions esthétiques. Il éclairera ainsi des films de Luis Buñuel (*Belle de jour*, 1966), Marguerite Duras (*La Musica*, 1966, *Baxter*, *Vera Baxter*, 1976), Michel Mitrani (*La Nuit bulgare*, 1969), Raoul Ruiz (*La Vocation suspendue*, 1977, *L'Hypothèse du tableau volé*, 1978, *Les Trois couronnes du matelot*, 1982).

Il sera aux côtés de cinéaste cherchant des mises en forme singulières ou extrêmes tels Ado Kyrou (*Le Moine*, 1972), Andrzej Zulawski (*La Femme publique*, 1983) ou, à partir de 1985, Peter Greenaway dont il devient le chef opérateur attitré, inventant la traduction cinématographique des visions esthétiques du peintre qu'est d'abord l'auteur de *Le Ventre de l'architecte* (1986), *Drowning by Numbers* (1988), *Le Cuisinier, le voleur, sa femme et son amante* (1989), *Prospero's Book* (1991), *The Baby of Mâcon* (1993), *The Pillow Book* (1996). Sacha Vierny avait également beaucoup travaillé pour la télévision, et réalisé lui-même deux documentaires en 1969, *L'Art roman* et *Photo couleur*. Son ultime film comme chef opérateur restera *The Man Who Cried*, de Sally Potter, en 1999.

Jean-Michel Frodon

■ **JEAN CHAMPION**, comédien, est mort mercredi 23 mai, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), sa ville natale. Né le 9 mars 1914, Jean Champion avait débuté au théâtre avec Jacques Copeau, Jean Dasté, Jean Vilar au TNP et Georges Pitoëff. Il connaît ses premiers seconds rôles dans *Cléo de 5 à 7*, d'Agnès Varda (1961), *Muriel*, d'Alain Resnais (1963) et *Les Parapluies de Cherbourg*, de Jacques Demy (1964). En parallèle, il apparaît dans de nombreux films et dramatiques pour la télévision. Dans *La Nuit américaine*, de François Truffaut (1973), il est Bertrand, le producteur, et un fonctionnaire dur et intransigeant la même année dans *L'Invitation*, de Claude Goretta. Il avait retrouvé Resnais dans *I Want to Go Home* (1989) et était apparu récemment dans le rôle du docteur Mourier pour l'adaptation télévisée de *Mon père avait raison*, de Roger Vadim d'après Sacha Guitry. Jean Champion avait écrit *Troisième Couteau* en 1991, autobiographie malicieuse sur son statut d'« illustre inconnu » du cinéma.

## NOMINATION

## DIPLOMATIE

Jean-Paul Angelier a été nommé ambassadeur au Pérou, par décret publié au *Journal officiel* du jeudi 24 mai, en remplacement d'Antoine Blanca admis à faire valoir ses droits à la retraite.

[Né le 2 juin 1943 à La Tronche (Isère), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Jean-Paul Angelier a été admis au con-

## JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 24 mai sont publiés :

● **Tourisme** : un décret portant création de la conférence permanente du tourisme rural.

● **Agriculture** : un décret ajoutant la brucellose des suidés domestiques et sauvages à la liste des maladies des animaux réputées contagieuses ;

– un décret relatif à l'aide à la

restructuration et à la reconversion du vignoble ;

– un arrêté fixant les conditions sanitaires pour la préparation de gélatine destinée à la consommation humaine ;

– un arrêté relatif au commerce et à l'emploi de la gélatine pour usage alimentaire ;

– un arrêté relatif aux conditions d'attribution de l'aide à la restructuration et à la reconversion du vignoble pour la campagne 2000-2001.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

Luc et Blandine MANSION, leur fille, Eglantine, ont la joie de faire part de la naissance de

Jade,

le 14 mai 2001.

## Anniversaires de naissance

Mylène

a dix-huit ans.

Nous sommes heureux.

Joyeux anniversaire !

Roman, Florence et Floréal.

– Joyeux anniversaire,

## François Marie LACHIVER,

beaucoup de bonheur pour ce demi-siècle à venir.

Morgane, Cécile et tous ceux qui t'aiment.

## Noces de diamant

Régine et Jean CATELAIN,

vous avez marqué le 26 mai 1941 d'un beau galet blanc, aujourd'hui le 26 mai 2001 se pare du Koh-i-Noor.

François et Alexandra, Philippe, Françoise, Marine et Julie, Robert vous embrassent bien affectueusement. A 2006 pour le Ruspoli.

## Messages

Katrien,

Je t'offrirai Le Monde entier, si tu veux m'épouser.

(P.S. Tout Paris le sait !)

Ton Jo.

## Décès

– La famille Et les amis de

## Lola BANCAUD

ont la tristesse de faire part de son décès,

survenu le 22 mai 2001, dans sa soixante-dix-neuvième année.

L'inhumation aura lieu le lundi 28 mai, à 10 heures, au cimetière du Montparnasse, à Paris.

– Mme Georges Braudeau, son épouse, Frédéric Braudeau, Thérèse et Gérard Vuong, Sylvain et Hélène Braudeau, ses enfants,

Christophe, Emmanuel, Thierry, Marie, Stéphane, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

## M. Georges BRAUDEAU,

survenu le 22 mai 2001, à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Martin de Meudon (Hauts-de-Seine).

– Philippe et Véronique Carrive, Olivier et Erwane Carrive, Laurent et Sophie Carrive, Sophie Carrive, Nicolas Carrive, ses enfants, Ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

## Georges CARRIVE,

survenu le 22 mai 2001, à Paris,

et rappellent la mémoire de

## Anne CARRIVE, née CHALLAMEL,

son épouse, décédée le 22 juillet 1999.

La cérémonie œcuménique aura lieu le lundi 28 mai, à 15 h 30, au temple de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines), 1, avenue du Pré-d'Orient.

souhaitez  
la fête des mères  
le 27 mai  
dans le carnet

tarif: 85 TTC la ligne

tel: 01 42 17 39 80

tel: 01 42 17 29 94

fax: 01 42 17 21 36

– Paris. Gergy (Saône-et-Loire). Euvelles (Saône-et-Loire).

On nous prie d'annoncer le décès de

## Jean CHAMPION, comédien,

survenu à Chalon-sur-Saône, le 23 mai 2001, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

De la part de Monique Champion, son épouse,

Isabelle Champion, sa fille,

Jacques Champion, son frère,

Pierre, Geneviève, Dominique, François, Jean-Bernard et Catherine Champion, ses neveux et nièces.

Ses obsèques seront célébrées en l'église de Gergy (Saône-et-Loire), le samedi 26 mai 2001, à 13 h 30, suivies de l'inhumation dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Vauvilliers, S  
75001 Paris.  
(Lire ci-contre.)

– M. Henri Chollet, Mme Marthe Dornier, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Maurice Blachère, ont la douleur de faire part du décès de

## Mme Odette CHOLLET, née BLACHÈRE,

survenu le lundi 21 mai 2001, à Yerres (Essonne).

La cérémonie religieuse a été célébrée, dans la plus stricte intimité, le vendredi 25 mai, en la chapelle Notre-Dame du Sauvageon, à Brunoy (Essonne).

L'inhumation a eu lieu au cimetière nouveau Croix-Rousse à Lyon (Rhône), dans le caveau de famille.

21, avenue Bolviller,  
91800 Brunoy.

– Jean-Paul, Matéo et Noémie Olivier, David Gartshore et Jane Lennon-Gartshore, ont la douleur de faire part du décès de

## Patricia Stevenson GARTSHORE-OLIVIER,

survenu le 22 mai 2001.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, à Saint-Pardoux (Puy-de-Dôme).

« Pamela... because you were joyful and kept going... » (un de ses élèves).

Pamela a été soignée avec amour et compétence pendant son long séjour à l'Institut Curie ; elle aurait aimé que l'expression d'une sympathie pour elle se manifeste par un geste de soutien à cette institution. Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75248 Paris Cedex 05.

– Mme Jean-Philippe Lauer, son épouse, M. et Mme Pierre Lauer, M. et Mme Daniel Lauer, ses enfants,

M. Igor Chappey, Mme Colombe Chappey, M. et Mme Edouard Chappey, ses petits-enfants, Angelo et Julien, ses arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

## M. Jean-Philippe LAUER,

architecte DPLG, égyptologue, directeur de recherches honoraire au CNRS,

membre correspondant de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, vice-président de l'Institut d'Égypte, vice-président

de la Société française d'égyptologie, membre correspondant de la British Academy, membre associé

de l'Institut archéologique allemand, membre correspondant de la Fondation égyptologique Reine-Elisabeth, membre associé

de l'Asociacion española de egiptologia, membre associé de l'Institut tchèque d'égyptologie de l'université Charles, Prague, grand officier de l'ordre national de la Légion d'honneur,

commandeur de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre des Palmes académiques, grand officier de l'ordre de la République d'Égypte, officier de l'ordre

de la Couronne d'Italie,

survenu le 16 mai 2001, à Paris, dans sa centième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Une messe sera célébrée ultérieurement à la mémoire du défunt.

Résidence Arcadie,  
27, rue Thiboumerie,  
75015 Paris.  
(Le Monde du 18 mai.)

## CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

e-mail: carnet@mondepub.fr

– Henri Lebhar, C. K., Sarah et Jean-Marc Audibert et leurs enfants, Jean-Marc et Cathy Lebhar et leurs enfants, Sa famille, Et ses amis, en France, aux Etats-Unis et en Argentine, ont la douleur d'annoncer le décès de

## Mme Andrée LEBHAR, née LEDER,

le 8 mai 2001, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, à son domicile, après un an de souffrances subies avec courage.

Ses cendres ont été dispersées au jardin du Souvenir du cimetière du Père-Lachaise, le 14 mai.

61, rue Manin,  
75019 Paris.

– Mascara. Constantine. Avignon. Tarbes.

Mme Marie Cochet,  
Lucien et Mireille Manchon,  
Blandine et Julie,  
font part du décès de

M. Fernand MANCHON, retraité des Finances (DGI), pupille de la nation, interné politique (1941-1942), condamné à mort, fondateur, secrétaire général de l'Union départementale CGT-Force ouvrière de Constantine, militant de la SFIO.

Les obsèques religieuses ont été célébrées à Avignon, et l'inhumation a eu lieu à Tarbes, auprès de son épouse,

## née Lucienne GALIAN.

La Paix, la concorde Et la Dignité entre tous les natifs d'Algérie, dans le respect des cultures Et des convictions de chacun, furent son combat, qui demeure le nôtre. Nous appartenons à Dieu, A Lui nous retourçons.

– M. Michel Pfeiffer, son époux,

Sylvie, Claire, Marianne, Hélène, Corinne, ses enfants, Ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

## Mayon PFEIFFER, née MAGADOUX,

survenu le 22 mai 2001, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 26 mai, à 11 heures, en l'église de Mignaloux-Beauvoir (Vienne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Isabelle et Richard Huel, Jean-Luc et Valérie Sida, ses enfants, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

## Mme Lucie TABET.

La cérémonie d'adieu aura lieu le lundi 28 mai 2001, à 14 h 45, à la maison funéraire de Montrouge, 130, rue Maurice-Arnoux, à Montrouge (Hauts-de-Seine).

## Remerciements

– Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil et député de Seine-Saint-Denis, La municipalité, Le conseil municipal, La Société de l'histoire vivante et du Musée de l'histoire vivante, adressent leurs sincères remerciements à tous ceux qui, par leur présence et leurs nombreux témoignages, ont rendu un dernier hommage à

## Marcel DUFRICHE,

disparu le 8 mai 2001.

## Anniversaires de décès

– Le 26 mai 1976,

## Christophe GONNET

disparaissait tragiquement à Paris, dans la fleur de l'âge.

Sa famille se souvient.

– Le 26 mai 1982,

## Charles PAPIERNIK

nous quitte.

Que tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

De la part de

Liliane, Francis et Serge.

## Souvenir

– Il y a quarante ans,

## Gauthier et Vincent MALRAUX

trouvaient brutalement la mort.

Une pensée est demandée à celles et à ceux qui les ont connus et aimés.

## Colloques

## L'Etat de droit, la démocratie, la religion.

Colloque organisé par la faculté des sciences sociales et économiques de l'Institut catholique de Paris, le mardi 29 mai 2001 de 10 heures à 16 h 30, avec Joseph Maïla, Pierre Manent, Philippe Raynaud et Jacques Rollet. Renseignements et inscriptions au : 01-44-39-52-62/52-04 ou par e-mail : fassse@icp.fr ou demax@icp.fr

## Cours

Apprendre le russe au CREF Moscou, stages intensifs, semi-intensifs : 01-39-53-85-73, ou cref@doL.ru

Et vous, qu'attendez-vous pour vous initier à l'informatique ?

Un formateur compétent et pédagogue se déplace chez vous pour vous former en bureautique et à Internet (PC ou Mac).

Documentation gratuite Aldisa : 01-46-67-18-90

## Communications diverses

– Centre communautaire de Paris, mercredi 30 mai, à 21 heures. Leçon d'Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix, sur le thème : « Ne te sépare pas de la communauté ». Dans les salons Cap 15, 1-13, quai de Grenelle, Paris-15<sup>e</sup>. Renseignements : 01-53-20-52-52. PAF. 100 francs et 80 francs.

## RUBRIQUE

IMMOBILIÈRE/AGENDA  
Tous les lundis datés mardis  
TARIFS 2001

▶ **PARTICULIERS :**  
**FORFAIT 5 LIGNES**  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
– 2 Parutions : 590 F TTC / 89,94 €  
– 4 Parutions : 840 F TTC / 128,06 €  
121 F TTC / 18,45 € la ligne suppl.

▶ **ABONNÉS :**  
**FORFAIT 5 LIGNES**  
(25 caractères ou espaces par ligne)  
– 2 Parutions : 520 F TTC / 79,27 €  
– 4 Parutions : 714 F TTC / 108,85 €  
117 F TTC / 17,84 € la ligne suppl.

☎ **01.42.17.39.80**  
Fax : 01.42.17.21.36

**Le Monde**  
**DOSSIERS DOCUMENTS**  
LES CLÉS DE L'INFO

numéro de juin

**Crise du modèle alimentaire**

● ESB, fièvre aphteuse : Crise agricole conjoncturelle ou bouleversement profond des habitudes alimentaires ?

**Le sport entre ombre et lumière**

● Le XXI<sup>e</sup> siècle sera sportif ou ne sera pas. Maintien de sa forme, dépassement de soi ou moyen d'intégration, le sport est devenu un secteur économique à part entière. Mais c'est aussi une institution en crise, en proie à de multiples dérives.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

+ les clés de l'info

## LE MONDE TELEVISION

avec **Le Monde**  
DATÉ DIM./LUNDI

Chaque lundi avec

**Le Monde**  
DATÉ MARDI

retrouvez

**LE MONDE ECONOMIE**

# Le golfe du Morbihan fête la mer et tente de défendre son patrimoine naturel

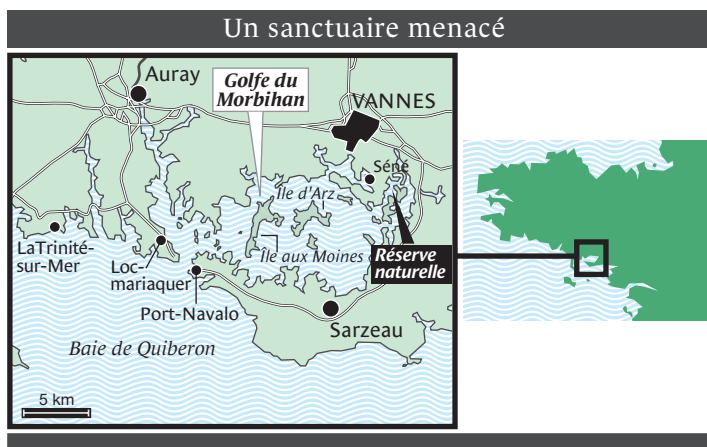
Le conseil général organise une semaine de festivités nautiques à l'orée de la saison touristique, pour tourner la page de l'« Erika » et promouvoir la protection du site. Oiseaux migrateurs, pêcheurs professionnels et plaisanciers ont du mal à cohabiter sur la « petite mer »

**VANNES**  
de notre correspondant

Une parade de 700 bateaux anciens, plusieurs milliers de personnes attendues dans quinze ports et lieux de mouillage : après Douarnenez et Brest, le golfe du Morbihan cédera à son tour, samedi 26 mai, à l'attrance retrouvée pour les vieux gréements, dans le cadre d'une nouvelle manifestation maritime, la Semaine du golfe du Morbihan (lire ci-dessous). L'une des dimensions de cette semaine festive, voulue par le conseil général pour lancer la saison touristique dans un département qui se remet de la marée noire de l'Erika, est la protection d'un site remarquable mais menacé : un schéma de mise en valeur de la mer (SMVM, dispositif créé par l'Etat, émanant des lois de décentralisation et de la loi littoral) est en cours d'élaboration, pour faire cohabiter utilisateurs professionnels du golfe et défenseurs du patrimoine naturel.

Jusqu'à maintenant, en effet, le golfe du Morbihan était présenté comme un sanctuaire pour oiseaux migrateurs. En tirant la sonnette d'alarme, fin 2000, les ornithologues ont surpris : le nombre de bernaches a diminué de moitié en dix ans (de 30 000 à 15 000), les canards siffleurs se sont mis à changer de route. On en comptabilise aujourd'hui 3 000 contre 14 000 en 1995. Pourquoi ces oiseaux se mettent-ils à bouder le golfe du Morbihan auparavant internationalement reconnu comme un abri de valeur ? Parce qu'ils n'y trouvent plus la même quiétude ni autant de nourriture sur la route de leur grand voyage annuel, répondent les experts.

Les oiseaux sont dérangés par les pêcheurs à pied, constatent les ornithologues. L'immensité des vasières et les zones faiblement immergées offrent à ces professionnels de la palourde d'intéressants champs de travail. La palourde, c'est une manne. 270 personnes pratiquent cette activité, soit à pied, soit en semi-plongée. Le



golfe est aujourd'hui riche d'une espèce japonaise (la grise) qui s'est implantée là par hasard, il y a vingt ans, et possède un fort taux de développement.

En outre, une étude scientifique, menée par l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (Ifremer) de la Trinité-sur-Mer, montre que les herbiers de

après la baie d'Arcachon, le deuxième site de zostères de la façade atlantique.

L'antagonisme entre une pêche pourtant naturelle et la protection des oiseaux est l'une des illustrations des conflits d'usage qui émaillent la vie de la « petite mer » (Mor Bihan en breton), dont le département a tiré son nom.

Le golfe est un site unique, de formation géologique récente : une ancienne dépression alluviale a commencé à se remplir avec la fonte des glaces, vers 7000 ans avant notre ère. Aujourd'hui, le golfe est le théâtre d'oppositions de plus en plus vives entre défenseurs de l'environnement et utilisateurs de cette étendue maritime de 11 500 hectares, pêcheurs, conchyliculteurs, navigateurs. Sans oublier la menace que fait peser une forte pression urbanistique.

Le golfe, pourtant, devrait être à l'abri. C'est un site protégé au titre de la convention internationale de Ramsar (signée en 1971 en Iran et ratifiée par la France en 1986) sur les zones humides d'intérêt majeur et de plusieurs textes réglementaires. « Malheureusement, il n'est pas aussi préservé que cela. A part la réserve des marais de Séné, pour le reste il n'y a pas grand-chose. C'est un peu une illusion », souligne Daniel Lasne, chargé de mission à la direction régionale de l'environnement et de la nature (Diren). « Ce qui a manqué, c'est la gestion de cette pression », constate pour sa part Jacques Ros, président de l'association environnementale Bretagne vivante.

Dans ce contexte, le schéma de mise en valeur de la mer (SMVM) se fixe pour objectifs de « réguler les usages », « préserver l'environnement » et « favoriser un développement durable ». Ce SMVM en cours d'élaboration s'intègre dans le réseau européen de protection Natura 2000. Il s'agit notamment de créer une zone de tranquillité pour les oiseaux, dans l'est du site. Les concepteurs du SMVM, en liaison avec les services de l'Etat, tentent en ce moment d'établir un dialogue entre pêcheurs et ornithologues ou autres producteurs d'huîtres et plaisanciers qui, eux aussi, ont du mal à cohabiter. L'idée est de créer des lignes de partage de l'espace. Parallèlement, un dossier

Le nombre de bernaches a diminué de moitié en dix ans, les canards siffleurs se sont mis à changer de route

pour la création d'un parc naturel régional suit son cours. Le SMVM ne porte que sur le domaine maritime. Le parc, lui, aurait un effet sur l'urbanisation du littoral, dans une zone très à la mode pour les résidences secondaires (Le Monde du 11 mai), notamment en harmonisant les plans d'occupation des sols (POS, maintenant PLU) des communes : « un long chemin » à effectuer, pour « un dosage cliqué » à établir, selon une formule du préfet du Morbihan, Gilles Bouilhaguet.

## Brest accueillera la Cutty Sark en juillet 2002

**VANNES et BREST**  
de nos correspondants

Petits voiliers, bateaux de la « belle plaisance », kayaks, yoles ou navires de travail : la semaine de manifestations, organisée du mardi 22 au dimanche 27 mai, culminera samedi avec le premier grand rassemblement de vieux gréements accueilli dans le golfe du Morbihan. Les bateaux mouilleront, selon leur catégorie, dans des communes ou lieux-dits tout autour du golfe. Samedi après-midi, ils franchiront le goulet entre Port-Navalo et Locmariaquer. A la différence des rassemblements de Brest et de Rouen, les vedettes de la parade ne seront pas de très grands voiliers. Quelques-uns d'entre eux seront présents, mais ils resteront amarrés : ils ne peuvent pas franchir le goulet qui ferme le golfe. Le soir, on fera la fête dans des ambiances de chants de marins ou de musique bretonne, avec bistrot et tablées. Les communes ont également fait un effort pour mettre en valeur leur patrimoine, comme des moulins amarrés. Le conseil

général du Morbihan a placé à la tête de l'association organisatrice le marin Gérard d'Aboville.

Dans le Finistère, un conseil d'administration de l'Association Brest 2000, qui organise dans la rade, tous les quatre ans, le rassemblement brestoix de vieux gréements, est prévu mi-juin. On y discutera de la date du rassemblement. L'édition de juillet 2000 avait laissé un déficit de 13 millions de francs (sur un budget de 60 millions), que la ville s'est engagée à combler. Plusieurs raisons avaient été avancées : un nombre moins important que prévu de bateaux du fait de la mauvaise météo, l'effet Erika sur le tourisme et, peut-être, une certaine saturation du public de la région. On assure, à la mairie, que « la prochaine grande fête maritime aura lieu ».

En attendant, Brest va accueillir, du 13 au 16 juillet 2002, le départ de la Cutty Sark, la course des grands voiliers, épreuve qu'elle n'avait pas reçue depuis... 1958. 60 à 80 grands navires de plus de 40 mètres sont espérés pour la première étape prévue jusqu'à La Corogne, en Espagne.

Parmi eux, certains ne sont jamais venus lors des rassemblements brestoix de vieux gréements.

Pour Douarnenez, où s'était terminée la parade partie de Brest, la fête de 2000 avait, elle, enregistré un léger excédent de 250 000 francs sur un budget de 9,5 millions. L'Association des fêtes maritimes a déjà annoncé un Douarnenez 2002, du 25 au 29 juillet, cette fois centré sur un pays, la Hollande, et un Douarnenez 2004 autour, en principe, de la Russie. Le Sedov, navire russe immobilisé à Brest l'an passé, pourrait y participer du fait des liens développés avec son propriétaire, l'université de Mourovsk.

Après ses divers avatars, le Port-Musée de la ville - Port Rhu - poursuit certaines activités, mais les Douarnenez attendent de connaître l'ambition de la nouvelle municipalité de gauche, conduite par Monique Prévost (div. g.), pour ce musée.

Gabriel Simon  
et Vincent Durupt

## Pendant vingt-cinq ans, une usine du Rhône a rejeté trop de plomb

Au nom de ses camarades de classe, Jean-Pierre Andry mène la croisade à Arnas

**VILLEFRANCHE-SUR-SAÛNE**  
de notre envoyé spécial

Jean-Pierre Andry sort d'un carton un cliché jaunî, une photo prise au début des années 50 à l'école communale de Bourg-Fidèle, dans les Ardennes. Son doigt se pose successivement sur les têtes des gamins. « Là, c'est moi. Lui, il est mort du plomb, celui-ci aussi. Son frère, là, est gravement atteint par le saturnisme. Il n'en a plus pour très longtemps... » Ces enfants d'ouvriers qui s'objectaient à l'objectif avaient leur voie tracée : ils seraient embauchés à la fonderie locale. M. Andry aurait fait de même si ses capacités scolaires ne lui avaient offert un autre destin, celui de professeur d'allemand.

Ses camarades de classe ont donc pris la place de leurs parents, devant les fours. Ils ne l'ont pas quittée quand l'entreprise, au bout de multiples rachats, s'est mise à recycler des batteries usagées. A Bourg-Fidèle, le plomb a commencé à s'insinuer dans l'air et dans les veines, jusqu'à ce que soit révélé, en 1997, comment les hommes et la terre s'étaient lentement empoisonnés. M. Andry était loin de là, à Arnas, dans la banlieue de Villefranche-sur-Saône (Rhône).

l'action sanitaire et sociale (Ddass), menée auprès de 703 enfants, a conclu à la présence de taux anormaux de plomb chez dix-sept sujets (Le Monde du 7 juillet 1999). Le 16 février 2001, le préfet du Rhône a finalement publié un arrêté restreignant les émissions toxiques de l'usine. Par rapport aux anciennes autorisations, le taux maximal de rejet de plomb a été divisé par six.

**COLÈRE RÉTROSPECTIVE**

Si elles satisfont les opposants, ces nouvelles normes suscitent également leur colère rétrospective. « Cela signifie que les autorités ont permis pendant vingt-cinq ans des rejets bien supérieurs à ce qu'il aurait fallu », s'insurge M. Andry. Et l'homme de ressortir les rapports rassurants et les propos lénifiants dispensés à la population.

« Les nouvelles normes qui nous sont imposées ne nous dérangent pas car nous les respections déjà », affirme Gilles Dupré, directeur de l'usine. Il n'y a pas de risque de santé publique pour la population. Il n'y a pas un gosse, pas un vieillard de malade autour de l'usine. » Le responsable de Metaleurop refuse surtout toute comparaison avec le site de Bourg-Fidèle, propriété d'un concurrent. « Nous avons toujours installé les meilleures techniques antipollution », justifie-t-il.

Les nouvelles normes, si elles limitent les rejets présents, ne lèvent pas une autre crainte de riverains : le plomb est un polluant persistant qui s'accumule dans les terres et les organismes. « Des dizaines de milliers de tonnes de plomb et d'autres produits toxiques ont été dispersés dans les environs. Les sols de la région sont atteints pour des dizaines, voire des centaines d'années », estime M. Andry.

Dans le périmètre d'Arnas, « les niveaux de concentration dans les

sols (plus de 200 mg/kg pour le plomb) sont largement supérieurs au fond ubiquitaire en France (en moyenne 30 mg/kg) », confirme un rapport de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris). Metaleurop avance d'autres études et d'autres chiffres. « L'impact sur le sol dit que nous existons, je n'en disconviens pas », répond M. Dupré. Mais nous avons effectué des études géologiques avec une société spécialisée : à l'exception de quatre points très précis, les taux sont inférieurs aux valeurs de source sol », c'est-à-dire aux limites préconisées par la loi.

Des prélèvements sur des légumes produits localement, menés par la direction départementale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DDCCRF), constatent cependant des taux anormaux de plomb pour près de la moitié d'entre eux.

En novembre 1999, la Ddass a rédigé une note préconisant de diffuser des recommandations de base auprès de la population, comme de bien éplucher et bien laver les légumes ou de nettoyer régulièrement les jouets des enfants.

Benoît Hopquin

## Premier pic de pollution de la saison en Alsace

**LA PRÉFECTURE DU BAS-RHIN** a invité, jeudi 24 mai, la population à « limiter l'usage des véhicules à moteur au strict nécessaire » et ce jusqu'à vendredi soir, en raison d'une pollution à l'ozone. L'ASPA (Association pour la surveillance et l'étude de la pollution atmosphérique en Alsace) a constaté, à Strasbourg, le dépassement du premier niveau de pollution (dit « niveau de recommandation », à partir de 180 µg/m<sup>3</sup>). La Ddass recommande notamment aux personnes sensibles (personnes âgées, enfants, asthmatiques, insuffisants respiratoires ou cardiaques) d'éviter toute activité physique intense. Selon l'ASPA, cette pollution pourrait s'étendre à d'autres villes du Bas-Rhin dans la soirée. Avec le retour du beau temps, les pics d'ozone refont leur apparition. Des niveaux de recommandation ont déjà été atteints depuis une semaine dans la région de Bordeaux et autour de l'étang de Berre.

**DÉPÊCHES**

■ **VILLE** : Edmond Hervé, maire (PS) de Rennes, devrait être nommé président de l'Institut des villes par le ministre délégué à la ville, Claude Bartolone. Créé en février, l'institut dispose d'un budget de 11 millions de francs et se veut un instrument d'aide à la décision pour les élus. Son programme pour 2001 porte notamment sur le temps dans les villes, thème sur lequel M. Hervé doit rendre un rapport le 19 juin.

■ **INONDATIONS** : l'Agence de l'eau Seine-Normandie s'apprette à lancer une étude de faisabilité pour la création d'une zone d'expansion des crues, dans le secteur de la Bassée, près de Nogent-sur-Seine (Aube). Les retenues déjà aménagées en amont du fleuve n'avaient pu empêcher la Seine et ses affluents de déborder à plusieurs reprises au mois de mars. Le rapport 2000 de la Cour des comptes avait pointé l'insuffisance des mesures de prévention contre les crues dans ce bassin.

**PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME**  
DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

**PREFECTURE DE L'EURO**  
DIRECTION DE LA COORDINATION ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES BUREAU CADRE DE VIE : URBANISME ET ENVIRONNEMENT

**PREFECTURE DU CALVADOS**  
DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE**  
Création et délimitation de la nouvelle réserve naturelle de l'estuaire de la Seine

Une enquête publique est ouverte du 11 juin 2001 au 11 juillet 2001 inclus sur le projet de création de la nouvelle réserve naturelle dans l'estuaire de la Seine et sur les territoires des communes de GONFREVILLE L'ORCHER, LA CERLANGUE, OUDALLE, ROGERVILLE, SAINT VIGOR D'YMONVILLE, SANDOUILLE, TANGARVILLE, LE HAVRE (Seine-Maritime) BERVILLE SUR MER, CONTEVILLE, SAINT SAMSON DE LA ROQUE (Eure) HONFLEUR, PENNEDEPIE, CRICQUEBOEUF, VILLERVILLE, TROUVILLE SUR MER (Calvados).

Cette enquête se déroulera sur les communes ci-après où les intéressés auront la faculté de consulter le dossier et de consigner leurs observations sur un registre d'enquête déposé à cet effet à la mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture au public soit :

**DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME**

**TANCARVILLE** (mairie TANCARVILLE haut) : lundi et vendredi de 13h30 à 18h - mercredi de 10h à 12h

**LA CERLANGUE** : mardi et mercredi de 10h à 12h - jeudi de 15h à 19h

**SAINT VIGOR D'YMONVILLE** : mardi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 19h

**SANDOUILLE** : lundi de 14h30 à 16h - mardi et jeudi de 17h à 19h - vendredi de 10h à 12h

**OUADALLE** : lundi de 14h à 16h - mercredi de 10h à 12h - vendredi de 16h à 18h

**ROGERVILLE** : lundi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30 - mardi de 9h à 12h et de 13h30 à 19h00 - jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30

**GONFREVILLE L'ORCHER** : du lundi au vendredi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 16h30

**LE HAVRE** : du lundi au vendredi de 8h00 à 16h30

**DEPARTEMENT DE L'EURO**

**SAINT SAMSON DE LA ROQUE** : lundi de 15h à 17h30 - jeudi de 17h à 18h30

**CONTEVILLE** : mardi et vendredi de 14h à 19h - mercredi et jeudi de 14h à 17h

**BERVILLE SUR MER** : lundi et jeudi de 9h à 12h et de 14h à 19h30 - mardi et mercredi de 9h à 12h

**DEPARTEMENT DU CALVADOS**

**HONFLEUR** : lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30

**PENNEDEPIE** : mercredi de 16h à 19h30 - samedi de 10h à 12h30

**CRICQUEBOEUF** : mercredi de 10h à 12h - vendredi de 15h à 19h

**VILLERVILLE** : lundi de 14h à 16h - mardi de 10h à 12h et de 14h à 16h, mercredi de 14h à 16h, jeudi de 10h à 12h et de 16h à 19h - vendredi et samedi de 10h à 12h

**TROUVILLE SUR MER** : du lundi au vendredi de 9h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Une commission d'enquête est désignée pour suivre cette enquête. Elle est composée de : MM. Jacques MORTIER, Charles GUILLET, Alain FAURE, et comme suppléant de : M. André FISCH. Un membre de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public aux jours et heures suivants dans les mairies de :

**LE HAVRE (76)** : Lundi 11 juin 2001 de 14h à 17h

**ROGERVILLE(76)** : Lundi 11 juin 2001 de 13h30 à 16h30

**LA CERLANGUE (76)** : Jeudi 21 juin 2001 de 14h à 17h

**SAINT VIGOR D'YMONVILLE (76)** : Mardi 26 juin 2001 de 9h à 12h - Mardi 10 juillet 2001 de 14h à 17h

**SAINT SAMSON DE LA ROQUE (27)** : Jeudi 28 juin 2001 de 14h à 17h - Lundi 9 juillet 2001 de 15h à 18h

**BERVILLE SUR MER (27)** : Mardi 10 juillet 2001 de 9h à 12h

**VILLERVILLE (14)** : Samedi 23 juin 2001 de 9h à 12h

**TROUVILLE SUR MER (14)** : Mardi 26 juin 2001 de 9h à 12h - Jeudi 5 juillet 2001 de 14h à 17h

**HONFLEUR (14)** : Vendredi 29 juin 2001 de 14h à 17h - Mercredi 11 juillet 2001 de 14h à 17h

En outre, durant l'enquête, les observations pourront être adressées par écrit à la commission d'enquête dans chacune des mairies susmentionnées pour y être annexées au registre. A l'issue de l'enquête, toute personne pourra prendre connaissance, dans les préfetures de la Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados, des conclusions motivées de la commission d'enquête.

L'avis au public sera affiché sur le territoire des 16 communes concernées (8 en Seine-Maritime, 3 dans l'Eure, 5 dans le Calvados).

# L'angoisse de la montagne



Eric Fottorino au départ de l'épreuve contre-la-montre.

**A** 13 heures, je me suis présenté sur la rampe de lancement coiffé d'un casque profilé, la chaîne sur le grand plateau, aux ordres du chronométrateur pour une épreuve de 19 kilomètres à travers les rues de Montpellier. Le vent soufflait, un commissaire tenait mon vélo par la selle, un autre égrenait le temps à mon oreille. Départ une minute, départ trente secondes, départ dix secondes, cinq, quatre, trois, deux, un. Le vélo a dévalé la pente inclinée, j'ai appuyé sur les pédales, des motos devant, des motos à côté, une auto derrière pour ce défi impossible du coureur cycliste : pédaler contre le temps, pédaler contre soi, n'avoir d'autre adversaire que son ombre si le soleil nous la jette dans les rayons, que les rafales de « zef » ; se faire mal sans rien d'autre à rattraper que la fuite des secondes, funambule entre les aiguilles de la montre. Parti sans dossard, j'ai quand même roulé pour aller vite, sans forcer trop, les montagnes m'attendent dès vendredi, et, derrière chacune, un couple maudit, « l'homme au marteau » et « la sorcière aux dents vertes », personnages mythiques du cyclisme qui annoncent la défaillance, parfois les larmes, tous jours la peine. Alors j'ai pédalé souple, gardant constamment l'impression d'avoir un coussin d'air entre le pied et la pédale automatique, un moignon de métal, qui me tient soudé à la bécane. « En garder » toujours, ne pas rentrer « dedans », d'accord, mais il fallait jouer le jeu. Un contre-la-montre ne se dispute pas les mains en haut du guidon.

Le rêve se poursuit. La route était large et roulante, balayée de gros courants d'air qui m'obligeaient à m'aplatir sur le vélo. Un mot cruel m'est venu pendant que je prenais cette position : ne te fais pas si petit, tu n'es pas si grand. J'ai braqué mes yeux sur le compteur, il fallait garder du cœur et du souffle pour les 5 derniers kilomètres. Le cœur et le souffle, ce sont bien les deux atouts du vrai coureur. Pour réussir un « chrono », il faut un moteur et du coffre, être à la fois arbre à came et sarbacane. Blondin faisait remarquer que, face à la montre, les coureurs n'étaient jamais en retard mais que quelques-uns, les plus grands – sans doute pensait-il à Anquetil –, étaient en avance... La montre a enfanté une aristocratie du cyclisme, des

noms plus ou moins connus du grand public, Hugo Koblet, Roger Rivière, Gérard Saint, des hommes pressés, au destin tragique, comme s'ils avaient senti que le temps, justement, leur serait compté, et qu'ils devaient aller vite pour s'assurer qu'ils avaient vécu. Dire que je pense à eux pendant que je fonce vers le carrefour des alizés serait mentir. C'est pire que ça, ou plus fou encore : pendant ces kilomètres que je vois défiler sur mon compteur, dans cette position du rouleur clandestin cherchant à franchir les frontières du temps, je suis « maître Jacques » (Un réacteur, un alambic et une machine IBM, avait dit l'ancien champion Raphaël Geminiani à propos d'Anquetil). Je suis tour à tour Merckx et Hinault, le roi Miguel et aussi, encore, l'ombre du coureur que j'étais à quinze ans.

Rouler contre la montre, c'est prendre le rythme d'un métronome réglé sur pianissimo. La règle des pros, c'est à fond tout le temps, et accélérer sur la fin. Ceux qui disputent l'étape pour la gagne ne se ménagent pas, et ils paieront sans doute cet effort intense dans les prochains jours. Les autres, ceux qui ne se mettent pas « à bloc », garderont tout de même les traces de cette courte journée, car se propulser de plus de 10 mètres à chaque coup de pédale suffit pour vous mettre les muscles en scoubidou. Le plus dur, contre la montre, c'est de se motiver, ensuite de respirer, si on a décidé de « faire un temps ». A vélo, ce n'est pas toujours le plus fort qui gagne. C'est celui qui en veut le plus. Le chrono est le lieu idéal pour éprouver cette sensation qui ressemble à la rage. Quand on sent soudain l'acide lactique monter le long des cuisses, dans une relance au sortir d'une courbe, quand le cœur saute à plus de 180 pulsations minute (on peut lire ce chiffre instantanément sur l'écran d'une montre fixée au guidon), deux solutions : lever un peu le pied pour ramener le moteur au-dessous d'un seuil d'intensité trop élevé. C'est la défaite. Ou s'accrocher, serrer les dents, ou plutôt ouvrir grand la bouche, aller chercher l'oxygène au fond de l'air, se remettre bien en ligne sur le vélo, fermer un peu les yeux, je ne blague pas, les fermer juste un dixième de seconde, comme une respiration mentale, une façon d'échapper à la douleur ou de lui faire face en faisant mine de ne pas la voir.

J'ai roulé trente et une minutes pour parcourir le circuit. A la flam-



**La troisième étape du Midi libre, jeudi 24 mai, était un contre-la-montre, dans les rues de Montpellier. Une demi-pause pour Eric Fottorino qui a joué le jeu mais sans forcer : le lendemain l'attendaient les montagnes des Cévennes. Une obsession. Et l'enjeu de ce pari où il importe d'abord de « finir ». Récit d'un trac conjuré**

me rouge, j'ai « vissé » (en langage de piéton : accéléré). Formidable sensation de vitesse, le compteur généreux me délivrant sur le final un beau 44 kilomètres/heure (il est vrai que la ligne droite d'arrivée était très roulante). J'ai échangé quelques mots avec Pascal Chanteur de chez Festina, le crâne tout rasé. J'étais heureux de le revoir : c'est lui, la veille, au moment de la jonction avec le peloton, qui m'avait gentiment conseillé de manger et de boire. J'ai pu aussi avoir une conversation détendue avec Mirco Monti, le commissaire de la course envoyé par l'Union cycliste internationale. C'est d'accord, je pourrai m'accrocher aux pros lâchés dans les cols, si je suis en mesure de suivre un « gruppetto », ces petits paquets de coureurs qui se forment à l'arrière, pédalant juste assez pour terminer dans les délais.

A peine descendu de vélo, derrière la camion de la Française des jeux, Stéphane, un des kinés, m'a frictionné jambes et bras avec un produit frais. Pendant que Thomas Bodo et Emmanuel Magnien s'échauffaient sur des rouleaux, faisant vrombir les roues lenticulaires, j'ai rejoint l'hôtel pour reprendre ma vie de coureur, avec l'esprit la fameuse phrase de Fausto Coppi : « Les grandes courses se gagnent au lit ». Pas question de gagner ici, mais d'aller au bout. Le massage a duré plus longtemps que les autres jours. Pierre, l'autre kiné, a trouvé mes muscles plus durs. Il y est allé doucement, surtout vers le haut des cuisses, là où on dirait que la chair s'est ratatinée pour ne laisser place qu'aux os. Ecrivant cela, je me souviens de ce mot du coureur Ville,

compagnon d'abandon des frères Pélissier dans le Tour 1924, sous l'œil et sous la plume du célèbre Albert Londres : « J'ai les rotules en os de mort », s'était plaint le « forçat de la route ».

**J**E n'en suis pas encore là, mais j'écoute les conseils de Franck Pineau, directeur sportif adjoint de la Française, qui est venu me retrouver dans ma chambre. Il me rappelle les trois règles du coureur : s'entraîner, manger, dormir. « Si tu manges pas ce soir, tu finis pas demain », m'a-t-il lancé. Je frémis

**Cet après-midi, pendant le contre-la-montre, ma silhouette décalquée sur la route m'était étrangère. Avec ce casque profilé, je ressemblais à un lutin**

un peu, d'autant que s'annonce la plus longue étape du Midi-Libre, deux cent dix bornes à travers les Cévennes, deux cols sévères, le soleil, peut-être d'autres orages, la course va sans doute se jouer en partie là. Des organismes vont commencer à se dérégler, les pattes tourner moins vite à la pédale. « Tu vas entrer dans ton six centième kilomètre, continue Franck Pineau. Tu vas taper dans tes réserves. Demain, tu manges à 6 heures du matin, pâtes, riz, sucres lents. Et sur la bécane, je veux te voir grignoter tous les quarts d'heure, et picoler : au moins six bidons, tu bois, tu bois, même si tu dois t'arrêter pisser juste après ».

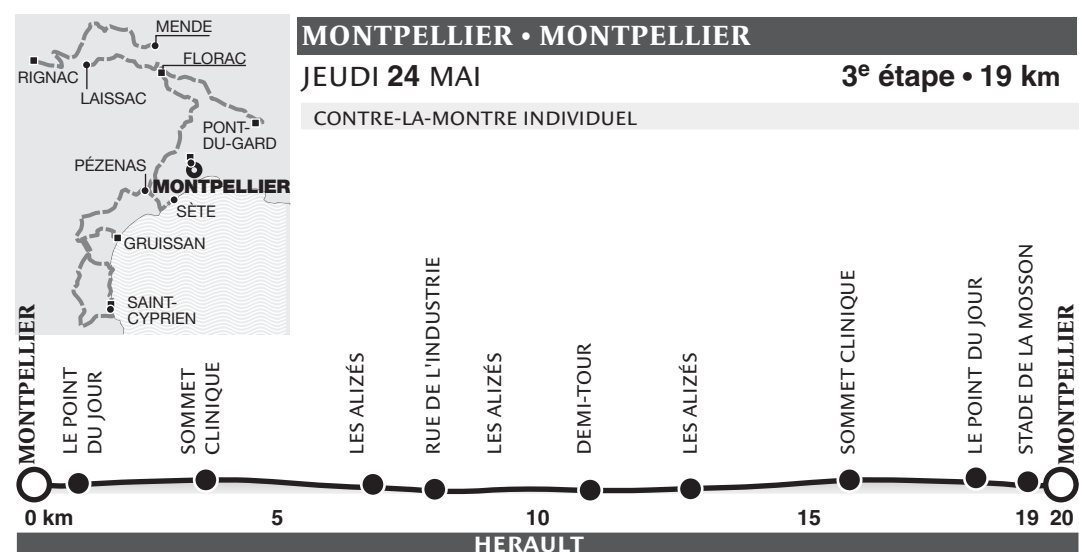
J'ai interrompu Franck. Je lui demande de me raconter une histoire, son incroyable, superbe histoire. En 1986, il a remporté une étape du Midi libre après 140 kilomètres d'échappée devant le peloton mené par Miguel Indurain. La veille au soir, il avait appris que son équipe mettait la clé sur la porte. Dans quelques heures, ce jeune pro ne serait plus coureur mais chômeur. Il a passé la nuit à retourner ça dans sa tête et le lendemain, il s'est fait la belle. Après son exploit, le directeur sportif d'Indurain l'a embauché aux côtés de « Miguel ». « Je suis resté dix ans dans le peloton professionnel. » Une échappée au long cours. Il avait signé un contrat sans le lire, sans connaître la paye (qui se révéla correcte). L'important pour lui, c'était de rester dans la famille du vélo. Je ne me lasse pas de cette histoire que Franck m'avait déjà racontée l'hiver dernier, quand je rêvais de remonter en selle. J'y pense encore pendant qu'il me donne les ultimes consignes.

Un des coureurs de la Française, Bradley Mac Gee, a terminé deuxième du chrono. Je regarde un gros plan de son visage pendant l'effort, les yeux mi-clos, un filet de coton imbibé d'essences végétales collé à ses narines. Tout à l'heure au dîner, il était silencieux. Il sait déjà que demain, la déflagration musculaire qu'il s'est imposée lui fera encore mal dans les bosses, surtout si ça castagne pour le maillot de leader, et ça va forcément castagner puisque la montagne est là.

Mes soucis sont moins glorieux. Mes blessures à la selle se sont un peu aggravées, même si la plaie n'est pas infectée. « Je vais soigner la fesse du "Monde" », me moque le docteur Gérard Guillaume. Je lui ai demandé un peu inquiet si tout cela risquait de dégénérer au point de me contraindre à l'abandon. Il a senti mon inquiétude. « Non. C'est juste la première peau. Mais c'est clair que demain, il faudra que tu fasses un peu de danseuse. » De toute façon, les cols m'y contraindront. Il n'empêche : la perspective de passer sept heures sur ma bécane sans pouvoir bien m'asseoir me contrarie. Cela fait partie des « petits bobos » des coureurs, comme les piqûres de guêpe (l'une m'a piqué à l'oreille, dans l'étape de Saint-Cyprien, mais un médecin m'a vite passé une pommade en roulant, comme dans le Tour). Quand j'étais cadet, je saupoudrais de talc la peau de chamois de mon

cuissard. J'aurais dû y penser. Ne pas oublier de le faire avant le départ pour le pont du Gard. Pareil pour la plante des pieds qui risque de brûler après toutes ces heures à appuyer. Je dresse l'inventaire de mes ultimes besoins avant d'entrer dans la phase finale de l'épreuve. Une image me revient avant d'éteindre la lumière : cet après-midi, pendant le contre-la-montre, ma silhouette décalquée sur la route m'était étrangère. Avec ce casque profilé, je ressemblais à un lutin.

**Eric Fottorino**  
Photo : John Vink/Magnum pour « Le Monde »



# Mondialisation contre marginalisation

par Mike Moore

**L**A planète entière a-t-elle jamais été reliée par des liens si étroits et si peu nombreux ? Qui a jamais eu une puissance supérieure et disposé de plus de machines de manière qu'une seule impulsion, un seul geste du doigt, puisse ébranler des nations entières ? Ces lignes datent de 1770 ; elles sont de l'écrivain et philosophe allemand Johann Gottfried Herder.

En 1840, l'écrivain français Chateaubriand affirmait, à propos du chemin de fer, du télégraphe et des bateaux à vapeur : « Quand la vapeur (...) aura fait disparaître les distances, ce ne seront plus seulement les marchandises qui voyageront, mais encore les idées rendues à l'usage de leurs ailes. Quand les barrières fiscales et commerciales auront été abolies entre les divers Etats, comme elles le sont déjà entre les provinces d'un même Etat ; quand les différents pays en relations journalières tendront à l'unité des peuples, comment ressusciterez-vous l'ancien mode de séparation ? »

Nous avons aujourd'hui le luxe du recul du temps. Quelles leçons avons-nous tirées ?

Avec l'abolition des barrières entre les provinces, la prospérité économique et la puissance politique se sont accrues, sans affaiblir l'Etat, mais en le renforçant. Des provinces jalouses et rivales ont fait place à une Allemagne forte. Une grande puissance économique est née, les Etats-Unis, différente d'Etats distincts qui se concurrençaient au moyen de droits de douane et d'impôts locaux.

Les historiens affirment que les échanges commerciaux et les mouvements de personnes étaient, en 1900, plus importants qu'aujourd'hui. Les propriétaires de canaux s'organisaient alors contre la nouvelle menace que représentait le chemin de fer. En effet, la réaction et le protectionnisme ne sont pas des phénomènes nouveaux.

Malheureusement, les tout derniers siècles ont été marqués, en

grande partie, par la coercition coloniale. Nous vivons maintenant dans un monde meilleur, quoique imparfait, caractérisé par la persuasion que permettent les institutions et les traités internationaux.

Les niveaux de vie n'ont jamais autant progressé dans l'histoire de l'humanité que ces cinquante dernières années. Depuis 1960, les taux de mortalité infantile ont été réduits de moitié dans les pays en développement ; les taux de malnutrition de 33 % ; et la proportion des enfants d'âge scolaire non scolarisés a été ramenée de la moitié au quart. Celle des familles rurales n'ayant pas accès à l'eau salubre est passée des neuf dixièmes à un

Malgré les leçons de l'histoire, certains continuent de penser que l'isolement et le protectionnisme constituent une meilleure solution. Les groupes antimondialisation.com du Nord riche sont préoccupés par la mondialisation alors que les dirigeants du Sud pauvre le sont par une marginalisation qui les priverait de ses avantages.

L'extrême gauche et l'extrême droite se sont unies dans les rues contre la mondialisation. Elles l'avaient fait pour la dernière fois dans les années 1930 contre la démocratie décadente. Certes, les inquiétudes sont souvent réalistes, mais la réponse ne l'est pas, pour l'essentiel.

## Malgré les leçons de l'Histoire, certains continuent de penser que l'isolement et le protectionnisme constituent une meilleure solution

quart. Ne serait-ce qu'en Chine, plus de 150 millions de personnes sont sorties de la pauvreté extrême au cours des dix dernières années.

Les pays qui sont plus ouverts au commerce ont une croissance plus rapide que ceux qui ne le sont pas. Ils sont donc moins pauvres, ont de meilleurs emplois, de meilleurs hôpitaux et de meilleures écoles. Il y a trente ans, le niveau de vie du Ghana était le même que celui de la Corée du Sud. Cette dernière est maintenant membre de l'OCDE. Comparez la Corée du Nord et la Corée du Sud. Il y a trente ans, le Japon avait le statut de pays en développement. Cela souligne le mérite de la démocratie et des systèmes économiques ouverts.

La véritable aberration de l'histoire économique est la période qui va de la première guerre mondiale à la fin de la guerre froide. Mis à part ces quatre-vingts années, l'histoire a été caractérisée par le mouvement. Celui des personnes, des idées et des produits.

Qu'est-ce qui est donc nouveau ? Ce n'est pas la mondialisation, processus très ancien qui a commencé lorsque l'homme est sorti pour la première fois de la caverne. C'est la vitesse du changement qui dérange. Les gens sont maintenant informés de l'événement en raison de l'explosion de l'information et des technologies à faible coût. Les personnes corrompues et les politiciens puissants ont désormais beaucoup de difficultés à cacher des informations à leurs compatriotes.

Une haine et une crainte malsaine de la science et de ses possibilités se développent, notamment parce que les gouvernements ne parviennent pas à réglementer et à garantir la sécurité. Norman Borlaug a obtenu le prix Nobel de la paix en 1970 pour avoir découvert un blé supérieur et déclenché la révolution verte, sauvant ainsi la vie de millions d'êtres humains. Aujourd'hui, des ennemis de la science anéantiraient ses expériences et arracheraient ses plants.

ger de manière authentique l'essentiel des valeurs de la civilisation américaine ?

La redéfinition de la diplomatie des Etats-Unis n'a rien d'illégitime. Elle renvoie, sur le plan intérieur, à l'évolution de l'opinion américaine, fière de la victoire remportée sur l'URSS et de son *leadership* retrouvé, mais en même temps de plus en plus réservée face aux responsabilités et aux charges liées à la fonction de gendarme du monde : force est par exemple de convenir qu'il est politiquement intenable de conserver en l'état la doctrine de la dissuasion nucléaire, qui prend en otage les populations civiles, dans le même temps où s'impose, à tort ou à raison, le zéro mort pour l'engage-

## La diplomatie américaine ne cède-t-elle pas à une forme d'exubérance irrationnelle, tendant à la maximisation à court terme de sa puissance au détriment de la préservation des intérêts et des équilibres de long terme ?

ment de forces armées pourtant totalement professionnalisées.

La révision des priorités découle aussi d'une prise de conscience que les intérêts vitaux des Etats-Unis comme les défis majeurs qui leur seront lancés au XXI<sup>e</sup> siècle se décideront avant tout en Asie, et non plus en Europe comme au XX<sup>e</sup> siècle. Elle s'appuie enfin sur des analyses exactes et courageuses, notamment sur les questions les plus controversées comme le projet de défense antimissile : la prolifération des armes de destruction massive et des vecteurs balistiques n'est nullement illusoire et constitue une menace réelle pour la capacité d'action des démocraties. Par ailleurs, le maintien inchangé du concept strannique de la dissuasion nucléaire, tel qu'il est prôné par la Russie ou la France, est en décalage croissant avec l'état du système géopolitique et des technologies.

Pour autant, le triple glissement de la diplomatie américaine vers l'unilatéralisme, la renationalisation

Six millions d'enfants meurent chaque année de malnutrition. Devons-nous placer nos espoirs dans le « super-riz » qui permet d'obtenir un rendement en grains supérieur de 35 % et dont la valeur exceptionnelle pourrait éviter à des millions d'enfants la cécité due à une carence en vitamine A ? Et dans une variété de coton qui permet d'augmenter la production et n'a besoin que d'une pulvérisation de pesticide par an au lieu de quinze, ou des cultures résistant au gel qui peuvent doubler les quantités récoltées ?

Les romantiques proposent l'agriculture biologique, solution merveilleuse pour les riches qui peuvent se l'offrir. Même si nous abatons toutes les forêts tropicales de la planète, nous ne pourrions pas nourrir correctement la moitié de l'humanité au moyen des techniques traditionnelles.

Bien sûr, le monde a ses problèmes. Le niveau de vie de certains pays a baissé. Des ministres affirment que leur problème est la marginalisation, et non la mondialisation. La part de l'Afrique dans les échanges mondiaux est maintenant plus faible qu'il y a dix ans. La dette, le sida, la mauvaise gestion des affaires publiques, et les guerres civiles, sont des aspects du problème. Les leçons tirées des succès remportés concordent. Des sociétés et des systèmes commerciaux ouverts, une gestion transparente et honnête des affaires publiques, des personnes curieuses et inventives ainsi qu'une main-d'œuvre formée permettent d'obtenir les meilleurs résultats.

Le commerce n'est pas tout, mais il représente un élément essentiel de l'ensemble des moyens d'action nécessaires pour relever le niveau de vie, assurer la sécurité et promouvoir les droits des personnes. L'Organisation mondiale du commerce a un rôle à jouer à cet égard.

*Mike Moore est directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.*

et la militarisation des enjeux paraît intenable à terme, car en contradiction ouverte avec le système de l'après-guerre froide et les règles de fonctionnement de l'économie ouverte, façonnés par ces mêmes Etats-Unis.

Une civilisation de la liberté, fondée sur le pluralisme, ne peut prétendre ériger une nation en modèle absolu. La volonté de projection de puissance et la revendication de valeurs universelles sont en contradiction avec un mode de décision fondé sur la promotion exclusive d'intérêts nationaux. Les démonstrations de force se révèlent contre-productives dans une société ouverte et un monde de plus en plus multipolaire, qui favorisent les tra-

## La diplomatie américaine ne cède-t-elle pas à une forme d'exubérance irrationnelle, tendant à la maximisation à court terme de sa puissance au détriment de la préservation des intérêts et des équilibres de long terme ?

La restriction des engagements extérieurs, qu'ils prennent la forme d'interventions militaires, de médiations diplomatiques, de traités ou d'accords sur la justice internationale ou l'environnement, se retourne inéluctablement contre la stabilité du monde comme la sécurité des Etats-Unis. Le réchauffement de la planète, la prolifération de la criminalité, les mouvements migratoires provoqués par la misère de masse constituent autant de menaces pour la paix et de risques de violence pour les sociétés développées.

Dans une société ouverte et un monde interdépendant qu'ils ont contribué à créer, les Etats-Unis sont encore moins fondés que les autres nations à pouvoir revendiquer une diplomatie des mains libres, qui, dans leur cas, est à la fois vouée à l'échec et particulièrement dangereuse. L'administration Bush n'a pas manqué de se heurter à ces réalités. Elle a été rapidement contrainte de se réengager dans les Bal-

# Un bonnet d'âne pour Shakespeare ?

**I**MAGINONS un professeur de français, de langue et de littérature française. Il enseigne dans un lycée. Il ne sait absolument rien de Molière. Il connaît le nom, il l'a tout juste entendu. Il n'a pas lu une pièce. Non, arrêtons, c'est inimaginable. Les attaques portées contre l'enseignement de la littérature française dans le secondaire n'en sont pas encore là.

Dieu merci, Molière a la faculté de faire rire les banlieues. La « scène du poumon » dans le *Malade imaginaire* est à elle seule capable de donner de la respiration aux rires les plus incultes comme aux plus éduqués. Génie de Molière !

A côté de Molière, il y a Shakespeare. De l'autre côté de la Manche. Trois heures par Eurostar avant d'arriver au National Theatre, rive droite de la Tamise – leur rive droite est notre rive gauche – ou au Globe, maquette originale du théâtre du XVI<sup>e</sup> siècle récemment remise en état par un Américain.

Shakespeare, c'est tellement plus que Molière en anglais ! C'est Molière plus Corneille plus Racine en un seul homme. Trois en un, le classique trinitaire de la littérature anglaise. *Le Marchand de Venise* : vous riez, vous pleurez, vous apprenez des leçons de politique tout à la fois.

Aucun professeur de français de collège ou de lycée n'imaginerait pouvoir se passer de Molière pour enseigner la langue française. La France parle le Molière comme Monsieur Jourdain parlait la prose. Presque sans le savoir mais encore mieux en le sachant. Dans le même lycée, le professeur d'anglais aura désormais le droit et l'immense avantage sur son collègue enseignant de français d'ignorer Shakespeare et de s'en vanter.

La présidente du concours national du Capes qui forme les professeurs d'anglais a, par pouvoir discrétionnaire et en complicité avec l'« école pédagogique », supprimé la pièce de Shakespeare qui figure traditionnellement au programme dudit concours depuis sa création, il y a cinquante ans.

kans, à la suite de la crise macédonienne, et au Proche-Orient, devant la montée aux extrêmes de la violence.

La relation transatlantique est à la fois le point d'application crucial et l'instrument de mesure de la révision des priorités stratégiques américaines. L'asymétrie fondamentale subsiste, qui en fait un élément vital pour une Europe qui ne dispose toujours pas d'institutions politiques et de capacités stratégiques correspondant à son poids économique et commercial, et un élément central pour les Etats-Unis tant les véritables démocraties restent extrêmement minoritaires en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette asymétrie a vocation à se réduire progressivement, avec la prise en compte de la nouvelle donne issue de l'après-guerre froide et de l'économie ouverte qui permettra normalement de dissiper le double mensonge fondateur de l'Alliance : la prétendue acceptation par les Etats-Unis d'une autonomie authentique de l'Europe, d'un côté, la prétendue volonté de l'Europe à assumer les responsabilités et les charges indissociables de l'autonomie, de l'autre, notamment en matière de sécurité.

De ce point de vue, et même si leur expression est abrupte, les questions régulièrement adressées par les Etats-Unis à l'Europe sont pertinentes et devront désormais trouver des réponses claires, en complète rupture avec le salmigondis qui tient lieu de traité de Nice.

Il est de fait inconséquent du point de vue de la démocratie et dangereux du point de vue économique et financier de prétendre créer une monnaie mondiale en la confiant à une banque centrale dénuée de toute forme de réassurance politique.

Il est pour le moins léger de constituer une force projetable de 60 000 hommes à l'horizon 2003, articulée autour d'un dispositif aérien et maritime d'envergure, en dehors de tout concept stratégique et de toute autorité politique commune.

Il est vain de discourir d'une défense européenne émanée de l'OTAN, quand les pays de l'Union consacrent 1,8 % du PIB à leur défense contre 3,6 % pour les Etats-

« *To be or not to be* », cochez la case, la réponse est : « *not to be* ». Vous avez gagné, vous avez le droit d'enseigner la langue de Shakespeare sans Shakespeare, yes Sir !

Ce sera beaucoup plus facile, avouez. Nous avons concocté un programme littéraire diététiquement allégé. Hamlet, Othello, Macbeth, King Lear : cette poussiéreuse famille royale composée d'irascibles ou de criminels commençait à nous fatiguer.

A l'évidence, ils n'ont plus d'équivalent dans le monde contemporain, ils ne parlent plus à notre imagination. Où avez-vous jamais vu à la télévision des images de tortures infligées en direct, langues que l'on coupe ou l'on arrache, yeux que l'on crève, femmes que l'on étouffe avec un oreiller ? Tout cela est purement imaginaire, irréaliste et surtout gratuitement « gore » (trad. : « sanglant »).

Le professeur d'anglais de l'avenir devra enseigner une langue « clean », quasiment invisible, pour ne pas dire inaudible. Trois cents à quatre cents sons de base, de la 6<sup>e</sup> à la terminale, à raison de cinquante par an, constitueront désormais la ration de l'angliciste moyen. Si l'âne en question désire un braiment plus distingué, plus savant, il pourra toujours se brancher sur Internet, où des pitances prédigérées l'attendent. La déprogrammation de Shakespeare obéit à un programme concocté par les nouveaux « docteurs » de l'Université : toujours plus d'écrans pour cacher le vide.

*Jacques Darras est poète, traducteur, professeur de littérature anglo-américaine à l'université de Picardie.*

*Dominique Goy-Blanquet est professeur de littérature de la Renaissance à l'université de Picardie.*

*François Laroque est professeur de langue et littérature anglaises à l'université Paris-III-Sorbonne nouvelle.*

# Etats-Unis : la tentation de la démesure

*Suite de la première page*

Le monopole de la puissance globale reconquis par les Etats-Unis, depuis l'heureux effondrement de l'URSS en 1990, a exacerbé la conviction que leur destin se confond avec l'histoire de la liberté et la défense de leurs intérêts nationaux avec la démocratie. En témoigne avec éclat l'argumentaire développé par le porte-parole du président Bush pour commenter l'abandon du protocole de Kyoto et le plan national énergétique rendu public le 17 mai dernier : « *Le président pense que le niveau élevé de consommation d'énergie correspond au mode de vie américain, et que l'une des tâches des élus est de protéger le mode de vie américain. Le mode de vie américain est béni.* »

Les débats sur le commerce avaient amorcé cette évolution, avec les lois Helms-Burton (1995) et D'Amato-Kennedy (1996), créant un régime de sanctions contre les entreprises, y compris non américaines, qui entretenaient des relations d'affaires avec Cuba d'une part, l'Iran et la Libye d'autre part, et ce en contravention explicite avec les principes du droit international comme avec les règles de l'OMC.

C'est néanmoins dans le domaine diplomatique et stratégique que l'unilatéralisme américain s'est emballé depuis la fin des années 1990, au point de bouleverser les relations entre les Etats-Unis et leurs alliés. L'administration Bush a encore durci cette diplomatie de rupture. Après le refus de signer le protocole de Kyoto de décembre 1997 qui prévoyait la réduction des émissions de gaz à effets de serre, la réunion de l'OCDE qui s'est achevée le 18 mai dernier a vu les Etats-Unis ouvrir un nouveau front, sous la forme de réserves expresses vis-à-vis des mesures de lutte contre l'évasion fiscale (liste de 35 paradis fiscaux arrêtée en juillet 2000) et le blanchiment, au nom du respect de la souveraineté nationale et de la

libre compétition entre les nations sur le niveau des prélèvements.

Si l'on ajoute à ces initiatives les méthodes imposées pour l'endiguement de l'Irak de Saddam Hussein, et surtout la conduite des opérations militaires en Bosnie et au Kosovo, organisées en fonction des concepts contestables (« *guerre propre* » ou « *guerre zéro mort* ») au détriment de l'efficacité opérationnelle et de la raison politique, la conclusion semble s'imposer d'une redéfinition brutale du *leadership* américain. Une redéfinition qui fait la part belle à l'isolement au détriment de l'engagement international d'une part, à l'exercice de la puissance au détriment de la stratégie d'influence d'autre part.

D'où une série d'interrogations, qui, touchant à la seule puissance globale de ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, dépassent les seuls Etats-Unis : le troisième après-guerre du XX<sup>e</sup> siècle, caractérisé par la disparition de toute menace frontale, est-il en passe d'emprunter la voie de 1918, marquée par le repli catastrophique des Etats-Unis sur eux-mêmes, plutôt que d'actualiser la réussite du modèle de 1945 ? Revenus au faite de leur puissance avec la restauration d'une avance économique, technologique et militaire disparue depuis les années 1960, les Etats-Unis ne sont-ils pas en même temps exposés à la démesure, au risque de s'aventurer dans des combats douteux, dont l'expédition de la baie des Cochons ou la guerre du Vietnam, sur une tout autre échelle, ont donné l'exemple ?

Sur le modèle de la bulle financière qui s'est constituée sur les marchés d'actions à partir des valeurs technologiques, la diplomatie américaine ne cède-t-elle pas à une forme d'exubérance irrationnelle, tendant à la maximisation à court terme de sa puissance au détriment de la préservation des intérêts et des équilibres de long terme, notamment dans sa relation avec l'Europe qui demeure le seul continent à parta-

Unis et que leurs budgets militaires sont en décroissance réelle de 22 % depuis 1990, alors qu'ils se situent au contact ou à proximité immédiate des zones concentrant nombre des risques de l'après-guerre froide : l'ex-empire soviétique, les Balkans, le Proche-Orient, le continent africain – Maghreb en tête.

Il est incohérent d'accélérer l'élargissement de l'Union sans règle institutionnelle définie et sans avoir tranché les questions-clés touchant à la politique agricole commune et aux fonds structurels, alors même que les nouvelles démocraties, au sortir d'un demi-siècle de communisme, sont sommées de se conformer à l'acquis communautaire.

Il est présomptueux de chercher à démonter la crédibilité de la PESC en cherchant à s'immiscer dans le processus de réconciliation des deux Corées, tout en engageant une course de vitesse entre Européens pour reconstruire le régime de Pyongyang et en s'érigeant en gardien ultime des droits de l'homme.

Pour de longues années encore, seule l'Amérique pourra arrêter l'Amérique, et lui éviter de succomber à la démesure à laquelle prête le monopole de la puissance globale. En cela, l'émergence d'un second pôle démocratique, avec une Europe émergente de l'interminable coma dans lequel elle s'est plongée au XX<sup>e</sup> siècle, serait bénéfique non seulement pour les Européens, qui retrouveraient la maîtrise de leur destin, mais aussi pour les intérêts à long terme des Etats-Unis.

Ces derniers n'ont pas été sans s'inspirer des réussites de l'Union, pour créer l'Alena puis lancer le projet de ZLEA. L'Union ne doit pas davantage hésiter à se doter des moyens de la puissance qui font le succès des Etats-Unis, en constituant l'Europe politique au prix d'une rupture avec la méthode Monnet. Le mot d'ordre lancé par Michel Chevallier, qui négocia le traité de libre-échange franco-britannique de 1860, est plus que jamais d'actualité : « *Luttons contre les Etats-Unis, moins en dénonçant leurs péchés au monde qu'en nous efforçant de nous approprier leurs vertus et leurs facultés.* »

*Nicolas Baverez*

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
 Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F  
 Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
 Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).  
 Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## La loi et le harcèlement moral

**E**N créant une sanction pénale pour réprimer le harcèlement moral au travail, les députés ont, dans la nuit du mercredi 23 au jeudi 24 mai, donné un sens au projet de loi sur la modernisation sociale. En tentant de définir ce que pouvait être cette nouvelle infraction, ils ont aussi, non sans ambiguïté, essayé de répondre, sur le terrain législatif, à la montée d'un phénomène de société qui, dans les entreprises comme dans la fonction publique, polarise l'attention de nombreux salariés. Depuis le succès des livres de Marie-France Hirigoyen et de Christophe Dejours consacrés au sujet, plusieurs affaires ont mis en lumière des pratiques qui pouvaient nuire aux personnes ; beaucoup de médecins témoignent de l'ampleur des dégâts causés sur la santé physique ou mentale par l'environnement au travail.

Concept forcément flou et récent, le harcèlement moral doit se comprendre comme un mal de l'époque. Sauf exception, l'entreprise industrielle taylorienne et caporalisée ne connaissait pas ce type lancinant et sournois d'agression personnalisée. Précisément parce qu'elle était militarisée, organisée selon des procédures strictes, elle privilégiait davantage le rapport de forces et, selon la terminologie de l'époque, la répression et la lutte de classes exprimaient une conflictualité collective.

A l'inverse, le harcèlement moral est né d'organisations du travail plus souples et d'un contenu du travail qui fait lui-même appel aux capacités comportementales. L'individualisation des

rapports de travail, l'accent mis sur le relationnel ainsi que le caractère informel ou abstrait de certaines activités contribuent à une forme d'isolement. En ce sens, le harcèlement moral se nourrit sans doute de la flexibilité, de la précarité, et des nouvelles formes d'emploi.

Les syndicats se sont d'abord montrés perplexes à l'égard des manifestations d'un malaise qu'ils ne savaient pas ramener dans leurs grilles de lecture habituelles. Devant les velléités d'intervention législative en ce domaine, le patronat a, de la même façon, voulu croire que la gauche plurielle se saisissait là d'un prétexte pour compléter, à son encontre, un arsenal judiciaire déjà fourni.

Ces deux attitudes, syndicale et patronale, sont le reflet d'un désarroi. Le harcèlement moral n'est pas seulement le fait des employeurs et des hiérarques ; il peut également provenir des collègues. Il est souvent difficile à démontrer, mais, l'accusation portée, le soupçon restera et pèsera. En posant qu'« aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel », les députés sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient dans la reconnaissance d'un problème nouveau. Mais, s'il était normal que le législateur s'en empare, il reste qu'on peut s'interroger sur la pertinence pratique du texte dans un domaine aussi subjectif.

## L'Europe raisonnable de Lionel Jospin

**LES AFICIONADOS** de l'Europe fédérale vont être déçus : la vision du devenir de l'Europe que Lionel Jospin va décliner, lundi 28 mai, ne sera pas tiède, mais elle ne relèvera pas du bond en avant fédéraliste proposé il y a un an par Joschka Fischer, encore moins du miroir aux alouettes brandi récemment par Gerhard Schröder. Outre que le tempérament personnel du premier ministre ne le porte pas aux aventures politiques, fussent-elles institutionnelles, les indications distillées par des responsables politiques qui lui sont proches inclinent à penser que le chef du gouvernement privilégie une Europe de la raison, de la cohésion et de l'équilibre, ce qui ne veut pas dire sans ambition.

Lionel Jospin a pris son temps pour se faire une opinion : brocardé pour une attitude jugée timorée, critiqué par ses amis politiques pour avoir laissé le champ libre à Jacques Chirac et par tous pour avoir de facto accrédité l'impression d'une inversion de la vieille tradition selon laquelle, s'agissant de l'Europe, « la France expose ses idées à l'Allemagne, qui n'a plus qu'à les exécuter », il a comparé les propositions des uns et des autres, en France et en Europe, réfléchissant aux concepts avancés. Pour autant, l'intervention du premier ministre ne se veut nullement un devoir de synthèse, y compris pour la « majorité plurielle », mais une contribu-

tion au grand débat en cours sur l'avenir de l'Europe. Celui-ci fera l'objet d'une évaluation provisoire au sommet de Laeken, sous présidence belge, en décembre, mais son véritable aboutissement se situe en 2004.

Le discours de M. Jospin se veut donc fondateur, éloigné du registre tacticien et institutionnel du chef de l'Etat. L'Europe de Jacques Chirac, estimant certains responsables socialistes, est un Meccano institutionnel dénué de projet politique. Or rien ne sert de vouloir améliorer un existant institutionnel, même s'il est globalement inefficace, si on ne définit pas préalablement à quoi il doit servir, estime le premier ministre. La vision européenne de Lionel Jospin devrait donc s'articuler autour de trois thèmes, par ordre de priorité : quelle société et quel projet européens faut-il définir et défendre ? Que doit être la plus-value de l'Europe dans un monde de plus en plus globalisé ? Comment améliorer l'efficacité de l'architecture institutionnelle existante, simple outil dont la vocation est de servir ce projet ? Le souhait du chef du gouvernement n'est pas de proposer des recettes, mais de faire progresser la réflexion des Européens sur ce qu'ils souhaitent être leur avenir commun, leur communauté de destin.

Jusqu'à présent, les responsables gouvernemen-

taux européens ont surtout rivalisé pour présenter une Europe institutionnelle clé en main, une approche qui ne répond pas aux interrogations de peuples européens d'autant plus désorientés que l'élargissement de l'Union éloigne un peu plus l'objectif de forger une « identité européenne ». Quels sont les fondements de cette identité, quelle est la personnalité de l'Europe, son projet et ses finalités ? Par quelle alchimie de culture et de civilisation les Européens acceptent-ils de vivre ensemble dans une organisation politique de plus en plus intégrée ? Ne serait-ce pas le désir commun d'une société solidaire, une société où la liberté de chacun est complémentaire de la liberté de l'ensemble, où tous défendent peu ou prou le même patrimoine social et les mêmes valeurs, de tolérance et de compassion ?

Une telle vision de la société européenne est esquissée dans la Charte des droits fondamentaux, et elle est, à l'évidence, très différente du « modèle américain ». Si tel est le creuset de l'Europe, son projet commun de société, encore faut-il l'assumer et le défendre. Cette tâche est d'autant plus urgente aux yeux de Lionel Jospin que l'Europe est confrontée à une globalisation âpre, qu'il serait vain de vouloir refuser mais qui peut être adoucie par une approche plus humaine, une sorte de troisième voie qui se situerait entre les priorités de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et celles de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'Europe peut et doit être l'un des architectes du nouvel ordre international qui se met en place, sans refuser la loi dominante du marché, mais sans en être le vassal : oui à la globalisation, mais à « visage humain ».

### « FÉDÉRATION D'ÉTATS-NATIONS »

S'il existe un minimum de consensus européen en faveur d'une telle approche, il est judicieux de réformer les instruments et mécanismes institutionnels dont l'Europe a besoin pour réaliser une telle ambition. Sans doute n'est-il pas inutile de rappeler aux fédéralistes européens à tous crins qu'ils se fourvoient en espérant que le premier ministre français pourrait se faire l'avocat d'un projet politique européen qui ne soit pas inspiré par la « matrice » historique de la France, jacobine et républicaine. C'est pour cela que Lionel Jospin ne peut pas adhérer à la vision d'un Gerhard Schröder qui, préoccupé du poids électoral des Länder, propose un vrai fédéralisme décentralisateur pour l'Allemagne et une coquille vide pour l'Europe.

Lionel Jospin adhère au concept de « fédération d'Etats-nations », même s'il pense qu'il convient de définir ce qui doit relever, respectivement, de la logique fédérale et de la responsabilité des Etats. Moderniser les institutions européennes, les renforcer politiquement, accroître leur efficacité et leur légitimité, sans aucun doute. Foutre le rôle de son conseil, il n'en est pas question. Institutionnaliser un groupe de pays « pionniers », comme le suggère Jacques Chirac, pas davantage : une « avant-garde » de pays voulant aller de l'avant sur la voie de l'intégration se détachera nécessairement dans une Europe à vingt ou vingt-sept membres, mais elle ne se décrète pas.

Prenant ses distances avec le fédéralisme du « grand large » qu'il avait appelé de ses vœux il y a un an, Joschka Fischer conforte aujourd'hui le rôle du Conseil et se rallie à la fédération d'Etats-nations. Dès lors, il n'y a plus que des nuances entre sa vision du devenir de l'Europe et celle des socialistes français. C'est pour cela qu'il devrait avoir une initiative franco-allemande, avant le sommet de Laeken, sur la base d'une fédération d'Etats-nations. C'est cela le « fédéralisme à la française », dont Lionel Jospin a l'ambition de faire un projet pour l'Europe.

Laurent Zecchini

► [www.lemonde.fr/ue](http://www.lemonde.fr/ue)

## Le piéton contemporain par Lionel Koechlin



1993. 26 logements pour les employés de la poste. Philippe GAZEAU. 46, rue de l'Ourcq. 19<sup>e</sup>. Le commerçant du rez-de-chaussée vend des bouées, des manques, des perruques et des romans d'amour.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
 Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
 Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux

Secrétaire général du directoire : Alain Fourment  
 Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
 Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometou  
 Directeur artistique : Dominique Royette ; adjoint : François Lollichon  
 Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
 Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
 Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Rédaction en chef centrale : Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre  
 Rédaction en chef : Alain Deboue (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé  
 Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
 Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
 Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
 Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## La dernière année du plan Marshall

**M. TRUMAN** vient d'exposer au Congrès le programme de sécurité mutuelle attendu depuis longtemps, et qui comprend à la fois une aide économique et une aide militaire. On savait que, pour la dernière année du plan Marshall, qui commence le 1<sup>er</sup> juillet, l'assistance économique serait associée à l'assistance militaire. La première ne diffère pas sensiblement du montant prévu, étant admis qu'elle devait diminuer de 25 % d'année en année.

Le relèvement économique de l'Europe étant considéré comme à peu près réalisé (le niveau de la production dépasse partout celui d'avant guerre), l'aide dans ce domaine a désormais pour but de compenser les pertes résultant du réarmement : il devrait normalement entraîner dans la plupart des pays une diminution des

biens de consommation et des exportations.

L'assistance économique comprendra aussi les sommes qui devaient être allouées aux pays asiatiques et à ceux du Proche-Orient au nom du point 4. Compte tenu de ces sommes, elle ne s'élèvera plus qu'à 2 250 millions de dollars, alors que l'assistance militaire atteint 6 250 millions de dollars : différence qui traduit la conjoncture de réarmement où le monde se trouve.

Reste à connaître la répartition. Elle n'est indiquée que par continents. L'Europe recevra 5 240 millions de dollars au titre militaire ; le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, englobant la Grèce et la Turquie, 415 millions. L'Indochine aura une part importante de l'aide à l'Asie, montant à 555 millions de dollars.

(26 mai 1951.)

## M6 ou la dérive commerciale des télévisions privées

**JUSQU'À PRÉSENT**, la France avait été assez miraculeusement préservée de la télévision-réalité. Les « Big Brother » et autres « Survivor », c'était bon pour les Américains, les Italiens, les Allemands ou les Suédois... Le minimum de conscience des actionnaires des chaînes privées françaises les incitait à ne pas franchir un pas supplémentaire vers la télévision-poubelle. Le racolage, le voyeurisme, ce n'était pas pour eux. Selon un sacro-saint principe de dissuasion nucléaire, aucune chaîne privée française ne s'octroyait le droit d'envoyer un pareil missile dans le PAF, le paysage audiovisuel français. Jusqu'à ce que M6 enfreigne ce tabou en diffusant la première « Loft Story ».

Au-delà des ébats et des humeurs de Loana, Jean-Edouard, Philippe ou Laure, cette émission pose un véritable problème sur l'évolution de la télévision privée, qui devient un secteur quelconque de l'économie, soumis au capitalisme ordinaire. L'exception culturelle n'est qu'un vain mot. Tous les coups sont permis pour faire de l'audience et augmenter encore la rentabilité d'une chaîne privée. Sans qu'aucun actionnaire de M6 - qu'il s'agisse de Gérard Mestrallet, le patron de Suez, ou de Didier Belens et Thomas Middelhoff, qui dirigent respectivement RTL Group et

son actionnaire principal Bertelsmann - n'y trouve à redire. Les préoccupations culturelles n'effleurent pas non plus les dirigeants de M6, Nicolas de Tavemost, président du directoire, et Jean Drucker, président du conseil de surveillance, en tête.

### « TOUJOURS PLUS »

Tous ferment les yeux sur les plus grossières dérives commerciales de la télévision, si en contrepartie le cours de Bourse monte et si le ratio bénéfice/chiffre d'affaires, déjà le plus élevé des chaînes hertziennes françaises, s'accroît encore. L'an dernier, le bénéfice net de la chaîne s'est déjà élevé à 103,5 millions d'euros pour un chiffre d'affaires de 742,5 millions d'euros. Les scores d'audience faramineux que récolte « Loft Story » contribuent à doper la valorisation de la chaîne et donc celle des stock-options. La doctrine des actionnaires et des dirigeants se résume ainsi à un simple « toujours plus ». Sans s'apercevoir qu'ils risquent aussi de perdre l'avantage d'une image patiemment construite au cours des années grâce à la diffusion de quelques magazines plus haut de gamme, comme « Capital », « Culture Pub » ou « Zone interdite », qui ont presque failli faire oublier aux téléspectateurs les flots de séries américaines également pro-

grammés sur M6. TF1 emboîtera le pas de M6 dès cet été, en diffusant son propre jeu de télé-vérité. L'effet de contagion va se concrétiser, prouvant, s'il en est besoin, que la logique économique des chaînes privées françaises obéit à des règles bien manichéennes de profit maximum.

Pas plus que Nicolas de Tavemost, Patrick Le Lay, PDG de TF1, ne semble s'encombrer de préoccupations éthiques. Pourtant, il est bien le premier donneur de leçons, prêt à dénoncer « l'entrée fracassante de M6 dans la trash-télé ». Avant de programmer la version française de « Survivor », il n'hésite pas à en appeler à la vertu de son actionnaire principal et à affirmer qu'il maintiendra le « cap fixé par Francis Bouvygues en 1987 », lors de la privatisation de TF1 : « S'adresser à tous les Français (...) dans le respect de leurs convictions, de leurs croyances et de leur dignité » (Le Monde du 11 mai).

Dans un tel dossier, le Conseil supérieur de l'audiovisuel montre une fois encore que sa marge de manœuvre est dérisoire. Il n'a aucune compétence pour réglementer les programmes diffusés sur satellite - et donc la « vraie-fausse » vie en direct des candidats dans le loft - ou sur Internet, où l'on trouve toutes les images crues de « Loft Story ». Sauf à déplorer l'abus d'alcool et de tabac

dans l'émission et à modifier un peu les règles du jeu, les neuf sages ne pourront trouver une réelle légitimité qu'en intervenant directement dans les nouveaux cahiers des charges des chaînes privées. Sans quoi, ils risquent d'être qualifiés non plus de gardiens de square - selon l'expression de Jacques Rigaud, l'ancien administrateur délégué de la CLT -, mais bien de gardiens de loft...

M6 va-t-elle inaugurer l'ère d'une « berlusconisation » des télévisions en France ? Un tel phénomène semble laisser de marbre nos voisins. Sauf en Allemagne, où de nombreux intellectuels se sont érigés contre l'arrivée de la « télévision-poubelle » en Europe, personne ne comprend l'ampleur de la polémique qui est née dans l'Hexagone. Une seule chose est sûre, après le « Edouard m'a tué » lancé par André Rousselet, président de Canal+ au moment où la recomposition capitaliste de la chaîne cryptée lui échappait, en février 1994, Edouard Balladur étant premier ministre, c'est au tour de Jean-Edouard, l'un des héros enfermés dans le loft qui sert de faire-valoir à M6, de « tué » une ère de la télé.

Nicole Vulser

► [www.lemonde.fr/loftstory](http://www.lemonde.fr/loftstory)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE  
 Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)  
 ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60  
 Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfiches : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

**FINANCES** L'ouverture d'une information judiciaire par la justice luxembourgeoise pour blanchiment, abus de biens sociaux, faux et usage de faux, contre les dirigeants de

Clearstream a provoqué une onde de choc sur la place financière luxembourgeoise. ● CARLOS ZEYEN, substitut du procureur au service anti-blanchiment du parquet économi-

que et financier du grand-duché, indique dans un entretien au Monde que la justice devrait pouvoir trancher sur une éventuelle confirmation, ou non, du scénario de blanchiment,

dans cinq à six semaines. ● CETTE ENQUÊTE sur la société de compensation basée au Luxembourg, où transition chaque jour quelque 200 milliards d'euros, met en lumière un sys-

tème opaque, sur lequel aucun contrôle sérieux ne s'exerçait. ● VÉRITABLE INSTITUTION au Luxembourg, Clearstream était loin d'être un employeur modèle.

## L'enquête sur Clearstream ébranle la place financière luxembourgeoise

La justice du grand-duché a ouvert une information judiciaire contre les dirigeants de cette société qui se trouvent au cœur du système bancaire européen. Utilisé par toutes les grandes banques européennes, cet établissement était une véritable institution

### LUXEMBOURG

de notre envoyée spéciale

Une véritable bombe menace le système financier européen. Elle éclaterait si l'enquête ouverte par la justice luxembourgeoise contre la société de compensation Clearstream, basée à Luxembourg, confirme dans les semaines à venir les affirmations des témoins qui prétendent que des actes de blanchiment ont été commis (Le Monde du 18 mai). Créée par les plus grands noms de la banque européenne pour faciliter les échanges de titres et d'espèces, Clearstream est ce qu'on appelle une société de compensation (lire ci-dessous). Au terme de l'audition d'une trentaine de témoins lors de l'enquête préliminaire, Carlos Zeyen, substitut du procureur du Grand-Duché, a transmis le dossier, vendredi 11 mai, au juge d'instruction Ernest Nilles, qui a ouvert une information judiciaire contre les dirigeants de Clearstream. Elle porte sur le blanchiment, l'abus de biens sociaux, le faux et usage de faux, le détournement de fonds. La priorité de la justice est de vérifier si des actes de blanchiment ont été commis, comme l'indique le livre Révélation\$, de Denis Robert et Ernest Backes, publié fin février (éditions Les Arènes), qui avait suscité bien des interrogations (Le Monde du 28 février) en raisons de certaines erreurs manifestes.

Au stade actuel de l'enquête, certains témoins ont confirmé des manipulations de comptes évo-

quées dans le livre. La justice doit vérifier ces affirmations, faisant état d'une double comptabilité et mentionnant que certains comptes n'ont pas été intégrés dans la comptabilité ou ont été effacés, ce qui serait alors un scénario possible de blanchiment. Un témoin-clé, responsable de l'informatique, est entendu régulièrement par la justice. Il affirme qu'une centaine de comptes (15 % des montants qui transitent par Clearstream) auraient échappé au circuit officiel, grâce à un programme informatique complexe.

### « BOÎTES NOIRES »

Au lendemain de la publication dans Le Monde (du 10 mai) d'une tribune dans laquelle, entre autres, les juges Eva Joly et Renaud Van Ruymbeke évoquaient « les boîtes noires de la mondialisation financière », l'ouverture d'une information judiciaire a provoqué un coup de tonnerre au Luxembourg. Elle a poussé le conseil d'administration de Clearstream à suspendre, dès le 15 mai, André Lussi, président de Clearstream, de ses fonctions, ainsi que deux très proches collaborateurs, Robert Massol, responsable des ressources humaines, et Carlos Salvatori, directeur général. Selon nos informations, David Cowan, directeur de la communication, aurait été remercié, ce que dément Clearstream, qui affirme qu'il « est en vacances ». La Bourse allemande, actionnaire de Clearstream à

hauteur de 50 % depuis 1999, a sans doute fortement pesé dans la décision de suspendre l'équipe de direction de Clearstream.

Côté Clearstream, on réfutait en bloc, dès la fin février, ces accusations, en s'appuyant sur deux audits réalisés par KPMG, qui vérifie ses comptes depuis une dizaine

demandé à Andersen, concurrent direct de KPMG, afin, notamment, de « vérifier si KPMG a fait son travail de façon consciencieuse ». Toujours est-il que le doute a été semé au sein de la classe politique et financière de Luxembourg. Le milieu bancaire n'a semble-t-il guère apprécié l'ouverture d'une infor-

mation judiciaire, et continue à faire le dos rond. « Il y a un couvre-feu total sur la place financière du Luxembourg », observe un banquier local qui veut rester anonyme. La Banque centrale du Luxembourg (BCL) s'est contentée d'un communiqué, le 16 mai, qui mentionne que « le système de règlement d'opérations sur titres soumis à sa surveillance fonctionne normalement ». De

même, la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) n'a pas souhaité nous répondre non plus. Seule l'Association des banques et banquiers luxembourgeois (ABBL), par la voix de son directeur, Lucien Thiel, nous a indiqué qu'elle souhaitait « que la lumière soit faite le plus vite possible », relayant l'opinion de la classe politique et financière. Ces acteurs s'évertuent à dédramatiser la situation.

truction judiciaire, l'image du Luxembourg, déjà altérée, pourrait être davantage ternie. « Les autorités judiciaires veulent que plus aucun doute ne subsiste sur la place », ajoute M. Thiel. Le fonctionnement des organes de tutelle de Clearstream, la BCL et la CSSF, est d'ores et déjà remis en cause. Avant même d'être soupçonné de blanchiment, Clearstream avait dû admettre, en février, des erreurs de valorisation sur le montant des titres en dépôts, portant sur la somme colossale de 1 700 milliards d'euros, soit environ la moitié de la valeur des titres déposés. Ni la BCL ni la CSSF ne s'étaient alors manifestées !

De son côté, la mission parlementaire française sur « la délinquance financière et le blanchiment des capitaux en Europe », présidée par le député Vincent Peillon (PS, Somme), suit de près ce dossier. Elle devait entendre, mercredi 23 mai, le témoin-clé, mais ce dernier doit pour l'heure rester à la disposition de la justice luxembourgeoise. « Notre principe n'est pas d'interférer dans les procédures judiciaires en cours, mais elle n'exclut pas de déposer une plainte si nécessaire », souligne-t-on à la mission.

Comme le disent Eva Joly et Renaud Van Ruymbeke, l'affaire Clearstream ne fait sans doute que commencer.

P. Sa.

### 6 000 milliards de francs blanchis selon le FMI

Le blanchiment consiste à « retraiter des produits d'origine criminelle pour en masquer l'origine légale », selon la définition du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (Gafi), organisme intergouvernemental. Selon le Gafi, le volume du blanchiment des capitaux dans le monde se situe entre 2 % et 5 % du produit intérieur brut mondial, soit plus de 3 000 milliards de francs, l'équivalent de la production totale de l'économie espagnole. Le Fonds monétaire international estime, pour sa part, ce volume à 6 000 milliards de francs ! D'où vient l'argent du blanchiment ? En grande partie du trafic de stupéfiants, mais aussi de racket, vol, prostitution, trafic d'organes, actes terroristes, etc. Les « blanchisseurs » utilisent a priori des moyens « légaux », mais qu'ils détournent de leurs objectifs, souligne le cabinet Andersen. Ce sont par exemple le secret bancaire, les paradis fiscaux, la suppression des frontières nationales, le passage à l'euro, etc., ajoute le cabinet d'audit.

d'années, et sur le cabinet d'avocats Freshfields Bruckhaus Deringer. Dès l'ouverture de l'enquête préliminaire, la justice a convoqué la direction de Clearstream, qui a alors proposé de confier une nouvelle expertise... à KPMG. « Il leur était demandé d'être leur propre conseil », confie un observateur. Les juges ont peu apprécié : un audit conjoint sur les comptes a alors été

demandé à Andersen, concurrent direct de KPMG, afin, notamment, de « vérifier si KPMG a fait son travail de façon consciencieuse ». Toujours est-il que le doute a été semé au sein de la classe politique et financière de Luxembourg. Le milieu bancaire n'a semble-t-il guère apprécié l'ouverture d'une infor-

### IMAGE ALTÉRÉE

« Au vu du rapport intermédiaire [de KPMG, ndr], il n'y a pas de raison de croire que la législation sur le secteur financier ne soit pas respectée », observe Jeannot Krecké, président du groupe socialiste au Parlement, tout en expliquant attendre le rapport définitif des auditeurs, qui devrait être remis début juin. « On a demandé au ministre de la justice que les allégations du livre soient vérifiées, et infirmées si nécessaire », souligne M. Krecké, visiblement peu à l'aise sur cette affaire. Quoi qu'il en soit, et même si Clearstream a porté plainte contre ses auteurs, les propos sont nettement moins affirmatifs qu'au moment de la sortie du livre Révélation\$, quand l'ABBL qualifiait ses affirmations de « loufoques ». Aujourd'hui, les langues se délient. Certains mettent en avant la personnalité de M. Lussi, contestée notamment sur le plan des relations sociales.

Quelle que soit l'issue de l'ins-

P. Sa.

### Carlos Zeyen, substitut du procureur

## « Nous devrions être fixés sur une éventuelle confirmation de blanchiment d'ici cinq à six semaines »

Agé de quarante-six ans, Carlos Zeyen est substitut du procureur au service anti-blanchiment du parquet économique et financier de Luxembourg depuis 1998 et délégué du parquet auprès du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (Gafi) depuis 1999. Marié et père de trois enfants, il a fait des études de droit à l'université de Grenoble et est devenu un avocat spécialisé dans les audits juridiques et financiers de 1979 à 1998. Le parquet luxembourgeois présente la spécificité de porter deux casquettes : celle d'autorité judiciaire et celle de service de renseignement financier du Gafi. A ce titre, il est en quelque sorte l'équivalent de Tracfin – la cellule du ministère des finances en France chargée de la lutte contre le blanchiment – avec lequel un accord de collaboration a été signé. Il a accepté de parler de l'enquête en cours sur Clearstream.

« Comment l'enquête a-t-elle démarré ?

– Je tiens d'abord à souligner que le dossier se trouve actuellement entre les mains du juge d'instruction, de sorte que le respect du secret de l'instruction s'impose. Le parquet ne peut s'exprimer qu'en respectant les droits de la défense, la vie privée ainsi que les nécessités de l'enquête.

« Le parquet a été alerté le 26 février par des articles de presse présentant le livre Révélation\$, de Denis Robert et Ernest Backes, suggérant qu'à travers un système de comptes secrets, Cedel (aujourd'hui Clearstream) aurait effectué des opérations de blanchiment d'argent. Les auteurs citent un certain nombre de noms et scandales financiers internationaux dont celui de la Menatop (une banque russe). Le parquet a ouvert une enquête préliminaire afin de vérifier si des infractions à la loi pénale en général, et aux dispositions de lutte anti-blanchiment en particulier, ont été commises.

– Où en êtes-vous aujourd'hui de cette enquête ?

– Suite à l'audition d'un certain

nombre de témoins, le parquet a décidé, en date du 11 mai, de requérir l'ouverture d'une information judiciaire afin de vérifier la véracité de certaines dépositions, le juge d'instruction disposant à cet effet de pouvoirs d'investigation propres, notamment en ce qui concerne des mesures coercitives.

« Si l'enquête préliminaire a été axée autour d'éventuelles manipulations, tant au niveau des

**Le combat contre ce type particulier de criminalité va nécessiter un renversement de la charge de la preuve à partir du moment où un soupçon existe sur l'origine des fonds**

comptes propres que des comptes clients, notre priorité absolue consiste évidemment à vérifier les allégations de blanchiment d'argent. Il en va aussi de la réputation de la place financière de Luxembourg. Aucun doute à ce sujet ne doit subsister. Des moyens spéciaux ont été mis en place au niveau de la justice et du service de police judiciaire.

– Pensez-vous aujourd'hui que des actes de blanchiment d'argent ont été commis ?

– Des témoins se sont exprimés en ce sens. La preuve n'a cependant pas encore été apportée.

– Quand pensez-vous aboutir ?

– Nous devrions être fixés sur une éventuelle confirmation ou non du scénario de blanchiment dans cinq ou six semaines.

– Vous attendez-vous à recevoir des commissions rogatoires ?

– Je ne puis évidemment pas l'exclure.

– Pensez-vous que les législations en matière de blanchiment sont adéquates ?

– Dans le rapport du service anti-blanchiment luxembourgeois pour les derniers exercices, j'ai relevé, me fondant sur l'avis de nombreux experts, qu'un combat tant soit peu efficace contre ce type particulier de criminalité et de criminels va probablement nécessiter un renversement de la charge de la preuve à partir du moment où un soupçon existe sur l'origine des fonds.

– Il existe en France une mission parlementaire sur le blanchiment présidée par le député Vincent Peillon (PS, Somme), qu'en pensez-vous ?

– Cette commission spéciale ne peut évidemment pas interférer dans le dossier qui occupe actuellement la justice luxembourgeoise. Pour autant qu'elle œuvre de façon générale, en vue d'éliminer dans la mesure du possible ce que des collègues ont récemment qualifié dans vos colonnes de « boîtes noires » de la mondialisation financière (Le Monde du 10 mai), cela constitue évidemment une mission légitime et louable et qu'il s'agit de soutenir. En cela, je ne veux aucunement insinuer que Clearstream, qui continue de bénéficier de la présomption d'innocence, ait constitué un tel « trou noir ».

– Subissez-vous des pressions comme certaines personnes le laissent entendre ?

– Aucune. Le ministre luxembourgeois de la justice, Luc Frieden, a d'ailleurs souvent rappelé que notre pays n'a aucun intérêt à être vu par les autres comme un centre offrant ses services à la grande criminalité organisée. Il a également répondu à un journaliste que l'exercice actuel de la justice est une preuve que nous sommes une place financière sérieuse. »

Propos recueillis par Pascale Santi

## La compensation : un univers complexe et opaque

● **Le règlement-livraison.** Lorsqu'une transaction est réalisée entre deux établissements, un mouvement de titres du vendeur vers l'acheteur doit intervenir en échange du règlement des espèces de l'acheteur vers le vendeur.

● **La compensation (clearing).** C'est l'endroit où l'échange entre les propriétaires d'actifs financiers devient réel et définitif.

● **Les sociétés de compensation.** Elles gèrent le transfert des titres d'une société à l'autre une fois qu'ils ont été négociés à la Bourse. Cette activité est apparue dans les années 1960, pour faciliter le règlement et la livraison des euro-obligations naissantes (à l'époque imprimées), libellées dans différentes devises, et réparties un peu partout dans le monde. Cette activité de gardien des titres regroupait les comptes-titres des grandes banques. C'est à cette époque que sont nés Cedel (devenu Clearstream), à Luxembourg, et Euroclear, à Bruxelles. Cette activité s'est rapidement

élargie aux actions, aux fonds d'investissement, et aux autres instruments financiers.

● **Les comptes non publiés.** L'affaire Clearstream a révélé que certains comptes n'étaient pas publiés. Cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas comptabilisés. Il peut y avoir de nombreuses raisons légitimes d'avoir des comptes non publiés. Par exemple, lors du versement d'une rançon, un compte non publié peut relever de la priorité absolue.

● **Contrôle.** Les différents systèmes de compensation en Europe ont jusqu'ici échappé à toute surveillance rigoureuse, les autorités considérant que ces activités, entre les mains d'organismes institutionnels, nécessitaient moins de contrôle que les banques.

● **Clearstream International.** La société est née en octobre 1999 de la fusion des activités de règlement-livraison et de conservation de titres du luxembourgeois Cedel International et de la société de

compensation de la Bourse allemande.

André Roelants, président du directoire de la Banque internationale à Luxembourg (groupe Dexia) et administrateur de Clearstream, assure l'intérim de la présidence depuis le 15 mai. Il remplace André Lussi, « suspendu de ses fonctions ».

Plus de 150 millions de transactions ont été traitées par Clearstream en 2000, avec plus de 2 000 clients. Le montant des titres conservés s'élevait à 7 420 milliards d'euros fin 2000.

Deutsche Börse détient 50 % du capital de Clearstream International. Le reste étant détenu par Cedel International, propriété de 93 banques internationales (dont les principales banques françaises), aucune banque ne pouvant avoir plus de 5 % du capital. La Deutsche Börse souhaiterait prendre le contrôle total de Clearstream.

P. Sa.

## Des pratiques sociales contestables mais impunies

### LUXEMBOURG

de notre envoyée spéciale

« Un drôle de climat » : c'est ainsi que plusieurs anciens cadres de Clearstream qui acceptent de parler, résumant, sous couvert d'anonymat, l'ambiance chez Clearstream, cette société discrète qui emploie pas moins de 2 000 salariés dans le monde dont une grande partie au Luxembourg. Les personnes en poste ont pour mot d'ordre de ne pas parler à la presse. « Les dirigeants veulent faire entrer les salariés dans un moule, les conditionner », affirme un ancien cadre. Le turn-over y est de notoriété publique. Certains dénoncent même une gestion « agressive », avec une « forte pression sur le personnel, parfois mis sur écoute ».

Les conflits avec les syndicats sont légion. La section banques-assurances de l'OGB-L (Confédération syndicale indépendante du Luxembourg) est le seul syndicat présent. « J'ai toujours dénoncé la gestion chez Clearstream, où les lois étaient bafouées et où la délégation du personnel n'existait pas », regrette Armand Drews, président du syndicat. « Nous ne pouvons accepter

que les règles primaires de la justice sociale et de respect élémentaire de la législation sociale soient bafouées de façon aussi grossière », écrit-il l'OGB-L au ministère du Travail en mars. Le syndicat ne cesse de pointer du doigt depuis des années les manquements de Cedel (devenu Clearstream) aux législations du travail en vigueur.

### IMMOBILISME

Dans ce contexte, l'inspection du travail reste étonnamment discrète et peu active. Préoccupé de cette situation, le groupe parlementaire socialiste luxembourgeois a demandé à être reçu par le ministère du travail, se demandant pour quelle raison rien n'a jamais été fait. « Le ministère du travail doit aujourd'hui s'expliquer sur les infractions à la législation du travail commises par Clearstream », critique Jeannot Krecké, président du groupe parlementaire socialiste. Selon certains observateurs, l'inspection du travail aurait tenté d'intervenir mais elle aurait subi des pressions pour ne pas agir.

« Personne ne veut y toucher car Clearstream est l'un des plus gros employeurs du pays », note un

expert luxembourgeois. André Lussi a toujours noué des relations étroites avec la classe politique du grand-duché mais aussi de toute l'Europe. Autre thèse qui prévaut pour expliquer cet immobilisme : « On ne touche pas à la vache à lait de l'économie nationale », indique le journal luxembourgeois d'Land.

Il est vrai que les activités de la place financière représenteraient 35 % du produit intérieur brut du Luxembourg.

P. Sa.



# Le gouvernement italien limite le droit de vote d'EDF dans le capital de Montedison

La banque d'affaires Mediobanca cherche à organiser une contre-offensive

Le gouvernement de Giuliano Amato a pris, jeudi 24 mai, un décret-loi qui limite à 2 % les droits de vote d'EDF dans le capital de Montedison.

son pour les décisions touchant à l'acquisition ou construction de centrales. Cette mesure politique offre un répit à la banque d'affaires Mediobanca, qui tente de battre le rappel de toutes les forces en présence au sein du conseil d'administration de la société qu'elle contrôle.

est devenue cruciale. Mediobanca est-elle en mesure de demander la solidarité de ses partenaires bancaires, alors qu'elle n'a pas tenu compte de l'avis de la Banca di Roma et d'Intesa, voilà moins d'un mois, lors du conflit pour la présidence de l'assureur Generali ? Quant à l'apparition d'un chevalier blanc italien, elle est d'autant moins probable que les actions Montedison ont atteint une cote record.

ROME et MILAN  
de nos correspondants

En dépit de sa prise de participation de 21 % dans le capital de Montedison, EDF ne disposera, pour certaines décisions, que de 2 % des droits de vote dans la société italienne. Ainsi en a décidé le Conseil de ministres réuni à Rome jeudi 24 mai en fin d'après-midi. Le gouvernement de Giuliano Amato a pris un décret-loi, immédiatement applicable et qui s'étend à toutes les sociétés publiques et monopolistiques étrangères qui entreraient dans les entreprises italiennes du secteur énergétique.

Le décret a aussitôt été porté à la connaissance de la nouvelle majorité parlementaire issue du scrutin du 13 mai, le centre droit mené par Silvio Berlusconi, et il a été transmis à la Commission européenne.

Pour le moment, cela ne change rien, car cette limitation des droits ne s'applique qu'en cas de vote sur des opérations d'acquisition ou de construction de centrales électriques. Mais tous les moyens sont bons pour faire savoir à EDF qu'elle n'est pas maîtresse à bord. Le groupe français avait évoqué la possibilité de céder à Edison, la filiale de Montedison dans l'énergie, sa part de 30 % dans deux centrales électriques italiennes. Giulio

Del Ninno, l'administrateur délégué d'Edison, estime que cette opération « servirait seulement à financer indirectement l'offensive » d'EDF. Le gouvernement italien l'a entendu.

Le conseil des ministres a par ailleurs demandé à l'Enel de retarder d'un mois l'ouverture de l'opération « vente de centrales ». Montedison, qui produit de l'électricité avec ses filiales Edison et Sondel, est candidate à l'achat des centrales que l'Enel, ex-monopole public, doit céder. Le blocage des voix d'EDF permettra de neutraliser le géant public français, déjà présent dans la compétition par l'intermédiaire d'Atel, une société suisse alliée aux municipalités de Turin et de Milan dans la course pour les achats des centrales d'Enel.

Giuliano Amato et ses ministres bénéficient de l'appui de Silvio Berlusconi, futur président du conseil, comme du soutien des milieux d'affaires italiens. Parmi eux, Antonio D'Amato, le président du patronat, Fedele Confalonieri, PDG de Médiaset (la société télévisuelle de la holding de Silvio Berlusconi) et Cesare Romiti, à la tête de la RCS et ex-responsable de Mediobanca.

L'entrée d'EDF au capital de Montedison est vécue pratiquement comme une OPA hostile.

Une réunion extraordinaire du conseil d'administration du groupe italien devrait se tenir dans les prochains jours pour organiser la défense. Le conseil regroupe des proches de la banque d'affaires Mediobanca, qui tenait les rênes de Montedison depuis 1993 avec une part de 15 %, mais il ne reflète plus les positions de l'ensemble des actionnaires.

DE ZALESKI À AGNELLI

Le financier Romain Zaleski, chef de file, jusqu'à l'arrivée d'EDF, des opposants à Mediobanca et qui détient encore 10,25 % de Montedison, a démenti, dans un entretien au quotidien *Les Echos* du vendredi 25 mai, toute action de concert avec le groupe français : « Je ne suis pas l'homme de paille d'EDF », a-t-il affirmé. Une clarification d'autant plus nécessaire que, selon la loi italienne, tout groupe d'actionnaires dépassant le seuil de 30 % est tenu de lancer une OPA... M. Zaleski n'a cependant pas caché ses préférences, en déclarant : « Je pense qu'EDF peut apporter beaucoup à la branche énergétique de Montedison. »

La position des banques - Banca di Roma, Banca Intesa et Sanpaolo IMI détiennent ensemble environ 14 % du capital de Montedison -

Des voix se sont élevées contre la décision du gouvernement, dont celle de l'administrateur délégué de l'Enel, Vittorio Mincato, et celle du président de Telecom, Roberto Colaninno, qui voit « mal ce décret dans la logique du marché libre et de la libre entreprise ». L'appui le plus éclatant est sans doute celui de Giovanni Agnelli, président d'honneur de Fiat, qui critique la « gestion par Mediobanca, menée avec peu de clairvoyance », de l'opération Montedison.

Quand on connaît le poids de Fiat et de l'Institut financier San Paolo de Turin dans Mediobanca, dont la mise en pièces a commencé à la mort de son leader mythique Curcio, on peut s'interroger sur la suite des événements.

Danielle Rouard  
et Marie-Noëlle Terrisse

## Le patronat demande à M. Berlusconi des « choix fermes, même impopulaires »

ROME

de notre correspondante

« Une assemblée générale ordinaire entre deux législatures » : ainsi le président Antonio D'Amato a-t-il ouvert à Rome, jeudi 24 mai, la réunion de la Confindustria (l'équivalent italien du Medef), qui a connu une affluence record. Certes, il a rendu un hommage appuyé au ministre sortant de l'industrie et du commerce extérieur, Enrico Letta, présent, « comme le veut la tradition », et ce dernier a dressé le bilan positif de l'action du gouvernement de centre-gauche, (« inflation réduite, croissance assurée et entrée dans l'euro ») en précisant les défis posés à son successeur. Mais à l'évidence c'est à un grand absent, Silvio Berlusconi, futur président du Conseil, dont M. D'Amato a déploré qu'il ait décliné son invitation, que les vœux enthousiastes de l'assemblée se sont adressés.

« Faites des choix difficiles, et vite, même s'ils sont impopulaires, nous sommes prêts à les assumer, pour rendre l'Italie plus moderne, plus juste,

plus unie », a lancé en résumé le président de Confindustria, dont le discours sans débat a duré cinquante minutes. En substance, il s'agit d'abaisser la fiscalité, et de rendre le travail plus flexible, en revenant sur des garanties comprises dans le contrat de travail, y compris sur celles concernant les licenciements. La réponse du probable futur Premier a été immédiate : « Un homme d'Etat doit faire des choix, fussent-ils impopulaires, et je les ferai. D'ailleurs ensuite ils se révéleront populaires et avantageux pour tous. »

« LA CONFINDUSTRIA NOUS TROUVERA »

Les dirigeants de deux centrales de salariés, UIL et CISL (chrétien), présents à l'assemblée de la Confindustria, se sont déclarés « ouverts au dialogue ». Mais Sergio Cofferati, le secrétaire général de la CGIL, principale formation avec ses quatre millions d'adhérents, absent volontairement de la réunion, a immédiatement fait savoir que « la Confindustria nous trou-

vera sur sa route ». Ses colla borateurs, le numéro deux Guglielmo Epifani et le secrétaire confédéral Walter Cerfada, ont précisé leur refus. Pour W. Cerfada, « D'Amato repropose que l'avantage fiscal aille aux entreprises, tout en réduisant les pensions et les salaires, alors qu'on maintiendra les taux d'inflation programmés, (...) Il veut de plus réintroduire les licenciements. C'est donc un programme de rupture qui pourrait entraîner le conflit et la déchirure sociale. J'espère que le gouvernement ne le suivra pas ».

Décidément, Silvio Berlusconi, une fois investi, va avoir du pain sur la planche. Déjà, prétextant un mauvais état des comptes publics, ce que conteste violemment le gouvernement sortant, le futur président du conseil est revenu sur certaines de ses promesses électorales parmi les plus fortes : ainsi, par exemple, l'« abrogation » de la taxe sur les successions devient une « diminution ».

D. R.

## Le London Stock Exchange va être coté sur son propre marché

LONDRES

de notre correspondant à la City

Depuis le double électrochoc de l'abandon d'Ix, le projet d'alliance avec la Deutsche Börse, et l'échec du raid entrepris par OM Gruppen, l'organisme qui gère la Bourse de Stockholm, les professionnels de la City attendaient. Et voilà que, aujourd'hui, face à la mondialisation, le London Stock Exchange (LSE) a franchi le pas en annonçant sa propre introduction en Bourse d'ici à la fin juillet. La cotation de la Bourse de Londres sur son propre marché marque une nouvelle éta-

pe de la modernisation de la première corbeille européenne, au moins aussi importante que le « Big Bang » de 1986, expression désignant l'abandon de la crie et l'irruption du tout-électronique.

Abandon du marché secondaire actuel qui sera réservé aux seuls actionnaires, recherche d'accords stratégiques et de partenariats, développement par le biais de fusions, d'acquisitions, de filiales communes, levée de la règle interdisant à un actionnaire de détenir plus de 4,9% du groupe... : ce choc, sensé répliquer à la concurrence internationale accrue, est rude, mais bien accueilli par les experts.

UNE SOCIÉTÉ COMME UNE AUTRE

« La nouvelle équipe dirigeante a pris conscience que pour survivre, la Bourse de Londres devait devenir une entreprise comme une autre. Les besoins en capitaux seront plus facilement satisfaits que sous le régime actuel croupion. Le LSE s'apprête à vivre de riches heures. Mais gare si ses dirigeants ne gèrent pas la Bour-

se dans le seul intérêt de leurs actionnaires ni dans la transparence », indique Richard Bearsley, de la London Business School. A l'inverse de son prédécesseur, Clara Furse, la directrice générale nommée en février, fait partie de ces nouveaux patrons qui savent se montrer sensibles à l'évolution du cours de ses titres en Bourse. Aussi, ce statut facilitera la levée de fonds nécessaire à l'expansion à l'étranger, particulièrement auprès des émetteurs et des investisseurs en Europe continentale et en Asie.

Enfin, aux yeux des marchés, trois atouts doivent faciliter cette introduction : l'impressionnante force financière et le savoir-faire des institutions britanniques et étrangères de la City, la réglementation souple édictée par la Financial Services Authority et... la probable réélection triomphale d'un gouvernement travailliste qui respecte ses activités et assure la stabilité.

Persuadée que le LSE pourra rester indépendant en terme, Clara Furse estime que cette mise sur le mar-

ché lui permettra de négocier en position de force une association à l'international. Pour l'instant, le partenaire préféré des actionnaires est le Nasdaq, le marché américain des valeurs à fort potentiel de croissance.

RISQUE D'OPA

Les succès est-il pour autant garanti pour la vénérable Bourse, qui vient de fêter son bicentenaire ? Pas tout à fait, à en croire John Board, professeur à la London School of Economics : « En devenant une société cotée, le Stock Exchange s'expose à une OPA hostile. Combien de temps cette institution réputée imparable après l'échec des Suédois d'OM sera-t-elle à l'abri d'un prédateur ? » Jugé moins dynamique que Francfort, Londres est affaibli par l'absence de liens avec son marché à terme, le Liffe, et souffre de l'absence de stratégie concrète en matière de système de compensation et de règlement. Les transactions intérieures et internationales restent, de surcroît, plus chères à Londres qu'à Francfort, considéré comme le rival numéro un sur le Vieux Continent. Nombre d'observateurs s'inquiètent encore des possibles dissensions internes entre la direction et un conseil d'administration « musclé », où une partie des représentants des grandes maisons de courtage ont été remplacés par des « outsiders » comme les fonds d'investissement. Par ailleurs, Clara Furse doit tenir compte des inquiétudes de l'influente association Apcims, regroupant les gestionnaires et courtiers de fonds privés, qui n'entendent pas être lésés.

Marc Roche

## Virgin dément s'intéresser au dossier AOM-Air Liberté

LA POURSUITE de la grève des salariés d'AOM-Air Liberté entraîne de nombreuses perturbations aériennes à l'occasion du pont de l'Ascension. A Orly, jeudi 24 mai, 60 % du trafic a pu être assuré, selon la direction, mais tous les vols ont été annulés vers Marseille, Montpellier et Genève, et ils ont été peu nombreux pour Toulouse ou Bordeaux. Pour vendredi, la compagnie affirmait pouvoir assurer 80 % des vols intérieurs ainsi qu'un vol pour Fort-de-France, un pour Pointe-à-Pitre et un pour la Réunion. Jeudi, la compagnie britannique Virgin Express a démenti être candidate à la reprise d'AOM-Air Liberté. Pourtant, Gilles Nicoli, délégué CFDT et secrétaire du comité d'entreprise, a confirmé au *Monde*, le même jour, qu'il avait été informé d'une offre de reprise par un cabinet de conseil britannique, AITI, affirmant agir pour le compte de Virgin. Le PDG du groupe français, Marc Rochet, « ne souhaite faire aucun commentaire », a indiqué à l'AFP jeudi soir la direction d'AOM-Air Liberté.

Un comité d'entreprise doit se tenir lundi, qui doit apporter un complément d'information sur le projet de restructuration et permettra peut-être d'y voir plus clair quant aux différents repreneurs en lice.

## Volkswagen céderait une part d'Audi pour prévenir une OPA

VOLKSWAGEN est en train de réfléchir à toutes les solutions pour se prémunir contre une prise de contrôle hostile. Dernière hypothèse en date, le constructeur allemand pourrait céder une part de sa marque de luxe Audi, indique, vendredi 25 mai, le quotidien américain *The Wall Street Journal Europe*. Le capital de Volkswagen est jusqu'à présent verrouillé. Le Land de Basse-Saxe dispose avec 20 % du capital d'une minorité de blocage. Une loi allemande, qui date de 1946, interdit aux autres actionnaires de détenir plus de 20 % des droits de vote de l'entreprise, même si l'un d'entre eux dispose d'une participation majoritaire. Cette arme anti-OPA pourrait être remise en cause par la Commission européenne, qui est en train d'enquêter sur cette disposition. Bruxelles examine si elle est conforme à la liberté de mouvement des capitaux au sein de l'Union européenne.

La vente partielle d'Audi, qui représente un quart du bénéfice opérationnel de l'entreprise, « pourrait être utilisée comme une pilule empoisonnée en cas d'attaque », a déclaré une source proche de l'entreprise, qui envisage cette hypothèse « à moyen terme ».

## Six pays développeraient un avion de combat européen unique

LA RELÈVE des Eurofighter, Saab Gripen et du Rafale de Dassault pourrait être assurée prochainement. Selon le *Financial Times Deutschland* du 25 mai, six pays et cinq avionneurs européens s'apprêteraient à rendre publique à la mi-juin, lors du Salon de l'aéronautique du Bourget, une déclaration d'intention commune en vue de développer ensemble un nouvel avion de combat. Ce nouvel appareil pourrait être opérationnel d'ici environ quinze ans, a déclaré un porte-parole du groupe EADS, cité par le quotidien allemand.

EADS, l'italien Alenia, le britannique BAE Systems, le français Dassault et le suédois Saab sont les cinq groupes concernés. Quant aux six pays, ce sont l'Espagne, l'Italie et les quatre pays déjà associés au sein d'un programme commun, ETAP (European Technology Acquisition Programme), l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et la Suède.

## BNP Paribas ne négocierait plus avec la banque de Singapour OUB

BNP PARIBAS se serait retirée des négociations visant à prendre une participation de près de 20 % dans la quatrième banque de Singapour, l'Overseas Union Bank (OUB), pour un montant de 800 millions de dollars (930 millions d'euros). Les discussions auraient été arrêtées en raison de problèmes réglementaires, écrit en effet le *Financial Times* du vendredi 25 mai. L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a toutefois démenti qu'elle était impliquée dans cette transaction. « Je pense avoir déjà été clair à ce sujet : il n'y a pas de refus réglementaire de transactions de ce type entre entreprises », a déclaré Tharman Shanmugaratnam, directeur général de la mas, à l'agence Reuters. M. Shanmugaratnam a même dit encourager « en général » la participation de banques étrangères dans des banques locales. BNP Paribas s'est refusé de son côté à tout commentaire.

## Citigroup va faire disparaître le nom de Salomon Smith Barney

LE PLUS IMPORTANT GROUPE financier des Etats-Unis, Citigroup, va faire disparaître le nom de sa filiale de courtage Salomon Smith Barney au premier trimestre 2002. L'essentiel de ses activités passera en effet sous la bannière de Citigroup Corporate and Investment Bank, le département de la banque américaine spécialisé sur ces métiers. Dans une lettre adressée aux cadres de Citigroup, et citée par l'Agence France Presse, Sandy Weill, PDG du groupe américain, estime que le nom de Citigroup est aujourd'hui plus utilisé par les clients. Smith Barney continuera néanmoins à chapeauter l'activité gestion de fortune. La firme de courtage d'obligations Salomon Brothers a été créée en 1910 par Arthur, Herbert et Percy Salomon à Broadway. Elle a été rachetée en 1997 par Smith Barney, filiale de Travelers, elle-même fusionnée par la suite par Citibank dans Citigroup.

## L'afficheur JC Decaux veut à nouveau aller en Bourse

LE SPÉCIALISTE du mobilier urbain JC Decaux aurait relancé son projet de cotation sur Euronext Paris, écrit le *Financial Times* de vendredi. JC Decaux avait renoncé à son projet de s'inscrire en Bourse en automne, au vu des turbulences boursières, mais il souhaite maintenant le faire rapidement et s'inscrire sur l'Euronext Paris à la fin de juin, ajoute le quotidien financier. Goldman Sachs, BNP Paribas et Deutsche Bank auraient été mandatés pour superviser l'opération, qui devrait permettre de lever un milliard d'euros en échange de 15 % à 20 % du capital. Selon les documents transmis aux analystes financiers, les salariés de JC Decaux se verraient aussi proposer plus de 3 % du capital à l'occasion de l'opération. La valeur de la société se situerait entre 4,6 et 4,9 milliards d'euros, selon une analyse publiée le 18 mai par le courtier Fortis Bank, qui s'appuie sur des comparaisons boursières et une analyse de la rentabilité de JC Decaux. La participation de 11,5 % dans la capital de Bouygues Télécom détenue par la société familiale JC Decaux Holding ne serait pas concernée par l'entrée en Bourse.

**ANYWAY.com**  
Comparez. Voyages.

**VOLS AIR** taxes aéroport comprises

**Paris - Montréal**  
1995F

**Marseille - Montréal**  
2095F

**Nice - Montréal**  
2095F

**Bordeaux - Montréal**  
2095F

**Nantes - Montréal**  
2095F

**0 825 008 008**  
www.anyway.com  
3615 ANYWAY\*\*

\*Départs du 19/05/01 au 30/06/01. Prix par personne à partir de, susceptible de changer sans préavis. Pour la validité, nous consulter. Caid. S.A. RCS Paris B391482452. Lic. 075960011 \*\*0,99€/min \*\*\*2,23€/min



# En France, la télévision interactive et Internet font jeu égal

Huit millions de Français – autant que d'internautes – peuvent réserver un billet d'avion avec leur télécommande, jouer au tiercé, ou consulter leur compte bancaire. Proposés par CanalSatellite, TPS et les chaînes du câble, ces services sont freinés par l'absence de norme technique unique

**RÉSERVER** un billet d'avion depuis son téléviseur, consulter son compte en banque ou programmer son menu télévisuel des jours à venir : pour les abonnés du câble et des bouquets numériques par satellite, la télévision interactive est une réalité depuis plusieurs années. En France, cette activité provoque des flux financiers non négligeables. CanalSatellite a enregistré un volume d'affaires de 700 millions de francs (plus de 100 millions d'euros) en 2000. Les responsables du bouquet numérique de Canal+, affirment qu'il « atteindra 800 millions de francs en 2001 ».

Cette manne est principalement due à deux services interactifs : le PMU et Kiosque, service de paiement à la séance de CanalSatellite. Depuis l'ouverture du service de paris sur les courses de chevaux par satellite, « en avril 2000, le PMU a enregistré 360 millions de francs d'enjeux », indique Michel Cerdan, directeur de l'interactivité du bouquet numérique. CanalSatellite dénombre déjà 40 000 comptes ouverts par des parieurs et « aujourd'hui, en rythme annuel, les enjeux s'élèvent à 400 millions de francs ». Toutefois, cette activité ne serait que très faiblement rémunératrice pour CanalSatellite et

son concurrent TPS (filiale commune de TF 1, Suez, M6, France Télévision, France Télécom), qui proposent tous les deux ce genre de paris. Selon TPS, le PMU ne retrocéderait à chacun des bouquets qu'environ « 1 % du volume des enjeux » effectués via le satellite.

Inconnus de la majorité des téléspectateurs des chaînes généralistes, les services interactifs sont entrés dans les habitudes des abonnés de la télévision à péage. Dans la pratique, ils sont surtout utilisés par les abonnés des bouquets satellites. Sur le câble – Noos, NC Numéricâble, France Télécom – les applications interactives sont en moins grand nombre, et sont souvent disponibles après avoir été développées pour le satellite. En effet, ces derniers sont entièrement numérisés, ce qui n'est pas le cas du câble, où coexistent la diffusion analogique et numérique.

« Les jeux sont fréquentés par 2,5 millions d'utilisateurs chaque mois », précise M. Cerdan. Mieux : « 90 % des abonnés consultent les services interactifs de la météo ou utilisent les outils de navigation » pour connaître les programmes des chaînes, ajoute-t-il. TPS recense des résultats comparables pour des services similaires.

« Phénomène en émergence »,

comme le décrit Georges Vialle, vice-président de Mercer, un cabinet de conseil en management et en stratégie d'origine américaine, la télévision interactive pourrait devenir un redoutable concurrent des chaînes traditionnelles. « En Grande-Bretagne, un service de jeux interactifs, diffusé sur le bouquet BSKyB, enregistre une audience qui le place en dixième position, devant des chaînes comme MTV », s'étonne M. Cerdan. Pour Mercer, auteur d'une étude prospective sur le développement de la télévision interactive, « il est possible que le démarrage de cette activité ait lieu maintenant ». La tendance est positive : « la télévision interactive enregistre un même taux de pénétration qu'Internet. Huit millions d'individus reçoivent TPS, CanalSatellite ou le câble, soit autant que d'internautes en France ».

« L'Europe est le marché le plus intéressant » pour le développement de la télévision interactive, estime Catherine MacKay, présidente de Pearson TV Enterprises, responsable des activités interactives au sein du groupe britannique Pearson, qui possède notamment les quotidiens *Financial Times* et *Les Echos*. Sur le Vieux Continent, le taux moyen de pénétration d'In-

ternet dans les foyers devrait être dépassé par celui de la télévision interactive dès 2003, à la faveur du développement de la technologie numérique, pronostique le cabinet Mercer. Aux Etats-Unis, ce ne sera pas le cas avant plusieurs années.

Si l'évolution vers l'interactivité est « inévitable », comme le sou-

## 90 % des abonnés de CanalSatellite consultent la météo ou utilisent les outils de navigation

tient Joseph Haddad, PDG de Netgem, fournisseur français de technologies interactives, il est encore difficile d'évaluer le potentiel du marché. Les estimations s'échelonnent ainsi entre 11 milliards d'euros en 2004 et 100 milliards en 2008. « Le danger existe que nous soyons victimes du même battage publicitaire que celui qui a entouré l'apparition d'Internet », avertit M<sup>me</sup> MacKay.

Avant de s'imposer, la télévision interactive doit encore franchir plusieurs obstacles. L'un d'eux est d'ordre psychologique. Rien ne garantit que la grande majorité des téléspectateurs ait besoin ou envie d'adopter ces nouveautés, même si elles deviennent réalisables d'un point de vue strictement technique. « Rappelez-vous bien que les téléspectateurs veulent, la plupart du temps, être distraits de façon passive », observe Eric Kearley, vice-président de la chaîne musicale MTV pour l'Europe du Nord.

D'où le scepticisme de plusieurs experts, surtout lorsqu'on leur parle de « fictions interactives ». Le public aura-t-il envie de rompre le fil d'une action pour choisir, parmi plusieurs options possibles, quelle en sera l'issue ou bien pour commander, depuis son canapé, la montre que porte le héros du film qu'il regarde ? Pas sûr. Par ailleurs, note M<sup>me</sup> MacKay, « on aura beau développer ce secteur, le temps que les gens consacrent aux loisirs restera plus ou moins le même. De son côté, la gamme des autres distractions et divertissements qui s'offrent à eux, comme les voyages, continuera à augmenter ».

L'absence d'uniformisation des normes techniques utilisées consti-

tue l'autre principal frein à l'avènement de l'interactivité. Plusieurs entreprises tentent d'imposer leurs solutions, quitte à empêcher toute compatibilité des unes avec les autres. « La guerre technologique fait rage », constate Gary Arlen, un consultant américain spécialisé dans ce secteur. Mis à part TAK, le nouveau téléviseur conçu par le français Thomson Multimédia en collaboration avec Microsoft sur la base de la technologie Internet, l'interactivité est rendue possible par le développement de la diffusion numérique. La bataille des normes se concentre donc au niveau des décodeurs, qui sont nécessaires à sa réception.

« Il manque une norme suivie par tous », déplore M<sup>me</sup> MacKay. Sur le marché français, exemple significatif, chaque plate-forme numérique (TPS, CanalSatellite et Noos) utilise sa propre solution technique. Ainsi, « pour être accessibles partout, les mêmes services doivent être développés de trois façons différentes », explique Etienne Grange, PDG du français NPTV, l'un des groupes qui proposent des interfaces pouvant fonctionner avec les diverses solutions existantes.

*Guy Dutheil et Antoine Jacob*

## Le vade-mecum des nouvelles chaînes

- **Un mot, deux acceptions :** « télévision interactive » peut désigner des services spécifiques, disponibles depuis la télécommande du téléviseur en complément des chaînes classiques, qui, elles, restent diffusées par des moyens numériques. Ce terme peut aussi s'appliquer à des chaînes d'un nouveau genre, dont le contenu est exclusivement constitué de divers services interactifs.
- **Les principaux services disponibles en France :** les guides électroniques de programmes, permettant de tout savoir sur le contenu des chaînes de télévision classiques et de faire sa propre sélection à l'avance, en fonction des centres d'intérêt de chacun : la météo ; les informations (générales ou thématiques) ; des petites annonces ; des services de télé-achat ; des jeux ou services de Paris ; la messagerie électronique,

écrite depuis la télécommande ou depuis un clavier spécialisé.

- **Un succès grandissant :** aux Etats-Unis, Gemstar-TV, guide électronique de programmes télévisés, a calculé que ses utilisateurs se connectaient quatre à six fois par heure, principalement pendant les pauses publicitaires. Plus de 50 % des abonnés du français TPS ont recours au service météo mis à leur disposition. Cette plate-forme satellite affirme fournir le premier service de messagerie électronique sur la télévision en France.

En Grande-Bretagne, la chaîne interactive de BSKyB (groupe Murdoch), s'est hissée au quatrième rang des fournisseurs de courrier électronique du pays. Quelque 11 % de ses utilisateurs achètent régulièrement des produits depuis cette plate-forme. Une visite sur Open dure en moyenne vingt minutes.

## La bataille du satellite aux Etats-Unis n'est pas encore gagnée pour M. Murdoch

NEW YORK

de notre envoyé spécial

Le magnat de la presse américano-australien Rupert Murdoch se fera-t-il souffler Hughes Electronics, le numéro un de la télévision par satellite aux Etats-Unis, par EchoStar, le principal concurrent de Hughes ? Depuis huit mois, M. Murdoch tente de convaincre les dirigeants de Hughes Electronics, filiale à 30 % de General Motors et propriétaire du bouquet de programmes DirecTV (800 services et programmes), d'accepter son offre. Sky Global, qui regroupe les activités de télévision par satellite de News Corp, le groupe de M. Murdoch, est présente en Europe via BSKyB, ainsi qu'en Asie et en Amérique latine, mais pas aux Etats-Unis. Les négociations traînent pourtant en longueur, ce dont pourrait bien profiter le président d'EchoStar, Charlie Ergen. Candidat de dernière minute, il pourrait déposer une offre concurrente.

Dans un document remis jeudi 24 mai à la Securities and Exchange Commission (SEC), l'autorité boursière américaine, EchoStar affirme que « General Motors (lui) a notifié cette semaine qu'il était disposé à établir un dialogue » en vue d'une possible transaction. « Nous avons l'obligation de prendre en compte toutes les alternatives dans l'intérêt de nos actionnaires », a déclaré jeudi soir un porte-parole de General Motors. EchoStar pourrait proposer, selon le *Wall Street Journal* du 24 mai, plus de 2 milliards de dollars (2,32 milliards d'euros) et obtenir le soutien de groupes puissants com-

me AOL-Time Warner ou General Electric pour approcher les 5 milliards de dollars exigés par General Motors pour ses 30 % de Hughes. Pour l'emporter, EchoStar mettra l'accent sur les synergies entre les deux groupes et espère gagner le soutien des dirigeants de Hughes, qui cherchent à échapper à News Corp.

### SITUATION DE QUASI-MONOPOLE

Mais la partie n'est pas jouée. EchoStar, dont les moyens financiers sont nettement inférieurs à ceux de News Corp., a dû émettre cette semaine à Wall Street 1 milliard de dollars d'obligations convertibles. Sur le plan politique, les autorités de la concurrence seront amenées à examiner un éventuel rapprochement entre Hughes et EchoStar, opération qui pourrait servir de test à la politique de l'administration républicaine en matière de concentrations. Un rapprochement entre le numéro un et le numéro deux de la télévision par satellite aux Etats-Unis créerait un groupe ayant 17 millions d'abonnés (12 millions pour DirecTV et 5,3 millions pour EchoStar) en situation de quasi-monopole dans le domaine de la télévision par satellite. A cela, les avocats d'EchoStar répondent que le nouvel ensemble aurait de puissants concurrents : les géants de la télévision par câble, et leurs 70 millions d'abonnés. Jeudi, l'action News Corp a perdu 3,9 % et le titre EchoStar a lui aussi abandonné 2,1 %.

*Eric Leser*

## Le Royaume-Uni prévoit la fin de l'analogique avant 2010

LONDRES

de notre correspondant à la City

Un simple coup de téléphone, et Julia Lorrison a annulé son abonnement à la chaîne numérique hertzienne ONdigital. Cette étudiante de l'université de Cardiff a opté, après un mois de préavis, pour la facturation unique proposée par le câble-opérateur NTL couvrant quinze chaînes de télévision et de radio, le téléphone et surtout l'accès gratuit à Internet et à la messagerie. ONdigital, en revanche, réclamait 5 livres (8,3 euros) par mois pour être relié au Web. Au Royaume-Uni, l'offre interactive est devenue un facteur important dans la concurrence que se livrent les quatre opérateurs de télévision numérique.

Disponible par voie hertzienne (ONdigital), par satellite (Sky Digital) ou par le câble (NTL et Telewest), la télévision numérique a été lancée à l'automne 1998 en Grande-Bretagne. Son succès est tel que le gouvernement a prévu l'arrêt, entre 2006 et 2010, des transmissions analogiques. Actuellement, Sky Digital compte 5,4 millions de clients, ONdigital 1 million, les deux sociétés de câble 3,9 millions au total. Les parts de marché respectives sont de

22,4 %, 5,9 % et 8,6 %. Pour arriver en tête, la filiale numérique de la société BSKyB, contrôlée à 40 % par Rupert Murdoch, n'a pas lésiné sur la dépense : décodeurs et petite antenne parabolique gratuits, réduction des coûts d'installation de 200 livres à 40 livres, service technique disponible 24 heures sur 24 via un numéro vert. Dans son « package », Sky Digital met à disposition sa chaîne interactive Open (shopping, banque, informations générales, courrier en ligne, Sky Sports Extra, Sky News Active, Sky One, jeux vidéo, etc.). Les appels – via le réseau BT, qui détient 18 % de son capital – sont facturés 1 penny la minute (1,65 centime d'euros).

### PRODUITS DE PLUS EN PLUS SOPHISTIQUÉS

Les concurrents ne sont pas en reste. ONdigital, qui sera bientôt rebaptisée ITV Digital à la suite de son récent rapprochement avec la chaîne terrestre ITV, propose à ses abonnés un service Internet moyennant 5 livres par mois. La formule interactive de NTL et Telewest (frais de pose de la « boîte » de réception : 30 livres) est basée sur la gratuité des communications téléphoniques. L'abonnement peut se faire au

téléphone ou par le truchement des sites Internet de chaque compagnie.

Dans les faits, le téléspectateur britannique est contraint et forcé d'opter pour le numérique, l'Etat l'y incitant fortement. Mais les opérateurs profitent de cet encouragement pour décliner, comme à plaisir, une gamme de produits interactifs de plus en plus sophistiqués. Seulement, même les spécialistes du secteur ont du mal à s'y retrouver. Que dire du client ! Conscients du danger, les opérateurs se préoccupent désormais de regrouper leurs services Web en trois catégories : service de base, famille et prime. « Au départ, le public a été attiré au numérique par le plus grand choix de chaînes de télévision. Mais la familiarité grandissante avec les services interactifs explique l'essor des activités en ligne depuis le poste de télévision familial. Dans les prochaines années, la croissance des activités interactives viendra d'abord de la télévision numérique, en particulier pour le commerce en ligne », conclut un rapport sur le secteur, réalisé en janvier, par le consultant londonien Interactive Optimédia.

*Marc Roche*

## France 2 vote une motion contre Charles Biétry

LES JOURNALISTES de France 2 ont voté, mercredi 23 mai, une « motion » contre Charles Biétry, directeur des sports de France 2 et France 3. La rédaction dénonce la « dispenseuse » politique de recrutement de M. Biétry et la baisse d'audience du magazine dominical « Stade 2 ». La direction de France Télévision reste solidaire du directeur des sports, mais, selon certains, son départ pourrait intervenir dans les prochains mois. La direction du service public « se pose des questions » sur le rapport qualité-prix du « Magazine du lundi », acquis par M. Biétry auprès de la Ligue nationale de football. Le coût de ce magazine, qui sera diffusé par France 3, est évalué à plus de 50 millions de francs (7,6 millions d'euros). Un montant qui ne serait pas très éloigné du prix que pourrait payer TF1 pour renouveler le contrat de « Téléfoot », diffusé un jour avant le magazine de France 3.

### DÉPÊCHES

■ **INTERNET :** la revue française *Transfert*, qui, depuis septembre 1998, publie des informations sur les nouvelles technologies à la fois sur son site Internet et dans un magazine mensuel, « s'apprête à licencier 14 des 48 membres de son équipe ». Selon sa direction, cette mesure s'impose à cause de « l'effondrement actuel du marché de la publicité [qui] fragilise un journal dépourvu du soutien d'un grand groupe de presse ».

■ **AUDIOVISUEL :** l'Association des producteurs de fiction (APF) part en guerre contre TF 1. Dans un entretien à *Ecran total* du 23 au 29 mai, son vice-président, Jean-François Boyer, annonce que l'APF va saisir la direction de la concurrence, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et le gouvernement à propos du projet de création d'une filiale de production et du débouchage de cadres et de comédiens par TF 1.

■ **Réseau France Outremer (RFO) organise « Images du Sud »**, les 19 et 20 juin, à Paris, une série de rencontres internationales qui ont pour but de valoriser le travail des télévisions du Sud.

■ **RADIO : NRJ arrive en tête du nombre d'auditeurs desservis.** La publication par le CSA des données calculées en fonction du dernier recensement place NRJ à la première place avec 134 millions d'auditeurs potentiels, devant 124,3 millions pour Europe et 119,3 millions pour RTL Group.

■ **PRESSE : Pierre Barthélémy, journaliste à la séquence Aujour-d'hui du Monde**, est le lauréat du prix Revue *Témoin*/Marc Dupont 2001, décerné mardi 22 mai. Pierre Barthélémy a été distingué « pour la grande originalité de ses papiers et son indéniable talent d'écriture ». Ce prix est doté d'une récompense de 2 300 euros.

**GRAND JURY**  
**RTL Le Monde LCI**

**FRANÇOIS BAYROU**

avec

**RICHARD ARZT - RTL**

**PATRICK JARREAU - LE MONDE**

**PIERRE-LUC SÉGUILLON - LCI**

**DIMANCHE**  
**18H30**

SUR

**RTL & LCI**

## TABLEAU DE BORD

### AFFAIRES

#### INDUSTRIES

● **DE BEERS** : le géant sud-africain du diamant a annoncé, jeudi 24 mai, qu'il suspendait immédiatement ses investissements et opérations de prospection en Angola, à la suite d'une « impasse » dans ses négociations avec le gouvernement de ce pays sur des garanties légales que le groupe cherchait à obtenir.

● **SHELL** : le groupe pétrolier anglo-néerlandais a découvert du pétrole en quantité « substantielle » en eaux profondes au large de la côte sud du Nigeria, a-t-il annoncé jeudi. Shell est la plus importante des compagnies pétrolières présentes au Nigeria.

● **PRIDE INTERNATIONAL/MARINE DRILLING** : les deux sociétés américaines de forage off-shore ont annoncé, jeudi, leur fusion, dans une transaction par échange d'actions valorisée à 4,5 milliards de dollars (5,24 milliards d'euros), qui donne naissance, selon elles, au troisième groupe mondial dans cette branche.

#### SERVICES

● **MOTOROLA** : le groupe américain de télécommunications va devenir un des principaux actionnaires de l'opérateur espagnol Telefonica avec 3,7 % de son capital en échange de plusieurs filiales de téléphonie mobile au Mexique, affirme vendredi le quotidien espagnol *Expansion*. Telefonica n'a pas commenté cette information vendredi.

● **THALES** : le groupe français d'électronique de défense envisage de céder tout ou partie de son patrimoine immobilier, estimé à près de 800 millions d'euros, afin de réduire son endettement (1,9 milliard d'euros fin 2000), a affirmé vendredi le quotidien *Les Echos*, citant des banquiers.

● **LOCKHEED MARTIN** : le groupe américain d'électronique de défense s'est vu confier, par l'Agence fédérale de l'aviation civile (FAA), la réalisation d'un projet de système de gestion et de contrôle du trafic aérien au-dessus des océans.

● **AIMSTER** : les grandes

compagnies mondiales du disque, Universal Music, Sony Music, EMI et BMG, ont porté plainte jeudi pour violation de la législation sur les droits d'auteur contre la société éditrice du logiciel Aimster d'échange de fichiers sur Internet.

### FINANCES

● **COMMERZBANK** : le président du directoire de la quatrième banque privée allemande Commerzbank, Martin Kohlhaussen, a appelé ses actionnaires à contrer les projets du groupe d'investisseurs Cobra (qui détient 10 % des actions) lors d'une assemblée générale, vendredi, qui s'annonce particulièrement houleuse.

### RÉSULTATS

● **EUROFINS SCIENTIFIC** : la société nantaise de bioanalyse a annoncé vendredi une perte de 600 000 euros au premier trimestre, qu'il attribue à des investissements « significatifs » pour la mise en place de dix laboratoires d'analyse de l'ESB, agent de la vache folle, en Europe. Ses ventes ont plus que doublé à 22,4 millions d'euros, contre 10,1 millions d'euros au premier trimestre 2000.

● **UFJ** : l'United Financial of Japan, née de la fusion de Sanwa bank, Tokai Bank et Toyo Trust & Banking, a annoncé une perte nette de 211,76 milliards de yens (2 milliards d'euros) pour 2000-2001. L'UFJ a inscrit une provision-record de 958,09 milliards de yens sur ses créances douteuses.

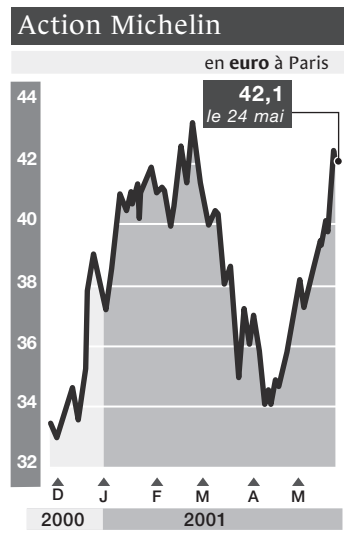
● **SUMITOMO MITSUI BANKING** : le groupe bancaire, issu de la fusion entre les banques Sakura et Sumitomo, a annoncé une hausse de 6,3 % de son bénéfice net pour son exercice annuel clos au 31 mars, à 132,4 milliards de yens (1,2 milliard d'euros). Ce résultat est dû, notamment, à la vente par Sumitomo d'une partie de sa participation dans Goldman Sachs.

● **RAILTRACK** : la compagnie chargée du réseau ferroviaire britannique a enregistré, au cours de l'exercice 2000/2001, ses premières pertes avant impôts depuis sa privatisation en 1996. Elles se sont élevées à 534 millions de livres (890 millions d'euros), à la suite d'un programme de renouvellement des rails, décidé après un accident mortel à l'automne 2000.

## VALEUR DU JOUR

### Les déboires de Firestone dopent Michelin

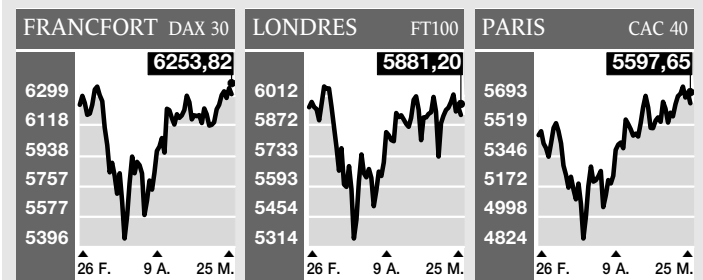
L'ACTION Michelin approchait, vendredi 25 mai, son plus haut niveau de l'année à la Bourse de Paris. Le titre du manufacturier, qui dans la matinée s'échangeait à 42,5 euros, en hausse de près de 1 %, bénéficie actuellement d'un regain d'intérêt de la part des investisseurs en raison des déboires de son concurrent Firestone. La filiale américaine du japonais Bridgestone est en conflit avec Ford, qui l'accuse d'être à l'origine des problèmes de tenue de route de son 4 X 4 Explorer. Le constructeur automobile a annoncé mardi le remplacement de 13 millions de pneus Firestone potentiellement défectueux. Michelin ainsi que l'américain Goodyear et l'allemand Continental vont être appelés en renfort pour remplacer ces pneus. Le manufacturier français a indiqué jeudi qu'il s'apprêtait à faire tourner au maximum sa capacité de production aux Etats-Unis, c'est-à-dire 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. A l'automne 2000, Michelin avait déjà augmenté sa production de 2 millions d'unités pour participer au rappel de 6,5 millions de pneus Firestone. Cette affaire est en train de provoquer une redistribution des parts de marché aux Etats-Unis. Ford a d'ores et déjà décidé de rompre ses relations commerciales avec Firestone (Le Monde du 22 mai). « Michelin s'attend à ce que Ford lui



demande de fournir des pneus pour ses nouveaux véhicules », a confirmé un porte-parole du groupe français, qui compte s'adjuger une partie des 3,7 millions de pneus livrés à Ford par Firestone. En revanche, General Motors a démenti jeudi des rumeurs selon lesquelles ses quatorze modèles qui utilisent les pneus Firestone allaient changer de marque cet été. « General Motors et Bridgestone/Firestone continuent leur relation de long terme », ont indiqué les deux groupes dans un communiqué. Paradoxe de l'affaire Firestone pour Michelin, les Etats-Unis, qui constituait jusqu'à présent le principal motif d'inquiétude pour les résultats du français à cause du ralentissement économique sont devenus une source d'optimisme.

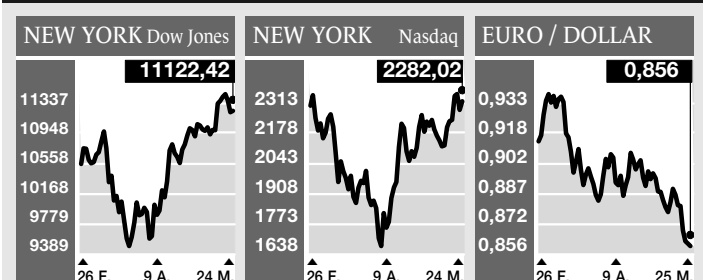
Stéphane Lauer (avec AFP)

## EUROPE



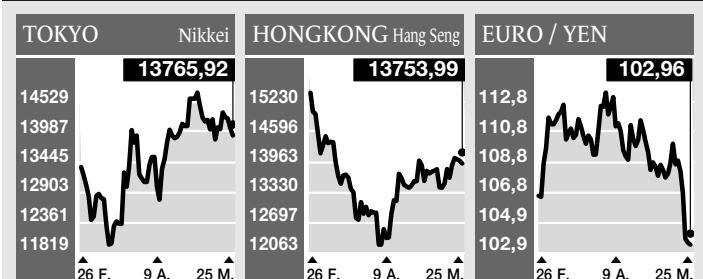
Europe 9h57	Indices sélection	cours 25/05	Var. % 24/05	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	4539,79	-0,47	-4,87
EUROPE	STOXX 50	4327,62	-0,36	-5,04
EUROPE	EURO STOXX 324	375,48	-0,31	-4,17
EUROPE	STOXX 653	346,68	-0,30	-3,64
PARIS	CAC 40	5597,65	-1,04	-5,55
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3825,32	-0,90	-4,90
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	593,35	-0,56	-6,94
BRUXELLES	BEL 20	2815,84	-0,18	-6,90
FRANCFORT	DAX 30	6253,82	-0,40	-2,79
LONDRES	FTSE 100	5881,20	-0,59	-5,48
MADRID	STOCK EXCHANGE	9519,80	-1	4,50
MILAN	MIBTEL 30	40160,00	-0,15	-8,14
ZURICH	SPI	7697,10	-0,03	-5,39

## AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 24/05	Var. % 23/05	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	11122,42	0,15	3,11
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1293,17	0,32	-2,05
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2282,02	1,72	-7,63
TORONTO	TSE INDEX	8346,81	-0,02	-6,57
SAO PAULO	BOVESPA	14523,21	....	-4,82
MEXICO	BOLSA	379,19	-0,98	20
BUENOS AIRES	MERVAL	440,73	0,01	5,75
SANTIAGO	IPSA GENERAL	107,80	0,42	12,29
CARACAS	CAPITAL GENERAL	8088,92	3,03	18,51

## ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 25/05	Var. % 24/05	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	13765,92	-0,93	-0,14
HONGKONG	HANG SENG	13753,99	-0,41	-8,89
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1689,89	-0,15	-12,30
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	77,81	0,19	22,83
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3361,70	0,33	6,56
BANGKOK	SET	21,33	-0,09	14,49
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3666,16	-0,46	-7,70
WELLINGTON	NZSE-40	2052,72	0,16	7,94

## SUR LES MARCHÉS

### PARIS

LA BOURSE de Paris a ouvert, vendredi 25 mai, en baisse de 0,10 %, selon l'indice CAC 40 qui s'est établi à 5 651,06 points. L'indice des valeurs vendettes de la place parisienne avait terminé, jeudi, en hausse de 0,46 %, à 5 656,47 points, dans un marché très calme, tandis que l'indice du Nouveau Marché s'était effrité de 0,09 %, à 1 850,97 points.

### FRANCFORT

L'INDICE de référence DAX de la Bourse de Francfort gagnait 0,04 %, à 6 281,14 points, dans les tout premiers échanges, vendredi, contre 6 278,90 points, jeudi, à la clôture. L'indice Nemax 50 du Neuer Markt avait de son côté gagné 0,72 %, pour s'établir à 1 897,91 points.

### LONDRES

LE FOOTSIÉ, l'indice des cent principales valeurs, a ouvert, vendredi, en progression de 7,8 points, à 5 923,7 points, soit un gain de 0,13 %. La Bourse de Londres avait déjà clôturé en hausse, jeudi, avec un gain de 0,31 %, à 5 915,9 points.

### TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a clôturé en baisse pour la quatrième séance consécutive, de 0,9 %, vendredi. Les investisseurs sont à court d'éléments nouveaux pouvant les inciter à acheter, selon les opérateurs. L'indice de référence Nikkei a chuté de 129,87 points, à 13 765,92 points.

### NEW YORK

L'INDICE Nasdaq a gagné 1,72 %, jeudi 24 mai, tandis que le Dow Jones a enregistré un gain bien plus modeste de 0,15 %. Le Nasdaq a fini à 2 282,02 points, et le Dow Jones à 11 122,42 points. Le Standard and Poor's 500 a affiché un gain de 0,32 %, à 1 293,17 points. La séance a été calme, marquée par la défection du sénateur James Jeffords qui a quitté le parti républicain, faisant basculer la majorité au Sénat américain au profit des démocrates (lire page 2).

### TAUX

LE MARCHÉ obligataire européen s'inscrivait en recul, dans les premiers échanges, vendredi 25 mai. Evoluant mécaniquement à l'inverse des cours, le taux de l'emprunt d'Etat à dix ans se situait à 5,32 %. Aux Etats-Unis la veille, le rendement de l'obligation du Trésor à dix ans était remonté à 5,49 %, contre 5,38 %, et celui de l'obligation à trente ans à 5,85 %, contre 5,78 %.

### MONNAIES

L'EURO restait sous pression, en dessous du seuil de 0,86 dollar vendredi, souffrant des perspectives assombries de la conjoncture européenne. La devise européenne se négociait à 0,8585 dollar et à 103,13 yens. Le billet vert s'échangeait en hausse contre le yen à la suite de la déclaration du ministre des finances japonais qui ne s'estimait pas inquiet par un yen fort. La devise américaine s'échangeait à 120,14 yens.

## ÉCONOMIE

### La Fed pourrait baisser de nouveau ses taux, selon Alan Greenspan

ALAN GREENSPAN, le président de la Fed, n'a pas fait mystère des incertitudes qui pèsent sur la première économie du monde mais s'est en même temps voulu rassurant dans son premier discours sur l'état de l'économie américaine depuis trois mois. « La baisse de régime de la croissance économique n'est pas encore terminée et nous ne sommes pas exempts du risque que la faiblesse de l'économie soit plus importante que prévu, nécessitant une nouvelle réplique de la politique monétaire », a-t-il déclaré, jeudi 24 mai, devant un parterre de responsables économiques et financiers à l'occasion d'un dîner de l'Economic Club of New York. La réplique de la Fed pourrait se faire d'autant plus facilement que l'inflation « semble en outre contenue », a-t-il ajouté. M. Greenspan a notamment jugé que la hausse du chômage tempère les hausses de salaire et que les prix de l'énergie - qui atteignent des sommets aux Etats-Unis en raison d'une pénurie de l'offre - devraient baisser. M. Greenspan s'attend cependant à ce que les ménages américains consomment moins ; il a souligné que leur confiance dans l'avenir - et donc leur propension à dépenser - restait « fragile ».

■ **Les déclarations d'Alan Greenspan contrastent avec celles plus alarmistes de Laurence Meyer**, également membre du comité monétaire de la Fed. La politique monétaire doit éviter d'« ajouter aux pressions inflationnistes alors que la croissance se consolide », a-t-il déclaré jeudi à Edimbourg (Ecosse). Certains investisseurs y ont vu le signal que la Fed allait éventuellement ralentir le rythme ou l'ampleur de ses baisses. Pour Laurence Meyer, la lutte contre l'inflation doit être une priorité absolue.

■ **ZONE EURO** : le niveau actuel de l'inflation dans la zone euro « n'est pas satisfaisant », estime Ernst Welteke, le président de la Bundesbank et membre du conseil des gouverneurs de la BCE, dans un entretien au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* de vendredi. Interrogé pour savoir si l'euro est une monnaie faible, M. Welteke a répondu : « Non. La raison de l'évolution du taux de change (euro-dollar), c'est la différence d'appréciation entre la situation économique en Amérique et en Europe ».

■ **ROYAUME-UNI** : la demande dans l'industrie manufacturière britannique a atteint au mois de mai son plus bas niveau depuis deux ans, en raison du ralentissement économique mondial, et notamment aux Etats-Unis, selon l'enquête mensuelle du patronat sur le climat des affaires, publiée jeudi.

■ **ESPAGNE** : Madrid a dégagé en avril un excédent budgétaire de 5,54 milliards d'euros, en baisse de 11,36 % comparé à avril 2000, a annoncé, jeudi, le ministre des finances. Sur les quatre premiers mois de cette année, l'Espagne a enregistré un déficit budgétaire cumulé de 18 millions d'euros contre un excédent de 254 millions d'euros de janvier à avril 2000.

■ **JAPON** : les prix à la consommation ont reculé de 0,4 % en avril sur un an. En glissement mensuel, les prix ont reculé de 0,2 % en avril, après une baisse de 0,1 % en mars par rapport à février, a indiqué le ministère des affaires publiques.

■ **Les ventes de détail de la grande distribution japonaise** ont chuté de 3,5 % en avril sur un an après une baisse de 2,9 % en mars, a indiqué le ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie. Les ventes des grands magasins ont reculé de 0,4 % sur un an au cours du mois et celles des supermarchés ont chuté de 5,8 %.

■ **BRÉSIL** : la Banque mondiale a annoncé, jeudi, qu'elle accorde un crédit de 404,04 millions de dollars (470,25 millions d'euros) au Brésil afin qu'il mette en œuvre un programme de réformes structurelles de son secteur financier. Un autre crédit d'un montant de 8,8 millions de dollars sera destiné à financer l'assistance technique et fiscale.

■ **ROUMANIE** : le taux de chômage est descendu sous la barre des 10 %, à 9,9 % fin avril, a indiqué l'Agence pour l'emploi, jeudi, à Bucarest. Le nombre de chômeurs avait dépassé la barre d'un million en décembre 2000 (10,5 % de la population active), avant de commencer à baisser légèrement.

■ **RUSSIE** : les députés russes ont adopté à une très large majorité, jeudi, un projet de loi pour lutter contre le blanchiment d'argent. Ce projet prévoit notamment la création de services financiers pour contrôler les transactions d'un montant supérieur ou égal à 500 000 roubles (17 200 dollars).

## Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Hors zone Euro
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245	COURONNE DANOISE... 7,4584
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE... 7,9325
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774	COUR. SUÉDOISE..... 9,0195
PESETA ESPAG. (1000).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238	COUR. RHÉLANDE..... 34,2710
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN... 1,6713
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703	DOLLAR CANADIEN.... 1,3345
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894	DOLLAR HONGKONG... 6,7109
FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371	.....	FLORIN NÉERLANDAIS 2,97660	.....	DOLLAR NÉO-ZÉLAND 2,0527
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607	FORINT HONGROIS... 256,7600
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324	LEU ROUMAIN..... 24,659
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503	ZLOTY POLONAIS..... 3,4392

## Cours de change croisés

25/05 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,83212	0,85675	0,13061	1,41195	0,56137
YEN.....	120,17500	.....	102,96000	15,69500	169,66000	67,44500
EURO.....	1,16720	0,97125	.....	0,15245	1,64830	0,65540
FRANC.....	7,65635	6,37245	6,55957	.....	10,81255	4,29915
LIVRE.....	0,70824	0,58940	0,60670	0,09245	.....	0,39765
FRANC SUISSE.....	1,78135	1,48250	1,52640	0,23255	2,51545	.....

## Taux d'intérêt (%)

Taux 24/05	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,86	4,48	5,31	5,85
ALLEMAGNE.....	4,57	4,56	5,16	5,74
GDE-BRETAG.....	4,88	5,06	5,21	6,17
ITALIE.....	4,57	4,51	5,53	6,83
JAPON.....	0,05	0,01	1,29	2,32
ÉTATS-UNIS.....	3,97	3,65	5,40	5,80
SUISSE.....	3,12	3,11	3,51	4,20
PAYS-BAS.....	4,51	4,51	5,32	5,80

## Matif

Cours 9h57	Volume 25/05	dernier prix	premier prix
Notional 5,5	.....	.....	.....
DÉCEMBRE 2001	12442	87,32	87,29
Euribor 3 mois	.....	NC	NC
JANVIER 2001	.....	NC	NC

## Matières premières

En dollars	Cours 24/05	Var. % 23/05
MÉTAL (LONDRES)	.....	.....
CUIVRE 3 MOIS.....	1738	-0,11
ALUMINIUM 3 MOIS.....	1543	-0,13
PLOMB 3 MOIS.....	481,10	-0,39
ÉTAIN 3 MOIS.....	4965	-0,30
ZINC 3 MOIS.....	951	-0,21
NICKEL 3 MOIS.....	7145	-0,07
MÉTAL (NEW YORK)	.....	.....
ARGENT A TERME.....	4,59	+0,22
PLATINE A TERME.....	165288,50	.....
GRAINES DÉNÉRÉES	.....	.....
BLÉ (CHICAGO).....	262,50	+0,29
MAIS (CHICAGO).....	193,25	-0,26
SOJA TOURTEAU (CHG.)	165,40	.....
SOFTS	.....	.....
CACAO (NEW YORK).....	1060	-1,94
CAFÉ (LONDRES).....	.....	.....
SUCRE BL. (LONDRES).....	.....	.....

En euros	Cours 24/05	Var. % 23/05
OR FIN KILO BARRE.....	10350	.....
OR FIN LINGOT.....	10500	.....
ONCE D'OR (LO).....	265,40	.....
PIÈCE FRANCE 20 F.....	59,50	.....
PIÈCE SUISSE 20 F.....	60,30	.....
PIÈCE UNION LAT. 20.....	60	.....
PIÈCE 10 DOLLARS US.....	185,75	.....
PIÈCE 20 DOLLARS US.....	370	.....
PIÈCE 50 PESOS MEX.....	380	.....

VALEURS EUROPÉENNES

La fête de l'Ascension a pesé sur les échanges de toutes les places financières européennes, jeudi 24 mai. Les services collectifs ont tenu la vedette, dans cette journée atone, avec une hausse globale pour ce secteur de 1,3 %.

Le titre Barclays a gagné 24 pence, à 2 189 pence, jeudi. A Londres, les valeurs se sont orientées à la hausse, bénéficiant du report des investisseurs sur les valeurs traditionnelles.

Terra Lycos, filiale Internet de l'opérateur espagnol Telefonica, a terminé la séance, jeudi, sur une

hausse de 0,51 %, à 9,83 euros. Telefonica n'a pas bénéficié de cette orientation positive et termine sur un repli de 0,44 %, à 18,07 euros.

Le titre Banca del Lavoro a progressé de 2,79 %, à 3,83 euros, jeudi à Milan, tirant la place à la hausse. Dans son sillage, tout le secteur bancaire s'est bien orienté. La valeur Sanpaolo IMI a terminé en hausse de 1,36 %, à 1,189 euros.

Le titre Philips a accusé un nouveau repli de 3,05 %, à 35 euros, jeudi à Amsterdam. En revanche, les banques ont fini la séance sur une note positive. ABN Amro a enregistré un gain de 1,03 %, à 22,66 euros.

25/05 10h16

Table of stock prices for the Automobile sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, and BMW.

BANQUES

Table of stock prices for the Banking sector, including companies like ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, and ALL & LEICS.

CONGLOMÉRATS

Table of stock prices for conglomerates, including companies like D'IETTEREN SA, AZEO, and GBL.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications, including companies like ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, and CABLE & WIRELES.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction, including companies like ACCIONA, ACS, and AGGREGATE IND.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products, including companies like ACERIALIA, ACERINOX R, and ALUMINIUM GREC.

CHIMIE

Table of stock prices for chemicals, including companies like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, and BASF AG.

APORTES

Table of stock prices for real estate, including companies like LAPORTE, LONZA GRP N, and NORSK HYDRO.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceuticals, including companies like ACTELION N, ALTANA AG, and ASTRAZENACA.

BIENS D'EQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment, including companies like ABB N, ADECCO N, and AEROPORT DI RO.

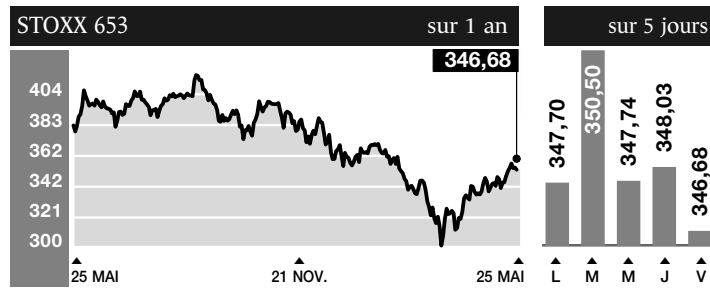


Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including RICHEMONT UNITS, ROY.PHILIPS ELE, and RYANAIR HLDGS.

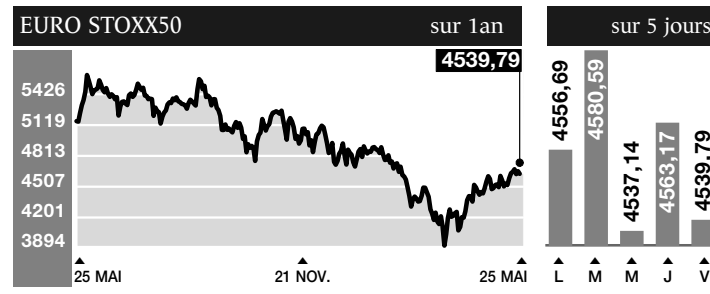


Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX50 index, including SKF -B, SMITHS GROUP, and SOPHUS BEREND.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage companies, including ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRU F, and BBAG OE BRAU-BE.

ASSURANCES

Table of stock prices for insurance companies, including AEGION NV, AEGON NV, and AGF.

BIENS D'EQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including ABB N, ADECCO N, and AEROPORT DI RO.

Advertisement for 'Programme Passeport Liberté' by Volkswagen France, featuring a play button icon and the number 0 800 00 00 58.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including BG GROUP, BP, and CEPSA.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for financial services, including 3I GROUP, ALMANIJ, and ALPHA FINANCE.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for consumer goods, including AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

ASSURANCES

Table of stock prices for insurance companies, including AEGION NV, AEGON NV, and AGF.

BIENS D'EQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including ABB N, ADECCO N, and AEROPORT DI RO.

ASSURANCES

Table of stock prices for insurance companies, including AEGION NV, AEGON NV, and AGF.

MEDIAS

Table of stock prices for media companies, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and CAPITAL RADIO.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for consumer goods, including AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for consumer goods, including AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for consumer goods, including AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of stock prices for distribution companies, including ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HANDG, and BOOTS CO PLC.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for high technology companies, including AIXTRON, ALCATEL-A, and ALTEC SA REG.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for high technology companies, including AIXTRON, ALCATEL-A, and ALTEC SA REG.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for high technology companies, including AIXTRON, ALCATEL-A, and ALTEC SA REG.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for collective services, including ACEA, AEM, and ANGLIAN WATER.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for collective services, including ACEA, AEM, and ANGLIAN WATER.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

AMSTERDAM

Table of stock prices for the Amsterdam market, including AIRSPRAY, ANTONOV, and CTAC.

BRUXELLES

Table of stock prices for the Brussels market, including ARTHUR, ENVIPCO HLD CT, and FARDIS B.

★ CODES PAYS ZONE EURO: FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique - GR : Grèce.

CODES PAYS HORS ZONE EURO: CH : Suisse - NO : Norvège - SE : Suède GB : Grande-Bretagne - DK : Danemark.

VALEURS FRANCE

Le titre M 6 gagnait 3,12 %, à 33,05 euros, vendredi 25 mai, à l'ouverture de la Bourse de Paris. L'action de la chaîne de télévision privée est portée par les fortes audiences obtenues par « Loft Story », son émission de « télé-réalité ».

L'action TF 1 perdait 1,14 %, à 40,73 euros au cours des premiers échanges. La chaîne privée présidée par Patrick Le Lay fait les frais de la baisse d'audience de certains de ses programmes en concurrence frontale avec le jeu « Loft Story » diffusé par sa rivale M 6.

Le titre Crédit Lyonnais perdait 0,85 %, à 40,95 euros, vendredi, suite à l'annonce, mercredi, par la banque d'une baisse de ses résultats. Toutefois, en vue de la reconstitution du capital du Lyonnais, les analystes financiers maintiennent leurs recommandations d'achat à long terme.

L'action Alcatel se repliait, vendredi, de 1,8 %, à 33,7 euros. Certains investisseurs semblent ne pas croire au rachat de l'américain Lucent Technologies car cette acquisition doublerait la dette du groupe français.

Le titre Lapeyre SA perdait 1,2 %, à 60,1 euros, vendredi, après avoir gagné 6,2 % à la clôture de la séance précédente, du fait de la rumeur d'une montée en puissance de Saint-Gobain, déjà actionnaire de 75 % de Lapeyre.

Table of stock prices for various companies including Alcatel, TF1, M6, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for international companies, including Remy Cointreau, Renault, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for international companies, including ADECO, American Exp., and others, with columns for company name, price, and change.

PREMIER MARCHÉ

VENDREDI 25 MAI Cours à 9 h 57
 Dernier jour de négociation des OSRD : 25 mai

Table of stock prices for the first market, including ACCOR, AGF, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for the second market, including COALA, COHERIS ATIX, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for the second market, including MICROPOL, MONDIAL PECH, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for the second market, including GFI INDUSTRI, GRAND MARNIE, and others, with columns for company name, price, and change.

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 24 MAI Cours relevés à 18 h 11
 Une sélection. Cours relevés à 18 h 11

Table of stock prices for the new market, including ABEL GUILLEM, AB SOFT, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for SICAV and FCP, including ÉCUR TECHNOLOGIES, ÉCUR TRIMESTRIEL D, and others, with columns for company name, price, and change.

Table of stock prices for Fonds communs de placements, including STRATÉGIE CAC, STRATÉGIE INDICE USA, and others, with columns for fund name, price, and change.

Table of stock prices for Fonds communs de placements, including CADENCE 3 D, CONVERTIS C, and others, with columns for fund name, price, and change.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 24 mai

Table of stock prices for SICAV and FCP, including AGIPI, AGIPI AMBITION (AXA), and others, with columns for company name, price, and change.

LÉGENDE
 \* Hors frais. \*\* A titre indicatif. \* Part div. par 10 au 5/99.

**SPORTS** La finale de la Coupe de France opposera, samedi 26 mai au Stade de France, Amiens à Strasbourg. Pour la première fois depuis l'instauration du professionnalisme,

en 1932, les finalistes sont deux clubs qui évolueront la saison prochaine en Division 2. ● L'AMIENS SPORTING-CLUB, bien que professionnel depuis 1933, n'avait jamais

obtenu de véritable reconnaissance sur le plan national. Il l'obtient l'année de son centenaire. ● DERNIER de D1, le Racing-Club de Strasbourg a vécu une saison noire, mais

a vu éclore le jeune attaquant Pegguy Luyindula. Convoité par de nombreux clubs, celui-ci est en conflit depuis mars avec ses dirigeants et veut quitter Strasbourg. ● LA FRAN-

CE n'est pas seule concernée par le phénomène des « petits » clubs : une équipe de division 3, Union Berlin, va disputer samedi la finale de la coupe d'Allemagne.

## En mal de reconnaissance, Amiens s'offre une finale de Coupe de France

L'année de son centenaire, l'Amiens Sporting Club dispute, samedi 26 mai, la finale de la Coupe de France face au Racing Club de Strasbourg, qu'il retrouvera la saison prochaine en D2. Un exploit qui permet au football amiénois de sortir d'une « frustration d'un siècle »

### AMIENS

de notre envoyé spécial

L'année de son centenaire, l'Amiens Sporting Club n'en finit plus de jubiler. « Le club, la ville et la région s'apprentent à vivre un événement éternel », clairotte le président du club, Pascal Pouillot. Éternel, historique, majeur : les Picards, réputés peu bavards, rivalisent cette fois de superlatifs pour présenter la finale de la Coupe de France que leur équipe va disputer, samedi 26 mai, face au Racing Club de Strasbourg.

Ils seront plus de vingt mille au Stade de France, venus de toute la région : « La dernière année d'un siècle de football amiénois se devait d'être exceptionnelle, elle restera historique... L'histoire peut devenir légende », déclare solennellement Pascal Pouillot. Les mots peuvent paraître poussifs, il n'en demeure pas moins que l'exploit réalisé par le club de National (ex-division 3) s'inscrit dans un contexte particulier. « Une frustration d'un siècle » résume simplement Denis Troch, l'entraîneur amiénois. Il ajoute : « Amiens s'offre une reconnaissance nationale pour un gros vécu, jusqu'ici pas récompensé. »

Le club, né en 1901 de l'ambition de cinq jeunes gens qui décidèrent de monter une société sportive composée d'anciens camarades de lycée, décrochera samedi soir une sorte de médaille de mérite sportif, du souvenir rétroactif. Drôle d'histoire que celle de l'Amiens Athlétique Club (AAC), société mondaine pra-

tiquant - entre autres - le tir au pigeon et pionnier du professionnalisme en 1933.

### UNE DEMI-FINALE EN 1930

C'est au mois d'octobre 1901 que l'AAC disputa sur un marais voisin, au lieu dit « le Baufeuill », transformé pour les besoins de la cause en terrain de jeu, sa première rencontre officielle face à Saint-Quentin. Score final : 14-0. Par la suite, le club prospérait et s'offrait en 1930 son seul titre de gloire : « Une demi-finale de Coupe de France à Colombes perdue face au Racing Club de Paris », raconte Jean Cornet, surnommé « Junior », qui, à quarante-trois ans, se présente comme un témoin privilégié de « cette autre époque ». L'homme, qui occupe sa retraite depuis vingt ans auprès des jeunes du club, tient à préciser : « Amiens s'est toujours bien tenu et l'équipe première a toujours joué à haut niveau. » Il se refuse à jouer les anciens combattants et préfère rappeler les fondations de l'équipe actuelle, née de la fusion, en 1961, de l'Amiens Athletic Club et de l'Amiens Sport, une équipe de quartier.

« Le club a surtout su assurer sa pérennité, avec des hauts et des bas, retient-il, pour arriver à cette saison irréaliste. » Fin de l'histoire, début d'une ère nouvelle, plus fastueuse, espère-t-on en Picardie. Jean Cornet sera de la fête à Paris tout comme mille jeunes footballeurs, licenciés dans des clubs de communes inondées dont les terrains sont



Stéphane Coquelet (n° 13), lors de la demi-finale Amiens contre Troyes le 21 avril dernier.

encore recouverts par les eaux, et tous les maires des communes sinistrées. Tous sont invités par le conseil général de la Somme, en partenariat avec la Fédération française de football. L'engouement ne se dément pas : il est à la hauteur de la plus populaire des compétitions hexagonales.

Au stade de la Licorne, siège et fierté du club, ils sont plus de quarante mille à avoir réclamé des places pour Paris. « Un mécontent sur deux », commente fièrement le président. « Le foot leur a permis de s'identifier à une dynamique à des hommes et pas à des vedettes », analyse Denis Troch. Ce dernier a

façonné une équipe appliquée, consciencieuse, un savant mélange de jeunes joueurs issus du centre de formation et de vieux briscards revanchards. Parmi eux, d'anciens chômeurs que l'ex-adjoint d'Arthur Jorge au Matra Racing puis au PSG, lui aussi sans club l'année passée, a relancés.

La finale de samedi est historique pour Amiens, mais également pour le football en général. Pour la première fois depuis 1932, date de l'instauration du professionnalisme, aucun des deux finalistes ne fera partie de l'élite la saison prochaine. Amiens a atteint son objectif de l'année, la montée en division 2, et retrouvera la saison prochaine Strasbourg, relégué de D1 au terme d'une année noire. Le vainqueur se verra offrir un ticket européen. « On veut même pas y penser, ce serait presque trop », répond Denis Troch, comme si l'afflux de cadeaux lui faisait peur. L'œil rieur, un brin superstitieux, il lance le message, devenu maxime : « On a d'abord le match le plus important de la semaine à disputer. »

L'impatience de découvrir le Stade de France est pourtant bel et bien réelle. A Amiens, la fête se prépare, et quel que soit le résultat, les héros seront fêtés dimanche 27 mai à 18 heures, dans la cour de l'hôtel de ville. Ils y seront reçus par le député et maire (UDF) de la ville, Gilles de Robien, qui prédit : « La France entière aura les yeux fixés sur notre équipe. » C'est peut-être oublier les deux cent soixante-cinq mille habitants de Strasbourg.

Jean Cornet parle quant à lui « de cerise sur le gâteau en cette année de centenaire ». Et, du haut de ses quatre-vingt-trois printemps, il lâche : « Tout ça c'est génial, comme disent les jeunes. »

Etienne Labrunie

## Pegguy Luyindula aimerait quitter Strasbourg sur une note positive

### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Pegguy Luyindula découvre la notoriété. A tout juste vingt-deux ans, l'attaquant vedette du Racing Club de Strasbourg et de l'équipe de France espoirs avoue n'y goûter que modérément : « Je suis un gars tranquille qui ne sort pas beaucoup et qui n'aime pas trop parler. » Le jeune homme dissimule difficilement, sous ses tresses, une timidité quasi maladive. Il tente de se justifier dans un large sourire : « Footballeur professionnel, je pensais que ça ne consistait qu'à jouer au ballon, point barre. »

Pour jouer, il joue et s'affirme comme un atout majeur de Strasbourg à l'aube de la finale de la Coupe de France face à Amiens. Un joueur au « potentiel énorme », assure Raymond Domenech, son entraîneur chez les Espoirs, avec lesquels il a marqué douze buts en seize matches. « Un attaquant exceptionnel, un super dribbleur », dit en écho Claude Le Roy, son ancien entraîneur, qui l'a déniché à Niort en 1998. Il avait alors dix-huit ans, venait d'intégrer l'équipe première et admirait George Weah.

« Mon premier match, c'était

contre Wasquehal, se souvient-il. Je suis rentré à dix minutes de la fin et j'ai marqué sur mon premier ballon. » Il s'impose comme titulaire, inscrit huit buts et signe en Alsace : « Je ne savais pas trop où je mettais les pieds, je savais juste que c'était un club ambitieux, avec des moyens. » L'adaptation s'avère difficile : « Je ne marquais pas quand je rentrais », explique-t-il, presque étonné de ne pas refaire le coup de ses débuts à chaque fois. Relégué sur le banc, il aiguise ses crampons lors du tournoi international de Toulon avec les Espoirs et y inscrit cinq buts.

À Strasbourg, Claude Le Roy, qui a succédé sur le banc à Pierre Mankowski, trouve la formule magique : « Tu es titulaire, je ne te remplacerai pas pendant cinq matches, alors libère-toi. » Il se libère, inscrit un but face à Bastia, puis trois contre Lyon. Sept au total en une quinzaine de matches. Cette année, il confirme : « C'est un paradoxe : je marche bien alors que l'équipe coule. » A l'heure du bilan et de la relégation en division 2, il commente : « C'est une année bizarre, on se sentait trop beaux. »

Il plaît, c'est indéniable, au point d'être courtisé par de grands clubs

européens : « Ce que je vis, c'est beau, mais après ce qui m'est arrivé, je n'ai plus de rêve. » Ce qui lui est arrivé ? Sa renommée a désormais un prix. Il l'a découvert, tout comme les « à-côtés » d'un univers souvent impitoyable : « Un business peuplé d'hypocrites qui s'adonnent à un marchandage honnête. » Il avoue s'être séparé de ses agents : « Mon père Maki s'occupe de moi. » Son père, son mentor, ancien défenseur international zaïrois qui, en 1980, débarquait à Gien (Loiret) pour y tenter une carrière de footballeur.

### LE LITIGE AVEC STRASBOURG

Pegguy Luyindula est devenu méfiant : « J'ai pris un coup derrière la tête, j'ai été blessé. » La raison ? Un litige avec Strasbourg. Les sollicitations se multipliaient, il ne cachait pas son désir de changer d'air pour rejoindre un grand club. Les dirigeants lui ont proposé une prolongation de son contrat et un salaire de 200 000 francs mensuels au lieu de 55 000. Les négociations ont dérapé fin mars. Il a saisi alors la Ligue nationale de football, se plaignant de ne pas percevoir la totalité de son salaire.

Le club a expliqué qu'il avait réta-

bli son salaire antérieur, faute d'avoir abouti avec le joueur à la signature des avenants prévus dans le nouveau contrat. Pegguy Luyindula a été débouté. « Tout ça pour une histoire de signature manquante en bas d'un document », peste-t-il, avant de s'arrêter net : « J'en ai déjà trop dit. » A l'époque des faits, il n'a pas hésité à parler d'« exploitation » et clamait : « J'ai des pots qui font les trois-huit, qui se lèvent à 3 heures du matin pour travailler. Je sais que ma situation est meilleure que la leur. Mais je sais aussi que ce qu'a fait Strasbourg est mal. »

L'affaire a été réglée, mais la rupture est évidente. « On s'est entendu, mais il est clair que je quitterai Strasbourg, sauf si je n'ai aucune proposition. » Il en a, et le sait, mais s'inquiète de l'indemnité réclamée par le club : « On m'a dit qu'il demandait plus de 80 millions de francs. C'est abusif. » Aujourd'hui, il se concentre sur la finale de la Coupe de France. « On a gâché tellement de choses cette année, il ne nous reste que ce truc », lâche-t-il. Depuis les seizièmes de finale, il a inscrit un but à chaque rencontre. Une série en cours qu'il aimerait poursuivre au Stade de France.

Et L.

## Union Berlin, le « Calais allemand »

CETTE FOIS, les chars soviétiques n'empêcheront pas Union Berlin, club de division 3 de l'est de la capitale allemande, de disputer une Coupe d'Europe. Vainqueur à la surprise générale, en 1968, de la Coupe de RDA face à l'Union, « Union » avait obtenu son ticket pour l'épreuve - aujourd'hui disparue - de la Coupe des vainqueurs de coupes. Le « printemps de Prague » avait brisé net son rêve continental : en réponse à l'intervention des troupes du pacte de Varsovie, les pays occidentaux décidaient de boycotter les clubs du bloc de l'Est.

Pour tenter de préserver sa compétition, l'UEFA, autorité organisatrice, proposa de la scinder en deux : les clubs de l'Ouest d'un côté, ceux de l'Est de l'autre. Mais les pays communistes rejétèrent cet « affront ». C'en était fini des espoirs d'Union Berlin. Pour toute consolation, on offrit aux joueurs une semaine de vacances à Sochi, haut lieu de villégiature soviétique sur la mer Noire. Un comble pour ce club qui a toujours cristallisé l'opposition - silencieuse - au régime communiste de la RDA et dont l'histoire refait surface à l'occasion de la finale de la Coupe

d'Allemagne qui le verra rencontrer, samedi 26 mai, au Stade olympique de Berlin, le nouveau vice-champion d'Allemagne, Schalke 04. Assuré d'une place en Coupe de l'UEFA, Union sera soutenu par ses irrédicibles supporters. « Je suis fan depuis l'âge de neuf ans. J'ai interrompu mon voyage de noces sur la Baltique, en 1988, pour assister à un match de barrage. C'est le plus beau souvenir de ma vie », raconte Sven, chargé des relations avec les supporters au sein du club.

### SOUTENU PAR UN PUBLIC FIDÈLE

Dans son stade niché dans un quartier vert de Berlin-Est, plus de 6 000 spectateurs, en moyenne, ont assisté cette saison à la remontée du club en D2. Et les grands matches de Coupe ont attiré jusqu'à 17 000 personnes. Comme à l'époque du Mur. Composé encore aujourd'hui d'ouvriers et de « gens simples », le public des « Durs » - le surnom de l'équipe - honnissait alors le Dynamo Berlin. Vitrine du régime, ce club était présidé par Erich Mielke, patron de la terrible police secrète (Stasi), dont les troupes venaient surveiller les fans d'Union Berlin pour éviter toute contestation.

« Le mur doit tomber ! », lançait parfois le public, jubilant, quand un coup franc était accordé aux siens. On entend encore ce slogan fuser des tribunes en bois du stade « La Vieille chasse ». Il témoigne d'une époque où le club se voyait systématiquement interdire de recruter de bons joueurs et devait subir d'étranges décisions de la part des arbitres. « Ce public, c'est notre capital. Nous vivons à terme la division 1 », s'enflamme le président Hans Beltram. Cet industriel retraité a fui la RDA en 1954 et dit accomplir aujourd'hui « une sorte de devoir patriotique ». Lorgnant sur les quartiers populaires de Berlin-Ouest, il bénéficie du soutien du groupe de cinéma Kinowelt. Ce parraineur avait ouvert sa bourse en 1998, séduit par la mobilisation des fans, qui venaient de récolter 100 000 euros pour sauver leur club de la faillite.

Yves Bordenave

Louis Rigal

## Le traitement des allergies des cyclistes divise les médecins

### MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Pourtant annoncé parmi les favoris de l'épreuve, David Moncoutié ne gagnera pas le Midi libre. Avant-

dernier au classement général, à l'issue du contre-la-montre disputé jeudi 24 mai à Montpellier sous une chaleur torride, le coureur de la formation Colas n'avait qu'une idée en tête : en terminer avec cette 53<sup>e</sup> édition qui a pris pour lui des allures de calvaire. Relégué à plus de dix minutes du nouveau leader, le Kazakh Andreï Teteriouk (Mercury-Viatel) vainqueur de l'épreuve en solitaire courue sur la distance de 19 kilomètres, il songeait à abandonner avant la 4<sup>e</sup> étape qui devait relier vendredi

25 mai Pont-du-Gard (Gard) à Lais-sac (Aveyron). « Déjà au départ, je n'y croyais plus. Quand je ne suis pas à 100 %, je n'aime pas courir », déclarait-il. Aussi, souffrant d'une rhino-sinusite, conséquence d'une allergie chronique, il a enfilé son coussard à contrecœur. « Quatre coureurs de Cofidis, parmi les huit engagés présentent actuellement des affections de ce type, constate Jean-Jacques Menuet, le médecin de cette formation. Déjà deux jours avant le départ j'ai demandé à un coureur de rester chez lui, pour les mêmes raisons. »

Jean-Jacques Menuet s'avoue désespéré. « Une fois épuisé les traitements anti allergiques classiques, hélas insuffisants en phase aiguë, je me sens impuissant. Face à ce genre de pathologie, l'administration de corticoïdes par voie générale - le plus souvent intramusculaire - constitue un choix thérapeutique justifié et vali-

dé chez un patient non sportif », indique-t-il.

Or, infliger un tel traitement à un sportif en activité relève d'une violation flagrante des règlements et l'expose au risque d'un contrôle de dopage positif. Pour Jean-Jacques Menuet, membre de la commission des médecins des équipes professionnelles, cette disposition légale ne fait l'objet d'aucune ambiguïté : « Je suis médecin du sport et il est clair que je respecte totalement ces réglementations. »

### OUVRIR UN DÉBAT

Alors que faire ? Ordonner le repos ? « Cela ne change rien, puisque cette règle s'applique même en dehors des compétitions », affirme-t-il. Le recours à certains corticoïdes est autorisé pour les sportifs, dès lors qu'il répond à une justification thérapeutique, dûment notifiée sur ordonnance. Nombre de cou-

reurs usent d'ailleurs de cette tolérance. Ces exceptions prévues par les textes qui régissent les lois antidopage limitent toutefois les modes de traitement ; les prises par voie orale et injectable demeurent interdites. « Au plan purement médical, cette situation pose un problème grave au praticien que je suis », relève Jean-Jacques Menuet.

Pour en sortir, il suggère d'ouvrir un débat. « Dans une démarche exclusive de santé, n'est-il pas possible que les coureurs concernés par ces maladies chroniques consultent des allergologues « abellisés » par les institutions cyclistes (UCI et FFC), qui, au cas par cas, jugeraient de l'opportunité d'un traitement corticoïde ? Ou bien on pourrait peut-être faire confiance à l'intégrité morale et au souci d'éthique du médecin d'équipe pour juger de la conduite à tenir. »

En prenant cette initiative, Jean-Jacques Menuet soumet à la

réflexion des autorités sportives, un constat que partage plusieurs de ses confrères. « Plus que le dopage, notre problème désormais est de savoir comment soigner les sportifs », confie un médecin d'une équipe française également engagée dans le Midi libre. Contrairement à Jean-Jacques Menuet, celui-ci préfère attendre quelques semaines avant de briser à son tour publiquement ce tabou.

A l'heure où la lutte contre le dopage bute sur l'arrivée des produits dits de « nouvelles générations » encore indécelables, il y a fort à parier que cette proposition engendre quelques réactions. Joint au téléphone un acteur de la lutte antidopage contraint à la discrétion déclarait : « Comme par hasard, c'est toujours des produits interdits dont ils ont besoin. »

# Les ratés de l'électronique inquiètent les organisateurs du Grand Prix de Monaco

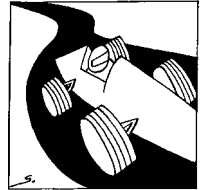
Des simulations de départs ont été autorisées sur le circuit tracé dans la Principauté

Septième manche du championnat du monde de F1, le Grand Prix de Monaco doit avoir lieu dimanche 27 mai. Les problèmes survenus au

départ des derniers Grands Prix inquiètent les organisateurs, qui - compte tenu des spécificités de leur circuit - redoutent un carambolage au

cas où un pilote serait immobilisé au départ. Pour l'éviter, ils ont organisé jeudi des séances de simulations de départs.

**MONACO,**  
de notre envoyé spécial  
Ici, pas d'échappatoire. Ou tous les bolides réussissent à prendre le départ, ou bien la piste risque de devenir une sorte de souricière et les enchevêtrements pratiquement inévitables.



**FORMULE 1**

Epreuve unique dans le championnat du monde de formule 1, le Grand Prix de Monaco est certes la plus attendue, la plus prestigieuse, la plus télévisée des courses. Mais elle cumule aussi tous les handicaps qu'impose la nature particulière de son tracé urbain : la piste, longue de 3,367 kilomètres - la plus courte et la moins rapide du championnat -, s'apparente à une sorte de tunnel permanent qu'enferme quelque

32 kilomètres de rails de sécurité et 15 000 m<sup>2</sup> de grillage. Ici, il n'est donc pas question de pouvoir franchir les bords de piste herbeux pour éviter une ou plusieurs monoplaces, devenues soudainement récalcitrantes au moment du départ. Or, ce scénario n'est pas à exclure, si l'on en juge par les récents « ratés » enregistrés par certaines formule 1. Au départ du Grand Prix d'Autriche, le 13 mai, quatre voitures se sont ainsi retrouvées immobilisées sur la piste du A1-Ring et ont été, par miracle, évitées par le reste de la meute.

La faute en reviendrait à l'utilisation des systèmes d'aide électronique à la conduite (et à leur volet départ automatisé) de nouveau autorisés depuis le Grand Prix d'Espagne, le 29 avril. Au dire des pilotes restés bloqués sur la ligne de départ autrichienne, il s'agirait là d'une expérience particulièrement impressionnante, quand bien

même ne furent-ils pas heurtés par les autres concurrents.

On comprend aisément qu'un tel scénario fasse frémir les organisateurs du 59<sup>e</sup> Grand Prix de Monaco. Ce souci a également été exprimé par les pilotes, mercredi 23 mai, à l'occasion de l'élection de l'italien Jarno Trulli comme codirecteur de l'Association des pilotes de grand prix (GPDA) aux côtés de David Coulthard et Michael Schumacher.

## REVENIR AU MODE MANUEL

Résultat : à titre exceptionnel, c'est-à-dire en attendant que ces systèmes d'aide au départ soient parfaitement maîtrisés, des séances supplémentaires de simulations de départs arrêtés ont suivi, jeudi 24 mai, les essais habituellement programmés.

Ron Dennis, le patron de McLaren-Mercedes, dont l'un des pilotes, et non des moindres, le Finlan-

dais Mikka Häkkinen, était resté « bloqué » au départ du Grand Prix d'Autriche, a estimé que les écuries qui ne sont pas absolument sûres de leurs systèmes électroniques préféreraient sans doute revenir au mode manuel. Michael Schumacher, actuel leader du championnat, a, quant à lui, livré sa vision, relativement simple, du règlement du problème : « On fera en sorte de les avoir derrière nous au moment du départ », a-t-il expliqué, en parlant d'une possible défaillance des systèmes électroniques de ses adversaires.

Mais c'est Mikka Häkkinen, qui s'est adjugé, jeudi 24 mai, le meilleur temps au terme de la première séance d'essais. « Cela me donne confiance pour le week-end », a lâché le Finlandais, dont le début de saison n'a guère été brillant.

A Monaco, circuit de pilotage par excellence, gagner relève parfois du miracle. Les dés ne sont jamais jetés et le moindre faux pas - dont les plus grands ne sont pas à l'abri - peut être synonyme d'abandon. Ici, le poids de la tradition (le premier Grand Prix de Monaco a vu le jour en 1929, bien avant que ne naisse le championnat du monde de Formule 1, en 1950) impose que ce ne soit pas le circuit qui s'adapte aux contingences de la formule 1 moderne, mais cette dernière qui s'adapte à lui.

La configuration des lieux oblige les écuries à déployer leur logistique d'une manière qui peut sembler aberrante : en dehors des quatre premières de la saison précédente, qui n'ont qu'une petite centaine de mètres à parcourir pour atteindre, depuis les stands trop petits, leurs garages, les équipes doivent s'installer dans un vaste parking installé sur le célèbre rocher, à plusieurs centaines de mètres des stands. Après chaque séance d'essai, les monoplaces, tous moteurs éteints, sont remorquées d'un point à l'autre. Cette singulière procession vient distraire tous ceux qui n'ont pu, jusqu' alors, voir les bolides de près.

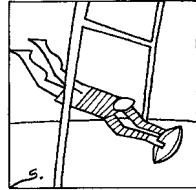
Bon gré mal gré, la haute compétition doit donc ici composer avec une situation unique qui, si elle donne de réels soucis à ses acteurs, offre l'un de ses plus beaux décors à la F1. C'est finalement Frank Williams, patron de l'écurie homonyme, qui exprime le mieux le sentiment général : « La meilleure manière dont je pourrais décrire mes sentiments envers Monaco repose sur peu de mots : je l'aime. »

Jean-Jacques Larrochelle

# A Biarritz, Marc Lièvremont joue le grand frère ambitieux

En quarts de finale du championnat, le troisième-ligne international retrouve le Stade français-CASG, son ancien club

UNE SEMAINE après sa défaite en finale de la Coupe d'Europe, le Stade français-CASG retrouve l'ordinaire du championnat de France de rugby, dimanche 27 mai. Mais face au Biarritz olympique, en quarts de finale, les joueurs parisiens auront le sentiment de disputer une « deuxième finale », en ayant à nouveau la tête tournée vers la compétition européenne, qu'ils brûlent de briser encore lors de la saison 2001-2002 et pas seulement pour des raisons sportives. « La Coupe d'Europe est devenue incontournable, elle est très importante pour la trésorerie des clubs », explique Marc Lièvremont.



**RUGBY**

L'ancien troisième-ligne aile de l'équipe de France (24 sélections) sait de quoi il parle. Il a disputé les deux dernières éditions de la Coupe d'Europe, l'une avec le Stade français, et l'autre, la dernière, avec Biarritz. A trente-deux ans, il a connu beaucoup d'honneurs et de sommets - notamment une finale de Coupe du monde, en 1999. Mais, à l'image de la majorité des joueurs français, il est resté très attaché à « son » championnat. Il critique vertement son organisation : « On connaît beaucoup de frustration dans l'année avant les grands matches des phases finales. » Mais il le vénère : « Gagner le bouclier de Brennus reste l'attrait principal. » Thomas Lièvremont, son frère cadet (27 ans), avoue le même tropisme : « Mon rêve, c'est de lever le Brennus. »

Thomas Lièvremont, troisième-ligne centre international, a participé à une seule finale de championnat de France, avec l'USA Perpignan. Elle fut couronnée par une défaite (7-34), face au Stade français, de son aîné, en 1998. Aujourd'hui, les deux frères les plus connus du rugby français actuel font cause commune, à Biarritz. Ils ont signé ensemble, pour deux ans, car ils avaient « envie de se retrouver sur le terrain et dans la vie ».

## PARIS L'A TRANSFORMÉ

Après quatre années passées à Perpignan, Thomas ressentait un furieux besoin de « changer d'air ». Marc, lui, se sentait bien à Paris. Ce « Catalan » né au Sénégal de parents originaires de l'est de la France avait émigré sur le tard, à vingt-neuf ans. Après dix saisons passées sous le maillot sang et or de Perpignan, il avait découvert dans la capitale une nouvelle manière d'être. Son long séjour (trois ans) l'a transformé : « Je me sens un peu plus ouvert, un peu plus français et un peu moins catalan. »

Marc Lièvremont était heureux d'avoir conduit sa famille à Paris, mais il a fallu refaire les valises. A la fin de la saison 1999-2000, les

joueurs parisiens, bien épaulés par diverses contributions extérieures, avaient obtenu la démission de leur entraîneur, George Coste, un Catalan. Les mutins avaient opté pour une vraie-fausse « autogestion », qui les avait menés jusqu'au titre de champion de France, le 15 juillet 2000.

Un seul homme avait protesté, à sa façon, discrète et pleine de tact : Marc Lièvremont a passé la fin de la saison « en retrait », et il a profité des « événements » pour se faire opérer le genou droit. Il avait résigné pour deux ans à Paris, mais il s'est dédit afin de prendre la route du Pays basque, en compagnie de Thomas : « Nous sommes tous les deux attachés à une certaine qualité de vie. »

## NOUVELLE RÉPUTATION

Longtemps Biarritz a traîné une réputation de club dilettante. « Avant, on disait que c'était un club où il faisait bon vivre, où les joueurs avaient du mal à se faire violence, se souvenait Marc Lièvremont. Mais cela a bien changé. » Avec Serge Blanco, club basque à la tête, le club basque a abordé l'époque professionnelle avec davantage d'ambitions - et de finances - que nombre d'autres équipes. Une victoire à Paris, en quarts de finale, lui donnerait un deuxième billet consécutif pour la Coupe d'Europe. Aussi, même s'il éprouve parfois une réelle « nostalgie du Stade français, un club tellement atypique », l'aîné des Lièvremont ne regrette pas son choix.

Biarritz est ambitieux, l'effectif est étoffé, les entraîneurs imposent des rotations pendant toute la saison. A quoi bon s'en offusquer ? « Non seulement j'ai bien intégré ce paramètre du rugby professionnel, mais j'en suis ravi, souligne le troisième-ligne aile. Je ne me vois plus aligner des matches de 80 minutes pendant des saisons entières. » Lui-même reconnaît qu'il n'est « pas quelqu'un d'ambitieux ».

A ses débuts, alors qu'il envisageait une carrière de pompier professionnel, le rechange à l'idée de rejoindre l'équipe de France « A » : « Le mot "sélection" n'allait pas avec l'idée que je me faisais du rugby. Pour moi, jouer au rugby, cela voulait dire se défouler tous les dimanches avec les potes. Je ne me voyais pas jouer en sélection avec Untel ou Untel de Castres ou de Toulon. » Il a changé d'avis : « Une sélection, c'est une équipe de rugby aussi. »

De 1997 à 1999, Jean-Claude Skrela lui a donné sa chance en équipe de France. Il a savouré tous ces moments, et rien, pas même « la lassitude mentale ou physique » qui pointe parfois, ne le détournera de l'envie de participer à ces « grands matches ». Et un quart de finale du championnat de France contre ses anciens coéquipiers en est un.

Eric Collier

# Les constructeurs signent un accord prévoyant la création d'un nouveau championnat de F1 en... 2008

MONACO

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas la première menace proférée, mais elle prend de plus en plus forme. Alors que l'on pensait que le différend opposant le groupe audiovisuel Kirch et les constructeurs automobiles impliqués dans la formule 1 était en passe de se résoudre (*Le Monde* du samedi 12 mai), BMW, Fiat, Ford, Mercedes (Daimler-Chrysler) et Renault, tous membres de l'Association européenne des constructeurs (ACEA), ont signé vendredi 18 mai un accord prévoyant la création d'un championnat qui rivaliserait directement avec celui de la F1.

Ce projet verrait le jour « au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2008 » et bénéficierait, dès lors qu'il serait en conformité avec les règles en vigueur, de la bénédiction des instances sportives. Jusqu'à cette date, les constructeurs, via les écuries dans lesquelles ils sont impliqués, sont liés à la Fédération internationale de l'automobile (FIA) en vertu des accords de la Concorde (du nom de la place où la FIA possède son siège à Paris).

La société qui portera ce projet devrait être constituée « dans les prochains jours » et devrait pouvoir s'ouvrir à d'autres constructeurs (on pense en particulier à Honda et Toyota, ce dernier intégrant le groupe des constructeurs impliqués en formule 1 dès l'an prochain). Paolo Cantarella, directeur délégué de Fiat et actuel président de l'ACEA, devrait être le premier président de cette nouvelle structure. « Dans l'intérêt du sport automobile, les cinq constructeurs ont l'intention de rendre accessible, en clair et à tout le monde, les compétitions du futur championnat et de faire en sorte que les revenus générés bénéficient principalement à ceux qui y investissent majoritairement », c'est-à-dire eux-mêmes, précise le communiqué publié à Milan.

Cette menace marque une nouvelle étape dans le conflit qui oppose les constructeurs et le groupe de l'Allemand Leo Kirch. Ce dernier, en s'appuyant sur la société EM. TV, qui n'est pas en mesure de rembourser

un prêt que lui a accordé son groupe, est sur le point de prendre le contrôle de 75 % de la Slavica Ecclestone corporation (SLEC), qui détient aujourd'hui, et pour environ 110 ans, la totalité des droits commerciaux, et notamment de retransmission télévisuelle, des épreuves de formule 1.

## DIFFUSION TV LIBRE ET LARGE

L'un des motifs d'inquiétude de l'ACEA est que le groupe Kirch puisse réserver, à terme, la diffusion des Grands Prix de F1 à son seul réseau de télévisions payantes. Les constructeurs, qui consacrent d'énormes sommes à la F1, ne sont payés en retour qu'au travers de l'image qu'une diffusion télévisée large et libre d'accès leur offre. D'autres ressources existent en F1, et les constructeurs semblent de plus en plus s'y intéresser.

Un arrangement entre les constructeurs et le groupe Kirch n'est toutefois pas à exclure, tant on peut interpréter ces menaces comme autant d'effets d'annonce destinés à faire céder l'adversaire. Quoi qu'il en soit, on peut s'interroger sur la valeur qu'aurait la SLEC après le 31 décembre 2007, c'est-à-dire au-delà du terme des accords de la Concorde, si les constructeurs mettaient à exécution leur projet. Ce pourrait bien être alors une coquille vide que se serait offert pour un siècle le magnat allemand.

J.-J. L.

■ **La Fédération internationale de l'automobile (FIA) a interdit le nouvel appendice aérodynamique de l'aile avant, utilisé par les écuries Arrows et Jordan lors des essais libres du Grand Prix de Monaco. Cet aileron devait assurer une meilleure assise de la monoplace et lui permettre d'aller plus vite. Un rapport du délégué technique de la FIA l'a jugé dangereux. Toute voiture l'utilisant désormais sera exclue de la compétition.**

# A Chambéry, Philippe Gardent a joué de l'art du contre-pied

LE PASSAGE DE TÉMOIN aura lieu samedi 26 mai, à Albertville (Savoie). Dans une Halle olympique assurée d'être pleine depuis déjà deux semaines (4 500 places),



**HANDBALL**

Montpellier H and ball (MHB) cède au Stade olympique de Chambéry (SOC) - et ce quel que soit le résultat de la 26<sup>e</sup> et dernière journée du championnat de division 1 masculine de handball - le titre de champion de France qu'il trustait depuis trois ans. Les Savoyards sont assurés de ce premier sacre de leur histoire depuis la 24<sup>e</sup> journée. « C'est la récompense d'une construction pierre par pierre », savoure Alain Poncet, le président du SOC, selon qui « une pièce maîtresse » de ce succès se nomme Philippe Gardent, l'entraîneur, « véritable architecte, maître d'œuvre et conducteur de travaux ».

L'arrivée à Chambéry, en août 1996, de l'ancien capitaine des « Barjots » - surnom qu'il avait donné aux joueurs de l'équipe de France médaillée de bronze aux Jeux en 1992 et championne du monde en 1995 - avait pourtant tout du saut dans l'inconnu. « Personne, à commencer par moi, ne savait ce que j'allais donner comme

entraîneur », admet l'intéressé, qui, à trente-sept ans, a conservé sa silhouette de pivot rugueux. De cette carrure, qui l'a rendu et le rend encore capable de « rentrer dans le chou », comme l'indique Daniel Costantini, l'ancien entraîneur de l'équipe de France, Philippe Gardent n'a pas hésité à jouer à Chambéry. Mais ce personnage « très entier » a aussi su cultiver l'art du contre-pied.

« J'aime bien ne pas faire comme les autres », lâche celui que l'on avait surnommé « Boule ». C'est ainsi qu'il est devenu entraîneur alors que, sacré pour la deuxième fois champion de France avec l'OM-Vitrolles - il avait aussi décroché deux fois ce titre avec Gagny et une fois avec Nîmes -, d'aucuns s'attendaient à le voir partir jouer en Allemagne ou en Espagne. Lui-même y songeait. « J'ai pris la décision en un mois, alors que j'avais toujours dit que je ne serais jamais entraîneur », dit-il.

## D'EMBLÉE UN ENTRAÎNEUR

A Chambéry, il s'est ingénié à « couper court » à sa réputation de « Barjot ». « Il a eu un comportement d'entraîneur d'emblée, et c'est tout à son honneur », relève Daniel Costantini. Si les Chambériens n'avaient des « Barjots » que l'image de fêtards, ils ont vite déchanté. « J'ai agi de façon dictatoriale pour m'imposer rapidement », déclare

Philippe Gardent, qui se défend d'être un « Barjot repent ». « Cela supposerait quelque chose de mal. » Assagi peut-être », convient-il, insistant sur le fait qu'« on savait quand il fallait faire ou ne pas faire la fête ».

## « JE LES AI HUMILIÉS PARFOIS »

De sa période « Barjots », Philippe Gardent n'a pas présenté aux Chambériens que la facette « bête de compétition », pour paraphraser Daniel Costantini. « Il a fallu que je leur inculque que perdre était normal. Je les ai humiliés parfois pour faire ressortir leur orgueil », raconte l'entraîneur des Jaune et Noir, qui avoue que ses deux premières saisons en Savoie ont été « dures à vivre parce que ce côté dictature n'est pas dans ma nature ».

« S'il est un meneur d'hommes, c'est aussi quelqu'un de réfléchi, qui analyse beaucoup, qui est à l'écoute », confirme Alain Poncet, selon qui Philippe Gardent a apporté « rigueur et professionnalisme ». Derrière une franchise et un ton direct, l'entraîneur savoyard cache « beaucoup d'humilité », ajoute Daniel Costantini.

Pour autant, Philippe Gardent ne cherche pas à cacher sa fierté avec ce premier titre du SOC : « C'était l'objectif que j'avais fixé en arrivant, et puis nous sommes en haut de tableau depuis quatre ans [le SOC a été le dauphin de Mont-

pellier lors des trois saisons précédentes. »

S'il rejette le mot de « revanche », Philippe Gardent avoue son « plaisir » de s'être « fait tout seul ». « Lorsque j'ai pris ce poste, deux personnes me faisaient confiance : ma femme et ma maman. A la fédération, personne ne m'a aidé. On m'a ignoré. Maintenant, je les vois rappliquer pour me dire que j'ai fait du bon boulot. »

Un travail qu'il entend continuer encore un peu à Chambéry. Parce qu'il se sentait « plus utile » au SOC, il s'est retiré, en début d'année, de la liste des candidats présentés pour succéder à Daniel Costantini à la tête des Bleus. « Il n'y avait pas de répartition des tâches clairement définie quand a été évoquée l'idée d'un tandem avec Claude Onesta [entraîneur de Toulouse, finalement choisi comme sélectionneur national] », explique-t-il, assurant ne nourrir « aucun regret ».

Prendre un jour les commandes des Bleus reste cependant une perspective. « Je suis quelqu'un de pressé, mais j'ai le temps », avance-t-il. En attendant, il lui faut préparer Chambéry à sa première Ligue des champions, la saison prochaine. Sans « folie des grandeurs ». Il assure : « Cela ne m'intéresse pas, j'ai envie de consolider. »

Philippe Le Cœur

# Joseph Blatter mis sur la sellette par l'UEFA après la faillite d'ISL

L'UNION EUROPÉENNE de football (UEFA) a sommé, jeudi 24 mai, le président de la Fédération internationale (FIFA), Joseph Blatter, de s'expliquer après la faillite du groupe de marketing sportif ISMM-ISL et l'annulation du championnat du monde des clubs qui devait avoir lieu du 28 juillet au 12 août en Espagne. « Il faut que Joseph Blatter s'explique. Tout doit être mis sur la table », a déclaré Lennart Johansson, le président de l'UEFA, qui a demandé la convocation dans les plus brefs délais d'un comité exécutif extraordinaire de la FIFA et a regretté le « manque de transparence et de clarté sur ces sujets ». Mercredi, Joseph Blatter avait rejeté les accusations de corruption dont il était la cible, certains journaux allemands l'ayant soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin puisés dans un compte secret d'ISL au Liechtenstein.

## DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : l'Italien Ivan Quaranta (Alexia Alluminio) a remporté, jeudi 24 mai, la cinquième étape du Tour d'Italie reliant Avellino à Nettuno (229 km). L'italien Dario Frigo (Fassa Bortolo) reste en tête du classement général.

■ **FOOTBALL** : Zinedine Zidane a affirmé, jeudi 24 mai, qu'il continuerait de défendre les couleurs de la Juventus Turin la saison prochaine, démentant ainsi les rumeurs selon lesquelles le Real Madrid était en passe de le recruter. Le champion du monde et d'Europe a précisé qu'il était « certain de ne pas jouer jusqu'à trent-cinq ans ».

■ **VOLLEY-BALL** : l'équipe de France féminine a dominé les Pays-Bas (3-0) à Bagnoles-de-l'Orne, jeudi 24 mai, pour son premier match de qualifications à l'Euro 2001, qui sera organisé à Sofia (Bulgarie) du 22 au 30 septembre.

# Le verre dans tous ses éclats

Alors que Daum ouvre à Paris une nouvelle boutique où s'exposent les créations passées et récentes, des designers présentent des objets, résultats de leurs jeux avec ce matériau

**MURS** blancs troués de niches lumineuses où sont installées, par couleurs et par thèmes, des pièces d'une délicatesse sophistiquée : la nouvelle boutique Daum, qui vient d'ouvrir rue de la Paix à Paris, n'a d'autre souci que de mettre en valeur chaque objet qu'elle expose. Choisir tout autre parti que ce décor pur, clair et sans fioritures, eût été, à n'en pas douter, une erreur.

Dans cet écrin qui s'efface, les créations se suffisent à elles-mêmes, dévoilent à l'infini formes et détails, déclinent tout un univers d'ombres et de lumières, de transparences et d'opacités. Rien ne vient distraire cette découverte qui se doit d'être attentive, presque studieuse. L'histoire de Daum – et le savoir-faire qui s'y rattache – a plus d'un siècle. Elle est inscrite dans chacune des pièces présentées. Elle trouve dans cet agencement sobre, réalisé en collaboration avec l'agence EGA (Eric Gizard associés), un cadre adroitement pédagogique.

Depuis sa création en 1875, Daum s'est fixé une ligne de conduite qui a toujours privilégié l'invention et le renouvellement. Cette démarche trouve ses racines dans une vision résolument tournée vers la création et l'achar-

nement des maîtres verriers à remettre en cause leur compétence pour aller plus loin dans les connaissances et les techniques du verre ou du cristal en fusion.

L'alliance entre intuition et technique a accompagné les grands mouvements artistiques de plus d'un siècle mais a aussi encouragé les collaborations avec les artistes tels que Arman, César, Dali, Dan Dailey, Franck Evennou, Garouste et Bonnetti, Lalanne, Hilton McConnico, Mitoraj, Christophe Pillet, Eric Schmitt, Philippe Stark... Avec tout de même quelques constantes, notamment celle qui consiste à se référer à la nature (avec des collections en pâte de verre aux coloris intenses ; rose, nature, jonquille, mimosa, papillon, iris...) et au monde animal (avec un bestiaire de légendes et de contes de fées où se côtoient dragons, grenouilles, chevaux figés dans le mouvement).

C'est ce parcours, toujours en devenir, que la nouvelle boutique Daum veut aujourd'hui mettre en lumière, en faisant cohabiter les lignes les plus classiques, issues de son patrimoine, et les nouvelles créations signées des designers contemporains confirmés.

Au sous-sol, l'espace réservé aux éditions d'art a été conçu



comme un « cabinet d'amateur ». Il regroupe toutes les pièces créées par des artistes extérieurs en séries limitées. Le rez-de-chaussée et une partie du premier étage mettent en scène l'univers Daum, par couleurs, par thèmes et par styles ainsi que celui de Cristal de Sèvres, aux lignes tendues et pures. La dernière partie de ce premier étage offre aussi un espace muséal qui met l'accent sur l'histoire du verre, avec des pièces des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

#### LA VERSATILITÉ DU MATÉRIAU

Une des matières les plus anciennes (environ 4000 ans), le verre – rencontre du sable et du feu – est aussi l'une des plus fascinantes. Comme le souligne Elisabeth Védrenne, dans le numéro hors série de la revue *L'Œil*, sorti

pour l'exposition « Le verre, des créateurs aux industriels français, 1995-2000 » (organisé à l'espace Landowski de Boulogne-Billancourt, en avril dernier), « la versatilité de ce matériau fait qu'il s'invente lui-même en permanence, se métamorphosant, offrant mille possibilités de nouvelles créations, de nouveaux usages ». On comprend, dès lors, qu'il ait inspiré maîtres verriers et créateurs, à toutes les époques et jusqu'à nos jours, où il se plie aux formes les plus insolites et prend les aspects les plus divers (opaque, irisé, transparent...). L'exposition « Transparences » – qu'a choisi de montrer le magasin Conran Shop jusqu'au 24 juin – donne un petit aperçu de cette diversité.

Le Chignon de geisha, ce lustre des créatrices Tsé-Tsé prend, avec toutes ses couleurs, des allures de petit bijou, délicat et joyeux. La lumière joue avec les éclats et le mouvement des perles qui composent cet objet, fidèle à l'univers, à la fois poétique et ludique, auquel nous ont habitués ces deux créatrices.

#### MARIER CHARME ET TECHNOLOGIE

Ghislène Jolivet ne manque pas non plus d'humour. Ses carafes sont drôles mais savent aussi verser. Avec leur air de « petit coup dans le nez », ses verres Swing (mauve, rouge, bleu...), qui pendent d'un côté, savent aussi se tenir à table. Voyage en poésie encore, avec Frédérique Thomas, styliste et costumière, que le ciel et les ciels inspirent. Avec la complicité du photographe Marc Lacour, elle a réalisé un tableau de verres éclairés qui déclinent les ciels du monde entier.

D'une préciosité qui se rattache à un autre temps, corrigée par des lignes et des formes contemporaines, les vases et candélabres en verre du créateur Mathias parlent d'un monde romantique investi de modernité. Inattendues, les

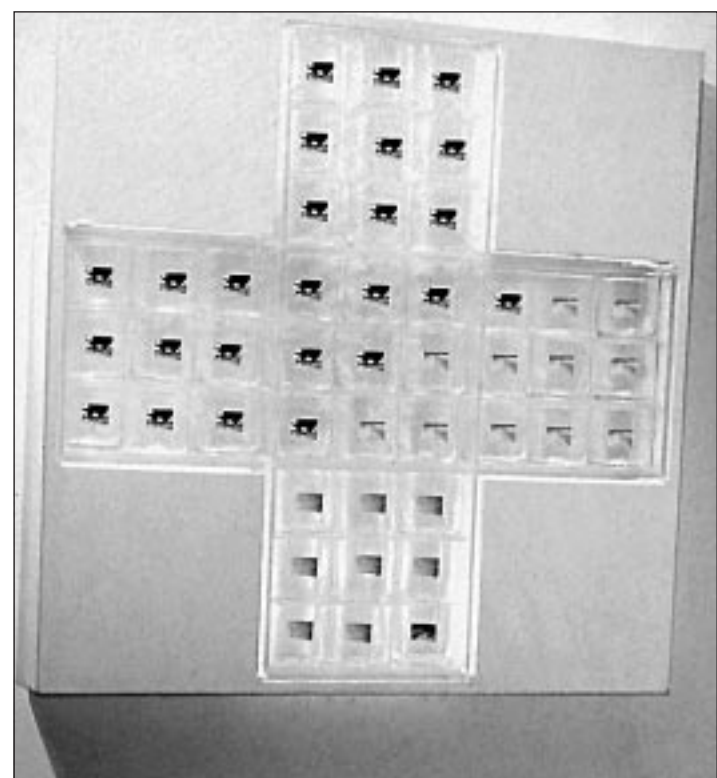
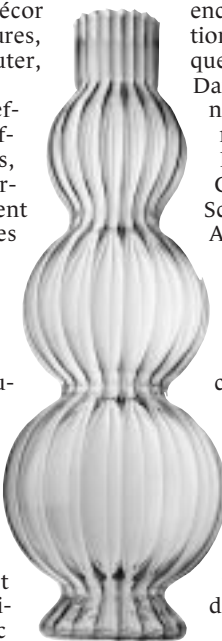
créations de Jérôme Lart réussissent la prouesse de marier charme et technologie, comme ses soliflores suspendus à une tige ou encore sa bougie qui fait sa flamme sans feu, mais avec fibre optique et batterie. Valérie Garcia, elle, utilise la technique du fusing – qui s'apparente à une marqueterie de verre (ajustage précis des plaques de verre de couleurs, cuissons répétées, thermoformage final) – pour travailler ses vasques aux coloris vifs, savamment agencées. Un travail rigoureux pour des créations pétillantes.

D'un designer à l'autre, le verre montre ses déclinaisons et ses contrastes. Du verre Orangina, pratique et empilable, signé Mat-

tali Crasset, aux verres artistiques de Maria Brandolini, en passant par les gobelets transparents et striés d'Aalto ou les vases de Christian Ghion, le matériau se met au service, à la fois, d'un usage et d'une esthétique. Capable sans cesse de réinventer l'objet, en se prêtant à toutes les métamorphoses.

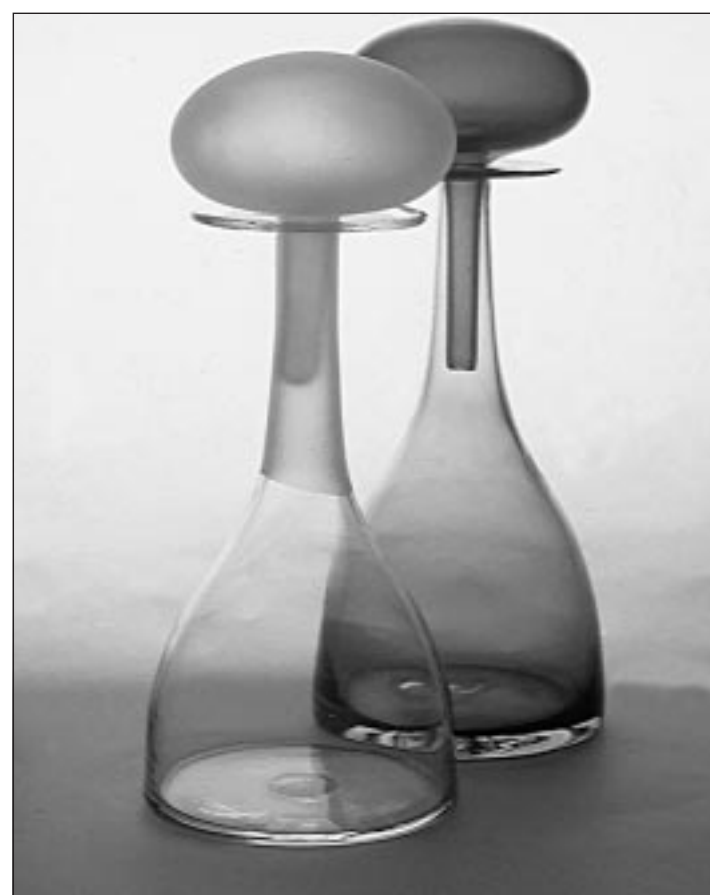
Véronique Cauhapé

- ★ Boutique Daum, 4 rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 01-42-61-25-25.
- ★ The Conran Shop, 117 rue du Bac, 75007 Paris, tél. : 01-42-84-10-01, et 30, boulevard des Capucines 75009 Paris, tél. : 01-53-43-29-00.



La nouvelle boutique Daum (en haut à droite) Vase « Ville franche » signé Mathias (en haut à gauche); « Essence Ciels », tableau graphique de Frédérique Thomas (à gauche); « Silver Song » vase de Cristal de Sèvres (ci-dessus); verres « Swing » et carafes signés de Ghislène Jolivet (à droite).

M. LACOUR



## Enseigne pour un design intemporel

**AU PREMIER** abord, l'emplacement de cette vitrine a de quoi surprendre. Peu passante, peu commerçante, l'avenue Bosquet, à Paris, semblait a priori ne pas pouvoir se prêter à l'arrivée d'un magasin dédié au design. Pourtant, la présence, depuis quelques mois, de WU' Gallery vaut désormais le détour. Et Marine de Wulf, sa créatrice, ne regrette pas. Les clients viennent, surpris et intéressés par cette nouvelle adresse qui se veut, avant tout, un « lieu de plaisirs de la décoration contemporaine ».

Dans un espace épuré – ardoise

au sol, murs blancs, perspectives de verre, cubes de couleurs – une sélection d'objets et de meubles crée un ensemble harmonieux et rigoureux. La maîtresse des lieux veille scrupuleusement à cette mise en scène qui vise surtout à la cohérence. « Je ne cherche pas à accumuler le plus de choses possible, précise Marine de Wulf. Je choisis du mobilier et des accessoires modernes qui soient capables de durer dans le temps. Donc qui aient des formes sobres, des finitions parfaites, des lignes harmonieuses. Ma préférence va naturellement vers du contemporain sage, intemporel. Ce qui ne m'empêchera pas de proposer parfois, si elles répondent aux critères que j'énonce, des choses plus avant-gardistes. »

#### DES PRODUITS EN EXCLUSIVITÉ

Passionnée de design et d'art contemporain, la jeune femme sait ce qu'elle veut et ne compte pas dévier de cette démarche. A l'avenir, elle accueille les créateurs ou va à leur rencontre, prête à éditer ses coups de cœur. Sans précipitation mais avec ténacité. Elle choisit chacun des produits vendus en exclusivité à la boutique. Tous sont signés par le créateur, numé-

rotés. Certains sont fabriqués en série limitée.

Les premiers élus correspondent en tout cas à cette approche. Jeune talent dans l'univers du design, Caroline Bouzinac s'est fait un nom en créant le vase Émergence pour Baccarat et la lampe Léonard pour Hugues Chevalier. Pour WU' Gallery, elle signe, entre autres, le vase Berlingo, qui associe trois couleurs et une lecture en trois dimensions ; la lampe Insolite, en deux pièces – un socle en nickel mat au dessin minimal, dans lequel vient s'intégrer une flûte fine en verre – la table Alaska, dont l'originalité repose sur une structure géométrique et non plane de son plateau en résine ; la table basse Océane, un carré aux dimensions généreuses composé d'une coupe en verre cathédrale bombé, sur une structure en métal nickel mat.

Diplômé d'architecture d'intérieur et de design d'environnement, Jean-Marc Gady travaille pour la marque Séphora, dessine luminaires et objets pour Ligne Roset. Il présente chez WU' Gallery son canapé Coconut aux formes arrondies et confortables

(coque multiplis cintrée, placage noyer du Canada, mousse garnie de cuir blanc, pieds en inox brossé), son étagère Seasons (un support en noyer prolongé par une source lumineuse et un vase), son bureau Spirit, à usage domestique, dont les saisons à tiroir fondent un large plateau.

Mas'oud Nasri collabore avec Jansen et réalise d'importants projets d'architecture et de décoration. Il présente, pour la boutique, plusieurs meubles dont la table basse en bois de palmier qui, grâce à quatre tirettes coulissantes, s'agrandit en fonction des besoins. Son canapé With or Without est réalisé avec une ossature en bois de chêne de fil entièrement apparente. Les accoudoirs permettent différentes positions, pouvant tour à tour servir de bouts de canapé ou de repose-tête. Les coussins d'assise sont posés sur sangles, assurant à la fois confort et pureté des lignes.

V. Ca.

- ★ WU' Gallery, 14 bis, avenue Bosquet, 75007 Paris ; tél. : 01-47-05-45-38.

**Nouvel Art de l'Objet**  
Ameublement, décoration et cadeaux

5, rue des Guillemites 75004 Paris-Le Marais  
Tel / fax : 01 42 74 13 53

**La boutique aux 1000 tables**  
la seule boutique parisienne consacrée à la table basse

Contemporaines ou classiques, tables basses, hautes, consoles, toutes formes, tous coloris, tous matériaux, toutes dimensions. Tout se fait aussi sur mesure. Meubles Hi-fi ou TV. Objets de décoration.

Liste de mariage.  
Ouvert du lundi au samedi

Rionel - surf, 89 avenue Paul Doumer - 75116 Paris - M<sup>e</sup> Muette - Tél. : 01 45 27 87 59 / Fax : 01 40 50 93 36

# Temps sec et chaud

**SAMEDI.** L'anticyclone atlantique s'étend sur toute la France et ramène un temps sec et relativement chaud sur l'ensemble du pays. Les averses orageuses qui ont concerné l'est du pays ces jours derniers se dirigent vers l'Italie du Nord et la Suisse.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Des nuages bas se répandent le matin sur la Bretagne et le Cotentin; ailleurs, le soleil se montre plus généreux. Le ciel de l'après-midi s'annonce sympathique malgré des nuages qui circulent ça et là. Les températures s'échelonnent entre 18 et 26 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Le ciel se partage entre soleil et nuages laissant tout de même une impression agréable. Les nuages seront plus nombreux sur les côtes de la Manche. Les températures varient entre 18 et 27 degrés du nord au sud.

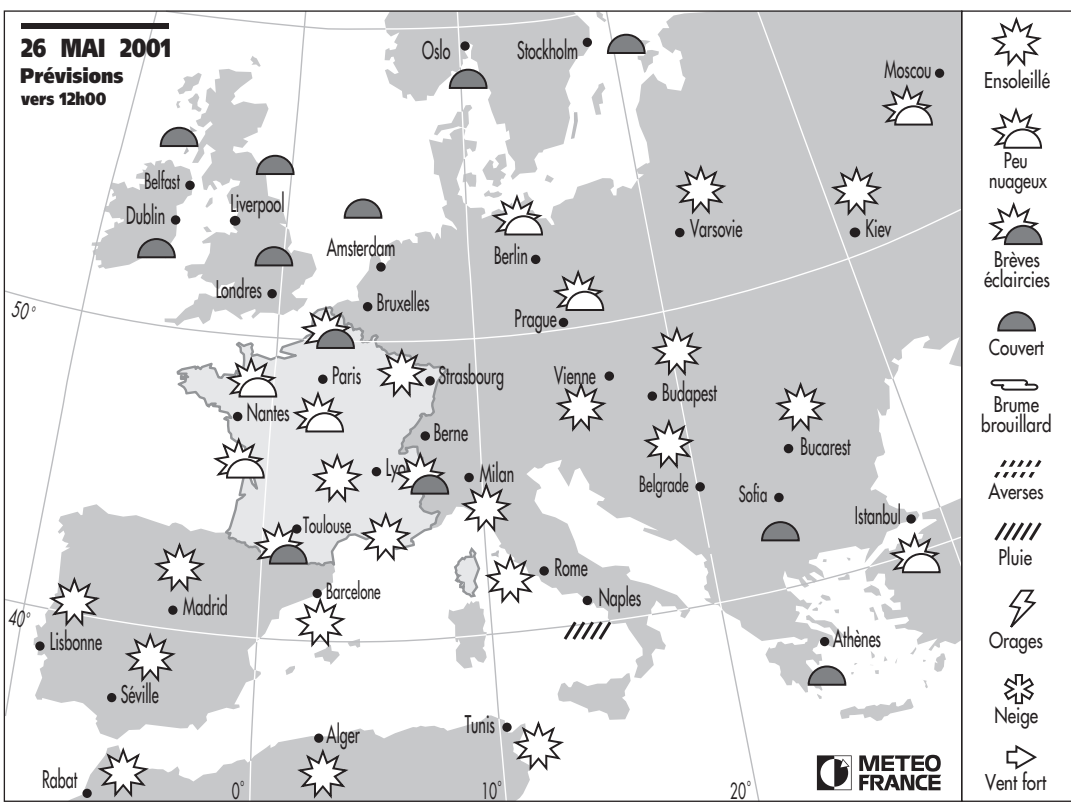
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Quelques brumes et brouillards se for-

ment au petit matin puis se dissipent rapidement. Sinon, le soleil domine, à peine contrarié par quelques nuages. Les températures sont comprises entre 24 et 26 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Encore un peu de grisaille le matin sur les côtes Aquitaines puis le soleil s'étend rapidement sur l'ensemble des régions. Quelques petits nuages se forment sur le relief dans l'après-midi. Les températures affichent de 21 à 24 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Des cumulus se forment en cours de journée sur le relief. Les Alpes sont les plus touchées par ces nuages. En plaine, le soleil emportera largement. Les températures de l'après-midi remontent autour de 25 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Le temps ensoleillé s'étend sur toute la côte. Seuls des nuages se forment sur les Alpes du Sud. Les températures varient entre 24 et 26 degrés.



## PRÉVISIONS POUR LE 26 MAI 2001

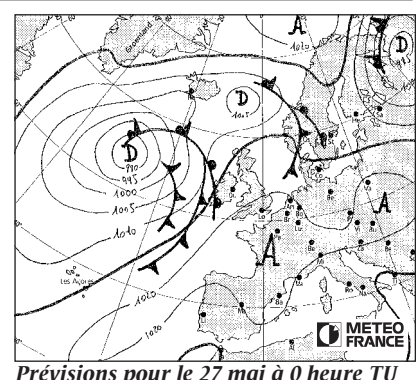
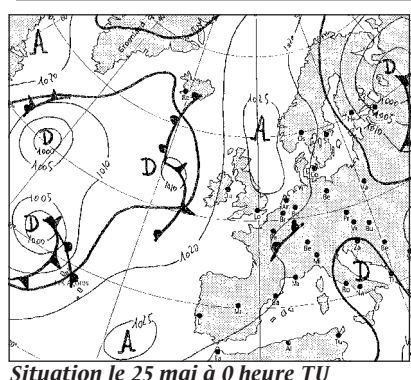
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

**FRANCE métropole**

AJACCIO	15/25 S	NANTES	12/25 N
BIARRITZ	11/22 N	NICE	17/24 S
BORDEAUX	13/25 N	PARIS	13/26 N
BOURGES	13/26 N	PAU	10/25 N
BREST	11/20 N	PERPIGNAN	18/28 S
CAEN	15/20 N	RENNES	12/25 N
CHERBOURG	12/19 N	ST-ETIENNE	13/26 N
CLERMONT-F.	13/26 S	STRASBOURG	13/26 S
DIJON	13/26 S	TOULOUSE	13/26 N
GRENOBLE	14/28 S	TOURS	13/26 N
LILLE	12/24 N	<b>FRANCE outre-mer</b>	
LIMOGES	12/24 N	CAYENNE	24/29 P
LYON	16/27 S	FORT-DE-FR.	26/31 C
MARSEILLE	18/27 S	NOUMEA	19/24 S

PAPEETE	24/29 S	KIEV	8/16 S
POINTE-A-PIT.	25/32 S	LISBONNE	16/30 S
ST-DENIS-RE.	20/25 S	LIVERPOOL	11/21 C
<b>EUROPE</b>		LONDRES	13/23 C
AMSTERDAM	13/22 C	LUXEMBOURG	14/26 C
ATHENES	17/24 C	MADRID	14/30 S
BARCELONE	17/24 S	MILAN	17/28 S
BELFAST	11/19 C	MOSCOU	4/9 S
BELGRADE	14/25 S	MUNICH	9/25 S
BERLIN	9/23 S	NAPLES	16/22 P
BERNE	9/26 S	OSLO	7/18 C
BRUXELLES	13/24 C	PALMA DE M.	15/28 S
BUCAREST	8/24 S	PRAGUE	9/21 S
BUDAPEST	13/24 S	ROME	12/24 S
COPENHAGUE	8/17 C	SEVILLE	20/37 S
DUBLIN	12/19 C	SOFIA	14/22 C
FRANCFORT	10/27 C	ST-PETERSB.	2/9 C
GENEVE	14/26 S	STOCKHOLM	8/18 C
HELSINKI	1/13 S	TEREFTOKE	20/25 S
ISTANBUL	15/20 S	VARSOVIE	2/17 S

VENISE	19/28 S	LE CAIRE	24/39 S
VIIENNE	11/23 S	NAIROBI	15/26 S
<b>AMÉRIQUES</b>		PRETORIA	10/26 S
BRASILIA	18/28 S	RABAT	17/29 S
BUENOS AIR.	15/23 S	TUNIS	16/23 S
CARACAS	23/28 S	<b>ASIE-Océanie</b>	
CHICAGO	9/13 P	BANGKOK	26/32 P
LIMA	13/18 S	BEYROUTH	22/26 S
LOS ANGELES	11/21 S	BOMBAY	30/35 S
MEXICO	11/27 S	DJAKARTA	28/31 C
MONTREAL	15/19 C	DUBAI	27/29 P
NEW YORK	14/16 P	HANOI	24/29 S
SAN FRANCISCO	12/20 C	HONGKONG	20/31 S
SANTIAGO/CHI	9/17 S	JERUSALEM	31/41 S
TORONTO	12/17 S	NEW DEHLI	17/28 S
WASHINGTON	14/18 P	PEKIN	20/27 C
<b>AFRIQUE</b>		SEOUL	27/30 P
ALGER	10/25 S	SINGAPOUR	27/30 P
DAKAR	21/25 S	SYDNEY	8/18 S
KINSHASA	22/29 P	TOKYO	20/25 C



### TENDANCES

# Pour l'eau minérale, l'important c'est la bouteille

**PERRIER** ne veut plus être confondu avec son élégante et ventrue enveloppe de verre. Le mois prochain, la marque inaugurera une nouvelle bouteille d'une forme inédite et utilisant une matière inédite. Celle-ci affiche une contenance de 50 centilitres et, pour la première fois, se présente en PET, autrement dit en matière plastique. La version traditionnelle en un litre est toujours disponible tout comme la cannette de 25 centilitres, mais l'arrivée du PET, attendue depuis longtemps, va remettre la première marque d'eau gazeuse au goût du jour. Car si les buveurs d'eau sont de plus en plus méfiant (souvent à tort) à l'égard du « Château La Pompe » du robinet, ils plébiscitent l'eau minérale (126 litres par habitant et par an en moyenne !) et sont très sensibles à son mode de présentation.



*La nouvelle bouteille de Perrier en PET (matière plastique).*

Vert foncé mais plus petite et pourvue d'un socle qui lui donne de l'assise, la bouteille de Perrier en PVC est « incassable, transportable et rebouchable ». Elle est constituée d'une double paroi de feuilles de PET séparée par une couche de Nylon qui permet de réduire les pertes de gaz qui sont limitées à 15 % au bout de douze mois. On

peut la faire tomber sans qu'elle explose (un litre de Perrier contient cinquante millions de bulles). En choisissant de se diversifier de la sorte, la marque désormais contrôlée par le groupe Nestlé cherche à se relancer en épousant les pratiques réelles de consommation. « La bouteille de Perrier en

verre, que l'on pose sur la table pour le repas, a quelque chose de statutaire. La nouvelle bouteille conserve la couleur et rappelle l'allure générale de sa grande sœur mais, grâce à son format réduit et sa morphologie qui la fait ressembler à une fusée, on peut l'emporter partout avec soi et la tenir dans une seule main », souligne Sophie Romet, de l'agence de design Dragon rouge qui a conçu cet objet « ouvertement destiné aux usages nomades ».

La nouvelle bouteille Perrier - lancée au prix de 15 F (2,28 €) - prend acte d'un constat désormais bien établi : l'avenir des eaux minérales passe par la conquête du « troisième marché », c'est-à-dire la consommation hors domicile dans les fast-foods, les transports, les parcs de loisir, les lieux de détente ou via les distributeurs automatiques. Stimulé par ces nouvelles habitudes, ce fameux « troisième marché » se développe une fois et demie plus vite que les deux autres, celui de la consommation à domicile et celui des bars et restaurants classiques.

Avec ses cannettes de 25 centilitres, Perrier n'était pas en mesure de rivaliser avec la concurrence qui multiplie les conditionnements dif-

férents, ce qui l'amène parfois à transformer ses petites bouteilles en sorte de biberon. Le bouchon-sport, imaginé par Vittel et largement repris par d'autres, permet aux pratiquants des loisirs de plein air de têter leur bouteille après l'effort...

### « LES COURBES DE PAMELA ANDERSON »

Ce nouveau packaging destiné aux « nomades » s'adresse tout spécialement aux 20-35 ans, amateurs de jogging, de VTT ou de roller (sous peine d'être exclu pour non-conformité avec la tribu, tout amateur de « glisse urbaine » doit porter une petite bouteille accrochée à sa taille et des genouillères) et pas encore forcément habitués à se rafraîchir avec de l'eau « à bulles ». En France, contrairement à l'Italie, l'eau plate reste en effet largement plus populaire que l'eau gazeuse.

Pour Perrier, il s'agit aussi d'attirer plus nettement l'attention sur ses produits au milieu de la cohue du rayon « eau minérale » dans les grandes surfaces, particulièrement encombré, où se multiplient des concurrents cherchant à détourner la clientèle habituelle des « grandes eaux » en baissant les prix.

« Aujourd'hui, pour vendre de l'eau minérale, il faut surtout vendre un emballage. C'est sur ce terrain que l'on fait la différence, pas sur le goût, comme le confirment les tests en aveugle réalisés régulièrement », assure un expert du secteur.

En d'autres termes, le contenant prime nettement sur le contenu. Pour réussir, il faut donc à la fois s'appuyer sur une signature connue, légitime et rassurante mais parvenir également à se faire remarquer par la forme moderne et originale de sa présentation. Du reste, les grands formats en bonne de cinq litres, réservés jusqu'alors aux fontaines à eau des entreprises (une sur trois en est équipée), commencent à remporter un réel succès auprès des particuliers.

Virgin Cola fournit un autre exemple de cette guerre des bouteilles. Lancée fin 1996 en France, la marque appartenant au groupe fondé par Richard Branson est parvenue à atteindre 3 % du marché mais ne progresse plus. La singularité de la silhouette d'une bouteille « dont les courbes sont inspirées par celles de Pamela Anderson » ne suffit pas. Pour attirer l'attention et s'adapter elle aussi à la consomma-

tion « hors foyer », la marque lance pour l'été la « bouteille fraîche » vendue à partir de 6,80 F (1,03 €).

Également en PET, celle-ci « conserve le liquide plus frais plus longtemps qu'une bouteille classique ». Virgin Cola, qui cite les résultats enregistrés par le Laboratoire national d'essais, assure que, deux heures après qu'on l'a sortie du réfrigérateur, par une température ambiante de 25 degrés, elle garde son contenu à une température de 4 degrés plus fraîche que celle d'une bouteille classique. En cas de succès, l'opération sera renouvelée chaque année. « Sachant que le corps humain est sensible à une différence de température inférieure à un degré, les 4 degrés gagnés par la bouteille fraîche vont vraiment changer la vie des amateurs de cola », assure Virgin. On fera tout de même remarquer que, tiédasse ou franchise chaude, un verre de cola est de toute façon imbuivable. L'important, c'est que la bouteille de Virgin Cola, habillée d'une très belle robe aux reflets argentés, se remarque de loin.

Jean-Michel Normand

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 124

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

### HORIZONTELEMENT

I. Se sauve aussi vite qu'il se manifeste. Bonne vitesse pour se ménager. - II. Arrivés à maturité. Sans effets. - III. Sans effet. Font face avec des ronds. - IV. Personnel. Qui devrait faire le vide. - V. Récupération diurne. Crémeux en plein milieu. - VI. Lettres des assises. Elles ne vont plus à l'école mais on les voit encore au bistrot - VII. Entre les mains d'Alain aujourd'hui. Conjonction. - VIII. Sans aucun intérêt. Les événements la ren-

dent plus ou moins intéressante. Réserve. - IX. Règle. Il est toujours possible de l'amortir. Fournisseur pour artistes. - X. Préposition. Mises à l'écart.

### VERTICALEMENT

1. Qui devrait vous plaire. - 2. Ont quitté le harem pour se retrouver en peinture. - 3. Pronom. Parcouru à contresens. - 4. Associés aux radus. Jeté en piste. - 5. Fait la liaison. Même en bois, elles restent de marbre. - 6. S'imposent l'abstention bien

souvent. - 7. Capucin. Impose l'abstention. - 8. Ne peut plus faire la bombe. Bien attrapé. - 9. Démolissent les plus belles réputations. - 10. Porteurs de chatons au bord de l'eau. Au bord de l'eau de tous côtés. - 11. Note. Monté en un mur. - 12. Elles vous suivent partout.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 01 - 123

#### Horizontalement

I. Faquin. Froid. - II. Abus Etourdi. - III. Bringués. Bel. - IV. Ue. Erre. Siée. - V. Lune. Git. - VI. Ave. Incident. - VII. Tétraèdre. Ia. - VIII. Estocs. Or. An. - IX. Eta. Inédit. - X. Resalis. Sète.

#### Verticalement

1. Fabulateur. - 2. Abreuves. - 3. Qui. Nettes. - 4. Usnée. Rota. - 5. GR. Iacal (laçai) - 6. Neurones. - 7. Tere. CD. Is. - 8. Fos. Giron. - 9. Ru. Sidérés. - 10. Orbite. Dé. - 11. Idée. Niait. - 12. Dilettante.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gumbourg  
94852 Ivry cedex

### PHILATÉLIE

## Des artistes de la chanson sans Charles Trenet

**LÉO FERRÉ** (1916-1993), Serge Gainsbourg (1928-1991), Claude François (1939-1978), Dalida (1933-1987), Michel Berger (1947-1992) et Barbara (1930-1997) sont réunis dans une série de six timbres à 3 francs (0,46 euro), conçue par Aurélie Baras, en vente dans tous les bureaux de poste depuis le 21 mai.

Chaque timbre est disponible à l'unité, imprimé en feuilles de cinquante exemplaires. A la place du carnet qui accompagne généralement cette émission annuelle dédiée à des célébrités, les timbres sont aussi présentés sous la forme d'un feuillet, dont le fond évoque un disque. Ce feuillet est affecté d'une surtaxe de 10 francs, reversée à la Croix-Rouge française, mettant son prix de vente à 28 francs (4,27 euros).

Ces artistes succèdent à Edith Piaf, Maurice Chevalier, Aristide Bruant, Tino Rossi, Georges Brassens et Jacques Brel, œuvre de

Moretti, parus en 1990, et à Bourvil, Coluche, Yvonne Printemps, Fernandel, Yves Montand et Joséphine Baker, héros d'une série de 1994 intitulée *De la scène à l'écran*.

Le programme philatélique s'établit près de deux ans à l'avance, ce qui explique l'absence de Charles Trenet, disparu le 19 février 2001.

Pierre Jullien



### EN FILIGRANE

**VENTE.** Une lettre de Bourg-en-Bresse de 1608 pour Limoges est proposée à 2 200 francs dans la vente à prix nets de La Poste aux lettres (Paris, tél. : 01-47-70-74-57). Il faut compter 2 600 francs pour une lettre de France pour l'Allemagne (1760, guerre de Sept Ans) adressée en franchise. La belle vente sur offres Cérés (catalogue au 01-42-33-31-91), clôturée le 12 juin, compte 5 000 lots, dont un 20 centimes noir *Cérés* sur lettre du 1<sup>er</sup> janvier 1849 de Saverne, arrivée le même jour à Strasbourg, démarre à 140 000 francs tandis qu'un 1 F vermillon sur lettre d'Annonay (21 août 1849) pointe à 110 000 francs.

**MONACO.** L'Office des émissions de timbres-poste de la principauté de Monaco a mis en vente

le 7 mai deux timbres à 3 francs (0,46 euro) sur le thème de l'eau, richesse naturelle, dessinés par Claude Gauthier ; le 14 mai, deux timbres, le premier à 2,70 francs, sur le Prix littéraire Rainier II, dessiné par Thierry Mordant et gravé par Pierre Albuissou, le second à 10 francs, dédié à André Malraux, dessiné par Raymond Moretti.

**TRESORS PHILATÉLIQUES.** Le Cercle des amis de Marianne organise du 9 juin au 31 août, au Musée du timbre du Luc-en-Provence (Var), une présentation de cinquante pièces philatéliques contemporaines - épreuves, essais, maquettes, carnets, variétés, etc. - d'exception (renseignements et catalogue (120 francs) auprès de François Guilbaud, au 01-45-71-05-44).



## ARCHITECTURE

Orléans accueille jusqu'au 30 juin, sur le site des Subsistances militaires, les 3<sup>es</sup> Rencontres internationales d'architecture, organisées par la ville et le

Fonds régional d'art contemporain. ● EN EXPOSANT quatre-vingt-dix projets de quatre-vingt-dix architectes différents sur le thème de l'habitat, cette manifestation présente un

panorama des avant-gardes les plus extrêmes, à travers des projections utopiques, réalisations construites ou en cours de réalisation. ● ANNONCÉE pour les week-ends du 8 au 10

et du 15 au 17 juin, les 2<sup>es</sup> journées de la maison contemporaine, organisées par l'association Renov, permettront au public de visiter des architectures ouvertes par deux cents pro-

priétaires. ● L'INSTITUT FRANÇAIS d'architecture, à Paris, prépare la vente de cent cinquante maquettes, « maisons du bonheur » imaginées par le gratin de la profession.

# A Orléans, Archilab met sur orbite l'habitat de demain

Les 3<sup>es</sup> Rencontres internationales d'architecture, qui se tiennent aux Subsistances militaires, font l'inventaire des tendances les plus extrêmes d'un « marché » futuriste, tonique et parfois fantaisiste

**ARCHILAB 2001, 3<sup>es</sup> rencontres internationales d'architecture d'Orléans. Site des subsistances militaires, 88, rue du Colombier, Orléans (Loiret). Tél. : 02-38-62-32-75. De 11 heures à 19 heures ; lundi, de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin. Entrée libre.**

## ORLÉANS

de notre envoyé spécial

Il ne manquait plus qu'Archilab pour entrer de plain-pied dans le nouveau millénaire, après les grandes machines de l'an 2000, Mutations à Bordeaux et la Mostra d'architecture de Venise. Ultime pied de nez aux dogmatismes du siècle passé, elle aura eu pour corollaire, derrière les phrases lyriques et les pitreries des architectes sélectionnés, l'abandon de toute signification de l'architecture. Mais la confusion des sentiments, à Bordeaux comme à Venise, sera allée de pair avec la confusion des échelles, villes et territoires, palais et cabanes étant triturés avec les mêmes instruments, scalpels inefficaces et d'ailleurs indolores.

Inutiles ces expositions ? Certainement pas : il faut les avoir vues pour mesurer l'état du métier dans ses formes les plus jeunes ou les plus engagées. Toquées, toniques, polémiques à l'instar de la Biennale de 1980 qui fit litière tout à la fois du Mouvement moderne, du fonctionnalisme et du Style international. Mais bien évidemment, et pas plus qu'en 1980, ni Bordeaux ni Venise n'auront donné à comprendre le réel, la chose construite, ce qu'on voit pousser pour le meilleur et pour le pire dans les villes d'un monde désormais sans frontières. L'une et l'autre auront parié, somme toute, sur les vertus de l'énigme. Une bénédiction pour les éditeurs à qui restait la tâche de faire le bilan de l'architecture, grande ou petite, au tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

Après les instantanés et les inventaires, restait à prendre pied avec l'avenir. Et c'est Orléans, pionnière et seule de son espèce, semble-t-il, dans le monde, qui s'y colle avec la troisième édition d'Archilab, réunion internationale des avant-gardes. Après l'inévitable colloque, dialogue de sourds entre tendances exogamiques mais impossibles à marier, elle expose pour deux mois quatre-vingt-dix projets de quatre-vingt-dix architectes sur le thème raisonnable et d'actualité, de l'habitat.

Laissons parler Marie-Ange Brayer et Béatrice Simonot, les commissaires de cette exposition, dont le comité scientifique, plutôt endogamique par son niveau spirituel, comprend les meilleurs gardes-chiourmes européens des « prisonniers volontaires de l'architecture », selon la formule bienveillante de Koolhaas : Manuel Gausa, Christian

Girard, Bart Lootsma, Frédéric Migayrou et Andreas Ruby, la crème de la crème de la gentry critique en Europe. « L'habitation, nous disent donc Brayer et Simonot, constitue un domaine d'application stratégique dans l'élaboration des positions à l'égard des problèmes liés aux effets de la mondialisation. Comment prendre en compte l'opposition entre la compréhension culturelle de l'habitation et les phénomènes de standardisation liés à une économie de la globalisation ? » Que d'ions, que d'ions !

« Entre pragmatisme et utopie, ajoutent-elles, entre désir et réalité, entre individualisme et communauté, entre usage et forme, les logiques se confrontent, traversées par une question qui reste présente, quelle que soit la problématique adoptée : c'est la question de l'ancrage dans un territoire, confrontée à celle de la migration et du nomadisme. » Reprenons la main pour souligner qu'au-delà des formules, Archilab se révèle cette année un moment de plaisir et d'intelligence, plus riche et fort que les deux éditions précédentes grâce à la présence, au côté des projections utopiques, de réalisations construites ou en cours de l'être. Le rêve a donc trouvé clients et terrains.

## PEU DE « SCHTROUMPFERIES »

Au-delà de ce constat, la description d'une telle collection se révèle impossible autrement qu'en creux : en règle générale, les réalisations ne sont pas ce que prétendent les textes qui les accompagnent. Ainsi, les Subsistances militaires qui abritent Archilab accueillent la reconstitution aléatoire d'une maison de Detroit, installation signée par Kyong Park (Etats-Unis), professeur d'urbanisme et artiste. Singulièrement poétique, la démonstration se fige, hélas, dans la phraséologie gélatineuse et attrape-mouche de sa notice explicative. Car une des nouveautés du cru 2001 est que les textes du catalogue sont passés du violet sur fond noir au noir sur fond blanc, ce qui les rend enfin lisibles, sinon compréhensibles.

S'imposant par l'exclusion, mais c'est aussi son rôle, Archilab a évacué tout ce qui fait l'ordinaire quotidien de nos villes : « les protégés du pavillon de l'Arsenal », constate un observateur, désignant par là les tendances élaborées depuis deux décennies dans les écoles françaises, néo-modernes ou post-modernes assagies qui font la vertu de Paris, par exemple à Bercy. On note encore la raréfaction des « schtroumpferies » molles, sorties tout droit de logiciels conçus d'ailleurs pour dessiner en schtroumpf. Il en reste quelques vestiges comme les projets amorphes du groupe Asymptote (France), de Bernard Tschumi (américano-franco-suisse), de Kol/Mac (Etats-Unis), de Nox (Pays-Bas), de Dagmar Richter



ARCHILAB ORLÉANS 2001



**Ci-dessus :** « Naked House », réalisation de Shigeru Ban. Tokyo, 2000. L'architecte imagine, dans un vaste plan libre, des cellules individuelles déplaçables. **Ci-contre :** Projet de « maison-paysage », imaginé par le groupe LaN+ (Carmelo Baglivo, Luca Galofaro, Stefania Manna). Italie, 2000. Retour au pavillonnaire ou invention d'un monde nouveau ? Le groupe affirme réconcilier l'ordre et le désordre.

(Danemark), de Tom Kovac (Autriche), ou de Minifie Nixon (Australie), braves gens qui, en fait d'habitat, rentabilisent avec persévérance leurs investissements informatiques en produisant des dinosaures de plastique coloré.

## AUDACE ET RÊVE

Beaucoup ont délaissé la machine, et la plupart ne s'en servent plus que pour ce qu'elle est : un outil d'assistance (Platane Bérès), de formalisation (Odile Decq, Atchi-Tectonics), de calcul (agence NL Architects), voire de sport (Vicente Gualart)... Enfin, les cuistries pseudo-humoristiques (Didier Fiuza Faustino et sa chaise sadique) ne sont plus légion. Elles cèdent ordinairement le pas, cette année du moins, à la poésie et au fait-main (François Seigneur), à l'imagination sociale (Santiago Cirugeda Parejo), à la bonne volonté écologique (François Roche et Cie, Bureau Venhuizen, Cero 9), à la générosité bucolique et sociale (Fiona Meadows), enfin à une gestion de l'espace restreint et mobile : les groupes Alleswirdgut (Autriche), version interplanétaire, Lot/Ek (Etats-Unis), version *mobile-home*, ou maO/emmeazero (Italie), version oiseau migrateur, sont quelques-uns de ces exemples sans lendemain prévisible.

Sauf à trouver quelques prisonniers volontaires susceptibles d'expérimenter ces lubies de luxe. Ce n'est pas impossible. Les éditions du Seuil viennent de livrer un superbe ouvrage de Nicolas Pople, *Maisons expérimentales*, qui montre bien qu'Archilab n'est pas seulement un recueil d'avant-gardes déboussolées. C'est aussi et d'abord une sorte de foire internationale d'architecture contemporaine, une FIAC principalement régie par l'audace et le rêve. Les maisons de Nicolas Pople sont présentées dans toutes leurs dimensions, y compris celle, temporelle, de l'usage.

Dans ce domaine de la recherche appliquée, les Japonais restent, à Archilab 2001, les maîtres : Shigeru Ban, Kengo Kuma, Naito, Ideyuki Yamashita. Ils sont accompagnés par un bataillon éclectique, où se croisent toutes les nationalités : Bolles et Wilson (Allemagne), Diller et Scofidio (Etats-Unis), Mathias Klotz (Chili), Lacaton et Vassal (France), One Architecture (Pays-Bas), Next Entreprise (Autriche). Des architectures toujours expressives, ténues ou compactes, éclatées ou rangées, et au service d'un homme qu'on imagine fort différent au troisième millénaire de ce qu'il fut au précédent, l'esprit léger et le pied gracile. C'est à ce titre que notre cœur penche pour le projet de NL Architects, à la fois logement et promenade, maison et colline : un rêve pour les cyclistes des Pays-Bas, fatigués du plat.

Frédéric Edelmann

## Quand le rêve devient réalité

**JOURNÉES** de la maison contemporaine : deuxième édition annoncée pour les week-ends des 8 au 10 juin et du 15 au 17 juin. C'est la réponse intelligente d'une association, Renov, qui s'annonce comme le premier réseau de professionnels du genre en France, à une demande de plus en plus forte du public. Et c'est la réponse, surtout, de plus de deux cents propriétaires qui acceptent d'ouvrir au public des architectures qui n'ont rien de muséal, étant vouées à la vie.

Toutes les régions sont concernées, et tous les types d'architecture, sélectionnés cependant pour leur qualité et leur inventivité. Certaines ont déjà acquis leurs lettres de noblesse, associées aux noms de maîtres d'œuvre renommés, parfois proches d'Archilab (Rudy Ricciotti, François Seigneur), Christian Gimonet, Philippe Dubus, Paillard et Jumeau, Frédéric Jung, Fabrice Millet, Jacques

Moussafir, etc. Tous ces bâtiments témoignent du dialogue qui s'établit entre client et architecte, d'un dessin et d'une mise en œuvre à coût maîtrisé.

Renov publie la liste des maisons visitables dans la revue *À Vivre* (été 2001, n° 4, 35 F [5,34 €]) ainsi que les modalités d'inscriptions pour ces visites gratuites (tél. : 0820-821-908). Voilà une bonne approche pour qui souhaite faire dessiner ses murs, mais une première approche. Il est en effet sage de consulter plusieurs architectes, de se fixer un budget, de caler précisément les règles du jeu, qui ne relèvent en effet pas du seul maître d'œuvre, mais bien d'un échange.

Plusieurs livres montrent en détail l'apport remarquable des architectes par rapport aux produits supposés « clés en main ». L'une des meilleures séries est celle de Joël Carriou, qui en est à son quatrième volume (Ed. Alternati-

ves, 158 p., 195 F [29,73 €]). On y retrouve la maison du Passage de Georges Maurios, 200 mètres carrés de prouesse métallique, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris pour 1 million de francs (terrain non compris), et la maison Mugel de Stefania Stera, 150 m<sup>2</sup> dans le 20<sup>e</sup>, pour 1,4 million de francs, plus classiquement moderne (*Le Monde* du 28 août 2000). Ou encore la maison Segretain de Philippe Vion à Guérande (Loire-Atlantique), étonnant tour de prestidigitation architecturale, qui offre une simplicité bonhomme de caler précisément les règles du jeu, et toute la liberté contemporaine côté vaches. Celles-ci ne sont pas annoncées comme à visiter dans le programme Renov. L'est en revanche la maison Lypreni de Ricciotti, belle audace sur la rade de Toulon, cernée des traditionnels pastiches provençaux.

F. E.

## Le bonheur à la porte du garage

**ON NE LES CROYAIT** pas si volontiers joueurs : plus de cent cinquante architectes exerçant en France ont répondu à l'appel de l'Institut français d'architecture et ont adressé rue de Tourmon leurs maquettes de « maison du bonheur », une opération organisée par Fiona Meadows, de l'IFA, et Dominique Perrault, ancien président et toujours membre du conseil d'administration, au bénéfice de l'association Patrimoine sans frontières (PSF).

Deux cents professionnels avaient été invités à participer à ce qui est à la fois un moment de partage – le produit de la vente aux enchères annoncée pour le 20 septembre financera plusieurs actions de PSF – et une sorte de grand jeu mêlant le rêve et l'autoanalyse. Des « maisons du bonheur », faites et imaginées à partir d'un modèle réduit de la marque Kibri, échelle HO – celle des trains électriques – et une pièce de puzzle en

guise de terrain. A partir de ces éléments, les concurrents pouvaient librement imaginer leur projet. Les résultats sont réjouissants, de l'autocritique au farfelu, du cinétique à l'écologique, du coup de blues aux lunettes roses...

## HABILE PROVOCATION

Le public pourra en juger lors de l'exposition, du 15 au 20 septembre au Palais de Chaillot. Dès le déballeage, le 16 mai, en présence des officiels – Florence Contenay, présidente de l'IFA, et Béatrice de Durfort, présidente de PSF –, on se rendait compte à quel point les architectes sont des êtres doués d'une fantaisie qu'on leur connaît peu, brimés qu'ils sont par règlements, commanditaires, protection des sites, et on en oublie.

La petite maison blanche avec ses tuiles mécaniques, dont la version habitable couvre les campagnes et les banlieues et fait honte à ces professionnels qui n'ont que

rarement l'occasion de montrer ce qu'ils pourraient faire à la place, est une habile provocation : découpée en tranches en ménageant une alternance de verrières (Barto + Barto), entourée de plumes roses hautes comme des bambous (François Seigneur), ou habillée de billets verts (Mister Dollar) ou bleus (le 50 F de Saint-Exupéry), le petit phénix est méconnaissable. Il y a ceux qui l'ont plongé dans un bocal, ou perché sur un mât (Fiona Meadows), ou transformée en objet musical, et ceux qui ont réussi à en faire un immeuble, en superposant les pièces du puzzle. Avez-vous défi, modestie et autoflagellation, tout y est, comme si les architectes étaient mûrs pour une petite révolution.

Michèle Champenois

★ Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon, Paris-6<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-33-90-36.

# VOX, des disques en or pour mélomanes désargentés

A nouveau importés, les enregistrements historiques de la maison fondée par George Mendelssohn permettent de découvrir des interprétations de référence du violoniste Ivry Gitlis ou du pianiste Alfred Brendel

LES DISQUES VOX sont de nouveau importés en France par Abeille-Musique. Il sera aisé de les commander directement en ligne : le paiement est sécurisé et les prix sont doux – un coffret de trois CD vaut le prix d'un seul disque publié en nouveauté.

Ce n'est donc pas la moins bonne nouvelle du printemps. Les mélomanes fauchés qui fouinaient dans les bacs des disquaires libraires du Boul'Mich', avant l'arrivée du disque compact, ont gardé un souvenir ému des petites merveilles qu'ils achetaient pour trois francs six sous et grâce auxquelles ils ont pu entrer par la grande porte dans le royaume de la musique enregistrée. Les disques VOX étaient mal pressés et les illustrations des pochettes étaient tellement ringardes qu'elles en devenaient des objets d'admiration, mais que n'auraient-ils pas supporté pour écouter les sonates de Beethoven par Alfred Brendel, ses Liszt fabuleux, son *Concerto en mi-bémol KV 482* et l'interprétation – la plus alerte et aérienne jamais enregistrée à ce jour – de la *Sonate en ré majeur pour deux pianos* de Mozart avec Walter Klien, bien avant que le pianiste ne devienne la star qu'il est devenu quand il est passé chez Philips !

Que n'auraient-ils pas supporté comme bruit de fond et distorsions en tous genres pour écouter Ivry Gitlis dans le *Concerto pour violon* de Bartok, pour se délecter des interprétations chopiniennes, schumanniennes et beethoveniennes de la pianiste brésilienne Guiomar Novaes, du Ravel de Vlado Perlemuter ! Que n'auraient

pas supporté les plus aventureux pour découvrir des pans entiers du répertoire abandonné par les grandes maisons de disques !

A l'origine de VOX, un drôle de bonhomme : passé par le conservatoire de Paris où il avait été l'élève du pianiste Isidore Philipp, George Mendelssohn était un lointain descendant du compositeur éponyme et joueur de polo – il participa, à ce titre, aux Jeux olympiques de Berlin, en 1936. Emigré aux États-Unis, il fonda VOX en commençant par publier des enregistrements sous licence, avant de prendre sous contrat quelques-uns des plus célèbres musiciens du temps, parfois mis de côté par les grands éditeurs : les pianistes Guiomar Novaes, Vlado Perlemuter et Mieczyslaw Horszowski, les chefs d'orchestre Otto Klemperer, Jasha Horenstein et Hans Swarowsky – ce dernier aura été le plus célèbre professeur de direction d'orchestre de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, notamment celui de Claudio Abbado, de Zubin Mehta, à Vienne, où il enseignait.

## UN AMÉRICAIN PINGRE

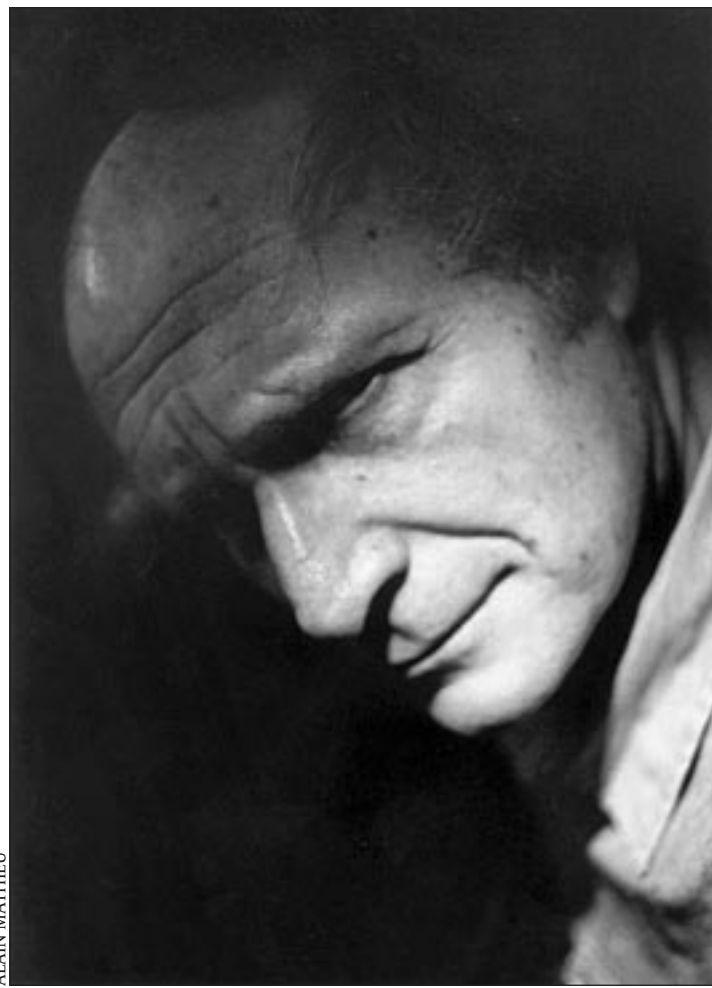
Mendelssohn était un redoutable négociateur et un incontestable révélateur de talents. Il était si pingre que les séances d'enregistrement ne duraient parfois guère plus longtemps que les œuvres elles-mêmes et il payait ses artistes au lance-pierres. Il n'a pas fait fortune pour autant, mais il aura fait le bonheur de mélomanes sans faire le malheur des artistes ! Bien qu'américain, il a surtout enregistré en Europe, particulièrement à Vienne et en Allemagne,

un peu à Paris, là où les orchestres étaient moins chers qu'aux États-Unis.

Parmi la première fournée de disques importés par Abeille : *L'Art d'Ivry Gitlis* sera une découverte pour beaucoup de jeunes mélomanes. Ce VOX-BOX (CDX2 5505) de deux CD regroupe les concertos pour violon de Mendelssohn, Tchaïkovski, Sibelius, Bruch et Bartok ainsi que la *Sonate pour violon seul* de ce dernier, enregistrés à Vienne, sous la direction d'Horenstein, de Swarowsky et de Heinrich Hollreiser. Le report sur CD est excellent, qui a éradiqué le pleurage, les distorsions et le bruit de fond des pressages originaux.

Gitlis, qui donnait un récital, au Carnegie Hall de New York, ce lundi 21 mai en compagnie de Martha Argerich, est l'un des violonistes majeurs de ce siècle. Comme Heifetz, Menuhin, Kreisler, Oïstrakh, Rabin ou Neveu, Gitlis parle avec une voix immédiatement reconnaissable et investit la musique qu'il joue avec un amour, une dévotion qui sont la marque des grands, quand bien même certains la cachent derrière le masque de la distance. Combien de petits violonistes ont décidé de faire de la musique en écoutant Gitlis jouer à la télévision, au « Grand Échiquier » ou ailleurs ? Né en 1922, il est toujours sur la brèche, rayonnant d'intelligence, de générosité, de sagesse.

Autres coffrets à écouter de près : *Le Jeune Brendel*, un coffret de six CD (CD6X 3601) regroupant des pièces pour piano seul, pour piano à quatre mains, pour piano et instruments à vent et des



ALAIN LOMPECH

*Ivry Gitlis : amour de la musique et dévotion au service de Mendelssohn, Tchaïkovski, Sibelius, Bruch et Bartok.*

concertos de Haydn, Mozart, Beethoven, Schubert, Dvorak, Liszt, Schoenberg, Prokofiev et Stravinsky, rien moins ! L'intégrale Ravel de Vlado Perlemuter, qui associe les deux concertos, dirigés par Jasha Horenstein à la tête d'un orchestre des Concerts Colonne qui ne joue pas plus faux que d'autres enregistrés plus récemment, mais avec beaucoup plus d'à-propos, et l'interprétation de référence des *Miroirs* et du *Tombeau de Couperin*. Enfin, il ne faudrait pas laisser passer l'album de trois CD VOX « Legends » (CDX3 3501) consacré aux *Nocturnes*, *Études op. 10 et 25* et à la *Sonate « funèbre »* de Chopin par

la légendaire Guiomar Novaes, dont VOX nous rendra peut-être, sous peu, les *Romances sans paroles* de Mendelssohn, les *Valses* de Chopin, le *Carnaval*, les *Scènes d'enfants*, les *Papillons* et les *Fantaisies op. 12* de Schumann et les *Sonates Waldstein*, *Les Adieux*, *Clair de lune*, *Tempête* de Beethoven, qui n'ont à ce jour pas été réédités sur disques compacts et sont des trésors de l'interprétation enregistrée.

Alain Lompech

★ La totalité des disques VOX importés est consultable sur le site <http://abeillemusique.com>

## SÉLECTION DISQUES

### SERGE HOUPIN ET HENRY TORGUES

#### Vertiges

Depuis une vingtaine d'années, Serge Houpin et Henry Torgues mêlent leurs envies de musique. Houpin, passé par la guitare puis les claviers, amène une part rythmique. Torgues, pianiste, a le goût des fines mélodies étirées. *Vertiges* rassemble quatorze courtes pièces, à la manière de ces albums concoctés par le producteur Phil Spector qui considérait qu'en moins de trois minutes tout devait être dit. Cela permet de se concentrer sur une idée, de densifier un climat sans tomber dans les travers de certains albums de musique instrumentale qui *ad vitam aeternam* reviennent sur trois pauvres accords et une ligne mélodique. Ici les claviers, l'accordéon, des percussions (marimba, instruments à peaux), le violoncelle – Vincent Courtois toujours exact – se parlent, par empilements et croisements. On va de la valse balladeuse du *Train nu* aux échappées italo-tsiganes vers l'univers du cirque de *Où va le monde ?* Les sautilllements de claviers dans *Plume* sont tempérés par un lent entremêlement des cordes et de l'accordéon ; le sombre *Salle d'espérance* vire d'un mouvement vers le flamenco. *Vertiges* déborde de bout en bout d'une belle assurance et d'une énergie joyeuse. Sylvain Siclier ★ 1 CD Hopi Mesa 3063942. Distribué par Wagram Music.

### MILES DAVIS

#### The Essential

Bien entendu, écrire qu'il n'y manque rien, quand bien même on ne s'en tiendrait qu'à l'« essen-

tiel », n'est qu'une vue de l'esprit. Chez le trompettiste – comme chez Ellington, Coltrane, Monk, Mingus... à chacun sa liste –, tout est essentiel. Pourtant, cette compilation de vingt-trois titres interprétés, écrits ou non par Miles Davis, éclaire fort bien, au-delà de la chronologie, la diversité des styles que le trompettiste a fait siens. Les débuts avec Charlie Parker, la moyenne formation de *Birth of the Cool* avec Gerry Mulligan, les recherches entre les deux quintets, celui des années 1950 avec John Coltrane, Red Garland, Paul Chambers et Philly Joe Jones, puis celui des années 1960 avec Wayne Shorter, Herbie Hancock, Ron Carter et Tony Williams, les éclats électriques, les dernières années pop. Et bien sur l'amitié avec le pianiste et arrangeur Gil Evans, qui traverse près de cinquante ans de présence. Issus de sept labels (Savoy, Capitol, Blue Note, Prestige, Fontana, Columbia – qui publie ce double CD – et Warner), les titres sont les plus accessibles, ce qui fait d'autant mieux ressortir la singularité de celui qui hors du temps et des styles a touché le plus large public sans se trahir.

S. Si. ★ 1 double CD Columbia/Legacy COL503045-2. Distribué par Sony Music.

### JANET JACKSON

#### All for You

Efficacité maximale : la petite sœur a le style familial qui pousse à la danse, au rythme et à l'aisance. Il y a plus qu'un air de famille avec le champion du funk que fut Michael : une voix flûtée, une manière d'aborder les hauteurs

de la nuit. *Come on Get up* est la parfaite illustration de ce son afro-américain qui fait rêver les Blancs, y compris la métisse Mariah Carey. Les concepteurs sonores du disque, Jimmy Jam et Terry Lewis, anciens comparses de Prince, ont pris des leçons du côté du post-disco (du kitsch dansant agrémenté du savoir de la house en boucle). Quand les corps ne font qu'un, qu'un discret son de *steel band* vient appuyer les soieries vocales de Janet Jackson (*When we oooo*, *China Love*, *Love Scene*, puis l'excellent *Would you Mind*, livrés en tunnel, délicieux comme le miel), le jeu semble clos. Mais, sexe, très sexe, la chanteuse récupère aisément le don de casser les arcanes du soft brûlant. *Son of a Gun*, avec Carly Simon – et avec samples de *You're so Vain*, tube de cette dernière – s'en prend aux imbéciles armés sur fond de hip-hop. On retrouvera d'ailleurs ici le côté désarticulé, en légères hachures, du nouveau son afro-américain, tel que défendu par Missy Elliot ou Erikah Badu, mais en ballade.

Véronique Mortaigne ★ 1 CD Virgin 7245-8-10144-2.

### RUN DMC

#### Crown Royal

Pionnier du hip-hop hardcore des années 1980, le duo du Queens, bad boys convertis au christianisme naissant, a porté le hip-hop vers MTV et la voie royale des tubes. On leur doit *My Adidas*, hymne des rappeurs consommateurs (1986), autant que le mariage du rock dur et du rap – en 1984, ils enregistrent *Walk this Way* avec Aerosmith. Toutes ces tendances se retrouvent dans *Royal*, leur septième album, paru après huit ans de silence, où ils ont convoqué Jermaine Dupri,

Mobb Deep, Fred Durst, Nas, Prodigy, etc. Avec Kid Rock, Run DMC offre un morceau de bravoure, *The School of Old*, aussi réjouissant qu'est mauvais et pauvre l'exercice commun avec Everlast. On regrettera l'effacement de DMC, le pilier du trio, qui avait des problèmes de voix. Run, frère de Russel Simmons cofondateur du label Deff Jam, école historique du rap, assure la permanence comme il peut. V. Mo. ★ 1 CD Arista/BMG 07822-16400-2.

### ZITA SWOON

#### Life = A Sexy Sanctuary

Dissidence du groupe deUS (au même titre que Dead Man Ray), Zita Swoon a confirmé, avec l'album *I Paint Pictures on a Wedding Dress* (1998), la fécondité d'une scène anversoise située à l'improbable confluence des pères du blues déstructuré (Captain Beefheart, Tom Waits) et d'une électronique qui ne déteste pas le disco. Si *Life = A Sexy Sanctuary* ne bénéficie plus de l'effet de surprise, il diffuse aussi une séduction plus immédiate. Stef Kamil Carlens, Zita Swoon en chef, a préféré cette fois à la fragmentation dadaïste des structures et des mélodies plus classiquement pop, perverses par des arrangements hérétiques ne s'interdisant aucun territoire : reggae avec des rythmiques sautillantes, latino avec des cuivres rutilants (*Hot Hotter Hotter*), new wave avec des synthés sortis des années 1980, rock avec des guitares nerveuses et un piano étincelant. Aussi charnels que cérébraux, les plaisirs dispensés par Zita Swoon en font un héritier caché et très spirituel de David Bowie. Bruno Lesprit ★ 1 CD Warner Music 8573 86832 2.

### DOC GYNÉCO

#### Quality Street

En couverture, Bruno Beausir, papa de trois enfants, donne le biberon au petit dernier. C'est exposer bien dangereusement une vie privée finalement tranquille. L'auteur de *Première consultation* s'est calmé, il observe, et évite ainsi de tomber dans le piège du rap, business de la misère. « *Je n'ai jamais voulu faire l'homme...* » ; « *Qu'ils tendent leur bras les innocents* » : l'album commence par un appel pacifique à la réconciliation et à la paix entre les humains – Laurent Voulzy fait les chœurs (*Noirs et Blancs*). Ecœuré sans doute par de périlleuses collaborations, dont une assez honteuse avec Bernard Tapie, taulard héros des banlieues, Doc Gynéco est revenu des riches et des puissants, il le dit – Chiara Mastroianni fait la voix off (*Trop jeune*). De belles phrases (« *Les jours sont longs sur la plage de béton* »), des appels du pied à la branchitude (la fille de François Mitterrand, héroïne de *Rue Mazarine*, belle défense de la condition féminine – « *Moi, je préfère la vie au féminin, alors à tous ces mecs tous ces débiles qui pensent qu'une femme de dos c'est son profil* »). Le chroniqueur de la *Porte de la Chapelle* retrouve parfois le ton nonchalant, l'intelligence de la réaction à chaud, sincère et presque naïve, qui avait construit *Première consultation*. Pour les cousines, le rappeur français a cherché outre-Atlantique du côté de chez Public Enemy – RZA est à la scansion (*Cousins*) –, ou de la soul et du dub – Isaac Hayes est au travail (*Thief A Man, Mr Babylon*). L'indigence musicale de *Quality Street* surprend cependant : cet ensemble n'a pas une once d'imagination musicale, mais de grosses

### DÉPÊCHES

■ MEILLEURES VENTES : au classement de la semaine du 13 au 19 mai (Top IFOP/Tite Live diffusé par le SNEP) trois nouvelles entrées occupent les cinq premiers rangs. *Exciter*, de Depeche Mode, arrive en tête, suivi de *Rien ne s'efface*, le double album de Patrick Bruel enregistré en public. Quant au groupe américain R.E.M., il entre en quatrième place avec *Reveal*, précédé par la bande originale du film *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain* écrite par Yann Tiersen. Indétrônable des premiers rangs depuis des mois, *Chambre avec vue*, d'Henri Salvador, est stable à la dixième place.

■ DOCUMENT : *Le Soleil des eaux*, de Pierre Boulez, créé à Paris le 18 juillet 1950 par l'Orchestre et les Chœurs de la RTF, dirigés par Roger Désormière vient d'être publié dans la collection de l'Institut national de l'audiovisuel INA-Mémoire vive. Ce CD est un hommage au chef Roger Désormière (1898-1963), qui avait inclus la partition de Boulez (sur un poème de René Char) dans un concert consacré exclusivement à de la musique de son temps signée Stravinsky, Dallapiccola, Satie et Bartok.

■ COMMÉMORATION : après Jimi Hendrix et Bob Marley, les Doors sont l'objet d'une vaste campagne de publications phonographiques mêlant rééditions et inédits. Aux sept disques (dont un en public) parus du temps du vivant du chanteur Jim Morrison pour la marque Elektra, s'ajoute une nouvelle compilation, *The Best Of The Doors*, et surtout la parution de *Live in America*, recueil de titres enregistrés en public et première étape de la mise sur le marché officiel, par les trois musiciens du groupe, d'archives, jusqu'alors disséminées sur des albums pirates et illégaux.

■ MUSIQUES DU MONDE : la parution posthume du dernier enregistrement du chanteur pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan a été annoncée pour le 5 juin par la compagnie American Recordings. The Final Studio Recordings est produit par Rick Rubin (Beastie Boys, The Cult, Red Hot Chili Peppers, Run DMC...).

ficelles synthétiques, répétitives, déjà mille fois entendues. V. Mo. ★ 1 CD Virgin 724385098420.

### YANN TIERSEN

#### L'Absenté (1)

#### Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain, bande originale du film (2)

Yann Tiersen confirme : il est l'un des talents les plus originaux de la musique instrumentale produite en France. Tiersen est français jusqu'au bout des doigts et même un peu breton dans sa façon de traiter au piano pour enfant, au violon, à l'accordéon, des valse foraines ou des airs de chansons réalistes avec intensité et élégance. Qu'il compose pour le cinéma – ici pour le succès du moment, *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, de Jean-Pierre Jeunet, ce musicien, à qui le théâtre siérait à merveille, met en lumière une scène intérieure et riche en idées, en impressions, en affect. Comme Pascal Comelade, à qui Yann Tiersen doit sans doute beaucoup dans le traitement de la musique (instruments décalés, recyclage du répertoire rock et populaire). Si *L'Absenté* est d'abord d'inspiration cinématographique (le film lui a emprunté un titre, *A qua*), l'album bénéficie aussi de coopérations surprenantes : les voix de Lisa Germano et de Neil Hannon, le fondateur de The Divine Comedy, tandis que les Têtes raides viennent en musiciens. Dominique A, ami nantais, y chante (*Bagatelle*) à nouveau. A côté de l'ensemble orchestral Synaxis, on trouvera de tout : du toy piano, des ondes Martenot, du cornet, de l'hélicon, du carillon, du banjo, du clavecin... V. Mo.

★ (1) 1 CD Labels 7243810-1152-2. Distribué par Virgin. (2) 1 CD Labels 7243810-229-24. Distribué par Virgin.

# Les damnés de la guerre

L'écrivain Bernard-Henri Lévy nous apporte son témoignage sur des drames délaissés par l'histoire, à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle : Angola, Burundi, Sri Lanka, Soudan, Colombie

Un récit en 5 épisodes

à partir du mardi 29 mai

Le Monde daté 30

Kiyoshi Kurosawa, réalisateur de « Kairo »

# « L'horreur est actuellement le seul genre au Japon »

**PASSÉ un peu inaperçu dans le maelström cannois, l'un des plus beaux films actuellement sur les écrans, Kairo, sorti le 23 mai, est la nouvelle réalisation du cinéaste japonais Kiyoshi Kurosawa. Il y poursuit cette plongée dans l'inconscient contemporain de son pays (et du cinéma de son pays) à travers les codes du film de genre, détournés par le décalage des rythmes – ralentissement ou ellipse – et une grande élégance visuelle, sonore et de composition des plans. Dans un monde quotidien, mais qui se vide progressivement de ses habitants à mesure que les morts reviennent, le récit envoûtant de Kairo ouvre des portes cernées d'un trait rouge, entre ce monde et un au-delà imaginaire, entre film d'horreur et méditation spirituelle.**

« **Kairo est l'un des nombreux films japonais à remettre au goût du jour le yurei eiga (film de fantôme), très populaire dans les années 1950 au Japon. Que signifie ce nouvel engouement pour le film d'horreur ?**

– Ce genre avait beaucoup de succès au Japon dans les années 1950-1960, puis a complètement disparu, alors qu'aux Etats-Unis, par exemple, on n'a jamais vraiment cessé d'en faire.

Je me réjouis qu'il revienne à la mode. L'ennui est que, dans les années 1950, c'était juste un genre parmi d'autres, alors qu'actuellement c'est le seul. Tout le monde au Japon s'est mis à vouloir faire de l'horreur, on en propose à des réalisateurs qui n'en ont pas du tout envie, et les producteurs imposent une dose d'horreur dans n'importe quelle histoire. C'est ridicule, le public va se lasser et on ne pourra plus faire un seul film d'horreur. J'aimerais au contraire que ce genre puisse durer, même si, pour ma part, j'estime y avoir assez contribué, avec auparavant *Korei* (Séance) et trois feuilletons pour la télévision.

– **Comment est né le projet de Kairo ?**

– Le studio Daiei voulait un ultime film d'horreur avant que l'engouement ne retombe. Ils m'ont demandé si j'avais un projet. J'ai repris une idée imaginée il y a sept ans et je l'ai arrangée. L'Internet n'entraîne pas en jeu, mais c'était déjà un monde où les fantômes sont de plus en plus nombreux et font disparaître les humains. Je l'avais conçu comme un projet à tout petit budget, et je ne pensais pas utiliser des images de synthèse. Avec *Kairo*, j'ai

disposé d'un budget pour moi très confortable.

– **Les personnages de Kairo affrontent l'angoisse d'être de plus en plus seuls, à mesure que les gens qui les entourent se "déconnectent" de toute relation humaine. Est-ce propre aux sociétés contemporaines ?**

– Je crois que, dans le Japon actuel, un certain type de relations qui structuraient la vie des gens, à savoir la famille, le village, l'entreprise, est effectivement en train de disparaître. Ce processus est très déstabilisant. Désormais, les relations de proximité, l'entourage, les amis deviennent la base relationnelle dominante. Le phénomène est particulièrement marqué dans une grande ville comme Tokyo. En tout cas, ces relations sont encore fragiles, personne n'est sûr que ça prenne. Et si ça ne tient pas, c'est la solitude, la fin quoi !

– **Est-ce pour cela que vous utilisez Internet comme symbole de cette déconnexion des individus les uns avec les autres ?**

– C'est bien sûr une raison assez évidente. Mais Internet n'est pas le seul moyen pour les individus d'échanger de l'information de manière différente et de changer la relation aux autres. Il

ya le téléphone portable, la télévision...

– **On sent une maturité nouvelle dans cette "nouvelle nouvelle vague" japonaise dont vous êtes l'un des chefs de file. Est-ce votre impression ?**

– Vous parlez de "nouvelle vague", le problème est justement qu'au Japon personne ne nous donne de nom. Et ce à quoi on ne donne pas de nom, personne ne sait si ça se passe réellement. Peut-être que ce phénomène de renouveau va s'arrêter dans un an ou deux, et on n'aura pas trace de son existence. Tout le monde connaît la "nouvelle vague Shochiku", du temps de Nagisa Oshima, au début des années 1960. Il faut que quelqu'un trouve quelque chose qui fasse référence. Nous qui faisons partie de cette actuelle génération, nous savons ce qui nous différencie les uns des autres, pas ce qui nous rapproche, car on travaille tous de manière très individualiste. Peut-être faut-il que ça vienne de l'étranger. Et comme je sens que je commence à m'éloigner des plus jeunes, je voudrais qu'on se dépêche ! »

**Propos recueillis par  
Brice Pedroletti (à Tokyo)**

## NOUVEAUX FILMS

### INSOMNIES

■ Il faudrait ne pas lire le slogan qui orne les affiches de ce thriller sorti pendant le Festival de Cannes. Il appauvrit le mystère qui imprègne le film, dès le moment où on découvre Ed Saxon (Jeff Daniels) écrasé de fatigue. Sa femme n'est pas rentrée ce soir-là, il accomplit les gestes ordinaires en la circonstance : appeler la meilleure amie, l'hôpital, la police. Par petits décalages, le doute naît quant à la réalité du monde d'Ed Saxon. Cette ambiguïté donne au film sa meilleure part. La mise en scène file avec brio une métaphore qui montre la maison très ordinaire de ce professeur d'université ruinée par une plomberie défectueuse. On connaît le désir obsessionnel des Américains de voir circuler sans heurts les fluides de toutes sortes dans les tuyaux appropriés (l'eau et son fluor par le robinet, le pétrole jusqu'à la pompe, etc.), et Michael Walker en dresse ici un tableau clinique juste, cruel et assez amusant, à force de cadrages très serrés et d'effets sonores d'une retenue exemplaire, s'appuyant sur un Jeff Daniels tout décavé. On aura une idée de ce dont il est capable si on se rappelle sa performance dans les dernières scènes de *Dangereuse sous tous rapports*, de Jonathan Demme. Sans tout à fait verser dans le Grand-Guignol, la conclusion d'*Insomnies* dissipe un peu brutalement le trouble qui s'était installé tout au long du film.

**Thomas Sotinel**  
Film américain de Michael Walker. Avec Jeff Daniels, Emily Bergl, Gil Bellows. (1 h 40.) En salle depuis le 13 mai.

### OÙ LE CŒUR NOUS MÈNE

■ Bazaré plutôt que distribué tandis que l'attention des amateurs du cinéma était tournée vers la Côte d'Azur, affublé de surcroît d'un titre sentimental à faire fuir, ce

mélo immergé dans l'Amérique profonde (une bourgade de l'Oklahoma) vaut lui aussi mieux que ce traitement désinvolte. Il suit d'ailleurs une trajectoire comparable à celle d'*Insomnie*, trajectoire assez singulière, avant d'être rattrapé par les exigences du genre : effacement miraculeux des drames et *happy end* généralisé... même si celui-ci conserve une touche de cette curieuse ironie qui parcourt le film : le mariage tant différé entre les beaux jeunes gens dont le film accompagne les tribulations à lieu dans un supermarché. La marchandise et l'appât du gain, mais aussi la violence sexuelle, l'alcoolisme, le crétinisme fanatique des pratiques religieuses, la solitude affective, la boulimie de reconnaissance, l'indifférence aux autres ne cessent en effet de faire brutalement irruption dans ce drame à l'eau de rose, dont l'héroïne se nomme Nation, fille-mère d'une petite Amérique. Le portrait de la communauté-type américaine joue ainsi avec les clichés – auxquels adhèrent sans réserve ses protagonistes – en un va-et-vient entre feuilleton familialiste basique et distance critique envers ces conventions, plutôt réjouissant.

**Jean-Michel Frodon**  
Film américain de Matt Williams. Avec Natalie Portman, Ashley Judd, Joan Cusack. (1 h 35.)

### ANATOMIE

■ La célèbre faculté de médecine de Heidelberg est le théâtre de mystérieux événements. Des hommes sont enlevés et se retrouvent sur une table de dissection, condamnés à une mort horrible. Une étudiante mène l'enquête. Elle mettra au jour les agissements d'une société secrète de médecins qui s'opposent à l'éthique médicale et pratiquent des expériences sur des sujets humains. Production allemande (affleurement postsynchro-



« Anatomie » et « Le Retour de la momie », deux films qui ne parviennent pas à égaler les bonnes séries B de jadis.



nisée en anglais) s'alignent sur les modèles hollywoodiens, *Anatomie* est un thriller d'épouvante médicale qui laisse une place plus importante à la rhétorique obligée du genre (les effets de terreur) qu'à la réflexion. Les péripéties sont correctement emballées mais les possibilités d'inventer de nouvelles figures avec des corps écorchés et des cadavres sont seulement effleurées. Là pourtant, la série B d'horreur pourrait rejoindre quelques propositions de l'art contemporain.

**Jean-François Rauger**  
Film allemand de Stefan Ruzowitzky. Avec Franka Potente, Benno Fürmann, Anna Loos. (1 h 30.)

### LE RETOUR DE LA MOMIE

■ Produit par Vivendi Universal et suite de *La Momie*, gros succès commercial en 1999, *Le Retour de la momie* ressemble à une longue bande-annonce pour l'un des parcs d'amusement de la multinationale. Ce n'est plus un, mais deux revenants malfaisants, que doivent affronter avec des enfants Brendan Fraser et Rachel Weisz, désormais mariés. Une secte ressuscite le prêtre félon Imhotep (celui qui décimait une armée d'archéologues dans *La Momie*) pour lutter contre le roi Scorpion, revenu lui aussi de l'autre monde. Le roi Scorpion est interprété par The Rock, et progressivement les décors égyptiens du film sont transformés en arène de catch. Cette suite de *La*

*Momie* semble, comparée à l'original, dopée aux amphétamines. Les blagues sont plus vulgaires et les effets spéciaux plus spectaculaires. Le film se rapproche davantage des aventures d'Indiana Jones que des vieilles séries B d'horreur produites par Universal dans les années 1930. Stephen Sommers n'étant pas Steven Spielberg, son film se contente d'enchaîner les scènes d'action au risque de lasser le spectateur. **Samuel Blumenfeld**  
Film américain de Stephen Sommers. Avec Brendan Fraser, Rachel Weisz, John Hannah, Arnold Vosloo. (2 h 10.)

### Films présentés à Cannes :

#### APOCALYPSE NOW REDUX

■ Lire critique dans *Le Monde* du 11 mai.

#### CARRÈMENT A L'OUEST

■ Lire critique dans *Le Monde* du 14 mai.

#### KAIRO

■ Lire critique dans *Le Monde* du 14 mai et l'entretien ci-dessus.

#### ROBERTO SUCCO

■ Lire critique dans *Le Monde* du 16 mai.

#### ÉLOGE DE L'AMOUR

■ Lire critique dans *Le Monde* du 17 mai.

#### LA CHAMBRE DU FILS

■ Lire critique dans *Le Monde* du 19 mai.

#### LES ÂMES FORTES

■ Lire critique dans *Le Monde* du 22 mai.

## Laurent Baffie met en pièces la télé pourrie

**SEXE, MAGOUILLES ET CULTURE GÉNÉRALE, de Laurent Baffie. Théâtre du Gymnase-Marie-Bell, 38, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris-10<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Bonne-Nouvelle. Tél. : 01-42-46-79-79**

Laurent Baffie – qui tient le rôle de mouche du coche dans l'émission de Thierry Ardisson *Tout le monde en parle* – joue le chauffeur de salle au Théâtre du Gymnase. Chaque soir, à partir de 20 heures, il accueille les spectateurs qui viennent voir sa pièce, *Sexe, magouilles et culture générale*. Gare à ceux qui ont payé le prix fort et s'assoient à l'orchestre. Ils sont sûrs d'y passer. S'il le faut, Laurent Baffie enjambe les fauteuils pour faire monter un membre du public sur scène.

« Comment tu t'appelles ? » « Qu'est-ce que tu fais ? ». Evidemment, ça marche. Les gens sont contents

d'être vus et d'entendre les vanes habituelles : « Luis, tu es plombier ? Quelles sont les ruses pour arracher les vieilles ? »... « T'es enceinte ? » « Non. » « Ça peut s'arranger ? » « Dénoncez-vous, c'est typiquement français »...

Ce petit jeu, qui dure une bonne demi-heure, a pour fonction d'entraîner les spectateurs à jouer le public de *Culture pour tous* – l'émission sur laquelle Laurent Baffie concentre tout ce qui rend la télévision haïssable. Soit : un producteur d'une vulgarité crasse (Daniel Russo) ; un animateur incapable d'aligner deux phrases en français (Pascal Sellem) ; une potiche pas farouche pour deux sous, et totalement idiote (Géraldine Bonnet-Guerrin) ; un chauffeur de salle qui s'y croit (Laurent Baffie, dans son rôle).

Le cinquième élément est une grand-mère énergique à chignon

blanc (Mado Maurin), candidate incollable, qui fait chuter l'Audimat, parce qu'elle gagne depuis dix-huit semaines et que les Français en ont marre de voir sa tête. Pour l'éjecter, le producteur lui oppose la potiche, à qui il donne les bonnes réponses en direct grâce à une oreillette...

Laurent Baffie n'y va pas avec le dos de la cuillère. Il met en pièces la télévision pourrie, celle qui est hystérique, vendue, racoleuse, inculte, débile. La charge est forte, souvent juste. Mais elle colle tellement avec ce qu'on voit sur certaines chaînes qu'on finit par se croire devant son poste de télévision (et encore, bien avant « Loft Story ! »). On ressort abasourdi, abruti. Laurent Baffie n'est pas méchant, ou alors il ne l'est pas de manière efficace : il confond l'antidote et le poison.

Brigitte Salino

## SORTIR

### VILLENEUVE-D'ASCQ

#### Bal swing

La manifestation « Danse avec Villeneuve » se montre largement ouverte sur le monde. L'Irlande, la Bretagne, le Brésil ou le Chili y sont présents. Pour son dernier jour, le 26 mai, « Danse avec Villeneuve » permettra de découvrir les improvisations de Bernard Menaut, qui a le génie des lieux, des danseurs de capoeira, de tango renversé et un grand bal swing, dirigé par Philippe Chevalier qui fera danser les rythmes des années 1920.

**Quartier du Pont de Bois et de l'Hôtel de Ville. A partir de 13 heures, le 26 mai. Accès gratuit.**

### TOULOUSE

#### Les Antigones

Le groupe anversois Tg Stan, (Tg pour « compagnie d'acteurs de théâtre » en néerlandais et

Stan pour « Stop Thinking about names ») fondé en 1989, présente l'une derrière l'autre, deux versions de la tragédie de Sophocle signées Jean Anouilh et Jean Cocteau. Cinq comédiens, deux hommes et trois femmes, servent les deux textes.

A l'exception de Créon, d'Antigone et d'Ismène, tous les autres rôles sont tenus par deux d'entre eux. Créé au Théâtre Garonne de Toulouse, le spectacle sera repris à Paris dans le cadre du Festival d'automne ainsi que dans plusieurs villes françaises (Bordeaux, Caen, Cahors, Colmar, Dieppe, Maubeuge, Montpellier, Quimper, Rennes...) et étrangères, notamment au Portugal et en Belgique.

**Théâtre Garonne, 1, avenue du Château-d'eau. M<sup>o</sup> Saint-Cyprien-Republique. 21 heures, le 29 ; 19 h 30, le 30 ; 19 h 30, le 31. Tél. : 05-62-48-56-56. De 50 F à 100 F.**

## GUIDE

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

**Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.**

**Lignes de vie – Intégrale**  
de Thierry Gibault, Alan Bennett et Daniel Keene, avec Thierry Gibault, Anne Baudoux, Maya Borker, Alexandre Aslé et Daniel Delabesse.

**Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson. 17 heures, le 26. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 130 F.**

**Mon amour**  
d'Yves Charnet, avec Jacques Bonnaffé et Denis Podalydès.

**Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson. 23 heures, le 26. Tél. : 01-48-33-93-93. De 50 F à 130 F.**

**Etudiants du Conservatoire supérieur de Lyon**  
Œuvres de Couperin. Françoise Lנגéllé (clavecin), Yves Reichsteiner (direction).

**Conservatoire national supérieur de musique, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Porte-de-Pantin. 17 heures, le 26. Tél. : 01-44-84-44-84. 95 F.**

**Eric Barret, Eric Watson Duo**  
*La Fenêtre*, 77, rue de Charonne, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Charonne. 15 h 30, le 26. Tél. : 01-40-09-70-40.

**Lloyd Cole & The Negatives**  
*Elysée-Montmartre*, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Anvers. 19 heures, le 26. Tél. : 01-44-92-45-36. 143 F.

**Damon & Naomi With Ghost**  
*Guinguette Pirate*, quai de la Gare, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Quai-de-la-Gare. 20 heures, le 26. Tél. : 01-56-29-10-20. 40 F.

**Dr Feagood**  
*Ris-Orangis* (Essonne). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 h 30, le 26. Tél. : 01-69-43-03-03. De 50 F à 110 F.

**Salif Keita**  
Parc floral de Paris, bois de Vincennes, Paris-12<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 26. 10 F.

### Susana Baca

*Les Abbesses*, 31, rue des Abbesses, Paris-18<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Abbesses. 20 h 30, les 26 et 28. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

### Bal tango

*Théâtre national de Chaillot*, 1, place du Trocadéro, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Trocadéro. 23 heures, le 26 ; 17 heures, le 27. Tél. : 01-53-65-30-00. De 90 F à 190 F.

### RÉGIONS

**Les Vacances de M. Pillon**  
de Nicolas Peskine, mise en scène de l'auteur, avec la Compagnie du Hasard.

**Avord (Cher). Parc arboré du Théâtre de verdure. 21 heures, le 27. Tél. : 02-54-57-05-70. De 20 F à 50 F.**

**Détail sur la marche arrière**  
de Sophie Perez, mise en scène de l'auteur, avec Marie-France, Xavier Boussiron (musique) et Alain Poisson (lumière).

**Dijon (Côte-d'Or). Salle de l'Orangerie, rue Jehan-de-Marville. 17 heures et 22 heures, le 26. Tél. : 03-80-30-12-12. 60 F et 80 F.**

**Cantus Cölln**  
Œuvres de Bach. Konrad Junghänel (direction).

**Fontevraud (Maine-et-Loire). Abbaye royale. 17 h 30, le 27. Tél. : 02-41-51-73-52. 100 F.**

**Ensemble Stradivaria**  
Œuvres de Bach. Anne Magouët (soprano), Bruno Le Levreur (alto), Ian Honeyman (ténor), Matthieu Lecroart (basse), Ensemble vocal de Nantes, Paul Colléaux (direction).

**Trèves-Cunault (Maine-et-Loire). Prieurale de Cunault. 15 heures, le 27. Tél. : 02-41-51-73-52. 100 F.**

### DERNIERS JOURS

3 juin

**Patrick Corillon**  
*Noisiel* (Seine-et-Marne). La Ferme du Buisson, Centre d'art contemporain, allée de la Ferme. Tél. : 01-64-62-77-00. Entrée libre.

**Dominique Dehais ; peur ; Régis Cotentin ; chimère, flicker**

*Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne). Centre d'art contemporain* (Credac), 93, avenue Georges-Gosnat. Tél. : 01-49-60-25-06. Fermé lundi. Entrée libre.

4 juin

**Denise René, l'intrépide**  
Centre Georges-Pompidou, 19, rue Beaubourg, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-78-12-33. 20 F et 30 F.

Participez à la 5<sup>e</sup> édition du

# Prix Le Monde

de la recherche universitaire

Si vous avez soutenu votre thèse entre le 1<sup>er</sup> octobre 2000 et le 31 octobre 2001, le Prix Le Monde de la recherche universitaire vous offre la possibilité de publier vos travaux dans la collection « Partage du savoir ».

Renseignements : 01-44-97-54-95  
chupin@lemonde.fr

souhaitez  
la fête des mères  
le 27 mai  
dans le carnet

spécial  
**fête  
des  
mères**

tarif: 85 franc la ligne

tel: 01 42 17 39 80  
tel: 01 42 17 29 94  
fax: 01 42 17 21 36

LE MONDE TELEVISION  
avec **Le Monde**  
DATÉ DIM./LUNDI

# L'angoisse du Brésil face à la pénurie d'électricité

L'hebdomadaire « *Veja* » dresse un tableau apocalyptique des conséquences possibles du rationnement qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> juin, pour une durée d'au moins cinq mois, avec pour objectif d'économiser 20 % à 35 % de la consommation

**SOUS LE TITRE « Black-out ! »,** *Veja* traite exhaustivement dans sa dernière édition du plan de rationnement qui devrait entrer en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juin, pour une durée d'au moins cinq mois, dans le but d'économiser de 20 % à 35 % de la consommation d'électricité. « *Les coupures d'électricité peuvent gêner, prévient sur un ton plus qu'alarmiste le principal hebdomadaire brésilien, une crise sociale, politique et économique que seuls affrontent les pays en guerre.* »

Etant entendu que « *le Brésil a rendez-vous avec le chaos* », *Veja* énumère les « *raisons du collapsus* » : production d'énergie provenant quasi exclusivement (97 %) des usines hydroélectriques, donc extrêmement vulnérable, comme c'est actuellement le cas, aux déficits pluviométriques, investissements publics insuffisants, tarifs sous contrôle du gouvernement jugés peu attractifs par le secteur privé, manque de lignes à haute tension, etc. Les conséquences pré-



visibles sont dramatiques pour une économie qui se remettait plus vite que prévu de la brutale dévaluation du réal survenue en janvier 1999 : dans le meilleur des cas, un point de croissance en moins par rapport aux pronostics officiels du début de l'année, qui tablait sur une augmentation du PIB de l'ordre de 4,5 %, 850 000 emplois non créés, des recettes fiscales sérieusement rognées, soit, résume *Veja*, les effets pervers que pourrait avoir sur le Brésil « *la faillite de l'Ar-*

*gentine* » voisine, guettée depuis des mois par l'asphyxie financière.

Quant à l'impact de la crise énergétique sur le quotidien de tout un chacun, il risque, comme indiqué en couverture, de « *dévaliser l'image du gouvernement* » à dix-huit mois de la prochaine élection présidentielle. « *La viande, écrit Veja, peut pourrir dans le réfrigérateur ; le freezer se transformer en une armoire inutile. A l'heure du match de foot, la télévision sera débranchée et la bière, chaude.* (De toute façon,

*oubliez le match. Le jour où vous aurez de la lumière chez vous, elle manquera dans les studios de retransmission. Dans l'autre cas de figure, c'est le stade qui sera noyé dans l'obscurité). Sans parler des malades qui dépendent d'appareils électriques pour survivre.* »

## VIOLENCE URBAINE

A Rio et Sao Paulo, les responsables de la sécurité publique redoutent une recrudescence de la violence urbaine et préparent un renforcement des patrouilles de police aux abords des commissariats et des prisons afin d'éviter les évactions de détenus, qui y sont monnaie courante. S'il est vrai par ailleurs que le feu rouge semble avoir été conçu, surtout à Rio, pour être « grillé » le plus souvent possible, personne n'est encore en mesure d'imaginer l'amplitude de la pagaille que vont connaître certaines métropoles brésiliennes, où la circulation automobile rappelle ordinairement, si on considère la vitesse moyenne des véhicules, les temps de la diligence.

Après un bref récapitulatif des diverses crises financières internationales (Mexique, Asie, Russie, Argentine) qui ont affecté ces dernières années l'économie brésilienne, sans toutefois produire les catastrophes annoncées, *Veja* affiche son pessimisme : « *Le pays a toujours trouvé l'énergie pour supporter les effets de la mondialisation, mais peut tomber à genoux à cause d'un problème aussi prosaïque que le manque de lumière.* »

Jean-Jacques Sévillia

## DANS LA PRESSE

### LIBÉRATION

Jean-Michel Helvig

■ La majorité plurielle est ainsi faite que chaque partenaire est enclin à considérer que ce qui marche est à mettre à son actif propre, et ce qui ne va pas au passif des autres. D'où un concert régulier de gémissements et de portes qui claquent, dont la discussion à l'Assemblée du projet de loi de modernisation sociale a été une nouvelle fois l'occasion. En radicalisant leurs positions, le PCF, les Verts et le MDC se sont mis en situation d'avoir à choisir entre la résignation peu glorieuse s'ils s'abstiennent, et l'explosion de la majorité s'ils rejettent le texte aux côtés de la droite. L'extrême gauche, qui gère avec efficacité son ministère de la surenchère, s'en donnera à cœur joie. Bien sûr, cette situation pagailleuse de la gauche a beaucoup à voir avec les plans sociaux en cours, qui ont entraîné un réveil des inquiétudes sociales des Fran-

çais, mais plus encore avec la présidentielle, où chacun veut se compter le plus avantageusement possible. Au risque d'exacerber des différenciations qui peuvent finir par nuire à la crédibilité d'un nouveau bail gouvernemental de la gauche, et donc affecter les chances de l'un des siens d'accéder, d'abord, à l'Elysée.

### LE FIGARO

Alain-Gérard Slama

■ A lui seul, comme le papillon de Kipling, le sénateur Jeffords peut se flatter d'avoir provoqué un raz de marée. Pour le président George W. Bush, l'alerte est chaude. A l'exemple de Clinton après sa défaite de 1994 aux élections sénatoriales, le président américain va devoir apprendre à gouverner au centre. Il a récemment prouvé qu'il savait le faire, en obtenant une forte majorité sénatoriale pour son programme de baisse d'impôts. Il lui faut maintenant découvrir que ce recentrage n'est plus seulement une tactique adap-

tée à une conjoncture. Mais que c'est une contrainte qui pèse sur tous les dirigeants des nations démocratiques, aux Etats-Unis comme en Europe. Tout se passe, des deux côtés de l'Atlantique, comme si les grandes démocraties ne supportaient plus les mouvements d'alternance d'amplitude trop forte. Là-bas comme ici, le lien national, fragilisé par la mondialisation, cherche une sécurité nouvelle dans le social. Même dans l'Amérique de Bush, le succès d'une expérience néo-thatchérienne est très improbable.

### RTL

Alain Duhamel

■ Jacques Chirac est entré en campagne. C'est un exercice dans lequel il excelle. Il va pouvoir s'immerger dans la société française, quadriller, labourer l'Hexagone. Il collationnera les symptômes, proposera des thérapeutiques, garantira la guérison au malade. Ce sera le docteur Chirac en action. Cette fois-ci, il portera son effort sur la

proximité et sur sa propre humanité. Tout ce qui est humain et proche l'intéresse, le concerne et cela doit se savoir. En fait, Jacques Chirac reprend la méthode de François Mitterrand en 1988. Président de cohabitation, il a dû pendant quatre ans abandonner à Lionel Jospin le terrain économique et social intérieur. Désormais, il va se poser pendant les onze mois qui restent en contre-premier ministre, en chef de file de l'opposition. Il ne se contentera plus de faire entendre sa petite musique à l'issue des conseils des ministres (toujours le précédent Mitterrand). De discours en discours, de voyage en voyage, il va dire aux Français qu'il les aime, qu'il les comprend et qu'il est d'accord avec eux sur tout.

### L'HUMANITÉ

Lin Guillou

■ Selon la vulgate patronale en cours, l'entrepreneur serait le seul à prendre des « risques ». Pas question donc de laisser les salariés mettre leur nez, un tant soi peu, dans

la gestion de l'entreprise. La démonstration tombe mal. Au vu du maigre résultat issu de la discussion des parlementaires, c'est pourtant cette logique, d'inspiration libérale, qui semble avoir pris le dessus dans les choix gouvernementaux. Le gouvernement refuse, pour l'instant, d'admettre une définition plus restrictive du licenciement dit « économique ». Retour à une « économie administrée », répond le cœur des zéloteurs de la pensée unique. Epouvantail dérisoire alors que la question posée est autre : quels moyens donne-t-on à celles et à ceux dont l'activité crée la richesse des entreprises, pour intervenir, en amont, sur des choix stratégiques dont ils peuvent avoir à subir les retombées ? Pour l'heure, malgré les vives sollicitations des communistes, celles des Verts, du MDC, d'une partie des socialistes, les propositions de la CGT et celles d'autres organisations syndicales, le gouvernement campe sur ses positions.

## SUR LA TOILE

### POLICE

■ Suite à une plainte de la ville de Kirkland (Etat de Washington), un tribunal de Seattle a ordonné à l'association militante Justice Files de cesser de publier sur Internet les numéros de sécurité sociale des policiers de la ville. En revanche, le site pourra continuer à publier leurs adresses, leurs numéros de téléphone, leurs fonctions précises au sein de la police, leurs salaires et, le cas échéant, leurs casiers judiciaires. Par ailleurs, le site canadien hackers-for-hire, basé à Toronto, s'est emparé de l'adresse Internet de Justice Files et a fait circuler à grande échelle les numéros de sécurité sociale des policiers de Kirkland. [www.justicefiles.org](http://www.justicefiles.org)

### PIRATAGE

■ Le site attrition.org, qui recensait et analysait les piratages et incidents de vandalisme sur le Web depuis 1995, a annoncé qu'il cessait cette activité, car la tâche est devenue écrasante. Selon « Jericho », l'un des fondateurs d'Attrition, on dénombre actuellement aux Etats-Unis une centaine de piratages de sites Web par jour. [www.attrition.org](http://www.attrition.org)

www.wumingfoundation.com

Un groupe d'artistes italiens publie des ouvrages collectifs en refusant « la propriété privée des idées »

« **EN CHINOIS, wu-ming signifie "anonyme", et cette expression est souvent utilisée pour signer les publications dissidentes.** » Contrairement aux apparences, la Wu-Ming Foundation, qui se définit comme un « laboratoire de design littéraire », est italienne. Ses créateurs mènent des actions de « terrorisme culturel » par le biais des médias depuis 1994. Leur premier coup d'éclat consiste à animer collectivement une émission de radio en utilisant toujours le même nom : Luther Blissett. Ce personnage imaginaire devient bientôt célèbre dans toute l'Italie : « *Luther Blissett était un pseudonyme que n'importe qui pouvait adopter, dans le but de faire exister une sorte de Robin des bois de l'ère de l'information, un héros populaire pour les activistes et artistes radicaux du monde entier*, explique Roberto Bui, l'un des fondateurs du groupe. *Des centaines de personnes utilisèrent ce nom pour des actions, des écrits, des sites Web et toutes sortes d'interventions esthético-politiques dans la société civile.* »



Depuis, de multiples versions circulent sur l'identité de Luther Blissett. Certains le présentent comme un joueur de football des années 1980, d'autres expliquent que « *lutherblissett* » signifie « *du début à la fin* » en hébreu. Le mystère s'épaissit lorsque Luther Blis-

sett publie un ouvrage, *L'Œil de Carafa*, roman historique sur les conflits religieux à l'époque de Luther, dont le héros est contraint à l'anonymat et à la clandestinité. L'ouvrage provoque une chasse à l'auteur dans plusieurs pays d'Europe, la presse soupçonnant

même Umberto Eco de se cacher derrière ce pseudonyme.

Fin 1999, les auteurs de *L'Œil de Carafa* créent la Wu-Ming Foundation, « entreprise de services narratifs ». Leur site Internet présente de nouveaux projets littéraires, consultables en ligne. Les internautes sont invités à participer, mais ils sont prévenus : « *Nous ne croyons pas à la propriété privée des idées*, explique le collectif. *Wu-Ming veut mettre la logique du copyright au pied du mur.* » Ainsi, toutes les recettes de la publication de *L'Œil de Carafa* sont reversées à la République de Cuba, « *modeste contribution à la relance de l'industrie du livre sur l'île, activité que l'embargo criminel imposé par les Etats-Unis a tenue en échec* ». Avis aux intéressés : Wu-Ming recherche des « *histoires de conflits, tissées sur les métiers de l'épopée et de la création des mythes, histoires qui adoptent les mécanismes propres au roman de genre, au reportage militant ou à la micro-histoire.* »

Joëlle Fernandes

**Le Monde**  
A LA TELEVISION  
ET A LA RADIO

**Le Monde des idées**  
LCI  
Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10  
Le dimanche à 12 h 10 et à 0 h 10  
Le lundi à 11 h 10

■

**Le Grand Jury**  
RTL-LCI  
Le dimanche à 18 h 30

■

**La rumeur du monde**  
FRANCE-CULTURE  
Le samedi à 12 heures

■

**Libertés de presse**  
FRANCE-CULTURE  
Le troisième dimanche de chaque mois à 16 heures

■

**A la « une » du Monde**  
RFI  
Du lundi au vendredi  
à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)

■

**La « une » du Monde**  
BFM  
Du lundi au vendredi  
à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40  
Le samedi  
13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173<sup>F</sup> par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :  
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173<sup>F</sup> (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

**Autorisation de prélèvements**

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature : .....

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :  
Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.  
Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99<sup>FR</sup>/min)

\*Le Monde\* (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 US 1518  
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

## Steevie

par Luc Rosenzweig

**LE TITRE** de la présente chronique nous a été suggéré par un membre de notre famille. Selon lui (en fait, elle, puisqu'il s'agit de notre épouse), ce diminutif de l'équivalent anglo-saxon d'Etienne, placé bien en vue dans nos écrits de ce jour, serait de nature à accroître de manière notable le cercle de nos lecteurs. De le rajouter également, puisqu'il serait porté, selon les mêmes sources, par un personnage devenu brusquement très populaire dans la tranche d'âge 10-25 ans. Nous nous fichons éperdument de l'équivalent de l'Audimat pour la presse écrite, qui existe bel et bien, mais que, dans leur grande sagesse, les dirigeants de ce journal gardent enfermés dans le coffre-fort. Mais on a tout de même sa petite fierté. Va donc pour Steevie, dont l'évocation devrait doper notre audience et nous mettre dans les petits papiers d'une jeunesse que nous avons eu trop tendance à

négliger, ces derniers temps. Pour le reste, et cela n'a rien à voir, nous persistons à faire la grève de la critique d'une émission dégradante pour ceux qui l'organisent, pour ceux qui y participent, pour ceux qui la regardent.

Cela tombe bien, Steevie, cela rime avec Tapie, qui était le sujet de l'émission « Pièces à conviction », jeudi soir sur France 3. Ce magazine d'investigation d'Hervé Brusini et Elise Lucet semble avoir trouvé son rythme de croisière, qui est celui d'une émission qui cherche moins à faire des « coups » qu'à présenter le résultat d'un travail de plus longue haleine sur des sujets que la télévision ne fait bien souvent qu'effleurer. En assumant le risque qu'en regardant les choses de plus près, on soit amené à donner une image nuancée de la réalité d'une situation ou d'un personnage, donc de sortir de la facilité du tout noir ou tout blanc. Le portrait qui

émergeait du « revenant » Bernard Tapie était à cent lieues de l'exécution sans jugement tenté récemment dans une émission d'Ardisson. Il nous donnait les éléments permettant de confirmer ou d'infirmer notre jugement sur ce personnage de toute façon hors du commun. Pour notre part, nous ne partageons pas l'opinion de l'ex-inspecteur Antoine Gaudino, convoqué comme témoin, qui s'offusque des gros moyens d'existence laissés au failli Tapie par son liquidateur judiciaire. On lui accorde un salaire de 50 000 F par mois, et l'usage de ses somptueuses demeures. L'homme a cinquante-huit ans, et ses créanciers ont tout intérêt à ce qu'il se « refasse » au plus vite, pour récupérer une ardoise globale de 1,4 milliard de francs. Et ce n'est pas en habitant un mobile-home et en s'habillant chez Tati que l'on peut aller à la pêche aux picaillons !

VENDREDI 25 MAI

## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 21.00** La Poste, de la lettre à l'e-mail. Forum
- 22.00** L'idéologie a-t-elle disparu ? Forum
- 23.05** Quel public pour le documentaire ? Forum

## MAGAZINES

- 19.00** Nulle part ailleurs. Invité : Patrick Poivre d'Arvor. Canal +
- 19.00** Tracks. Tribal : Danse hip-hop. Dream : Everlast. Live : Big Youth. Vibration : Art modeste. Backstage : New bled vibration. Arte
- 20.50** Thalassa. Escalade dans le golfe du Morbihan. France 3
- 20.55** Le Droit de savoir. Flics de banlieue, la guerre des bandes. Odyssee
- 21.00** Rock Press Club. Le hard rock (2<sup>e</sup> partie). Canal Jimmy
- 22.35** Bouillon de culture. Livrets de familles. Invités : Pierre Bergounioux ; Patrick Besson ; Jean-Noël Pancrazi ; Franck Ribault. France 2
- 23.30** On ne peut pas plaie à tout le monde. France 3

## DOCUMENTAIRES

- 20.05** The Awful Truth. [8<sup>e</sup> volet]. Canal Jimmy
- 20.05** Louisiane à volonte. Muzzik
- 20.15** Reportage. La Muraille des dingos. Arte
- 21.00** Civilisations. Irak, 5 000 ans et 6 semaines. Histoire

## Le Monde TELEVISION

## France 3

**20.50 Thalassa :** Escalade dans le golfe du Morbihan. Dans le golfe du Morbihan, vaste plan d'eau entre océan et campagne, une grande fête maritime est organisée autour du week-end de l'Ascension. Ainsi, on peut découvrir des quillards, des misainiers, des fameux sinagos, des rustiques bateaux gaulois. « Thalassa » propose à cette occasion une balade dans ce paradis tranquille des îles, à la rencontre des liens.

- 21.20** Les Mystères de l'Histoire. Le dernier voyage de Drake. La Chaîne Histoire
- 22.00** Flics de banlieue. La guerre des bandes. Odyssee
- 22.05** Civilisations. La Corne de l'Afrique. [3/3]. Cendres et moissons. Histoire
- 22.10** Les Grandes Batailles. Gallipoli. La Chaîne Histoire
- 22.15** Grand format. La Dernière Cigarette. Arte
- 23.00** Biographie. Benjamin Franklin, citoyen du monde. Chaîne Histoire

## SPORTS EN DIRECT

- 20.00** Football. Festival international Espoirs de Toulon et du Var (groupe B) : France - Portugal. Eurosport
- 20.30** Volley-ball. Championnat d'Europe féminin (qualifications) : France - Lettonie. Pathé Sport

## DANSE

- 21.00** La Fleur de pierre. Chorégraphie de Youri Grigorovitch. Musique de Serge Prokofiev. Enregistré en 1991. Par le ballet du Kirov. Avec l'Orchestre du Théâtre Maryinsky, dir. Alexandre Vilioumanis. Mezzo
- 22.55** Mansouria. Chorégraphie de Josette Baiz. Musique d'Ibrahim Petliense. Par les enfants de l'école Saint-André de Marseille. Mezzo

## MUSIQUE

- 21.00** Rabih Abou Khalil. Enregistré en 1994. Muzzik

- 22.30** Jazz à Vienne 1998. Avec Maria Schneider, piano ; Ben Monder, guitare ; Greg Gisbert, trompette ; Ingrid Jensen, trompette. Muzzik
- 22.50** Rock Masters. AC/DC. Londres, 1977. Canal Jimmy
- 0.15** Horace Silver Quintet. Muzzik

## VARIÉTÉS

- 23.40** Top à Robert Charlebois. Novembre 1973. Canal Jimmy

## TÉLÉFILMS

- 20.30** Une folie. Georges Folgoas. Festival
- 20.45** L'Enfer au soleil. Serge Rodninsky. RTL 9
- 22.20** Thérèse Humbert. Marcel Bluwal [2/2]. Festival

## COURTS MÉTRAGES

- 0.20** Histoires courtes. Baobab. Laurence Attali. France 2

## SÉRIES

- 20.05** Une nounou d'enfer. [2/2]. Tout est bien qui finit bien. M 6
- 20.45** New York District. Virus mortel. Traque sur Internet. O. 13<sup>e</sup> RUE
- 20.45** Felicity. Meilleurs ennemis. Changement de cap. TF 6
- 20.45** Maigret. Mon ami Maigret. France 2
- 20.50** Stargate SG-1. La malédiction. Le venin du serpent. O. M 6
- 0.55** Friends. Celui qui avait un livre à la bibliothèque (v.o.) O. Celui qui n'aimait pas les chiens (v.o.) O. Canal Jimmy

## FILMS

- 16.25** Les Chiens. Alain Jessua (France, 1978, 100 min) O. Ciné Cinémas 1
- 18.15** Atlantique latitude 41°. Roy Ward Baker (Grande-Bretagne, 1958, 120 min) O. Histoire
- 20.40** Braveheart. Mel Gibson (Etats-Unis, 1995, 170 min) O. TSR
- 21.00** L'Ennuie. Cédric Kahn (France, 1998, 120 min) O. Ciné Cinémas 2
- 21.15** L'Empire de la passion. Nagisa Oshima (France - Japon, 1978, v.o., 80 min) O. Cinéfaz
- 21.55** La Petite Voiture. Marco Ferreri (Espagne, 1960, v.o., 85 min) O. Ciné Classics
- 22.25** Firefox, l'arme absolue. Clint Eastwood (Etats-Unis, 1982, v.o., 135 min) O. Ciné Cinémas 1
- 22.35** Yol, La permission. Yilmaz Güney et Serif Gören (Turquie, 1982, v.o., 115 min) O. Ciné Cinémas 3
- 22.40** L'Impossible Amour. Vincent Sherman (Etats-Unis, 1943, v.o., 110 min). TCM
- 22.50** L'Empire des sens. Nagisa Oshima (France - Japon, 1975, v.o., 100 min) O. Cinéfaz
- 22.50** Les Nuits de Cabiria. Federico Fellini (Italie, 1957, 105 min) O. Cinétoile
- 23.40** Mossane. Safi Faye (Sénégal, 1996, v.o., 100 min). Arte
- 23.45** Madame Butterfly. Frédéric Mitterrand. Avec Ying Huang, Richard Troxell (France, 1995, 135 min). Mezzo
- 0.35** Le Tambour. Volker Schlöndorff (Allemagne, 1979, 140 min) O. Ciné Cinémas 2
- 1.05** La vie est belle. Roberto Benigni (Italie, 1998, v.o., 110 min) O. Ciné Cinémas 3



## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

- 12.10** et **17.10** Le Monde des idées. Thème : La gauche de la gauche. Invité : Daniel Bensaid, Christophe Aguiton. LCI
- 21.00** Les Œuvres inachevées. Forum
- 22.00** Les Conquistadores et le Nouveau Monde. Forum
- 23.00** Baleines, la conscience de la mer. Forum

## MAGAZINES

- 13.00** Un monde de brutes ? Canal +
- 13.30** C'est mon choix pour le week-end. France 3
- 13.50** Les Grandes Enigmes du passé. Les Vikings à l'assaut du monde. France 2
- 18.00** Courts particuliers. Isabelle Carré. Paris Première
- 18.05** Magazine de la santé. La Cinquième
- 19.00** Histoire parallèle. Semaine du 26 mai 1951 : La deuxième internationale est morte, vive l'internationale socialiste ! Invité : Pierre Mauroy. Arte
- 19.55** + de zapping. En clair. Canal +
- 20.35** Le Club. Invité : Bernard Fresson. Ciné Classics
- 21.40** Metropolis. Retrospective Dennis Hopper à Vienne. Neo Rauch. Arte
- 23.05** Tout le monde en parle. France 2
- 0.15** La Route. Invités : Louis Chérid et Christophe. Canal Jimmy
- 0.45** Saga-Cités. Police, j'écoute... France 3

## DOCUMENTAIRES

- 17.30** Les Mystères de l'Histoire. Les grandes enquêtes de Scotland Yard. La Chaîne Histoire
- 17.30** Gaïa. L'invasion des grenouilles taureaux. La Cinquième
- 17.45** Fils du néoréalisme. CinéCinéma
- 18.15** Les Mystères de la Bible. La reine Esther. La Chaîne Histoire
- 18.45** Gore Vidal par Gore Vidal. [2/2]. Planète
- 19.00** Pilote Guides. Indonésie, les îles de Bali et de Sulawesi. Voyage
- 19.05** Les Fleuves de sable. Odyssee
- 19.20** La Corne de l'Afrique. [3/3]. Cendres et moissons. Histoire
- 19.25** Notre siècle. Churchill et son état-major. La Chaîne Histoire
- 19.35** Plus fort que la baleine. Planète
- 19.45** Les Secrets de la Méditerranée. Ustica, la naissance d'un parc marin. Odyssee
- 20.10** Biographie. Joseph Staline. La Chaîne Histoire
- 20.15** Architectures. Le Centre Georges-Pompidou. Arte

## Le Monde TELEVISION

## Canal J

**20.30** **Toi-même !** Toi-même ! est une nouvelle émission bimensuelle, coproduite avec TV Only, conçue par les enfants eux-mêmes. Une équipe de filles et de garçons âgés d'une dizaine d'années donnent leur avis sur un sujet donné, à travers des minidébats et des reportages. Léopold, trentenaire barbu aux cheveux longs, les encadre et joue un peu le rôle d'un « mono » de colonies de vacances. Un moment savoureux.

- 20.15** Gary Mears, un monde de survivances. [3/6]. Les Evenks de Sibirie. Odyssee
- 20.30** Les Croisades. [4/4]. La fin des croisades. Planète
- 20.45** L'Aventure humaine. A la recherche de l'arche d'alliance. Arte
- 20.50** New York. La région et la ville. Odyssee
- 21.00** Dietrich Fischer-Dieskau, le maître chanteur. Leçon 2 : Franz Schubert. Leçon 3 : W.A. Mozart. Muzzik
- 21.25** Chroniques d'Hollywood. Le héros américain. Histoire
- 22.00** La Guerre des cancers. [4/4]. Le tiers-monde en otage. Histoire
- 22.05** Sexe, censure et cinéma. [1/6]. Cinéma muet mais déjà voyeur. Ciné Classics
- 22.10** Sexe, censure et cinéma. Hollywood et ses fantasmes. CinéCinéma
- 22.20** Robert Louis Stevenson, écrivain voyageur. [1/2]. Planète
- 22.30** Richard Dreyfuss aux Galapagos. Disney Channel
- 22.35** Monet et la Méditerranée. Odyssee
- 23.00** Pilots Guides. [5/7]. Le Costa Rica et le Nicaragua. Voyage
- 23.00** La Première Fois. Première classe. France 3
- 23.05** La Terre en question. Touche pas aux grizzli. Odyssee
- 23.10** L'Inde fantôme, réflexions sur un voyage. [4/7]. La tentation du rêve. Planète
- 23.35** Panoramas du monde. Le Maroc, la couleur de la vie. Odyssee
- 0.15** Music Planet. Maria Bethânia do Brasil. Arte

## SPORTS EN DIRECT

- 15.00** Rugby. D 1 (quart de finale) : Castres - Colomiers. Canal +
- 15.15** Basket-ball. Pro A. Quart de finale, belle : Pau-Orthez - Chalons. France 2
- 15.30** Formule 3000. Championnat FIA. Grand Prix de Monaco. Eurosport
- 17.05** Rugby. D 1 (quart de finale) : Toulouse - Perpignan. Canal +
- 18.00** Football. Festival international Espoirs de Toulon et du Var (groupe A) : Pays-Bas - Italie. Eurosport
- 20.00** Basket-ball. Pro A. Quart de finale, belle : Le Mans - Nancy. Pathé Sport
- 20.00** Handball. D 1 masculine : Chambéry - Montpellier. Eurosport
- 20.35** Football. Coupe de France. Finale : Strasbourg - Amiens. TF 1

## MUSIQUE

- 18.10** Haendel par Olivier Baumont. Enregistré en mai 1997. Muzzik

- 18.30** Classic Archive. Paris, 1963 et 1966, et Londres, 1964. Avec Yvonne Lefebvre, piano ; Vlado Perlemuter, piano. Mezzo
- 21.00** Manon Lescaut. Opéra de Puccini. Enregistré à Londres, en 1983. Par l'Orchestre du Royal Opera House, dir. Giuseppe Sinopoli. Mezzo
- 22.55** Michel Petrucciani Trio. Enregistré à Stuttgart, en 1998. Muzzik
- 23.10** Les Deux Yeux d'Horus. Enregistré en Egypte, en 1998. Dir. Giuseppe Sinopoli. Mezzo
- 23.30** Storytellers. REM. Paris Première
- 23.55** McCoy Tyner & the Latin All Stars. Vienne, juillet 1998. Muzzik

## TÉLÉFILMS

- 17.40** Déflagration. Robert Lewis. RTL 9
- 19.10** Hefner, l'homme qui aimait les femmes. Peter Werner O. CinéCinéma
- 20.30** Parole de femme. Sandor Stern O. RTL 9
- 20.30** Un amour qui tue. Simon Langton [1 et 2/2]. Festival
- 20.40** Safe, point limite zéro. Stephen Frears O. CinéCinéma
- 20.40** Clarissa. Jacques Deray. France 3
- 22.40** La Boutique. Jo Baier [1/3]. Arte
- 0.10** Belphegor. Claude Barma [3/4]. Festival

## SÉRIES

- 17.10** Dawson. Le cercle des amis disparus. TF 1
- 17.10** Alien Nation. Chains of Love O. Série Club
- 17.35** Amicalement vôtre. Le lendemain matin O. M 6
- 17.50** Dossier, disparus. Madeleine. Festival
- 18.05** Dellaventura. Un vrai miracle. France 2
- 18.20** Dharma & Greg. Boxing Dharma (v.o.) O. Téma
- 18.25** Tekwar. Cauchemar dans le congé. 13<sup>e</sup> RUE
- 19.10** Les Trois Mousquetaires. Pour l'honneur de la reine O. Ciné Classics
- 19.30** Les Simpson. Folies homériques O. Canal +
- 20.00** Ally McBeal. The ex-Files (v.o.) O. Téma
- 20.50** Charmed. Mariés à tout prix. M 6
- 21.45** Sentinelle. Pour Roy O. M 6
- 21.50** South Park. La maman de chef O. Canal +
- 22.30** Oz. Médiocres médias (v.o.) O. Conversions (v.o.) O. Série Club
- 22.35** Roswell. Carte blanche O. M 6
- 23.55** Les Envahisseurs. Le mur de cristal. France 3

## CINÉ CLASSICS

- 23.00** **Mon petit poussin chéri** ■■ Chassée d'une bourgade de l'Ouest pour avoir eu des rapports trop intimes avec un bandit, Flower Belle Lee (Mae West) rencontre dans le train Cuthbert J. Twillie (W.C. Fields). Le croyant riche, et désireuse de respectabilité, elle organise un faux mariage avec un faux passeport. Le jeu de Mae West et W.C. Fields, réunis, pour la première fois par Edward E. Cline, réduit ce film à une série de sketches saugrenus. En v.o.

## FILMS

- 13.15** Smoke. Wayne Wang (Etats-Unis, 1995, 110 min) O. Cinéfaz
- 13.25** Les Trente-neuf Marches. Alfred Hitchcock (GB, 1935, 85 min) O. Cinétoile
- 13.30** Les Emigrants. Jan Troell (Suède, 1971, v.o., 150 min). TCM
- 16.00** La Cinquième Victime. Fritz Lang (Etats-Unis, 1956, v.o., 105 min). TCM
- 16.40** Anna Karénine. Clarence Brown (Etats-Unis, 1935, v.o., 90 min) O. Ciné Classics
- 17.45** Chasseur blanc, cœur noir ■■ Clint Eastwood. Avec Jeff Fahey, Conrad Asquith, Clint Eastwood (Etats-Unis, 1990, 115 min). TCM
- 22.30** Femmes ■■ George Cukor (Etats-Unis, 1939, 130 min). TCM
- 23.00** **Mon petit poussin chéri** ■■ Edward F. Cline. Avec Mae West, W.C. Fields (Etats-Unis, 1940, v.o., 85 min) O. Ciné Classics
- 23.00** **Le Tambour** ■■ Volker Schlöndorff (All., 1979, v.o., 140 min) O. Ciné Cinémas 1
- 0.25** **Sauve qui peut (la vie)** ■■ Jean-Luc Godard (France - Suisse, 1979, 85 min) O. Ciné Cinémas 2
- 0.30** **Butterfly Kiss** ■■ Michael Winterbottom (GB, 1995, v.o., 85 min) O. Cinéfaz
- 0.45** **Clara et les chics types** ■■ Jacques Monnet (France, 1980, 105 min) O. Cinétoile
- 0.50** **Une histoire vraie** ■■ David Lynch (Fr. - EU, 1999, v.o., 110 min) O. Canal +
- 2.05** **Samba Traoré** ■■ Idrissa Ouedraogo (Burk. - Fr. - Sui., 1993, 80 min) O. CinéStar 2
- 2.05** **La Petite Voiture** ■■ Marco Ferreri (Espagne, 1960, v.o., 90 min) O. Ciné Classics
- 2.10** **Un homme et une femme** ■■ Claude Lelouch (France, 1966, 100 min) O. Ciné Cinémas 3
- 2.30** **La Dame au manteau d'hermine** ■■ Ernst Lubitsch et Otto Preminger (EU, 1948, v.o., 85 min) O. Cinétoile
- 2.45** **Yol, La permission** ■■ Yilmaz Güney et Serif Gören (Turquie, 1982, v.o., 110 min) O. Ciné Cinémas 2

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

- TF 1**
- 17.30** Sunset Beach.
- 18.20** Exclusif.
- 19.00** Le Bigdil.
- 19.50** Vivre com ça.
- 19.55** et **0.58** Parce qu'il y aura toujours des hommes.
- 20.00** Journal, Météo, Trafic infos.
- 20.55** Les Enfants de la télé.
- 23.15** Sans aucun doute.

## FRANCE 2

- 17.30** et **0.15** CD' aujourd'hui. Helena.
- 17.35** Viper.
- 18.25** Un agent très secret O.
- 19.15** Qui est qui ?
- 19.50** Un gars, une fille.
- 20.00** Journal, Météo.
- 20.45** Maigret. Mon ami Maigret.
- 22.30** Bouche à oreille.
- 22.35** Bouillon de culture. Livrets de familles.
- 23.55** Journal, Météo.
- 0.20** Histoires courtes. Baobabi O.

## FRANCE 3

- 18.15** Un livre, un jour.
- 18.20** Questions pour un champion.
- 18.45** Les Jours euros.
- 18.50** Le 19-20 de l'information.
- 20.05** Météo.
- 20.10** Tout le sport.
- 20.20** Tous égaux.
- 20.50** Thalassa. Escalade dans le golfe du Morbihan.
- 22.10** Faut pas rêver.
- 23.05** Météo, Soir 3.
- 23.30** On ne peut pas plaie à tout le monde.

## CANAL +

- En clair jusqu'à 20.35
- 18.00** Spy Groove O.
- 18.30** Nulle part ailleurs cinéma.
- 18.50** Canal + classique. Fête des mères O.
- 19.00** Nulle part ailleurs O.
- 20.35** Allons au cinéma ce week-end.
- 21.00** La Veuve de Saint-Pierre ■ Film. Patrice Leconte O.
- 22.50** Coup de foudre à Notting Hill ■ Film. Roger Michell O.
- 0.55** Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel Film. Laurence Ferreira-Barbosa O.

## PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

- TF 1**
- 13.55** MacGyver.
- 14.50** Alerte à Malibu.
- 15.45** Flipper.
- 16.35** Will & Grace.
- 17.10** Dawson.
- 18.00** Sous le soleil.
- 19.00** et **23.05** Qui veut gagner des millions ?
- 20.00** Journal, Tiercé, Météo.
- 20.35** Football. Coupe de France. Strasbourg - Amiens.
- 20.45** Coup d'envoi. En direct du stade de France.
- 0.05** Confidences interdites. Téléfilm. Chris Baugh O.
- 1.45** Formule F 1.

## FRANCE 2

- 13.50** Les Grandes Enigmes du passé O.
- 14.45** Tiercé.
- 15.00** Basket-ball. Magazine.
- 15.15** Pro A (quart de finale belle) : Pau-Orthez - Chalons.
- 17.00** Cyclisme. 53<sup>e</sup> Grand Prix « Midi Libre ». 18.05 Dellaventura.
- 18.55** et **1.45** Union libre.
- 19.55** et **20.45** Tirage du Loto.
- 20.00** et **1.20** Journal, Météo.
- 20.50** Tapis rouge aux mamans.
- 23.05** Tout le monde en parle.

## FRANCE 3

- 13.30** C'est mon choix pour le week-end.
- 14.50** Côté jardins.
- 15.25** Côté maison.
- 15.55** La Vie d'ici.
- 18.10** Expression directe.
- 18.15** Un livre, un jour.
- 18.20** Questions pour un champion.
- 18.50** Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.15** Tout le sport.
- 20.25** Mezzahi et ses amis.
- 20.40** Clarissa. Téléfilm. Jacques Deray.
- 22.35** Météo, Soir 3.
- 23.00** La Première Fois. Première classe.
- 23.55** Les Envahisseurs. Le mur de cristal.
- 0.45** Saga-Cités. Police, j'écoute... 1.10 Sorties de nuit.

## CANAL +

- 13.55** Eddy Time.
- 15.00** Rugby. Championnat de D 1. Quarts de finale : Castres - Colomiers.
- En clair jusqu'à 20.40
- 17.05** Toulouse - Perpignan.
- 19.20** Le Journal.
- 19.30** Les Simpson O.
- 19.55** + de zapping.
- 20.40** Samedi comédie. La Cape et l'Épée.
- 21.00** H. Une histoire de parrain O.
- 21.25** Mes pires potes. La tête bien pleine O.
- 21.50** South Park. La maman de chef O.
- 22.15** Le Monde des ténébres.
- 23.05** Six-Pack Film. Alain Berbérian O.
- 0.50** Une histoire vraie ■■ Film. David Lynch (v.o.) O.

## SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA**
- Tous publics
  - Accord parental souhaitable
  - Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
  - Public adulte
  - Interdit aux moins de 16 ans
  - Interdit aux moins de 18 ans

## ARTE

- 19.00** Tracts.
- 19.45** Météo, Arte info.
- 20.15** Reportage. La Muraille des dingos.
- 20.45** Le Clown braqueur. Téléfilm. Tim Trageser.
- 22.15** Grand format. La Dernière Cigarette.
- 23.40** Mossane ■ Film. Safi Faye (v.o.).
- 1.20** Le Dessous des cartes. Jérusalem, une ville, deux capitales [1/3] : Une construction de l'histoire.

## M 6

- 17.19** Biéclette.
- 17.20** Au secours, papa divorce ! Téléfilm. Fred Gerber O.
- 19.00** et **20.40**, **1.15** Loft Story.
- 19.50** I-minute.
- 19.54** Le Six Minutes, Météo.
- 20.05** Une nounou d'enfer O.
- 20.38** Un jour à part.
- 20.39** Météo du week-end.
- 20.50** Les Aventures du vendredi. Stargate SG-1. La malédiction. O.
- 21.35** Le venin du serpent O.
- 22.40** Sliders, les mondes parallèles. Un monde sous tellure O.
- 23.30** Un monde de faux prophètes O.
- 0.20** Live Zone.

## RADIO

- FRANCE-CULTURE**
- 20.30** Black & Blue. Pièces pour Jean-Louis Chautemps. Invité : Jean-Louis Chautemps.
- 21.30** Cultures d'Islam. L'Égypte de terre. Invités : Nabil Naoum ; Luc Barbulesco.
- 22.12** Multipistes.
- 22.30** Surpris par la nuit. 0.05 Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

- 20.00** Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Eliahu Inbal : Œuvres de Burgran, Messiaen.
- 22.30** Alla breve (rediff.).
- 22.45** Jazz-club.

## RADIO CLASSIQUE

- 20.40** Les Rendez-vous du soir. Gérard de Nerval et la musique. Œuvres de Faust, Berlioz, Weber, Liszt, Meyerbeer, J. Strauss Flûs, Schubert ; Wagner.
-

## La trouilloteuse à zéro

par Pierre Georges

UN ADMIRABLE mot vient de faire son apparition au pays des Francs et des francs en sur-sis : la trouilloteuse. La trouilloteuse n'est pas, on pourrait le penser, une vague cousine provinciale et touilleuse du célèbre trouillomètre indéfectiblement attaché à son zéro. Pas plus qu'elle n'a été extirpée, poussièreuse et gardant tout son mystère, de quelque opération vide-greniers.

La trouilloteuse est un objet admirable. Ingénieux. Définitivement moderne. Et, osons le dire, révolutionnaire. Sans trouilloteuse, no future ! Bon, cessons de faire durer l'admirable suspense, façon schmilblick - ah, ça, c'était de la télé ! -, qu'est-ce donc que la trouilloteuse ?

Eh bien, on vous le donne en cent, en mille, en Cézanne, en Eiffel, en toute monnaie-papier bien de chez nous : la trouilloteuse est cette fabuleuse machine chargée de percer le flanc aux francs. De prendre les billets par le travers du filigrane. Et hop, pas de quartier, pas de prisonnier, douze trous dans la peau !

Croyez-vous qu'on galèje ? Pas un instant. Dans quelques mois maintenant, quand il s'agira pour tout un pays de troquer du vieux contre du neuf, du franc contre l'euro, une grande armée de trouilloteuses va se mettre en ligne. Comme moissonneuses-batteuses dans quelque ode cinématographique au génie productiviste kolkhozien jadis.

En ligne et en batterie ! 50 000 à 60 000 trouilloteuses vont être ainsi livrées aux banques françaises afin que, du passé monétaire, elles puissent faire table rase. A chaque fois que chaque Français viendra déposer, changer ses francs en billets contre des beaux euros tout neufs, la machi-

ne à trouver le franc fera son abominable office. Ratatatata ! Une rafale dans le buffet. Mort pour l'euro !

Tout billet percé, mieux percé on l'espère que bulletin de vote en Floride, sera ainsi définitivement démonétisé. Monnaie de papier, monnaie de singe, monnaie percée. Avec un peu de poésie, on peut même imaginer le processus trouilloteur suivant : tout Français bien né disposant de quelques éconocroques secrètement, façon bas de laine, argent propre, argent gris, devra se soumettre, s'il ne veut tout perdre, au délicieux supplice qui de la lessiveuse à la trouilloteuse le conduira directement vers un monde monétaire nouveau.

Evidemment l'organe, ou la machine, créant la fonction, la trouilloteuse n'ira pas sans trouilloteurs. Les banques, et pas seulement leurs agences des Lilas, vont donc devoir recruter des trouilloteurs d'élite. Perceurs de trous, de petits trous, plutôt que de coffres. Car, cela va sans dire, et mieux en le disant, le prodigieux métier de trouilloteur de franc requerra des candidats et postulants une moralité sans faille et un casier judiciaire virginal. Imaginez des billets tombant de la trouilloteuse. Comme du camion !

Outre ces conditions, ces exigences d'honnêteté et de virtuosité perceuse, le candidat trouilloteur devra savoir qu'il n'embrasse pas là une profession d'avenir. Le trouillotage d'une monnaie dépassée, du passé, durera ce que dure une révolution de papier : six mois au maximum. Six mois de cadences infernales. Six mois de CDD non renouvelable. Car, où l'euro passe, le trouilloteur, même admirable, trépassera !

## Le porte-avions « Charles-de-Gaulle » va effectuer un long périple dans le Golfe et en Asie

Le bâtiment est engagé du 26 mai au 1<sup>er</sup> juin dans un exercice allié en Méditerranée

DURANT cinq mois, au début de l'an prochain, le porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle* va renouer avec une politique, prônée par la marine nationale, de présence à la mer qui le conduira dans le Golfe, puis en Asie et jusque dans le Pacifique. Si, d'ici là, tout se passe comme prévu, c'est-à-dire si le bâtiment donne satisfaction à l'équipage, éprouvé par « les différentes avaries de jeunesse » qu'il a endurées et qu'il est en voie de surmonter lors d'un exercice allié en Méditerranée.

Pour faire précisément oublier ces ennuis techniques et redorer le blason du porte-avions, la marine expédiera le *Charles-de-Gaulle*, entre janvier et juin 2002, autour de la péninsule persique, puis en Inde et en Australie, via Singapour et la Thaïlande. Le porte-avions sera escorté par des frégates françaises et alliées, sans doute allemandes, belges, britanniques et italiennes, si les discussions en cours avec les marines en question ont abouti entre-temps. Il ne faut pas hésiter à montrer le pavillon européen, dit-on dans les

états-majors, comme le font diverses autres marines dans le monde à l'instar de la marine des Etats-Unis.

A bord du *Charles-de-Gaulle*, un groupe aérien de neuf Rafale, à côté de ses Super-Etendard modernisés qui, à ce jour, constituent le principal de son armada embarquée. Ce n'est pas encore la flottille au complet. Il faudra attendre l'été 2002 pour que les douze Rafale appelés à composer la première flottille opérationnelle soient au rendez-vous à bord du porte-avions. Mais l'embarquement de ces neuf Rafale n'est pas tout à fait innocent. En effet, ces appareils feront quelques exercices avec les aviations des pays visités, et c'est aussi l'occasion d'une promotion commerciale pour le Rafale qui, pour l'instant, a du mal à s'exporter.

« On est entré dans la cour des grands », affirme le capitaine de vaisseau Richard Laborde, qui, en juillet, succédera au « pacha » actuel du *Charles-de-Gaulle*, le capitaine de vaisseau Edouard Guillaud, et qui devra mener, sans

nouvelle anicroche, son bateau jusqu'en Australie.

Pour l'heure, le porte-avions subit son épreuve de vérité entre la Corse et la Sardaigne, en participant, du 26 mai au 1<sup>er</sup> juin, à des manœuvres baptisées « Trident d'or », qui rassemblent soixante-quinze bateaux, dix mille hommes et cent cinquante avions ou hélicoptères, engagés par une douzaine de pays sous contrôle opérationnel de la France et de l'Italie.

### PORTE-AVIONS RASSEMBLÉS

Aux côtés du *Charles-de-Gaulle*, les porte-aéronefs espagnol *Principe-de-Asturias* et italien *Garibaldi*, et le porte-avions nucléaire *Enterprise*, qui, du Golfe où il patrouillait, a rallié la VI<sup>e</sup> flotte américaine déployée en permanence en Méditerranée. On n'avait pas vu depuis des décennies autant de porte-avions rassemblés dans la zone.

Deux fois plus gros que le porte-avions français, l'*Enterprise* prête certains de ses appareils à la coalition européenne, notamment des

F-14 et des F-18 basés pour la circonstance à Solenzara, en Corse. Ironie de l'exercice : les responsables de « Trident d'or » ont donné le vilain rôle aux Américains en imaginant qu'ils fournissaient un appui aérien aux forces adverses parties de Corse pour agresser la Sardaigne. Un thème de manœuvres qui entremêle les fils de plusieurs aventures à la fois et, en particulier, la reconquête des Malouines, au printemps 1982, par les Britanniques, pour en déloger les Argentins, ou, plus récemment, la guerre civile dans les Balkans et le blocus des côtes yougoslaves par l'OTAN, avec un sous-marin nucléaire d'attaque français devant les bouches de Kotor.

A bord du *Charles-de-Gaulle*, pour surveiller ces jeux et assister le commandement franco-italien, deux avions de guet aérien Hawkeye, dont les radars voient tout ce qui bouge entre Orange, dans le Vaucluse, et la Sicile. Deux des trois appareils que la France a acquis aux Etats-Unis.

Jacques Isnard

## M. Hue ne juge « pas acceptable » le projet de modernisation sociale

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES « prendront leurs responsabilités sans céder à aucun chantage d'où qu'il vienne » sur le projet de loi de modernisation sociale, a déclaré le secrétaire national du PCF, vendredi 25 mai, sur France-Inter. Robert Hue a affirmé que, dans sa forme actuelle, le texte, soumis au vote mardi 29 mai, n'était « pas acceptable ». « Ce texte comporte des manques considérables (...). Il y a des dispositions qui ne sont pas prises concernant notamment la possibilité de s'opposer aux licenciements dans certaines conditions » a expliqué M. Hue. Il a dénoncé « le chantage » dont fait l'objet le groupe PCF, « en disant "attention si vous votez contre ce texte, c'est tout un pan pour lequel vous avez travaillé notamment sur le harcèlement moral qui va être annulé" ». Les députés communistes décideront, mardi 29 mai, de leur vote, a indiqué le numéro un du PCF. Pour sa part, la porte-parole de Lutte ouvrière, Arlette Laguiller, « ose espérer que Robert Hue et les députés communistes ne voteront pas cette loi de M<sup>me</sup> Guigou qui est une plaisanterie par rapport aux problèmes qui préoccupent les travailleurs », comme elle l'a déclaré, vendredi sur LCI.

## Démission de l'ambassadeur des Etats-Unis au Vietnam

L'AMBASSADEUR démissionnaire des Etats-Unis au Vietnam, Douglas « Pete » Peterson, devrait se présenter contre Jeb Bush, frère du président George W. Bush, aux élections du gouverneur de Floride l'an prochain, ont annoncé, jeudi 24 mai, des responsables du Parti démocrate. M. Peterson - l'un des artisans de la normalisation entre Hanoi et Washington - avait été le premier ambassadeur nommé par les Etats-Unis au Vietnam en 1997, deux ans après l'établissement de relations diplomatiques entre les deux anciens ennemis. Il n'avait pas précisé, mercredi, les raisons de sa démission, qui prendra effet le 15 juillet, se contentant de dire qu'il regagnerait ensuite son Etat natal de Floride. Ancien pilote de chasse de l'armée américaine, M. Peterson, dont l'avion avait été abattu en 1966, pendant la guerre du Vietnam, à une cinquantaine de kilomètres de Hanoi, avait été capturé par les troupes nord-vietnamiennes et emprisonné pendant six ans et demi dans la capitale vietnamienne. - (AFP.)

### DÉPÊCHES

■ **INFLATION** : les prix à la consommation en France ont augmenté de 0,5 % en avril et leur progression sur un an s'est accélérée à 1,8 %, selon les chiffres définitifs publiés, mercredi 23 mai, par l'Insee. L'augmentation de l'indice en avril résulte notamment d'une nouvelle hausse des prix de l'alimentation, en particulier des viandes, et des produits pétroliers.

■ **MNR** : le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines) a relaxé, mercredi 23 mai, deux membres du Mouvement national républicain (MNR) poursuivis par des personnes se disant inscrites malgré elles sur la liste du parti d'extrême droite aux élections municipales de Poissy (le Monde du 13 avril). Michel Mosnier, tête de liste du MNR à Poissy, était poursuivi pour « recel de documents obtenus par abus de faiblesse » aux côtés d'Odile Bonnavard, candidate à Chatou (Yvelines), suspectée d'avoir collecté pour lui les engagements à candidatures et poursuivie pour « abus de faiblesse ». Le parquet pourrait faire appel de ce jugement.

## ALLEZ JUSQU'AU BOUT DE VOS IDEES



PLACES DE MARCHÉ



RELATION FOURNISSEUR



TECHNOLOGIES DU FUTUR



RELATION CLIENT

# SAP

## E-BUSINESS FORUM

## LE RENDEZ-VOUS DE LA NOUVELLE, NOUVELLE ECONOMIE

La révolution de la relation client : saurez-vous entrer dans les nouvelles logiques qu'impose Internet ? Comment la supply-chain va-t-elle conditionner la réussite des stratégies e-business ? Comment intégrer les places de marché dans votre stratégie d'entreprise ? Quelles seront demain les technologies gagnantes pour votre système d'information ? Autant d'interrogations qui seront abordées pendant ces deux journées, avec un cycle de conférences plénières, plus de 50 ateliers pédagogiques, une place de marché LIVE, plus de 75 exposants... **SAP e-Business Forum**, 2 jours pour vous aider à transformer les promesses de l'e-business en stratégie d'entreprise gagnante.

[www.sap.com/france/ebusinessforum](http://www.sap.com/france/ebusinessforum)

**PARIS**  
29-30 mai 2001  
PALAIS DES CONGRES

THE BEST-RUN E-BUSINESSES RUN SAP



Le Monde  
INFORMATIQUE

La Tribune



Microsoft